

Relations internationales

UPPA Campus de Bayonne Cours de Sylvie Peyrou-Bartoll

Année universitaire 2020-2021 – Niveau L1 Droit / Premier semestre

Objectif : À quel degré d'évolution la société internationale est-elle parvenue ? Quelles sont les caractéristiques du système international actuel et quels sont ses principaux points de faiblesse ? Est-il possible d'ordonner davantage le monde ? La problématique de ce cours, celle de l'ordre et du désordre, est particulièrement bien adaptée à l'analyse des relations internationales dans la période actuelle.

Dans ce cadre général de réflexion, ce cours poursuit deux grands objectifs :

- Présenter les instruments, les outils, les techniques d'analyse des relations internationales et rendre accessibles les acquis constitués par les grandes disciplines d'étude des relations internationales (droit, histoire, économie, sociologie, science politique) ;
- Donner des informations et des éléments de réflexion substantiels sur les grandes questions internationales actuelles : le rôle de l'État en tant qu'acteur premier des relations internationales, mais aussi le rôle croissant d'autres acteurs (organisations internationales et régionales sur toute la planète, sommets des G, ONG, multinationales, individus...) sur la scène internationale, une scène où ces mêmes acteurs œuvrent, que le monde soit ordonné (paix et situations pacifiques intermédiaires) ou en conflit (rupture de la paix, instruments de maîtrise de la violence – droit de la guerre, instruments de prévention des conflits armés et de règlement des différends).

L'enjeu de toutes vos études universitaires est acquérir un sens de la nuance et cet esprit critique, parce que partout, que ce soit dans les médias, dans les réseaux sociaux, on vous assène des vérités : c'est tout l'un ou c'est tout l'autre. Ce n'est pas vrai, la réalité fine est complexe. Elle n'est pas dans le blanc, elle n'est pas dans le noir, elle est dans le gris. Pour ça, il faut garder son esprit critique, ne pas se couler dans un moule, réfléchir par soi-même, essayer de comprendre par soi-même. Un des enjeux de ce cours (comme celui de tous les autres cours de Droit) est de vous donner des clés d'analyse, des clés de compréhension du monde qui vous entoure, pour vous faire votre propre opinion.

Sommaire

Le vocabulaire des relations internationales	5
Relations internationales interétatiques et transnationales	8
Des institutions internationales	8
La notion de politique internationale.....	9
Une politique étrangère en constante adaptation	9
La société internationale	9
Un système international	10
Une approche systémique empruntée aux sciences exactes	10
L'étude des relations internationales	12
Un développement inégal selon les pays	12
Il n'y a pas de science des relations internationales	12
RI #2-1 [terminé]	17
L'acteur principal des relations internationales : l'État	19
Tous les États sont des sujets de droit international	20
La notion d'État	20
Les éléments constitutifs de l'État	21

RI #2-2 [terminé]	24
(RI #3-1) [terminé]	30
(RI #3-2) [terminé]	35
(RI #3-3) [terminé]	36
Le critère de l'État : la souveraineté	39
RI #4-1 [terminé]	40
Le critère de l'État : la souveraineté	40
L'État : de sa formation à sa disparition.....	44
La naissance de l'État	44
RI #4 deuxième partie [terminé]	45
Les transformations (les possibles évolutions) de l'État	49
RI #5 première partie [terminé]	50
La disparition de l'État	52
Les États sont tous des acteurs différents des relations internationales	54
La question de la puissance des États	54
La notion de puissance	55
RI #5 deuxième partie [terminé]	55
La hiérarchie des puissances	56
Les configurations de puissance	59
6 première partie [à faire]	60
Les États à conditions juridiques particulières	61
Le condominium	62
La neutralité	64
RI #6 deuxième partie	82
Les pays en développement	82
La question des associations et groupements d'États.....	91
Les différents types d'associations d'États	92
RI #7 première partie	104
Les principaux groupements d'États	107
RI #7 deuxième partie	112
Conclusion du chapitre 1	112
Les acteurs des relations internationales autres que les États	113
Les acteurs créés par les États : les organisations internationales	113
Définition et éléments constitutifs des organisations internationales	115
L'acte constitutif d'une organisation internationale	115
Les membres des organisations internationales	116
RI #8 première partie	117
L'acte constitutif	119
Les membres	119
La personnalité juridique	122
La structure institutionnelle	130
RI #8 deuxième partie	131
La diversité des organisations internationales.....	146

RI #9 première partie	150
La typologie des organisations internationales	150
Les principales organisations universelles	157
RI #9 deuxième partie	159
les principales organisations régionales	162
RI #10 première partie	164
Les acteurs indépendants des États	192
RI #10 deuxième partie	193
Les organisations non gouvernementales (ONG)	193
Les entreprises multinationales	199
Les individus	206
La protection des droits de l'individu	210
RI #11 dernier cours [terminé]	212
La protection des droits fondamentaux	213
La responsabilité pénale internationale de l'individu	213
Conclusion de la première partie	214
La scène internationale	215
Le scénario, les facteurs des relations internationales	215
Le facteur démographique	215
Le facteur géographique	216
Le facteur scientifique et technique	216
L'opinion publique	217
Les règles du jeu, la diplomatie	218

La thématique de ce cours est de montrer la part croissante de l'international dans les activités humaines. On part de l'idée de proximité avec l'autre, et si la plupart des humains ont vécu ou vivent à l'échelle de leur village, de leur ville, ils ne se sentent pas forcément concernés par tout ce qu'il se passe à un échelon plus important, l'échelon national ; alors l'international, n'en parlons pas. On se préoccupait pas trop traditionnellement, on avait tout simplement pas connaissance ce qu'il se passait dans l'ordre international.

Les choses ont changé, et depuis quelques décennies, tout ce qui est extérieur, international (l'étranger, l'Autre), est devenu de plus en plus proche et présent dans nos vies. On peut identifier deux raisons principales à cette évolution : la mondialisation et le développement des moyens de communication.

La mondialisation est l'« abolition des frontières », entre guillemets puisqu'il faut toujours des autorisations (visa ou autres) pour se rendre dans un certain nombre de pays. Néanmoins, si on peut acheter un billet d'avion, on peut se rendre très facilement à l'autre bout du monde. Il n'y a donc plus vraiment de frontière imperméable, et tout le monde en profite, que ce soit les touristes, mais aussi les journalistes, les acteurs économiques, les étudiants pour des échanges, etc.

Ensuite, il y a abolition des distances grâce à Internet. C'est le fait qu'une information soit disponible instantanément à tout moment à tout endroit de la planète et le fait qu'on ait accès à une quantité d'informations extrêmement importante dans sa main, dans son smartphone. L'autre idée est le versant négatif. Comme on est mieux informé maintenant de tout ce qu'il se passe dans le monde, on ne se sent plus forcément à l'abri. En voyant tous les jours des catastrophes, des attentats, des inondations des typhons, on se dit que ça peut arriver ici aussi, à nous aussi. On a donc une plus grande prise de conscience de ce qu'il se passe partout autour de nous.

Tout cela vaut pour les individus, mais ça s'applique aussi à tous les échelons de la société. Ça s'applique aux entreprises, aux villes, aux régions, aux États, etc. Nous sommes tous dans ce monde fini, dans ce village planétaire où on sait ce qu'il se passe. Ce changement est assez énorme. Est-ce qu'il va continuer ? Oui probablement ; néanmoins, il y a des événements inattendus qui peuvent changer ou bouleverser le cours des choses. On pense ici à l'exemple de cette épidémie de Covid où on a vu toutes les frontières se refermer, le trafic aérien être interrompu, etc. On sent que cette mondialisation est fragile. Elle a permis la diffusion de la pandémie et en même temps la pandémie met en échec la mondialisation.

L'Homme moderne a besoin de connaissances sur ce qu'on appelle les relations internationales. Cette connaissance paraît indispensable pour comprendre ce qu'il se passe autour de nous. On en vient à la question essentielle : Que sont les relations internationales ? On se rend compte à l'étude qu'il est assez difficile d'avoir une vision d'ensemble satisfaisante des relations internationales. La première difficulté est une difficulté de taille : c'est un problème tout simplement de vocabulaire. Dans la suite de cette introduction, on va essayer dans un premier temps de clarifier ce vocabulaire pour essayer de savoir quel est l'objet de notre étude avant de nous pencher sur son contenu.

Le vocabulaire des relations internationales

Peut-être qu'en vos plus jeunes années au lycée, on vous a appris l'art poétique de Boileau – qui sont des classiques qui se perdent un petit peu. Il y a une phrase dans cet art poétique qui est toujours intéressante à avoir l'esprit. Il disait : « Ce que l'on conçoit bien s'énonce clairement et les mots pour le dire arrivent aisément ». C'est joliment dit, et ça veut dire ce que ça veut dire.

Avec les relations internationales, on en est assez loin, parce que c'est le premier temps forts, on a un vocabulaire ici qui n'est pas forcément très rigoureux. Dès lors, les relations internationales ne remplissent pas forcément la condition de clarté dans leur énoncé même.

Cela traduit un certain nombre de difficultés qui se situent en amont, et qui sont liées au concept même, c'est-à-dire à la conception des relations internationales. Le sens dans lequel sont employés les mots « relations internationales » n'est pas forcément *a priori* le plus évident ou le plus naturel. Il peut arriver que des mots recouvrent des réalités différentes ou au contraire que des mots différents recouvrent des réalités très proches. Pourquoi cette confusion, cette absence de clarté dans le vocabulaire ?

D'abord, il y a une raison historique : c'est la transdisciplinarité. Le manque de rigueur dans l'approche des relations internationales s'explique en effet par l'histoire de cette discipline. Pendant longtemps, cette étude a été surtout l'affaire des juristes principalement, et des historiens ensuite. Le développement de ces relations internationales a ensuite amené beaucoup d'autres disciplines à s'intéresser à ce champ, d'où un enrichissement incontestable des relations internationales. Cependant, parallèlement, cela entraîne des difficultés à adopter un langage commun. Il y a donc des progrès dans la discipline dans la mesure où elle intéresse de plus en plus de champs scientifiques, mais une impossibilité à trouver un langage commun.

Ensuite, une autre raison sur cette approche linguistique sémantique est l'importation du vocabulaire anglais. Ça a été incontestablement un facteur de complexité. De façon un petit peu anecdotique ou provocatrice, on pourrait aussi signaler une raison commerciale : il y a pas mal d'ouvrages consacrés aux relations internationales (si vous avez la curiosité de chercher, vous trouverez en ligne ou sur le site de la bibliothèque). Les auteurs et les éditeurs se préoccupent essentiellement de la visibilité des bouquins, ce qui les pousse parfois à utiliser un vocabulaire un peu ésotérique, spécialisé, réservé à des initiés. Ça fait plus sérieux. Au contraire, on voit aussi une commercialisation sous un même titre de bouquins qui ont un contenu différent. On est dans le flou complet.

La conséquence de tout ce qu'on vient d'évoquer est qu'il existe environ une dizaine de termes, d'expressions, qui sont censés intéresser notre discipline. On va essayer de passer en revue les plus les occurrences les plus fréquentes.

Premièrement, vous trouverez les termes « relations internationales interétatiques et transnationales ». Partons d'abord du néologisme de Bentham. Jeremy Bentham [1748-1832] (vous en avez peut-être entendu parler) est un auteur britannique. C'était un précurseur du libéralisme. Il était en faveur de de toutes les libertés, qu'elles soient individuelles (liberté d'expression, liberté économique) ; il est aussi pour la séparation de l'Église et de l'État, etc. Le terme « international » est apparu dès la fin du XVIII^e siècle sous la plume du philosophe anglais Bentham, mais on peut dire que le phénomène des relations internationales telles qu'on les comprend aujourd'hui – c'est-à-dire des relations entre des communautés politiques indépendantes – est un phénomène qui existe et qui est étudié depuis beaucoup plus longtemps que ça. On peut en trouver trace déjà dans l'Antiquité grecque, puis à l'époque de la Renaissance sous la plume par exemple de Machiavel (*Le Prince*). À peu près à la même époque, les deux auteurs Vitoria Francisco de Vitoria et Francisco Suarez – dont nous aurons peut-être l'occasion de reparler en licence dans le cours de droit international public – sont vraiment les précurseurs du droit international public ; ce sont les premiers qui ont véritablement théorisé le droit international public. Pour vous citer des noms plus proche de nous et que vous connaissez mieux, on pourrait citer aussi Rousseau ou Marx.

Pour avoir une définition, les termes « relations internationales » sont ceux que l'on emploie le plus souvent. Cette expression va désigner à la fois l'objet d'études et la discipline qui les étudie (en partie englobante). L'objet d'études, ce sont les relations entre les nations, entre les communautés politiques institutionnalisées. La discipline est la science universitaire qui aborde cet objet d'étude qui est ce cours. Quand on parle de relations internationales, on ne peut toutefois s'en tenir seulement aux relations entre États, parce que, on aura l'occasion d'en reparler, il peut exister des nations sans État – ou en tout cas qui sont controversées, et regardez par exemple tout le débat et la problématique autour de l'État palestinien –, parce qu'il existe aussi d'autres forces très importantes dans les relations internationales outre les États. Ce sont par exemple les organisations non gouvernementales (ONG), c'est-à-dire des

grandes associations internationales qui militent, par exemple pour l'environnement (WWF), pour les droits de l'Homme (Human Rights Watch (HRW)), etc. Si on veut rendre compte de la réalité afin de comprendre le monde contemporain et de pouvoir éventuellement agir dans l'aval, il faut prendre en compte ces différents paramètres.

Si on adopte une approche plus ouverte des relations internationales, ce qui paraît indispensable, on peut dès lors en donner la définition suivante : *Les relations internationales sont des relations entre des corps politiques qui relèvent du droit international et qui ne se limitent pas aux relations diplomatiques*. On va en développer ici les différents éléments et mettre l'accent sur les différents points de la définition.

Tout d'abord, premier élément important : « des relations entre des corps politiques ». En effet, les relations internationales ne sont pas des relations entre particuliers, entre individus. Ces relations concernent des structures politiques ; sinon, on n'a pas affaire à des relations internationales (c'est important de le comprendre et de le retenir, on le verra aussi pour le droit international). Si on considère des relations entre des entités privées, par exemple des entreprises, ça sera pas des relations internationales et du droit international public, mais ça pourra être éventuellement du droit international privé.

Ensuite, les relations internationales ne sont pas non plus des relations entre un individu et un État. Ce type de relation dépend exclusivement de l'État, même si l'individu n'est pas ressortissants de l'État. À partir du moment où on est sur le territoire d'un État, on dépend de sa juridiction. On a un certain nombre d'étrangers sur le territoire, par exemple ; ils relèvent de la juridiction française. Cette précision est importante ; par exemple, vous en avez déjà entendu parler (ou on vous en parlera) à propos de la Convention européenne des droits de l'homme). N'en jouissent pas seulement les ressortissants européens, c'est-à-dire ceux qui ont la nationalité des États membres de la Convention, mais tous ceux qui sont sous la juridiction des États, c'est-à-dire que ça concerne aussi les étrangers.

Enfin, « des relations entre corps politiques », c'est-à-dire des structures collectives qui n'ont pas une finalité individuelle. Soyons clairs, appelons un chat un chat : les relations entre nations. Grande question, que vous avez peut-être déjà abordé ou que vous allez aborder en droit constitutionnel : Qu'est-ce qu'une nation ? On considérera ici comme nation tout corps ayant une vocation politique et qui se définit lui-même comme une nation.

Voilà donc pour le premier élément de la définition de relations internationales comme des relations entre des corps politiques.

Deuxième élément de la définition : « des relations relevant du droit international. » En effet, ces relations internationales relèvent par définition du droit international et non pas du droit interne. C'est un critère essentiel ; c'est ce sur quoi insiste Bentham justement au XVIII^e siècle avec son néologisme, son approche conceptuelle de l'international. Ce caractère a produit un certain nombre de conséquences concrètes. Par exemple, au moment de la décolonisation à partir des années Cinquante jusqu'aux années Soixante-dix, les partisans de la décolonisation voulaient absolument être reconnus comme des mouvements de libération nationale, tout ça pour que ça relève non pas du droit interne mais du droit international. Comme ça, juridiquement, politiquement, l'indépendance devait s'imposer plus naturellement et permettre à ces communautés d'accéder au statut d'État et d'avoir une visibilité internationale.

Troisième élément enfin de cette définition : ce sont des relations qui sont plus que des relations diplomatiques. Les relations diplomatiques sont en effet des relations officielles que les États ont entre eux par le biais d'agents diplomatiques. Si on limitait nos relations internationales aux seules relations diplomatiques, ça serait incontestablement une image déformée. Ça serait réducteur, parce que les relations diplomatiques sont en réalité une forme très codifiée des rapports entre États. Or, si on regarde justement les relations internationales, on constate que la forme diplomatique n'a plus qu'un poids marginal. Aujourd'hui, les relations internationales vont au-delà ; il y a un dépassement des formes diplomatiques, comme en atteste la multiplication des rapports directs entre dirigeants.

Un exemple est la session plénière de l'Assemblée générale des Nations unies. C'est extrêmement important pour l'organisation des Nations unies, parce que, outre les discours que

chaque chef d'État fait à la tribune de l'ONU, c'est surtout un moyen considérable pour les différents chefs d'État de se retrouver et de pouvoir discuter en direct (et un peu en dehors de l'assemblée, dans les couloirs, dans les dîners, etc.). Le dirigeant chinois Xi Jinping peut discuter avec Vladimir Poutine, avec Emmanuel Macron. Ce sont là les véritables éléments des relations internationales, qui ne rentrent pas dans la case codifiée des relations diplomatiques *stricto sensu*.

Relations internationales interétatiques et transnationales

Après vous avoir donné cette définition, je vais vous montrer que cette définition des relations internationales est assez mouvante, parce que on ne peut pas parler aujourd'hui de relations internationales sans parler aussi de relations interétatiques voire transnationales. Ce sont des termes qui n'apparaissent pas forcément (qui n'apparaissent même quasiment jamais) dans les titres de manuels, et qui pourtant se retrouvent nécessairement toujours dans leur contenu. Essayons de comprendre ce que recouvrent ces termes de « relations transnationales » et « relations interétatiques ».

Les relations interétatiques, comme leur nom l'indique, sont les seules relations entre États. « Transnationales », au contraire, est un terme que l'on applique plus tôt entre individus et groupe. Ce sont des types de relations qui peuvent être de différents ordres : des relations commerciales, des relations culturelles, les relations scientifiques, idéologiques, sociales, criminelles. Il peut également s'agir de l'échange de biens, de la circulation d'idées, d'information, etc. Ce type de relation ne passe pas par les relations entre États. Autrement dit, ces relations qu'on appelle « transnationales » sont extra-étatiques. Les relations entre commerçants, entre entreprises, entre ONG, dépassent le cadre de l'État ; elles sont des relations transnationales. Un autre exemple concerne la grande criminalité ou le terrorisme. Il y a des réseaux transnationaux, par exemple, pour le trafic de drogue ; il y a des réseaux transnationaux ou des filières transnationales s'agissant du terrorisme. C'est pourquoi aujourd'hui, il existe un consensus pour admettre que l'expression « relations internationales » couvre non seulement les relations interétatiques, mais aussi les relations transnationales.

Du coup, on a un genre d'étude très vaste qui va s'étendre finalement à l'ensemble de tous les phénomènes internationaux. C'est par là que l'on comprend que cette matière n'est plus seulement la sphère des juristes voire des historiens, mais qu'elle va intéresser aussi les économistes, les géographes, les sociologues et les psychologues, les anthropologues, les météorologues (on pourrait encore trouver de nombreux « -logues »). Les relations internationales sont donc vraiment au carrefour de plusieurs disciplines. En même temps, et c'est ce qui fait la complexité de la matière, chacun vit dans sa conception propre des relations internationales, sans trop s'intéresser aux autres et avec des préoccupations qui peuvent être assez différentes.

Des institutions internationales

L'idée principale ici est les progrès vers une société relationnelle voire institutionnelle. Ces termes ont été employés par les auteurs, par la doctrine, par les juristes, pour montrer que ces relations internationales telles qu'évoquées dans leurs multiples facettes ne relèvent pas forcément toujours de la loi de la jungle. À première vue c'est un peu l'impression qu'on a ; tout ça a l'air assez anarchique. Au contraire, si on regarde dans l'évolution historique, il y a des progrès très nets vers une société internationale de plus en plus organisée.

On a une société internationale qui est relationnelle dans le sens où il y a des relations entre les différents États, entre les entités souveraines qui composent cette société internationale. Ces relations ont tendance à s'institutionnaliser de plus en plus ; cela ne va plus être simplement une rencontre diplomatique ou une rencontre au sommet, mais ça va s'institutionnaliser sous la forme, dans le cadre, d'organisations internationales.

Voilà en quoi on peut dire que les relations internationales sont institutionnelles aujourd'hui, parce que depuis l'après seconde guerre mondiale, il y a eu une floraison d'organisations internationales qui tendent à organiser cette société internationale, à la rendre plus institutionnelle. Ici, on adopte la conception large du terme « institution », qui est celle retenue par le professeur Paul Reuter [1911-1998], un des grands noms du droit international. Ce terme « institutions » va couvrir, selon Paul Reuter : « les organisations, les traditions et les règles fondamentales qui caractérisent une société donnée ».

La notion de politique internationale

Là-aussi, on va retrouver un certain flottement dans le vocabulaire.
~~La première idée est celle d'une politique étrangère en constante adaptation.~~

Une politique étrangère en constante adaptation

De prime abord, le terme « politique internationale », surtout lorsque l'expression est précédé de l'article (« LA politique internationale »), fait penser, fait songer à « politique étrangère » ou « politique extérieure ». D'ailleurs, il faut le dire, le plus souvent c'est dans ce sens que cette expression est employée. *La politique internationale est la conduite extérieure des États* ; c'est leur politique étrangère. Pourquoi un terme distinct ? En utilisant ce terme « politique internationale » plutôt que « politique étrangère », on veut montrer (et on peut montrer) que cette politique n'est pas une démarche qui est à l'abri du temps. C'est une adaptation permanente, aléatoire, un environnement qui est changeant, mouvant – environnement qui est celui des relations internationales.

Ensuite, toujours dans cette rubrique de politique internationale, on pourrait évoquer les relations transfrontières, qui ont des effets politiques. Parfois, « politique internationale » équivaut purement et simplement à « relations internationales », mais avec une précision légèrement différente : on ne s'intéressera pas ici à toutes les relations transfrontières, mais on choisira par convention celles qui sont plutôt de nature politique, qui ont des effets politiques. C'est pour ça qu'on parle de « politique internationale », mais ce choix n'est pas neutre. Il n'est pas sans conséquence, et pour le coup, c'est vers la science politique qu'il faut se tourner pour comprendre les caractéristiques des relations internationales et se donner les moyens d'analyser les principaux phénomènes qui marquent ces relations internationales. Or parfois (souvent), l'entreprise se veut résolument interdisciplinaire et accorde une très large place à la dimension économique des phénomènes politiques. Cela complexifie forcément la chose, vous en conviendrez. On dit qu'on se centre sur le politique, et puis on y ajoute l'économique ; dans la vie des relations internationales, c'est un facteur important.

La société internationale

~~Quatrièmement ; je voudrais dire quelques mots maintenant de la société internationale.~~

Cette expression est très fréquemment utilisée chez les juristes (en tout cas chez les juristes internationalistes), mais vous ne la trouverez pas en titres d'ouvrages, pour la bonne et simple raison qu'il y a des confusions de termes, ou plutôt il n'y a pas de sens univoque. Quand on parle de « société internationale », on l'entend comme synonyme de « société universelle », qui concerne l'ensemble des États du monde. C'est le sens le plus courant. Après, dans la doctrine, ce terme « société internationale » recouvre une autre acception ; c'est un constat objectif de cette société universelle telle qu'elle est et telle qu'elle fonctionne aujourd'hui, c'est-à-dire quelque chose qui, certes, n'est pas un état de nature, qui n'est pas totalement une société anarchique. Il y a bien une société un minimum organisée, parce qu'il y a des relations, des liens entre les États ; il y a des intérêts communs qui sont perçus comme tels ; il y a des organisations internationales, etc. Mais ça a une portée simplement « méca-

niste », une portée d'observation. Voilà ce qu'est la société internationale, c'est cette société universelle. Cependant, à côté de ça, il y a un autre terme qui est employé par la doctrine, qui est l'idée de « communauté internationale ». Là, plus que dans le constat objectif, on est dans le domaine de l'idéal à atteindre. Cette idée de communauté est censée traduire un très haut niveau d'organisation de la société internationale. C'est un idéal à atteindre (il faut insister là-dessus) ; la communauté internationale, on n'y est pas encore et on en est loin.

Comme dit ci-dessus, nous sommes dans une société relationnelle qui n'est pas inorganisée, puisqu'on perçoit des intérêts communs, on crée des organisations, etc. L'idée est d'aller vers une société encore plus institutionnalisée, vers une véritable communauté internationale qui transcende, dès lors et d'une certaine façon, les égoïsmes nationaux et qui, outre des rencontres sur des intérêts ponctuels, traduirait (pour reprendre les termes d'Ernest Renan pour la nation) un véritable vouloir vivre ensemble.

Est-ce que ça existe dans les relations internationales aujourd'hui ? Oui pourquoi pas, dans une certaine mesure, ça existe par exemple au niveau régional. Si on prend le phénomène de la construction européenne, l'Union européenne telle qu'elle est aujourd'hui est davantage que simplement une société internationale ; il y a des liens très étroits, puisque nous sommes allés (ça date de Maastricht en 1992) vers une véritable citoyenneté européenne.

La Cour internationale de justice elle-même a employé ce terme de « communauté internationale » dans un arrêt resté célèbre (bien qu'il soit assez isolé par l'idée qu'il véhicule) : c'est l'arrêt *Barcelona Traction* de 1970 (« Barcelona » comme la ville de Barcelone) où la Cour internationale de justice a constaté, a reconnu, que tous les États, parce qu'ils forment la communauté internationale des États dans son ensemble, doivent respecter un certain nombre d'obligations universelles. C'est important, parce que ça a permis notamment de lancer un concept que vous verrez en droit international plus tard, qui est le concept de *Jus cogens* (« normes impératives »), qui sont des normes au contenu tellement important que tout le monde doit les respecter, qu'on ne peut pas y déroger. Ça serait par exemple l'interdiction de l'esclavage ou tout ce qui concerne le droit humanitaire. Tout ça concerne vraiment la communauté internationale des États dans son ensemble. Cela traduit une véritable solidarité entre tous les États du monde, en allant beaucoup plus loin que la simple société internationale.

Un système international

Cette expression de « système » est aussi rarement employée dans les titres des manuels, mais là-aussi c'est un terme que vous trouverez dans les bouquins, dans des chapitres voire des parties.

Une approche systémique empruntée aux sciences exactes

L'approche systémique, l'approche du système, est utilisée en principe plutôt dans le domaine des sciences dures. Si on veut la transposer aux sciences humaines, en l'occurrence en relations internationales, cela traduit l'effort, le désir des spécialistes d'étudier les relations internationales de façon véritablement scientifique. Ici, l'approche, l'intérêt, l'objectif, est de voir les relations internationales comme un ensemble, comme une totalité. Dans un système, on a des acteurs divers qui vont être en interaction dans un environnement donné, et ce sont ces interactions dans cet environnement donné qui vont façonner la structure du système et qui vont en même temps contraindre le jeu des différents acteurs.

Quel est l'intérêt de cette approche systémique ? D'abord, l'intérêt est de fournir un travail à la fois objectif et neutre. Le recours à la notion de « système » permet en effet de dépasser des méthodes empiriques descriptives de l'histoire diplomatique. Cela a permis par là-même aussi de sortir d'une certaine idéologisation de la vie internationale. Beaucoup de disciplines ont trouvé un intérêt à cette approche systémique, en particulier la science politique et la sociologie qui sont, elles-aussi, concernées par les rapports de force, par la répartition des pouvoirs entre les différents acteurs, et puis le droit bien sûr, concerné par les ré-

gimes internationaux, sans oublier l'histoire qui elle suit et a suivi l'évolution du système international. Donc, un travail objectif et neutre grâce à cette approche systémique, mais aussi un cadre que je pragmatique. En effet, cette notion de système considéré comme un simple instrument offre un cadre d'interprétation, c'est-à-dire une grille d'analyse qui est suffisamment opérationnelle pour permettre d'organiser les contraintes qui pèsent sur les acteurs de la vie internationale et d'une appréhension de niveaux différents. On peut utiliser cette idée de système à des niveaux plus ou moins larges. On peut l'utiliser au niveau des régions ; on peut l'utiliser, non pas sur des zones géographiques, mais pour des catégories d'acteurs déterminées ; ça peut être aussi utilisé pour s'intéresser à un secteur spécifique. On pourra alors parler de « sous-systèmes » (simple raffinement de vocabulaire).

Pour donner quelques exemples pour rendre tout ça plus concret, on parle de système international mais, dans ce système international, vous avez entendu parler par exemple du système bipolaire. Qu'est-ce que c'est le système bipolaire ? C'est quand on était au temps de la Guerre froide et de l'opposition entre l'Est et l'Ouest, de l'opposition entre le camp soviétique et le camp occidental avec le leadership des États-Unis. À ce moment-là, les relations internationales étaient simples, parce que tout ce qui se passait était déterminé par cet affrontement direct ou indirect entre les deux grandes puissances, entre les deux blocs (l'Est et l'Ouest). Même quand il y avait des conflits des guerres hors zone « Est-Ouest », par exemple en Afrique, c'était souvent des conflits qui étaient instrumentalisés par l'une ou l'autre des grandes puissances qui poussait ses pions. Aujourd'hui, on est incontestablement davantage dans un système multipolaire.

On pourrait citer aussi un autre exemple : les systèmes régionaux. L'Europe en est le meilleur exemple, avec l'Union européenne. Cela existe dans d'autres continents. Il y a des alliances régionales sur le continent américain, en Afrique, etc. La conséquence de tout cela est une interaction et un processus de régulation.

Cette approche systémique met en évidence des interactions, des liens de causalité, des processus de régulation à l'intérieur d'un tout. Le système désigne alors une partie de la réalité sociale, un ensemble organisé, structuré et cohérent. Dans ce cas, parler du système international, c'est souvent (à peu de choses près) évoquer tout simplement la société internationale. Une deuxième chose est l'idée d'ordre. Derrière l'idée de systèmes ou de sous-système, il y a aussi une idée d'ordre mondial. C'est un terme qui a été mis au premier plan à la fin de la guerre froide et cette idée d'ordre évoque encore une fois l'idée de quelque chose de plus avancé, de plus organisé. Cela implique une certaine normativité, une certaine stabilité de la société internationale.

Pour résumer ce paragraphe : le vocabulaire des relations internationales est foisonnant et pas forcément toujours très clair ou uniforme. Cela demande un certain éclaircissement. Introduire un peu d'ordre dans ce vocabulaire foisonnant serait évidemment bienvenu. En guise de boutade, on pourrait dire que cultiver le flou, l'ambiguïté, cela fait partie aussi de la diplomatie et de l'art diplomatique. Néanmoins, on peut douter que cela contribue à faire avancer beaucoup la connaissance en matière de relations internationales. Il est donc probable – en tout cas il est indispensable – que la connaissance et la compréhension des relations internationales imposent à terme que l'on éclaircisse un peu mieux le vocabulaire. Ceci étant, il y a pour l'instant peu d'éclaircissements en vue, à cause justement de la manière dont la matière s'est développée, vu le contexte dans lequel elle prend place, vu l'évolution des relations internationales elles-mêmes. La conséquence est qu'on a un vocabulaire qui est tributaire des conditions d'études des relations internationales.

L'étude des relations internationales

On vient de le voir, les relations internationales sont complexes, en partie à cause du vocabulaire qui est utilisé en la matière, un vocabulaire foisonnant donc pas forcément toujours très clair et qui nous enseigne finalement assez peu de choses sur les relations internationales elles-mêmes. Il faut se pencher sur les conditions d'études des relations internationales pour essayer d'en apprendre davantage.

Un développement inégal selon les pays

L'étude des relations internationales dans le monde est très ancienne. Les premières approches remontent à l'Antiquité, mais c'est après la première guerre mondiale et surtout après la seconde que l'étude des relations internationales s'est développée fortement, quoique de manière assez inégale selon les pays.

D'un point de vue historique, la première chaire¹ de relations internationales qui a existé se trouvait au Pays de Galles en 1919. Ce petit point historique anecdotique mis à part, les États-Unis sont incontestablement le lieu où s'est produit l'essor des relations internationales. C'est là qu'a été réalisé le plus grand progrès, mais cette étude des relations internationales s'est installée dans bien d'autres pays. Elle s'est établie au Royaume-Uni, en Allemagne, en Europe du Nord. Il faut signaler que, dans l'ex-URSS, cette étude a été marquée par un fort dogmatisme qui ne se retrouve pas forcément dans la Russie de Boris Eltsine ou de Vladimir Poutine, qui est beaucoup plus ouverte à cet égard aux influences américaines ou occidentales. En revanche, on peut noter que l'étude des relations internationales, sauf exception, n'est pas présente dans les pays qu'on appelait autrefois les « pays du Tiers-monde », et qu'on appelle aujourd'hui les « pays en développement ». Ceci n'a pas empêché cet ensemble de pays de jouer un très grand rôle dans ces relations internationales à partir des années 1970 via le mouvement des « non-alignés » (dont nous parlerons un peu plus loin).

En France, il existe traditionnellement deux écoles, l'une étant ancrée dans le Droit, et l'autre plutôt dans l'Histoire. Il est à noter qu'en France, le contexte a toujours été assez peu favorable au développement des relations internationales. Les juristes préfèrent d'ailleurs abandonner le champ d'études des relations internationales pour se consacrer plutôt au droit international public, qui est plus saisissable intellectuellement parlant.

Il n'y a pas de science des relations internationales

Peut-on parler d'une « science » des relations internationales ? La réponse vient d'être donnée ; *a priori*, c'est non. Pourtant, beaucoup de spécialistes ont nourri cet espoir, mais aujourd'hui l'illusion est totalement dissipée. On ne croit plus vraiment à la possibilité de construire une véritable théorie des relations internationales qui permettrait de comprendre, d'expliquer, durablement, ce que sont les relations internationales ; en d'autres termes, qui permettrait de résister au passage du temps, de prévoir voire d'orienter les politiques extérieures.

S'agissant de ce cours de relations internationales, nous n'allons donc pas nous attarder à présenter longuement les théories, les doctrines, les conceptions qui ont prétendu ou qui prétendent encore organiser la matière, parce que certaines bases manqueraient (vous allez les acquérir au fur et à mesure avec d'autres cours, notamment les sciences politiques) et aussi tout simplement faute de temps. Néanmoins, nous allons présenter les trois grands courants doctrinaux à retenir qui existent dans l'étude des relations internationales.

¹ Une chaire est un professeur occupant un poste permanent sur une discipline dans une université.

Le premier courant doctrinal important est le courant réaliste. Ce courant réaliste a été porté par les désillusions de l'après première guerre mondiale. Il demande que l'on prenne en compte la réalité internationale, la réalité de la nature humaine, l'anarchie du système international et la recherche par les États de la puissance, de la satisfaction, de l'intérêt national. C'est un simple constat qu'on est obligé de faire. Un des intérêts de ce courant est qu'il a le mérite de mettre l'accent sur le rôle central de l'État dans les relations internationales. Il revêt une véritable valeur explicative quand ces relations deviennent conflictuelle, quand c'est la recherche de la puissance et/ou l'égoïsme des souverainetés qui dominent les politiques étrangères. En revanche, ce courant peut paraître moins pertinent lorsque la solidarité prévaut, lorsque se développe l'organisation de la société internationale – nous avons expliqué auparavant que c'était une tendance de cette société internationale de depuis l'après deuxième guerre mondiale. Enfin, on peut reprocher à cette approche réaliste de sous-estimer le poids des acteurs non étatiques, d'être trop centrée sur les États, sur les souverainetés, sur les puissances voire sur les grandes puissances, alors que d'autres acteurs, notamment les ONG, ont un rôle de plus en plus important dans la société internationale aujourd'hui.

Voilà donc pour le premier courant, le courant réaliste, celui qui prend la réalité internationale en compte, qui constate cette anarchie et cet égoïsme des États.

Le deuxième courant doctrinal très important est le courant de l'interdépendance. Ce courant se situe en réaction par rapport au courant réaliste. C'est une critique du courant réaliste. Le courant de l'interdépendance insiste notamment sur le grand développement des relations internationales après la seconde guerre mondiale, qui a créé un réseau très complexe d'interdépendances, qui a fait apparaître d'autres acteurs (des acteurs supranationaux : les organisations internationales, des acteurs transnationaux : des ONG). Autrement dit aujourd'hui, qu'on le veuille ou non, l'État est pris dans un dans un filet de relations beaucoup plus dense, complexes. Il devient assez artificiel de distinguer politique intérieure et politique étrangère. Ce courant de l'interdépendance a un grand avantage, parce qu'il met l'accent sur une composante, sur un élément des relations internationales qui est négligé par le courant réaliste : c'est l'aspect économique, l'aspect financier, mais aussi tout ce qui est forces transnationales ou organisations internationales. On pourrait formuler une critique à l'égard de ce courant, qui est la même que pour le courant réaliste, mais inversée. Le courant de l'interdépendance réduit peut-être un peu trop le rôle de l'État, le rôle du politique ; et il oublie que dans les relations internationales, il ne faut pas perdre de vue que les efforts ou les périodes de coopération ou de solidarité peuvent être très rapidement suivies d'un recours aux égoïsmes, aux conflits, etc. Autrement dit, les États restent toujours très importants dans cette société internationale et dans ces relations internationales.

Donc : courant réaliste, on constate l'anarchie, la réalité de la société internationale ; l'interdépendance, c'est le côté « verre à moitié plein » finalement (il y a des égoïsmes, de l'anarchie, mais en même temps, il y a une organisation, il y a quelque chose qui est au-dessus des États).

Le troisième courant doctrinal sur lequel nous allons dire quelques est le courant de l'impérialisme et de la dépendance. Le terme parle de lui-même : prononcer le mot « impérialisme » renvoie forcément automatiquement au vocabulaire, à la doxa marxiste. C'est ici la version marxiste des relations internationales, qui considère que le système international est marqué essentiellement par la dynamique du capitalisme. Dans cette conception, l'impérialisme reste, après la décolonisation, le facteur dominant des relations internationales, ce qui explique notamment, selon ce courant, le non-développement de ce qu'on appelait le tiers-monde (aujourd'hui les pays en développement). Qu'on soit d'accord ou non, que l'on partage ou pas son analyse, cette doctrine a d'intéressant est qu'elle montre que souvent dans les relations internationales, les relations sont de types asymétrique – elles sont inégalitaires – et elle prend en considération le point de vue des petits États, ce qui n'est traditionnellement pas trop le cas. Sur la critique *stricto sensu*, il est réducteur de ramener les relations internationales à un facteur purement économique ou socio-économique. De plus, certes, ce courant prend en considération le tiers-monde, mais il n'y a pas de finesse dans l'approche

parce que, même si on considère les pays en développement (en terme plus actuel), il y a des différences assez considérables. On ne peut pas dire que tous les pays sont forcément sur le même plan. Par exemple, l'Inde a été pendant longtemps un pays en développement, en difficulté économique ; aujourd'hui, il s'est hissé, développé ; il fait incontestablement partie des pays qu'on appelle « émergents » et fait partie du fameux groupe des « bric » (Brésil, Russie, Inde, Chine). La situation est donc souvent un peu plus complexe que cette approche ne le montre au un premier abord.

Voilà donc pour ces trois principaux courants. À partir de là, on va se poser trois questions.

Première question : Comment considérer les relations internationales aujourd'hui ? Pour répondre très simplement, le monde d'aujourd'hui est animé par deux mouvements qui sont un peu un sens inverse. D'un côté, la première tendance incontestable est la globalisation, ou mondialisation, ou centralisation ou intégration. Ce sont divers termes qui recoupent la même réalité objective dans la société internationale aujourd'hui. La deuxième tendance totalement opposée, est une tendance à la localisation, à la décentralisation, à la fragmentation. Partout à l'intérieur des États, on essaye d'exercer le pouvoir au plus près des citoyens, à l'échelon où c'est le plus le plus sensé, le plus utile, le plus efficace de prendre une décision politique. C'est aussi le cas dans l'approche de l'Union européenne (pour prendre un exemple), avec le principe de subsidiarité : on a un ensemble englobant qui est l'Union européenne, mais qui pose elle-même le principe de subsidiarité, c'est-à-dire qui dit que la décision doit être prise finalement là où on est au plus près du terrain, où c'est le plus pertinent de la prendre, parce qu'on connaît la réalité des problèmes, etc. Puis, simplement sur la localisation, on le voit aussi par l'éclatement des États qui se composent en micro-États. On l'a vu à l'éclatement de l'ex-Yougoslavie qui était une entité fédérale et qui, suite à un conflit sanglant, a éclaté en plusieurs micro-États, qui eux-mêmes se sont scindés. On pense par exemple à la Serbie, avec la sécession du Kosovo, qui d'ailleurs n'est toujours pas reconnue par un certain nombre d'États dans le monde. Ne serait-ce qu'au sein de l'Union européenne par exemple, l'Espagne n'a pas reconnu la sécession du Kosovo, évidemment parce que l'Espagne menacée par des mouvements sécessionnistes, la Catalogne étant le plus actif. L'Espagne ne va donc pas reconnaître le droit à la sécession du Kosovo, de peur de se voir appliquer le même principe pour elle-même. Néanmoins, cela semble être une tendance de l'Histoire que d'aller vers ce régionalisme, vers cette localisation.

La deuxième question : Quel obstacle ? L'obstacle, l'écueil, c'est celui de la réalité internationale. En effet, pour tous les courants (tous les travaux scientifiques, universitaires) qu'on a vus, l'écueil est au fond toujours le même : c'est que, comme disait Lénine, « les faits sont têtus ». Toutes ces études, toutes ces approches, ne résistent pas à une confrontation durable avec la réalité internationale. Il ne faut pas nécessairement jeter le bébé avec l'eau du bain, en disant que toutes ces approches, tous ces courants, sont à jeter. Chacun d'eux, dans sa perception des relations internationales, a une part de vérité ou peut être plus ou moins pertinent selon les époques, selon les acteurs des relations internationales. Tous ces courants doivent être plutôt vus comme complémentaires, parce que chacun permet de percevoir une part de cette réalité de la société internationale.

Troisième question : Est-il possible d'aller plus loin dans la compréhension des relations internationales ? En faisant une réponse « à la normande » : oui, sans doute, certainement, même s'il ne faut pas s'attendre à ce que des travaux scientifiques livrent le secret ou les secrets des relations internationales (à supposer qu'il y en ait). En tout état de cause, pour aller plus loin dans la compréhension des relations internationales, la question va être de savoir comment aller plus loin. D'abord peut-être en privilégiant une approche pluridisciplinaire, transdisciplinaire. Les relations internationales constituent un ensemble très complexe qui relève de plusieurs disciplines, on l'a dit : le droit, les sciences politiques, la géographie, l'histoire, la sociologie, etc. Bien sûr, c'est très compliqué, parce ça veut dire qu'il faudrait une formation complète en histoire, en droit, en sociologie, en science politique, et c'est l'idéal de l'homme parfait de siècle des Lumières. C'est un idéal un peu éloigné avec la croissance des

champs disciplinaires et l'extension des connaissances. Une deuxième réponse est de trouver ensuite un certain équilibre entre la théorie et la réalité (ou la pratique). On ne va pas réduire les relations internationales à des idées, à des doctrines. Les idées et les doctrines sont certes importantes, parce qu'elles permettent d'expliquer le réel. Cependant, si elles l'expliquent, elles n'en facilitent pas forcément la réelle compréhension, dans le sens où ça ne les rend pas forcément plus prévisibles. La connaissance du concret, la connaissance des faits d'actualité, c'est bien, mais ça ne permet pas d'avoir une vue d'ensemble des relations internationales, qui sont beaucoup plus larges et beaucoup plus vastes. La troisième chose pour essayer d'aller plus loin dans la compréhension des relations internationales, c'est en évitant sans doute l'américano-centrisme. Il est vrai que, depuis pas mal d'années et même la période de guerre froide ou après la guerre froide, les débats ont tendance à se centrer et à évoluer au rythme des préoccupations de la superpuissance américaine. Tout ce que disent les États-Unis, tout ce que dit le président américain est immédiatement relayé dans le monde entier. Il est vrai que c'est important, mais il faut essayer de se dégager de cette américano-centrisme. Ce sont des problèmes qu'on aura l'occasion de d'aborder à nouveau sous d'autres angles. Même s'il semble bien de se défaire de l'américano-centrisme, le problème est que, même aujourd'hui, on n'a pas de relations internationales qui soient vraiment l'affaire de tous ou de tous les autres. Ces relations internationales restent donc encore largement occidentales, même si d'autres acteurs aussi importants que les États-Unis commencent à occuper vraiment le devant de la scène : la Chine et la Russie, à suivre pour avoir une appréhension plus fine, plus complète, plus précise, des relations internationales, qui sont devenues aujourd'hui véritablement multipolaires. C'est une tendance récente, mais qui va certainement s'enraciner.

Une réflexion maintenant sur l'objectif du cours. Quel est l'objectif de ce cours ? Premièrement, l'objectif de ce cours est d'essayer de donner une image des relations internationales qui soit proche de la réalité. Cela ne veut pas dire pour autant que nous allons adhérer pleinement au courant réaliste qui n'est qu'une des dimensions de la réalité internationale. Cela signifie plutôt présenter les relations internationales de façon à mettre à disposition des éléments pour permettre de mieux saisir, de mieux comprendre, les questions qui sont à l'ordre du jour international ou qui le seront demain. Cela consiste à essayer de donner des clés de compréhension du monde contemporain.

La deuxième chose est d'essayer de rétablir une part d'études véritablement scientifiques dans les relations internationales (même si c'est ambitieux). Si on lit la presse internationale (ne serait-ce que *Le Monde* pour avoir une vision assez précise, sinon objective), à la lecture de l'actualité, on voit que le droit mais aussi l'économie, la politique, les finances, ont une place centrale, en tout cas une place importante, dans ces relations internationales. Il y a donc le droit, mais aussi d'autres facteurs qu'il faut prendre en compte : le facteur économique est important, le facteur financier est majeur, etc. Ce n'est pas forcément très fréquent dans les manuels de relations internationales de prendre en compte ces différentes dimensions. Ici, nous allons essayer de le considérer, parce que ça fait partie de la réalité. Si on essaie avant tout de faire du juridique (dans un cours pour des étudiants en première année de droit), on ne va pas faire que du juridique, ce qui serait plutôt l'objet du cours de droit international public (vu en Licence). Nous allons essayer de conserver dans ce cours tout ce que nous avons dit jusqu'à présent en termes d'approche pluridisciplinaire, parce que ce sont des dimensions qui sont importantes et qu'il convient d'exploser simultanément.

Pour illustrer cette problématique du cours et la façon dont on va l'aborder, les premières vidéos mises en ligne sur le site de notre groupe l'illustrent parfaitement, c'est-à-dire les 75 ans de l'ONU et la réunion annuelle de l'assemblée générale. Ça a plusieurs dimensions, ça a ses dimensions juridiques (qui nous intéressent), mais aussi politiques, voire une dimension sanitaire avec la crise du Covid, etc. On ne peut pas appréhender ce type de réalités internationales sans faire état de ces différents éléments, qui sont un tout dans cette réalité.

Outre ses ambitions, donc cette approche scientifique pluridisciplinaire, une des problématiques les plus importantes du cours va être de montrer – et ça ne veut pas dire que c'est nécessairement atteint – que la finalité de la société internationale est l'ordre. La quête d'un

meilleur ordre international est vraiment permanente. Elle est permanente en particulier depuis 1945 et la fondation d'une nouvelle société internationale après la seconde guerre mondiale au travers de l'ONU. C'est donc un problème qui remonte à l'après deuxième guerre mondiale, mais qui est toujours d'actualité, et aborder cette problématique permet de mesurer aussi le degré d'évolution de cette société internationale. Cela rejoint la problématique évoquée dans la première partie du cours sur la communauté internationale : plus il y aura d'ordre, plus il y aura d'institutionnalisation ; plus il y aura d'organisations, plus on se rapprochera de cette communauté internationale idéale.

Pour aborder ces problématiques, nous retiendrons une approche assez ouverte des relations internationale. Nous n'allons pas dire simplement que les relations internationales sont en voie d'organisation, qu'elles ont fait des progrès vers un certain ordre (même si c'est vrai). Nous allons regarder également, parce que ça fait partie de la réalité, du concret, tout ce qui est désordre, tout ce qui est changement et facteur de désordre, parce que le désordre est aussi la réalité de la société internationale. On se demande d'ailleurs si, au premier chef, ce n'est pas le désordre. En tout cas, ce à quoi on voudrait parvenir, c'est de faire comprendre que tout n'est pas tout blanc ou tout noir. La société internationale, c'est de l'ordre, mais c'est aussi du désordre. On est donc véritablement dans une dialectique de l'ordre et du désordre ; c'est ça paraît vraiment tout à fait adapté aux relations internationales contemporaines.

Si on part de cette problématique somme toute assez clair, assez classique, cela permet de retenir une approche alliant *droit et puissance*, parce que l'ordre procède d'abord du droit, mais l'ordre ne procède pas seulement du droit. La puissance peut aussi être un facteur de régulation, un facteur d'ordre, tout comme la puissance peut être aussi (parallèlement et inversement) un facteur de désordre. En tout état de cause, le droit sans la puissance peut/risque de rester largement ineffectif, et paradoxalement, la puissance a elle-aussi besoin du droit pour se légitimer, tout simplement. Cette approche nous permettra de comprendre que, fondamentalement, toutes les situations internationales sont évolutives, sont changeantes. On peut voir des progrès à certains égards, et de l'autre côté des reculs, des retours en arrière. Cependant, jamais rien n'est irréversible, et c'est pour ça qu'on a parlé de "dialectique" précédemment.

Nous avons fait à peu près le tour des termes, des difficultés d'appréhension de la discipline par son caractère justement multidisciplinaire. Nous avons présenté les ambitions de ce cours, ses problématiques principales. Dans cette introduction, ce sont quelques réflexions générales qui, on l'espère, n'auront pas paru trop abstraites.

Avant de terminer, je voudrais vous présenter un petit peu le plan du cours. Je vais aborder ici une approche assez classique, assez simple, mais qui je crois est très parlante et qui permet de prendre en compte la diversité du monde qu'il ne faut pas ignorer à l'heure de la mondialisation, mais qui permet aussi de présenter les principaux instruments d'analyse des relations internationales et les grandes questions internationales actuelles. Tout ça avec autant que possible l'envie de vous tenir au courant de l'actualité du monde. Nous allons nous baser autant que possible sur l'actualité du monde qui nous entoure. Ce plan est basé en deux parties.

En faisant de la méthodologie quand vous allez commencer les travaux dirigés, vous allez voir que les juristes se sont extrêmement académiques dans leur approche et qu'on fait toujours des plans en deux parties dans les devoirs. Vous verrez, on vous expliquera tout ça. Dans mon cours, j'ai aussi un plan en deux parties qui emprunte à la terminologie du théâtre. C'est bien connu : la vie sociale est un jeu et la vie sociale internationale l'est aussi ; d'ailleurs, la diplomatie est souvent comparée aussi à un jeu ; on parle du « jeu diplomatique ».

Comme dans une pièce de théâtre, nous allons parler, en deux parties, des acteurs des relations internationales, puis nous allons parler de l'action, de ce qui se passe sur la scène internationale.

RI #2-1 [terminé]

On a vu la dernière fois les difficultés de définition du champ de notre étude, qui s'est traduit notamment dans un vocabulaire foisonnant, un peu complexe et pas toujours très clair. On a essayé de baliser un peu le terrain en donnant quelques définitions de base que l'on retrouvera tout au long de ce de ce cours. Pour rappel, le plan global du cours a deux parties. On dit toujours que la vie sociale est un théâtre, et la vie internationale n'y échappe pas. Dans ce théâtre qu'est la vie internationale et que sont les relations internationales, on aura donc deux parties : on verra d'abord quels sont les acteurs et on verra ensuite quelle est l'action, qu'est-ce qui se passe sur cette scène internationale.

Les acteurs des relations internationales

La chose essentielle à retenir dans tous les développements que nous allons aborder est qu'il ne faut surtout pas confondre acteur des relations internationales et sujet de droit international, parce que les deux expressions ne sont pas synonymes. Elles délimitent des choses assez différentes.

Un sujet de droit est une entité qui dispose de la personnalité juridique. Qu'est-ce que la personnalité juridique ? Ça permet de bénéficier de droits, mais aussi d'être titulaires d'obligations. À partir de là, cette entité est à même de faire respecter ses droits devant des juridictions, mais réciproquement elle peut voir sa responsabilité engagée en cas de violation de ses engagements, si elle ne respecte pas ce à quoi elle s'était engagée. Voilà pour la définition du sujet de droit.

L'ordre juridique international va reconnaître deux catégories de sujets de droit, sans contestation possible. Toute la doctrine est unanime : il y a deux sujets de droit, deux catégories de sujets de droit : les États et les organisations internationales. En revanche, il faut noter que les personnes privées, les personnes physiques en particulier – même si c'est discuté – ne se sont pas vues reconnaître ce statut de sujet de droit. La seule exception (c'est une petite parenthèse) extrêmement rare dans le droit international est qu'il y a un domaine où l'individu se voit reconnaître la qualité de sujets de droit international : c'est dans le cadre régional du conseil de l'Europe et de la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (en raccourci : Convention européenne des droits de l'homme). On peut dire que l'individu est sujet de droit dans le cadre de la CEDH, parce qu'il peut saisir une juridiction internationale, à savoir la Cour européenne des droits de l'homme. Ce cas exceptionnel mis à part, l'individu n'apparaît pas en tant que sujet de droit dans les relations internationales ; il ne peut pas saisir une juridiction internationale (par exemple la Cour internationale de justice). Pourtant, les personnes privées (et pas seulement les personnes physiques) apparaissent, agissent et participent activement aux relations internationales. Par exemple, les ONG (organisations non gouvernementales), c'est-à-dire ces grandes associations internationales, œuvrent dans la société internationale, par exemple pour la défense des droits de l'homme (on pense à Human Rights Watch), pour la défense de l'environnement (WWF), on pense aussi aux au CICR (le comité international de la croix rouge) pour les droits de l'homme, etc. Apparaissent aussi les multinationales qui, d'une certaine façon, vont être actrices, de ces relations internationales. Par conséquent, les personnes privées, les personnes physiques, les multinationales, les ONG, etc., apparaissent dans ces relations internationales, et vont donc être des *acteurs* des relations. Il faut comprendre par là qu'il n'y a pas coïncidence entre les deux catégories "sujet" et "acteur" : "sujet" = États, organisations internationales ; "acteur" = tout le reste.

Il n'est pas nécessaire d'être sujet du droit international pour être acteur, donc la catégorie des sujets de droit international est beaucoup plus restreinte que celle des acteurs internationaux. La difficulté est que, la plupart du temps, on présente une liste d'acteurs internationaux sans définir vraiment ce qu'est un acteur. Nous allons donc essayer d'y remédier ici.

Le premier réflexe est de consulter le dictionnaire. Le dictionnaire Le Robert définit l'acteur comme « une personne qui prend une part active, qui joue un rôle important ». Si on part de ces éléments, il y a évidemment un large consensus pour dire que sur le plan international aujourd'hui, nombreuses sont les personnes qui prennent une part active ou qui jouent un rôle important dans ces relations internationales. En tout état de cause, au fur et à mesure de l'avancée de l'histoire, et ce en raison des évolutions de la société internationale, la liste

des acteurs internationaux s'est allongée. Quels sont-ils plus précisément ? Peut-on essayer de les classer ?

Le premier acteur apparu sur la scène internationale est l'État. L'État est sujet de droit international, mais il est aussi acteur. Parmi les membres de la société internationale, l'État a donc une place privilégiée en tant qu'il est détenteur de la souveraineté (on reviendra davantage plus sur cette notion de souveraineté). Il a une place privilégiée ; c'est le principal acteur, parce qu'il est le seul de son espèce à bénéficier de cet avantage, c'est-à-dire d'avoir cette place privilégiée que lui octroie la souveraineté. C'est parce qu'il a une place principale, une place privilégiée dans les relations internationales qu'on lui accordera une place très importante dans les développements qui vont suivre (ça sera tout le chapitre 1).

Cela étant, et bien qu'il domine encore très largement les relations internationales, l'État n'est pas seul. Désormais, et c'est d'autant plus vrai depuis l'après seconde guerre mondiale et surtout depuis trente ou quarante ans, l'État est concurrencé par d'autres acteurs : les organisations internationales qui se sont développées après en 1945, les ONG, les multinationales, les peuples, les mouvements de libération nationale, la mafia (ou les mafias), l'opinion publique, etc. Il y a un véritable foisonnement d'acteurs des relations internationales. Il ne faut pas se méprendre, l'État n'a jamais vraiment été seul sur la scène internationale. Néanmoins, il faut noter que, jusqu'à relativement récemment, on avait une approche qui était assez exclusivement juridique, c'est-à-dire qui était centrée sur l'État et qui laissait de côté les autres acteurs.

Dans l'introduction, nous avons essayé de montrer que l'étude des relations internationales n'est pas une discipline purement juridique. Nous avons insisté sur son caractère pluridisciplinaire ; ça intéresse la science politique, la sociologie, la géographie, la géopolitique ; et donc forcément, dans cette approche multidisciplinaire, on est obligé de considérer aussi tous les acteurs autres que l'État dans les relations internationales. Ce sera l'objet du chapitre 2.

L'acteur principal des relations internationales : l'État

L'initiation aux relations internationales contemporaines, dans un point de vue historique, nécessite une étude approfondie de l'État, et même « des » États. Il y a ici deux idées phares, deux idées majeures : d'abord, première idée, les États sont identiques, en principe, en tant qu'institution et par les fonctions qui leur reviennent. Tous les États sont des sujets de droit international. Cela veut dire que, théoriquement, ils ont les mêmes droits et les mêmes obligations sur la scène internationale, quelle que soit leur taille, quelle que soit leur puissance, leur importance politique, etc. Donc : tous les États sont identiques. Cependant, deuxième idée, en même temps et c'est le constat de la société internationale, les États sont très différents par leurs moyens. Ils vont donc être tous différents en tant qu'acteurs des relations internationales. Les États, suivant leur puissance économique, politique, etc. (on va essayer de donner différents critères qui permettent de les appréhender), vont peser plus ou moins sur la scène internationale, sur la vie internationale, selon leur puissance.

Voilà les deux points ; ces deux idées seront les deux sections de ce chapitre. Il faut prendre en compte les deux aspects : le premier parce qu'il va nous permettre d'identifier des États parmi d'autres entités qui ne sont pas des États, mais par exemple des organisations internationales, et l'autre idée (l'autre aspect) permet de reconnaître, d'identifier l'État parmi les autres États, et ça va nous permettre de faire des classifications par la puissance, par les épithètes que certains se donnent aussi. On parle d'« État puissant », d'« État voyou » (termes employés par des présidents des États-Unis), etc.

Donnons une petite illustration de cette différence de puissance. Vous avez tous entendu parler du forum économique mondial de Davos qui se tient chaque hiver en Suisse. Au départ, cet événement regroupe et simplement les grands chefs d'entreprises, des grandes multinationales mondiales, qui faisaient le point sur l'actualité, sur les conditions propices au déve-

loppement économique ou pas. Puis peu à peu, ça s'est élargi et c'est devenu la tribune des États, et même des États capitalistes. Ça entretient l'image d'une certaine oligarchie qui prend des décisions pour le monde entier. Voilà donc une image pas toujours très favorable pour le forum de Davos. D'ailleurs de plus en plus ces toutes dernières années, il se développe des discussions parallèles qui rassemblent justement d'autres acteurs, comme des associations de défense de l'environnement ou autres pour essayer d'atténuer cette image sulfureuse. Voilà donc pour les deux idées.

Tous les États sont des sujets de droit international

Tous les États sont des sujets de droit international ; les États sont identiques en tant qu'institutions et par les fonctions qui leur reviennent.

L'État est tout à la fois un phénomène historique, sociologique politique et juridique. Il n'est pas seulement appréhendé par le Droit, et même le droit constitutionnel, quand il définit l'État, ne prend pas en compte certaines dimensions qui sont pourtant premières

D'un point de vue juridique, sauf exception, l'État n'est pas créé par le droit. Il est simplement pris en compte par le droit, appréhendé par le droit. Cela veut donc dire qu'il pré-existe avant d'être défini par le droit (on parle ici du droit constitutionnel en général, puis du droit international). Autrement dit, c'est un constat matériel, mais aussi juridique : l'État ne va pas pouvoir exister d'un point de vue juridique s'il n'existe pas d'abord dans les faits. C'est donc cette existence de fait qui va conduire le droit, ici le droit international, à entériner la situation.

Du point de vue de notre matière, on peut noter que l'État obtient une place dans la communauté internationale en deux temps. Le premier temps, c'est la constitution en tant qu'État. Celle-ci va résulter pour nous du constat objectif selon lequel on est en présence des éléments constitutifs de l'État. En droit constitutionnel, on aborde la notion d'État de la façon suivante : pour qu'il y ait un État, il faut un territoire sur lequel vit une population ; population et territoire soumis à l'autorité d'un gouvernement qui va exercer une autorité exclusive et effective. Pour compléter par l'approche en sciences politiques de l'État ; selon Max Weber, c'est l'État qui a le pouvoir, et même qui détient le monopole de la contrainte organisée (c'est un élément attaché à l'autorité politique). La première étape est donc la constitution en tant qu'État, et le droit finalement va lister les différents éléments, va dire que « oui », il y a un territoire, « oui » il y a une population, « oui » il y a une autorité politique qui s'exerce sur territoire et population, donc effectivement les éléments constitutifs de l'État sont bien présents.

Le deuxième élément important sur la scène internationale est la reconnaissance de l'État par la communauté internationale, par les membres de la communauté internationale. Ici, on est à la lisière des relations internationales et du droit international. La reconnaissance d'État est un phénomène complexe, donc nous n'entrerons pas dans les détails. C'est une question de bon sens : un État ne pourra véritablement exister sur la scène internationale que s'il est reconnu comme tel par les autres membres de la communauté internationale (nous reviendrons sur cette notion de reconnaissance d'État dans le paragraphe 2). Le premier point dans cette première section portera sur la notion d'État. On va approfondir les éléments constitutifs de l'État.

La notion d'État

La définition classique de l'État est celle qui a été rappelée par un avis de 1991 de la Commission d'arbitrage pour l'ex-Yougoslavie qui avait été instituée au moment de la guerre en ex-Yougoslavie quand cet État, qui était un État fédéral, a explosé. La Commission d'arbitrage disait : « L'État est communément défini comme une collectivité qui se compose d'un territoire et d'une population soumis à un pouvoir politique organisé et qui se caracté-

rise par la souveraineté ». Il n'y a absolument rien d'original dans tout cela, c'est exactement les éléments qu'on a listés précédemment. C'est la définition classique vue en droit constitutionnel.

Chaque État comprend ce qu'on appelle traditionnellement les éléments constitutifs, qui sont au nombre de trois : un territoire, une population, un pouvoir politique organisé (une organisation politique, un gouvernement). On pourrait objecter que ces éléments constitutifs consubstantiels à la définition de l'État se retrouvent dans d'autres collectivités qui ne sont pas des États. On peut prendre l'exemple des régions, des provinces (c'est le terme des entités fédérées au Canada) ; on a effectivement un territoire, une population, un pouvoir politique plus ou moins autonome. Cela signifie que ces trois éléments constitutifs (territoire, population, organisation politique) sont nécessaires, indispensables, mais ne sont pas suffisants. Il y a donc un autre élément majeur qui permettra de caractériser pleinement l'État : c'est le critère de la souveraineté.

Dans les développements, nous allons reprendre les différents éléments constitutifs de l'État dans un premier point, ensuite nous développerons la notion de souveraineté.

Les éléments constitutifs de l'État

Petite précision terminologique avant de commencer : l'adjectif « constitutif » explique que l'État existe parce qu'il y a un territoire, parce qu'il y a une population, parce qu'il y a un gouvernement, et en même le temps, l'État est la réunion de ces trois éléments. Dire que « l'État a un territoire », « l'État a une population » est une façon simple de parler, mais c'est constitutif. L'État existe parce qu'il existe ce territoire, cette population, ce pouvoir. (Cela dit, c'est un détail de langage qui n'a pas une très grande importance.)

Le territoire

L'importance du territoire dans les relations internationales est certainement un des points les plus facilement perceptibles pour tout le monde. On pense très spontanément aux conflits territoriaux, on pense aux avantages que peut procurer tel ou tel territoire par rapport à un autre, par exemple le fait qu'il y ait un climat favorable, le fait que le territoire soit vaste, le fait qu'il recèle des ressources énergétiques, le fait qu'il y ait un accès ou pas à la mer, etc. Il y a énormément de questions internationales aujourd'hui, parmi les plus importantes, qui ont incontestablement une dimension territoriale. Donnons quelques illustrations.

- Le conflit dans la Méditerranée orientale entre la Turquie et la Grèce est un conflit très important. Tout ça vient de la délimitation, du problème de délimitation des zones maritimes de chacun. La définition des zones maritimes est prévue normalement dans une grande convention multilatérale qui a été adoptée en 1982 et est entrée en vigueur en 1994 : la Convention des Nations unies sur le droit de la mer. Le problème est qu'un certain nombre d'États ne l'ont pas ratifiée, et parmi ces États se trouvent les États-Unis (il faut le signaler) et la Turquie. La Turquie n'a pas ratifié la convention des nations unies sur le droit de la mer, parce qu'elle contient des dispositions qui ne lui sont pas très favorables ou qui ne correspondent pas à ses désirs, son expansionnisme. Il y a donc conflit à propos de petits îlots qui appartiennent à la Grèce, qui sont en mer Égée et qui sont proches des côtes turques. Le problème est que, dès lors qu'un État a des îles, il bénéficie de zones de souveraineté autour de ces îles. On appelle ça la "zone économique exclusive", qui permet à l'État qui en bénéficie d'en exploiter toutes les ressources. Or, on s'est rendu compte depuis quelques années maintenant, que les fonds sous-marins de la Méditerranée orientale regorgent de ressources, en gaz en particulier. Évidemment, cela excite les appétits des États riverains, et ça explique cet accès de tension entre la Turquie et la Grèce. Le problème est le contexte politique général : la Turquie est dans une phase très nette d'affirmation, d'expansionnisme avec Erdogan, et la Turquie n'hésite pas à montrer sa force, à envoyer des navires militaires. En réaction, la Grèce en a fait de même, soutenue par la

France (qui a envoyé des avions militaires et des navires militaires en soutien dans la zone). On a donc une situation extrêmement tendue.

- Une autre illustration est à propos du conflit territorial dans le Karabakh (dans le Caucase). Le haut Karabakh est une enclave dans le territoire azerbaïdjanais, rive-raine de l'Arménie. Cette enclave est peuplée complètement d'Arméniens. À la chute de l'Union soviétique, l'Azerbaïdjan est devenu un État souverain, mais cette enclave dans cette région montagneuse – peuplée d'Arméniens – a fait sécession, parce qu'elle ne se sentait aucun lien avec l'État et la population de l'Azerbaïdjan dans laquelle elle est incluse. Des conflits donc existent entre l'Arménie, qui soutient évidemment le haut Karabakh puisque ce sont des Arméniens, et l'Azerbaïdjan. Ce conflit dure depuis trente ans maintenant. Ça s'était calmé depuis 2016, et ça repart très fort. On ne sait pas qui a été l'agresseur, comment ça s'est passé. Certains ne seraient pas étonnés si c'était la Turquie, une fois de plus, qui poussait ses pions. D'un côté, la Turquie soutient militairement et politiquement l'Azerbaïdjan, puisque c'est un pays musulman, et d'un autre côté, l'Arménie est plutôt soutenue par la Russie (qui joue quand même un double jeu parce qu'elle a fourni des armes à l'Azerbaïdjan). On a là l'exemple type du conflit instrumentalisé par des grandes puissances, en l'occurrence la Turquie, et c'est totalement explosif, parce que c'est un conflit militaire et qui, à cause des grandes puissances qui sont derrière, peut éventuellement dégénérer. Un autre ferment de déstabilisation est que la Turquie a fait venir des combattants syriens et libyens dans la zone de l'Azerbaïdjan, tout ça dans des milices privées mercenaires, etc. En tout cas, la Turquie met des pions, met des combattants qui n'ont rien à faire *a priori* dans la zone, ce qui risque d'envenimer la situation. C'est donc une situation vraiment extrêmement tendue qu'il faut suivre de près.

Tout ça pour dire que la question territoriale est encore extrêmement présente, extrêmement puissante dans les relations internationales.

- S'il faut citer encore un autre exemple : la Chine mène une politique très expansionniste dans la mer de Chine, où elle met la main sur des îlots qui appartenaient ou qui étaient censés appartenir à d'autres États, et elle y établit sa souveraineté. La Chine a donc également une politique extrêmement belliqueuse, et on joue un petit jeu « au chat et à la souris » en faisant des démonstrations de force. Les États-Unis ont envoyé des navires dans la zone pour montrer un peu qu'ils veillaient au grain. C'est là-aussi une zone de tensions extrêmement importantes (c'est d'ailleurs un des éléments que nous aurons l'occasion de développer ultérieurement).

C'est ce qui fait toute l'instabilité du monde d'aujourd'hui. À l'époque de la guerre froide, c'était simple finalement, parce qu'on avait deux grandes puissances et il suffisait de l'équilibre de la terreur par l'arme nucléaire pour que tout ça tiennent à peu près. Maintenant, on est dans un monde éclaté, un monde multipolaire où chacun essaie de tirer ses avantages, de tirer son épingle du jeu, et c'est extrêmement instable.

Pas d'État sans territoire

Pour revenir sur notre développement concernant le territoire, la première idée est qu'il n'y a pas d'état sans territoire. En effet, l'État ne se conçoit pas, ni matériellement, ni juridiquement, sans un territoire. Ce territoire est donc vraiment un élément nécessaire indispensable à la constitution de l'État. *A contrario*, on peut dire que, par exemple aujourd'hui, l'idée d'un État nomade serait une aberration d'un point de vue juridique. Prenons l'exemple de Moïse dans désert qui conduisait le peuple d'Israël ; du point de vue du droit de la société internationale aujourd'hui, Moïse ne serait pas considéré comme un chef d'État. Boutade mise à part, cela veut dire aussi qu'un État existe s'il a un territoire. Par conséquent, s'il perd son territoire, même si la population demeure, même si l'autorité gouvernementale demeure, l'État disparaît, et peu importe que les autres États reconnaissent ou pas l'évolution provoquée par la perte du territoire. Un exemple historique est la Pologne. Située au cœur de l'Europe, la Pologne a connu bien des vicissitudes dans son histoire, et en particulier pendant

la seconde guerre mondiale où elle a été envahi à l'Est par les Soviétiques et à l'Ouest par l'Allemagne. La Pologne n'existait donc plus ; elle a cessé juridiquement d'être un État de 1939 à 1945. Pourtant, le gouvernement polonais continuait d'être reconnu par les alliés, et ce gouvernement a essayé d'exercer une certaine autorité sur la population polonaise (en tout cas, sur une portion de cette population).

On est bien d'accord : un État a besoin d'un territoire ; s'il n'a pas de territoire ou s'il le perd, il n'existe plus juridiquement, parce que – et c'est la deuxième idée – le territoire marque la souveraineté de l'État.

Le territoire marque la souveraineté de l'État

Le territoire de l'État est la partie de la planète où est établie la collectivité humaine qui relève de l'État. C'est donc l'espace où s'exerce de la manière la plus intense sa souveraineté. Dit autrement et d'un point de vue plus juridique, le territoire marque la zone de compétence exclusive de l'État. Cela signifie que, sur son territoire, l'État exerce une souveraineté exclusive, c'est-à-dire à l'exclusion de toute autre autorité. L'État y exerce la plénitude des pouvoirs étatiques ; cela veut dire qu'il a le droit exclusif d'exercer l'ensemble des fonctions de l'État. Ainsi, à l'intérieur de l'État, c'est le droit de l'État qui va s'imposer ; en revanche, au-delà de ce territoire, au-delà des frontières, l'État n'a plus normalement aucune autorité. Il n'y a plus aucune compétence. C'est la raison pour laquelle on a l'habitude de dire que la juridiction de l'État est territoriale.

La juridiction territoriale signifie que toute intervention d'un agent d'un autre État va être considérée comme une violation de ce territoire et donc comme une violation de la souveraineté de l'État. Par conséquent, on va énoncer ici ce qui est une des bases essentielles des rapports internationaux, des relations internationales, du droit international : c'est le respect de la souveraineté territoriale.

Prenons un exemple qui repose sur cette logique : la procédure d'extradition. Un État *a* veut obtenir la remise d'un criminel qui s'est réfugié à l'étranger dans un État *b*. Il va donc formuler à l'État *b* une demande en ce sens. Il va demander à l'État *b* d'extrader l'individu en question vers l'État *a*. D'un point de vue juridique, ces procédures d'extradition sont entourées d'un certain nombre de garanties : l'État *b* va vérifier la légitimité de la demande et va y répondre favorablement ou pas. Il est loisible à lui de prendre la décision qu'il veut. Il faut savoir qu'il existe ce qu'on appelle des accords d'extradition entre les États qui font que, quand un État demande l'extradition à un autre État, s'il y a un accord d'extradition, cet État est obligé de transférer la personne en question. En tout état de cause, ce qu'il faut comprendre au travers de cet exemple de l'extradition, c'est que l'État *a* qui veut le criminel en question ne peut en aucun cas se rendre *manu militari* sur le territoire de l'État *b* pour capturer la personne en question et la ramener chez lui. Évidemment, ça ne marche pas comme ça, ce serait une violation caractérisée du territoire et de la souveraineté de l'État hôte de l'individu en question.

L'exemple le plus entendu récemment dans l'actualité est celui de Julian Assange, qui avait lancé le fameux scandale des Wikileaks. Il s'agissait d'informations censées être classifiées « secret défense » aux États-Unis et que Julian Assange a révélé. Passible de poursuites aux États-Unis, Julian Assange s'était enfui au Royaume-Uni, où il s'était réfugié à l'ambassade d'Équateur à Londres. Il y a d'ailleurs passé des années. Finalement, y a-t-il eu une entente entre l'Équateur et le Royaume-Uni ? Probablement, crûment qu'il a été viré de l'ambassade, et dès lors les autorités du Royaume-Uni ont pu le saisir et le mettre en prison, puisqu'il faisait l'objet d'une demande d'extradition de la part du gouvernement américain. Cette demande d'extradition est en cours ; il y a un procès devant les juridictions britanniques et il a été dit il y a quelques jours que les juridictions britanniques ne se prononceraient qu'après l'élection présidentielle aux États-Unis. Vu le contexte politique qu'on connaît aux États-Unis, c'est sans doute préférable.

En terminant sur cet exemple, on peut donc dire que l'État *a* ne peut pas se faire justice lui-même, aller chercher la personne sur le territoire de l'autre État *b*, sauf à violer les principes essentiels applicables aux territoires.

Quels sont ces principes essentiels applicables aux territoires ? Ce sont des principes qui figurent parmi les principes politiques et juridiques fondamentaux qui gouvernent vraiment les relations entre les États. On posera deux principes ici : l'intégrité territoriale d'abord, et l'inviolabilité des frontières ensuite.

Tout d'abord, l'intégrité territoriale signifie qu'on ne peut pas porter atteinte au territoire d'un autre État. Le territoire ne doit pas être altéré d'une façon ou d'une autre. Quand on parle d'intégrité territoriale, on pense inévitablement tout de suite à l'idée de sécession. La sécession est ce qui pourrait porter atteinte à l'intégrité du territoire. Elle a lieu, parce qu'une partie de la population veut accéder à l'indépendance, veut elle-même se constituer en État. Par définition (et ça paraît être une évidence), tous les États sont très attachés à ce principe d'intégrité territoriale, et ça figure parmi les grands principes du droit international à respecter. (Nous aurons l'occasion de revenir sur la sécession ultérieurement.)

Ensuite, l'inviolabilité des frontières veut dire que tous les États entendent que leurs frontières soient respectées par les autres États. Puisque la souveraineté et les compétences s'exercent sur ce territoire, cela veut dire que des agents étrangers, des agents d'un autre État, n'ont pas le droit par exemple tout simplement de franchir la frontière sans autorisation de l'État, *a fortiori* bien sûr si ce sont des forces armées. C'est le fait le plus grave qui peut exister dans les relations internationales, en droit international. Si un État envoie la force armée sur un territoire d'un État tiers pour s'emparer de ce territoire ou d'une partie de ce territoire, c'est considéré comme une agression qui est dans le droit, poste 47 de la Charte des Nations-Unies, un des crimes internationaux les plus graves.

RI #2-2 [terminé]

Nous sommes dans le premier point sur les éléments constitutifs de l'État, c'est le A) avec le premierement sur le territoire. Il y avait deux idées : première idée, pas d'État sans territoire ; et nous étions dans la deuxième idée, parce que ce territoire marque la souveraineté de l'État. On a dit que c'était la zone de compétence exclusive de l'État, territoire sur lequel l'État exerce la plénitude de ses pouvoirs.

Pour poursuivre et terminer sur ce point, dans cette idée de de juridiction territoriale de l'État, on parle d'extraterritorialité. Originellement, l'extraterritorialité désignait des zones du territoire d'un État sur lequel cet État renonçait à exercer sa souveraineté. L'exemple le plus connu est à propos des ambassades. Les ambassades des États tiers sur un territoire sont de véritables enclaves. Sur le territoire, sur la zone de l'ambassade, l'État d'accueil renonce à exercer ses compétences territoriales. C'est un véritable statut d'extra-territorialité. C'est ce qui avait permis à Julian Assange de se réfugier à l'ambassade de l'Équateur à Londres, au Royaume-Uni. Tant qu'il était dans les locaux de l'ambassade, il était à l'abri, parce que la juridiction britannique ne pouvait pas s'exercer à l'intérieur de l'ambassade.

Si on veut compléter la définition de l'extraterritorialité, on dira que, par l'extraterritorialité, le droit national d'un État va s'appliquer hors du territoire de celui-ci. C'est le cas pour l'exemple de l'ambassade. Dans l'ambassade de l'Équateur au Royaume-Uni, c'est la compétence de l'Équateur qui s'exerce *a priori*, par définition, hors de son territoire.

Il y a bien d'autres cas d'extraterritorialité qui sont peut-être un peu moins connus. Par exemple, tous les navires qui naviguent en haute mer sont obligés d'arborer un pavillon. Dans le langage du droit, on dit « battre pavillon ». Cela veut dire mettre sur le mat du navire le drapeau du pays duquel le bateau est ressortissant, en d'autres termes la nationalité du bateau. L'intérêt est que, sur le bateau, en haute mer, seul est compétent l'État de la nationalité, l'État du pavillon. C'est extrêmement important dans les conflits en droit de la mer.

Il y a d'autres exemples dans lesquels on peut parler d'extraterritorialité, qui portent sur des problématiques très actuelles, à savoir sur la question de la protection des données à caractère personnel. En droit européen (en droit de l'Union européenne), un texte très important a été adopté il y a quelques années et est entré en vigueur il y a deux ans. C'est le RGPD : Règlement général sur la protection des données. Une des caractéristiques de ce RGPD est qu'il veut avoir un effet extraterritorial. On ne parle pas ici de la souveraineté d'un État, puisque c'est l'Union européenne ; on parlera de la « souveraineté de l'Union », mais la logique est la même. Ce RGPD veut avoir un effet extraterritorial, c'est-à-dire pas seulement pour les États membres de l'Union européenne, mais aussi pour les États tiers, en l'occurrence pour l'essentiel pour les États-Unis. On pense aux fameux GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft) et compagnie. Toutes ces grandes sociétés de l'Internet, dès lors qu'elles offrent des biens ou des services à nos ressortissants européens, sont censées relever de cette législation européenne. Ce détail mis à part, l'extraterritorialité en matière législative est extrêmement rare. L'objectif de ces exemples était de montrer que l'extraterritorialité est un concept assez large qui recouvre plusieurs réalités.

L'étendue et la composition du territoire

L'État a besoin d'un territoire. Précisons que, du point de vue de l'existence de l'État, peu importe l'étendue de ce territoire. Elle peut être considérable ; c'est le cas pour un certain nombre de grandes puissances : les États-Unis, la Russie, la Chine, l'Australie. À l'opposé, des États n'en sont pas moins État et ont un territoire extrêmement restreint : Singapour ou les micro-États qui peuvent exister dans l'océan Pacifique (Nauru par exemple).

Le territoire de l'État n'est pas non plus nécessairement d'un seul tenant, ce qui a forcément des conséquences importantes pour les relations internationale. C'était le cas, par exemple, autrefois historiquement pour les empires coloniaux, mais c'est encore le cas aujourd'hui pour les territoires d'Outre-mer. La France a le territoire de la France métropolitaine, et a des territoires Outre-mer : la Guadeloupe, la Martinique, La Réunion, la Nouvelle-Calédonie, les fameuses terres australes et antarctiques françaises (TAAF) (ces poussières d'îlots qui sont dans l'hémisphère sud près de l'Antarctique).

Cela étant, concernant le territoire de l'État, quand on dit "territoire", on pense aux territoires terrestres spontanément. Dans les faits, du point de vue des relations internationales et du droit international, c'est plus compliqué, parce que le territoire se compose de plusieurs éléments indissociables : le territoire terrestre d'abord et ensuite le territoire maritime qui longe le territoire terrestre (pour les États qui ont la chance d'avoir des côtes). Le fait de posséder un territoire maritime donne des prérogatives très importantes à l'État qui en bénéficie : il va avoir une mer territoriale, une zone économique exclusive, un plateau continental, etc. Ce sont des avantages indéniables. Avec le territoire terrestre et le territoire maritime, en tout état de cause et pour tous les États, il y a l'espace aérien situé au-dessus du territoire terrestre de l'État. C'est extrêmement important. On a tendance à l'oublier, l'espace aérien au-dessus du territoire est « la propriété de l'État » ; il est sous sa souveraineté. Cela signifie que pour que des avions, même des avions commerciaux d'États tiers, puissent ne serait-ce que traverser cet espace aérien, il y a besoin de l'autorisation de l'État sous-jacent, de l'État du territoire terrestre qui est dessous. On les mentionne ici simplement pour définition, pour évaluer la consistance de ce qu'est le territoire de l'État, mais ce sont des éléments qui s'étudient, d'un point de vue juridique, dans le cadre du cours de droit international public en licence.

Mentionnons pour mémoire qu'il existe des espaces qu'on peut qualifier de « non-étatiques » et qui seront donc internationaux. C'est assez rare dans le droit international, mais il y a quelques éléments ici ou là qui bénéficient de ce statut d'internationalisation, c'est-à-dire qu'ils n'appartiennent à personne. C'est le cas par exemple pour l'Antarctique – il y a eu un traité au début des années 1960 entre les grandes puissances et les États riverains de l'Antarctique qui se sont mis d'accord pour internationaliser ce territoire et qui veillent à ce que personne ne se l'approprie. Sont également concernés une partie des océans. Les États ayant la chance d'avoir des espaces maritimes attenants à leurs côtes peuvent s'approprier

une partie de cet espace : la mer territoriale, la zone économique exclusive sous certaines conditions. Au-delà, il y a ce qu'on appelle la « haute mer ». Elle n'appartient à personne, et dessous, c'est à dire les fonds marins au-dessous de la haute mer, se trouve ce qu'on appelle dans le jargon du droit de la mer, la « zone internationale des fonds marins », qui a un statut international. Elle est internationalisée, ce qui veut dire et c'est assez inédit dans le droit international, qu'une organisation internationale a été créée, que des institutions supranationales gèrent cette zone spécifique dans l'intérêt commun. Si des États veulent y accéder pour profiter des ressources, ils devront demander une autorisation voire payer des taxes.

La frontière

La frontière est une ligne qui sert à délimiter le territoire. C'est une ligne de séparation qui va séparer le territoire de l'État du territoire d'un autre État (de l'État voisin) et éventuellement qui va être le point de départ aussi pour la délimitation des zones maritimes. La frontière de l'État est fondamentale du point de vue de la paix, de la sécurité internationale. Il est très important du point de vue de la stabilité des relations internationales que la frontière de l'État soit sûre d'abord, soit reconnue (qu'elle ne soit pas contestée par les États voisins, par les États tiers). S'il n'y avait pas de délimitation, cela ouvrirait la porte à des contestations. Cette limitation par la frontière va éviter en principe toute contestation.

La délimitation est un acte de définition de la frontière. Cette délimitation peut se faire de différentes façons. Elle peut se faire, par exemple, par la voie d'un accord bilatéral, comme un traité de paix entre deux pays (comme par exemple entre l'Israël et l'Égypte en 1979). Elle peut se faire également par la voie d'un accord multilatéral, c'est-à-dire un accord entre plusieurs États. Ça a été le cas par exemple pour l'Allemagne dans l'après seconde guerre mondiale et en 1990 au moment de la réunification. En effet, le sort de l'Allemagne quant à sa réunification ne dépendait pas de sa seule volonté ; elle était subordonnée à la volonté des quatre grandes puissances que sont les États-Unis, la Russie, le Royaume-Uni et la France ; qui avaient leur mot à dire dans la réunification et dans le statut de Berlin. Il a fallu un traité multilatéral.

Une délimitation de frontières peut se faire éventuellement aussi par la voie arbitrale ; ça se produit lorsqu'il y a un conflit, un contentieux entre deux États. Ils se mettent d'accord pour soumettre la résolution de ce conflit à une personne ou un organe tiers par rapport à eux : l'organe arbitral. Dans ce cas, c'est l'organe arbitral qui va rendre sa sentence et qui va dire que la frontière passe ici, là, etc. Bien sûr, les États s'obligent au préalable à respecter cette décision arbitrale, parce qu'ils ont décidé d'y avoir recours.

Il peut y avoir une décision juridictionnelle éventuellement. Dans ce cas, ce n'est pas un arbitre, mais une véritable juridiction qui va trancher – en l'occurrence, la Cour internationale de justice. Des délimitations de frontière ont été opérées par la cour internationale de Justice. Ça a été le cas par exemple pour la frontière entre le Burkina Faso et le Mali, via un arrêt de 1986.

Ceci étant dit, la question se pose de savoir comment on procède pour délimiter cette frontière. Pour lancer quelques éléments, quelques idées (ceci sera vu en détail dans un cours de droit international public en licence) : ce dont on se sert souvent, ce sont des éléments de géographie. Pour faire le partage, c'est très utile de se référer par exemple à un fleuve, un cours d'eau, à une montagne. On parle de frontière naturelle. Si on n'a pas ce genre d'éléments naturels, on va prendre des points géographiques abstraits, par exemple la longitude et la latitude et puis on tire des lignes, tout simplement.

Concrètement sur le terrain, une fois que des États se sont mis d'accord pour délimiter une frontière, c'est très simple. Si vous ou vos parents avez eu l'occasion d'acheter un terrain pour construire une maison ; pour voir quel est le terrain qui vous appartient et où commence le terrain du voisin, on fait venir un géomètre expert. Ce géomètre expert, en fonction des éléments juridiques dont il dispose, va prendre des mesures sur le terrain. Il va prendre son mètre, et concrètement, il va poser des bornes sur le terrain, c'est-à-dire des petits plots en béton qui permettent de délimiter le terrain de votre jardin autour de votre maison. C'est

simple. Pour les États, c'est exactement pareil. La démarcation se fait par un bornage – c'est le même terme –, c'est-à-dire la pose de bornes qui matérialisent la frontière. Si parfois vous allez vous balader en montagne dans une zone frontalière d'un autre État, il n'est pas rare qu'on voit une stèle en béton qui marque la frontière (c'est écrit dessus).

Même si c'est tout simple, ça veut pas dire que ça règle nécessairement tous les problèmes, parce qu'il y a des zones du monde où il peut être très compliqué de poser des bornes. Imaginez en Amazonie ou dans l'Himalaya, on ne vient pas pour poser des bornes tous les mètres ou les dix mètres. Ça peut du coup être source de contestations et de contentieux entre les États.

Les contestations concernant les frontières (leurs délimitations) occupent une place importante dans les relations internationales. Ces contestations de frontières peuvent être plus ou moins graves, avec une intensité de conflits plus ou moins importante. En tout état de cause, les contentieux territoriaux constituent toujours une menace grave pour la paix internationale. On l'a vu précédemment avec les exemples en Méditerranée orientale (conflit Turquie-Grèce) ou le haut Karabakh (conflit Azerbaïdjan-Arménie). Ça peut déboucher sur l'usage de la force, sur la guerre. C'est donc extrêmement important, et c'est la raison pour laquelle le recours à un tribunal arbitral ou un juge est évidemment privilégié pour éviter l'usage de la force.

Comme conséquence du souci d'assurer la paix et les relations de bon voisinage entre États voisins, un régime juridique particulier s'est imposé pour la délimitation des frontières dans l'histoire, dans certaines zones territoriales, ou à la faveur de certains événements historiques. Par exemple, dans les situations de décolonisation, un nouvel État se crée, et la souveraineté de l'État précédent (de l'État colonial) disparaît. Ça pourrait être l'occasion éventuellement d'une remise en question des frontières. Une sorte de coutume, de convention, s'est imposée, et on essaye autant que possible de maintenir le *statu quo* territorial. Le nouvel État va donc se créer dans les frontières existantes. Ceci a été décidé pour faciliter autant que possible les relations entre États, afin de faire qu'il y ait des relations pacifiques. Si à chaque fois qu'un État se crée, on ouvre la boîte de Pandore de remettre en question les frontières territoriales, ce serait une source de contentieux voire de conflits sans fin. On ne se préoccupe donc pas tellement de savoir si la frontière était artificielle, si elle était arbitraire, si c'est la volonté des populations locales. Dans un souci de stabilité juridique et de relations pacifiques, on conserve les frontières telles qu'elles étaient. Évidemment, cela n'évite pas pour autant les contestations territoriales ou les mouvements indépendantistes.

La population

Comme élément constitutif de l'État, on dit en général un territoire délimité, stable, avec une population stable.

Une petite remarque préalable intéressante est qu'on entend la population de l'État au sens moderne du terme. On l'entend plutôt par « population sédentaire », ce qui pose problème d'ailleurs à certains égards face au nomadisme transfrontière qui existe encore de par le monde. Par exemple, les populations Same, les Samis (les Lapons si vous préférez) ; historiquement, ils se moquaient éperdument des frontières (qui, pour eux, n'existaient pas). Ils migrent avec leurs troupeaux de rennes etc., sur des territoires qui concernent la Norvège, la Suède, la Finlande et la Russie. D'ailleurs, entre parenthèses, là où il y a populations nomades, ça ne plaît pas aux États, parce qu'ils n'ont pas de maîtrise sur ces populations, sur ce qu'elles font, ce qu'elles ne font pas, etc. Il y a donc toujours eu, là où il y a populations nomades, des efforts de l'État pour mener les politiques de sédentarisation qui conduisent, partout où elles sont menées, à des véritables catastrophes d'un point de vue culturel, parce qu'on supprime des modes de vie traditionnels. On l'a vu aussi pour les indiens d'Amérique. Il y a également les ravages de l'alcool, etc. C'est un problème extrêmement sensible qui renvoie indirectement à la question des minorités nationales, qui est extrêmement sensible dans le droit international aujourd'hui.

Tout État a une population, dont le volume varie considérablement d'un État à l'autre. La Chine a plus de deux milliards d'habitants ; l'Inde a dépassé le milliard d'habitants ; et à côté de ça, des micro-États n'ont que quelques milliers ou centaines de milliers d'habitants. C'est donc très disparate à la surface du monde. Très souvent et historiquement, une population nombreuse a été toujours considérée comme un facteur de puissance. Ce n'est plus le cas aujourd'hui ; ce n'est pas forcément le cas. Au contraire, avoir une population très nombreuse, surtout quand on est un État pauvre (en développement), peut être considéré comme un frein au développement, parce qu'il faut avoir nécessairement ne serait-ce que des ressources alimentaires suffisantes pour toute la population. Dans certains cas, c'est un facteur de puissance ; d'un autre point de vue, ça peut être un facteur négatif, un frein au développement.

Pour les pays développés aujourd'hui, la question principale qui se pose concernant la population est celle du vieillissement des populations – d'où les nécessités de renouvellement de la population, avec notamment la question (qui fâche et sur laquelle nous n'allons pas nous lancer) de l'immigration.

Les relations internationales sont affectées par tous ces facteurs liés à la population. Un autre facteur aujourd'hui, auquel on est tous confrontés et qui est assez rare dans le monde contemporain depuis 1945, concerne les questions de santé (les problèmes de santé publique, les problèmes d'épidémie). C'était une des toutes premières remarques au début du cours, dans l'introduction : on voit aujourd'hui comment l'épidémie de Covid influe sur les relations internationales. On l'a vu avec la fermeture des frontières, avec le fait que tout est maintenant virtuel, la limitation de la circulation des personnes, etc.

Cela étant, il convient de comprendre que toutes les personnes qui se trouvent sur le territoire de l'État vont être soit des nationaux, soit des étrangers. On n'a pas forcément que des ressortissantes de sa nationalité sur son territoire. On va essayer d'expliquer tout cela.

Les nationaux

La plupart des personnes qui se trouvent sur le territoire de l'État sont des nationaux. On emploie parfois d'autres termes, qui sont parfaitement synonymes : ressortissants, sujets, citoyens ; tout ça est synonyme *a priori*. Néanmoins, d'un point de vue strictement juridique, il y a des nuances : « ressortissants » et « sujets » désignent des individus qui ont un lien avec l'État qui est différent de celui qui existe pour les nationaux *stricto sensu*. On va essayer de clarifier tout ce vocabulaire qui est employé de façon généralement assez indifférenciée.

S'agissant des citoyens, cela renvoie à l'idée selon laquelle ces personnes qui sont citoyens ont des droits et des devoirs par rapport à l'État dont elles relèvent, dont elles sont les nationaux. Ici, la citoyenneté se confond avec la nationalité. À noter que dans le cadre de l'Union européenne, il existe – et c'est totalement inédit dans l'ordre juridique international – une citoyenneté européenne. Attention, nous sommes tous citoyens européens, et donc cette citoyenneté européenne ne remplace pas notre citoyenneté. Un Français a la nationalité, la citoyenneté française, et en même temps européenne. C'est donc une citoyenneté qui se surajoute ; il faut être citoyen d'un État membre de l'Union pour bénéficier de la citoyenneté européenne. Ce n'est pas simplement une étiquette pour faire joli, cela entraîne un certain nombre d'avantages. Par exemple, un Français qui va résider deux ans en Espagne pour travailler, parce qu'il est citoyen européen, pourra participer aux élections municipales (voter voire éventuellement être élu) et, lors des élections européennes, il pourra participer à l'élection des parlementaires européens au niveau espagnol (là où il réside). Ce sont là les avantages les plus immédiats, les plus importants, mais il y en a d'autres, comme par exemple la protection diplomatique. Si vous allez en vacances en Papouasie-Nouvelle-Guinée, et imaginons qu'il ait pas de représentation diplomatique française. Vous avez un souci : vous êtes allé vous balader dans la jungle et vous avez perdu tous vos papiers. Vous n'avez donc plus de passeport pour reprendre l'avion. Manque de bol, il n'y a pas de représentation diplomatique française. Pas de soucis : vous avez la citoyenneté européenne, donc vous trouverez forcément au moins une représentation diplomatique d'un des États membres de l'Union européenne,

que ce soit les Pays-Bas, l'Allemagne, l'Italie, etc. Vous pourrez demander protection à cette agence diplomatique ou à son représentant consulaire. C'est un avantage très concret dont on ne se sert pas peut-être tous les jours, mais il existe.

S'agissant de la citoyenneté ou de la nationalité, pour les conditions d'attribution de celle-ci, c'est l'État qui détermine *souverainement* les conditions d'attribution de la nationalité. Les politiques varient assez largement sur ce sujet, parce que la conception de la nation et la volonté du législateur obéissent à des contingences politiques, culturelles et autres. Ça varie donc beaucoup d'un État à l'autre, voire d'une période historique à l'autre. Cela étant, fondamentalement, il y a deux systèmes concernant l'attribution de la nationalité, qui sont soit exclusifs, soit ils peuvent être combinés ; tous les cas de figure sont possibles.

Il y a d'abord pour la nationalité ce qu'on appelle le système du droit du sang (*Jus sanguinis*). Cela fait dépendre la nationalité de l'enfant de celle de l'un ou des deux parents. La nationalité résulte ici de la naissance, de la filiation plus exactement. Pour donner des exemples, c'est en principe la base du droit de la nationalité en Allemagne, qui pratique le principe du droit du sang, c'est-à-dire qu'on est Allemand parce qu'on a du sang allemand. C'est ce qui a permis, par exemple, lors de l'effondrement du bloc soviétique au début des années 1990, la dislocation de l'empire soviétique. Des populations allemandes qui s'étaient installés dans la région de la Volga à l'époque et qui y ont été « coincés » pendant des décennies (du coup sur le territoire soviétique, où ils ont fait racines), parce que ces individus avaient des origines allemandes, du sang allemand, ils pouvaient prétendre revenir à la mère-patrie. Des allemands de cette région de la Volga en ex-URSS sont donc rentrés en Allemagne.

L'autre système est ce qu'on appelle le droit du sol (*Jus solis*). Le droit du sol est très simple : on attribue la nationalité d'un État à un enfant parce qu'il naît sur le territoire. C'est donc un système qui est extrêmement favorable à l'immigration. Pour l'essentiel, c'est le principe qui a été pratiqué par la France depuis longtemps.

Il y a des solutions alternatives et plus complexes selon les cas de figure. La nationalité peut s'acquérir par le mariage. Dans l'après-deuxième guerre mondiale en France, un étranger ou une étrangère qui se mariait à un citoyen Français, dès le jour de la célébration du mariage, acquérait la nationalité française. Ce système a évolué en France, parce qu'il y a eu à une époque récente (à partir des années 1980-90), la pratique de ce qu'on appelait les "mariages blancs", c'est-à-dire que quelqu'un en France voulait bien se marier avec un étranger pour qu'il puisse bénéficier de la nationalité. Ce n'était pas un vrai mariage et les couples en question divorçaient très vite. C'était juste une procédure pour permettre à l'étranger d'acquérir facilement la nationalité. Des conditions ont donc été posées pour éviter ce genre de dérive. Aujourd'hui par exemple, il faut deux ans de mariage effectif avant de pouvoir acquérir la nationalité.

Il y a également la naturalisation, qui est un acte volontaire. En effet, on va le voir après, des étrangers peuvent très bien se trouver sur notre territoire, en avoir l'autorisation parce qu'ils ont un permis de séjour, un permis de travail, mais n'ont pas la nationalité. Au bout d'un certain nombre d'années, ils peuvent demander leur naturalisation. C'est un acte volontaire de leur part qui leur est octroyé ou pas par la puissance publique s'ils remplissent les conditions.

Fin de cette séance. Place aux questions.

Faut-il distinguer nationalité et citoyenneté ? Non, c'est la même chose. Quand on est national, on a la citoyenneté, ou vice versa.

Est-ce qu'un individu peut être citoyen de deux pays ? Oui, je vais le dire un petit peu plus loin. Effectivement, certaines personnes ont des doubles nationalités.

En fonction de quelles règles se dessinent les frontières maritimes ? Pour ces pour les États qui ont des côtes, des règles sont prévues par le droit international de la mer pour permettre de tracer des lignes fictives le long des frontières maritimes, à une certaine distance, pour définir d'abord ce qu'on appelle la mer territoriale, qui s'étend sur 12 milles marins, c'est-à-dire à peu près 24 km ; et au-delà, il y a une autre zone qui couvre 180 milles marins de plus,

qui concerne la zone économique exclusive. C'est juridique ; on trace des lignes qu'on appelle des « lignes de base » en fonction de certains critères. Cela relève du droit international public.

(RI #3-1) [terminé]

On en était à la définition des éléments constitutifs de l'État. On a vu la dernière fois le territoire et on avait commencé le deuxième relatif à la population, avec une distinction entre les nationaux et les étrangers. J'avais commencé la dernière fois le développement relatifs aux nationaux. On a parlé de citoyenneté. J'avais fait une petite parenthèse sur la citoyenneté européenne et ses avantages. J'avais présenté les principes relatifs à l'attribution de la nationalité, sachant que c'est l'État qui détermine librement les conditions de sa nationalité.

Il faut voir maintenant quelles sont les *conséquences de la possession de la nationalité*. On dit traditionnellement qu'il existe entre l'État et ses nationaux un lien d'allégeance, même si les personnes (les nationaux) éprouvent avec plus ou moins d'intensité le sentiment d'appartenance ou d'attachement à cet État. Les effets de la nationalité varient selon que la personne va être située ou non sur le territoire de l'État (sur le territoire dont il est le ressortissant, sur le territoire national). D'abord, il faut souligner que les compétences de l'État vis-à-vis de ses nationaux correspondent au maximum de ce qu'il peut faire dans ses relations avec les personnes. L'État est totalement libre de traiter ses nationaux comme il le veut, sous réserve des obligations internationales qui s'imposent à lui (par exemple en matière de droits de l'Homme).

L'État délivre généralement à ses nationaux (à leur demande) un passeport, une pièce d'identité, un document qui certifie leur identité et leur nationalité, et qui va leur permettre de se rendre à l'étranger. Voilà pour la compétence quand les nations sont sur le territoire.

Hors du territoire, la compétence de l'État à l'égard de ses nationaux ne prend pas fin. En tout état de cause, l'État va conserver des liens avec ses nationaux quand ils sont expatriés, via notamment les services diplomatiques et consulaires. D'un côté, ça peut être au bénéfice des citoyens, s'ils ont besoin de documents administratifs par exemple, qui vont s'adresser aux services consulaires. De l'autre côté, les ressortissants se trouvent toujours soumis à un certain nombre d'obligations de leur État, même lorsqu'ils se trouvent sur un territoire étranger. Elles peuvent être des obligations militaires par exemple : pour les États dans lesquels il existe encore un service militaire obligatoire, le ressortissant ne va pas y échapper en partant à l'étranger (il doit remplir ses obligations militaires dans son pays d'origine). Ces obligations sont également d'ordre fiscal : lorsqu'un citoyen est à l'étranger, il est censé payer ses impôts dans son pays d'origine, mais il est également imposé dans le pays où il réside, en tant qu'il y réside. Cela concerne les gens qui résident sur des longues durées (pas un touriste). Pour éviter qu'il y ait double imposition – ce qui ne serait pas juste –, beaucoup d'États de par le monde ont passé des conventions internationales entre eux pour éviter cette double imposition. En général, la personne va être plutôt imposée fiscalement dans le pays où elle réside habituellement, ce qui évidemment peut être beaucoup plus intéressant si on considère un Français ; d'où son intérêt de se faire domicilier par exemple en Belgique, en Suisse, ou ailleurs.

À noter aussi que l'État peut accorder à ses nationaux ce qu'on appelle la « protection diplomatique ». C'est un mécanisme du droit international public. Quand le national (la personne) subit un dommage sur le territoire dans lequel il réside, habituellement (dans ce genre de situation), on fait un procès. Le particulier (la personne physique) va intenter une procédure judiciaire dans l'État où il réside. S'il ne peut pas obtenir réparation devant les tribunaux de l'État dans lequel il réside, il va demander la protection diplomatique à l'État dont il a la

nationalité. Si son État la lui accorde, c'est cet État qui va prendre faits et causes pour lui et qui va engager à ce moment-là une action en responsabilité internationale.

Il est juridiquement possible d'avoir de multiples nationalités si les États le permettent. Dans certains cas, un individu peut avoir plusieurs nationalités, par les origines. On peut par exemple être d'origine espagnole, avoir la nationalité espagnole, et ensuite résident en France après avoir acquis la nationalité française, tout en conservant la nationalité d'origine. Il y a donc double nationalité. Cela présente des avantages et des inconvénients qui sont ceux liés à la nationalité. Cela peut avoir des bénéfices dans certains cas, ne serait-ce par exemple qu'en matière de libre circulation. Par exemple, si on est dans l'Union européenne et qu'on a la double nationalité d'un État non-européen, la circulation sera facilitée entre ces deux États. Le revers de la médaille est que cette double nationalité peut présenter également des inconvénients. Par exemple en matière militaire, s'il y a un service militaire obligatoire dans les deux pays dont on a la nationalité, théoriquement on doit accomplir ce service militaire dans les deux pays (c'est extrêmement contraignant). Ça peut être le cas aussi en matière fiscale.

Les mutations territoriales (des changements territoriaux) peuvent aboutir à des changements de nationalités. Ça a été le cas par exemple pour les périodes de décolonisation. Les ressortissants de l'empire colonial français appartenaient à la France et, dans le processus de décolonisation, un nouvel État se créait. Les personnes qui résidaient sur son territoire acquéraient la nationalité de ce nouvel État.

Il y a également eu des mutations territoriales comme conséquence de guerre. Ce fut le cas concernant l'Autriche et le cas du Tyrol du sud. Le Tyrol du sud, qui se situe entre l'Autriche et l'Italie, est historiquement une partie de l'Autriche. Pendant la première guerre mondiale, les puissances occidentales (qui étaient contre les puissances de l'Axe) ont promis à l'Italie que, si elle se rangeait à leurs côtés à la fin de la guerre, en remerciement/récompense, on lui donnerait le Tyrol du sud ; et c'est ce qu'il s'est passé. En 1918, à la fin de la première guerre mondiale, le Tyrol du sud a été arraché à l'Autriche et donné à l'Italie. Tout ça pour dire que, comme il y avait un changement, une mutation territoriale, un changement de souveraineté pour les personnes qui y résidaient, on leur a donné pendant un certain temps ce qu'on appelle un « droit d'option », c'est-à-dire le droit de choisir leur nationalité. Elles pouvaient décider soit d'opter pour la nationalité italienne, soit de conserver la nationalité autrichienne. Voilà ce qu'on appelle le droit d'option.

Enfin, il y a possibilité de perte de la nationalité. La nationalité peut se perdre en effet si l'individu décide d'acquérir une autre nationalité et si la première nationalité (la nationalité initiale) cesse d'être effective. Certains pays n'acceptent pas la double nationalité. C'est le cas pour l'Autriche. Si on veut acquérir la nationalité autrichienne, il faut renoncer à toute autre nationalité. Si on est français(e) et qu'on veut acquérir la nationalité autrichienne, on perdra notre nationalité française.

Il existe aussi des pratiques issues de législations nationales – qui existent plutôt dans les régimes totalitaires ou dans des circonstances exceptionnelles – qui permettent à l'État de décider de déchoir une personne de sa nationalité. C'est un débat qui a beaucoup agité la France il y a quelques temps, où il a été question de déchéance de la nationalité française pour les terroristes ayant une double nationalité. L'idée était de ne pas vouloir garder sur le territoire national des personnes qui manquent gravement au respect des obligations républicaines. Cependant, s'ils n'avaient que la nationalité française, on y a renoncé, parce que s'il y avait déchéance de la nationalité, ça en ferait des apatrides, ce qui n'était pas une solution satisfaisante. Il est donc possible pour un État de prononcer la déchéance de sa nationalité (ça existe en France en cas de terrorisme et de double nationalité).

Les étrangers

La deuxième catégorie de personnes qui sont sur le territoire national, ce sont les étrangers. Par définition, celui qui n'est pas un ressortissant national, qui n'a pas la nationalité, et qui se trouve sur le territoire d'un État, est un étranger. Leur statut juridique diffère de celui des nationaux. L'étranger va donc posséder la nationalité d'un ou de plusieurs autres États. Il

peut avoir des multiples nationalités, mais autres que celle dans l'État où il se trouve. Il faut envisager plusieurs cas de figure successivement.

La première catégorie est celle des apatrides. L'apatride, par définition, n'a pas de nationalité. Il est dans un statut particulièrement inconfortable. Cela ne veut pas dire qu'il ne peut pas résider sur le territoire d'un État. Il lui sera accordé des permis de séjour, etc. Un exemple récent de l'actualité est la fameuse crise des Rohingyas, qui ont fui la Birmanie en masse. Ils ont été déchus de leur nationalité (de leur citoyenneté) birmane. Non seulement, ils sont réfugiés (migrants plus exactement), et ils sont déchus de leur nationalité. Ils n'ont aucune nationalité. Quelqu'un qui a été déchu de sa nationalité est exclu définitivement de son pays. En général, ça va de pair. Dans la logique de la loi française qui a été adoptée pour les terroristes, cela va de pair avec une expulsion vers le pays d'origine de l'étranger².

La deuxième catégorie qu'on peut envisager est le demandeur d'asile. Le demandeur d'asile est par définition un étranger qui a la nationalité d'un État tiers quelconque ou qui est apatride, qui a demandé l'asile sur le territoire de l'État, mais qui n'a pas encore obtenu la réponse. En attendant, le demandeur d'asile bénéficie d'une protection particulière qui lui permet de rester sur le territoire de l'État où il a déposé sa demande d'asile. S'il obtient une réponse positive, il aura le statut de réfugié, statut qui découle de conventions internationales, notamment la Convention de Genève de 1951. S'il n'a pas obtenu l'asile, *a priori* il n'a aucune raison juridique, aucun motif juridique, aucun titre juridique, pour rester sur le territoire. Dans ce cas, il doit demander un titre de séjour ; sinon, il va entrer dans la clandestinité (il deviendra un clandestin).

La troisième catégorie est le réfugié. Le réfugié est l'étranger qui a demandé l'asile et qui l'a obtenu. *A priori*, ce statut de réfugié ne dure pas nécessairement *ad vitam aeternam*. Si le motif qui a justifié qu'on lui accorde l'asile disparaît – par exemple, une guerre dans le pays où il résidait –, cela met fin à son droit d'asile et à son statut de réfugié. Il devra rentrer chez lui. Par exemple, les Syriens sont venus en masse en Europe à cause de la guerre civile qui sévit depuis des années dans le pays et de la lutte contre le terrorisme. Si la situation se normalise en Syrie (fin des conflits, changement de régime, élections démocratiques), toutes les personnes qui ont obtenu le statut de réfugié sont *a priori* censées revenir dans leur pays d'origine, car le motif qui a suscité et a justifié l'asile disparaît. Le réfugié garde la nationalité de son pays d'origine ; il ne la perd pas. C'est pourquoi, quand le motif de l'asile disparaît, il peut être renvoyé dans son pays, puisqu'il en a toujours la nationalité. L'asile est une protection que l'on accorde à l'étranger tout le temps où ce sera nécessaire.

Après avoir vu l'apatride, le demandeur d'asile et le réfugié, il faut évoquer le terme d'« immigrés » en général, pour continuer à clarifier le vocabulaire. L'immigré est l'étranger qui se trouve sur le territoire de l'État – il peut y être seule ou avec sa famille – et qui a l'intention d'y vivre. Généralement, il vient pour y travailler pendant une certaine période. C'est la différence avec le touriste. Généralement par exemple, les visas touristiques sont pour une durée de trois mois. Au-delà, on est censé être dans des longues durées qui vont nécessiter des procédures particulières. Au-delà de cette durée de séjour liée à une visite touristique, l'étranger, l'immigré, devra demander et obtenir un titre de séjour sur le territoire de l'État (pas la nationalité), qui lui permet de résider régulièrement sur le territoire. Pour l'immigré qui veut rester sur le territoire y travailler, cela dépendra des conventions de double imposition. S'il s'agit de courtes périodes, en général il paiera des impôts dans son pays d'origine – c'est du cas par cas, il faut voir selon les législations des pays membres où il réside et dont il est originaire. Au contraire du demandeur d'asile, l'immigré n'a aucune raison de demander l'asile, parce que dans son pays, tout est calme, il n'y a pas de persécution, etc. Par exemple,

² Pour rappel, la France, avec cette solution de déchéance de la nationalité, ne propose la déchéance de la nationalité française que pour des personnes qui ont une double nationalité, par exemple franco-algérienne. La personne sera déchue (peut-être déçue) de sa nationalité française et sera expulsée vers le pays dont elle a la nationalité, en l'occurrence dans cet exemple l'Algérie. En d'autres termes, pour l'heure pour la France, on ne déchoit pas de la nationalité s'il n'y a pas une deuxième nationalité, parce qu'on ne veut pas faire d'apatrides (qu'on ne pourrait pas expulser).

prenons un marocain ; s'il veut venir pour travailler en France par exemple, il faudra qu'il obtienne un titre de séjour. S'il obtient ce titre de séjour, dans ce cas, il pourra rester tout à fait légalement, tout à fait régulièrement sur le territoire pour la durée indiquée sur le titre de séjour. Un permis de travail ne découle pas automatiquement d'un titre de séjour ; les deux ne sont pas forcément joints. Cela relève de la législation de l'État en question.

Quand un étranger est sur le territoire de façon légale, parce qu'il a obtenu un titre de séjour, un permis de travail, etc. ; il peut, au bout d'un certain nombre d'années, obtenir la nationalité de l'État dans lequel il réside. Par exemple en France, après cinq ou dix ans de séjour légal régulier, l'étranger peut demander à obtenir la nationalité.

Enfin, la dernière rubrique est le clandestin. Le clandestin va être l'étranger qui n'a pu rentrer dans « aucune case » (si on peut dire), c'est-à-dire qui par exemple aura demandé l'asile mais aura été débouté de sa demande de droit d'asile, qui aura demandé un titre de séjour qui lui sera refusé. Cet étranger n'a aucun titre juridique pour rester sur le territoire ; il est donc clandestin, expulsable à tout moment. Cela veut dire que, dès lors que les autorités publiques l'auront arrêté, il sera renvoyé dans son pays d'origine ou, si jamais on ne connaît pas son pays d'origine (par exemple parce qu'il n'a pas de papiers), on le renvoie dans le dernier pays tiers par lequel il a transité.

Si le réfugié veut rester dans le pays qu'il a rejoint, il devient immigré à condition qu'on lui accorde un titre de séjour, ce qui n'est pas automatique. À la fin de sa demande d'asile, pour rester sur le territoire, il faut un titre de séjour. Si sa demande d'asile, si son statut de réfugié, prend fin et qu'on ne lui donne pas de titre de séjour ; à ce moment-là, il doit quitter le territoire. S'il ne le fait pas de son plein gré, il devient un clandestin et il est expulsable. Il peut donc être à tout moment arrêté par les forces de police et renvoyé dans son pays d'origine.

Après toutes ces définitions, quelques remarques, quitte à enfoncer des portes ouvertes. Cette question des étrangers est une question récurrente aujourd'hui dans les pays d'Europe, d'Amérique du nord, qui ont subi un afflux considérable de migrants, surtout ces toutes dernières années à cause des conflits au Proche-Orient, en Syrie, en Irak, etc. On ne peut plus aborder un débat politique sans traiter de cette question qui est vraiment au cœur des campagnes électorales. L'accès des étrangers au territoire et les conditions dans lesquelles ils y résident relèvent de la compétence discrétionnaire de cet État. C'est donc l'État qui décide s'il veut ou pas accueillir des étrangers, s'il accorde l'asile, s'il donne des titres de séjour, s'il donne la possibilité de travailler, etc.

Pendant toute leur durée de séjour, les étrangers vont être soumis au droit de l'État d'accueil, étant entendu que leur traitement diffère de celui des nationaux (c'est tout l'intérêt de faire la distinction). Par exemple, même s'ils ont le droit de travailler, ils peuvent être exclus de l'accès à certaines professions (fonction publique par exemple). Ensuite, et c'est la différence principale, les étrangers ne pourront pas participer aux élections dans le pays où ils résident ; ils ne sont pas électeurs et ils ne sont pas éligibles non plus. La seule grande exception dans le droit international concerne les ressortissants de l'Union européenne entre eux. Si un Français va résider en Allemagne, il pourra participer aux élections municipales dans la commune où il réside, et il pourra participer également aux élections européennes en Allemagne. C'est une exception qui n'existe nulle part ailleurs. Normalement, les étrangers ne sont ni électeurs ni éligibles.

Pour ce qui est des conditions posées par le droit international, celui-ci n'exige pas une égalité de traitement entre étrangers et nationaux. La seule chose que le droit international exige, c'est que l'État accorde aux étrangers des garanties minimales. Par exemple, on ne pourra pas emprisonner un étranger de façon totalement discrétionnaire et arbitraire. S'il est soumis à une procédure judiciaire, il faudra qu'il bénéficie de toutes les garanties judiciaires existantes dans le pays. De plus, il devra être assisté d'un traducteur, etc.

En revanche, si l'étranger et clandestin – c'est-à-dire qu'il n'est pas réfugié, qu'il n'a pas de titre de séjour –, il doit normalement sortir du territoire. *A priori*, l'idéal est qu'il le fasse de

sa propre initiative, ce qui est rarement le cas. S'il ne le fait pas, il pourra être extradé ou expulsé.

L'extradition est une situation particulière. On parle d'extradition lorsqu'une personne se trouve sur le territoire d'un État, mais qu'elle est poursuivie ou condamnée par les autorités judiciaires d'un autre État. Cet autre État, qui a jugé et condamné la personne en son absence, demande à l'État où elle se trouve actuellement de lui livrer la personne en question. C'est ce qu'on appelle l'extradition, afin que cette personne, soit puisse être jugée, soit puisse purger sa peine. Prenons l'exemple de Julian Assange : il réside au Royaume-Uni, il est américain et il est demandé aux États-Unis pour être jugé et condamné aux États-Unis pour l'affaire du Wikileaks, c'est-à-dire des informations d'intérêt d'État qu'il a divulguées. Les autorités américaines demandent au Royaume-Uni l'extradition de Julian Assange, c'est-à-dire qu'ils demandent aux autorités britanniques de lui remettre l'individu en question pour que celui-ci puisse être jugé ou purger sa peine. On parle donc d'extradition quand il y a une procédure judiciaire qui est en cours, qui a été faite ou qui est prévue et qu'une personne a été condamnée. L'État demande donc à récupérer son ressortissant pour le juger ou le condamner. Tout réside sur l'existence de conventions d'extradition. Si on est condamné, il vaut mieux bien choisir son pays de destination, en veillant à ce qu'il n'y ait pas de convention d'extradition entre les deux États considérés.

L'expulsion est une procédure différente. Ici, on est du point de vue de l'État où réside la personne. C'est l'État sur le territoire duquel réside la personne qui veut expulser la personne, s'en débarrasser. Cette expulsion est décidée en fonction de considérations, de motifs purement nationaux. Par exemple, parce qu'un étranger a commis des délits ou des crimes, a été condamné et est jugé indésirable sur le territoire, il va être expulsé ; ou alors l'État va expulser l'étranger qui est clandestin.

Pour l'extradition, la personne est en cavale ; elle a quitté son pays pour fuir la sanction pénale. C'était le cas – on en a beaucoup parlé il y a quelques années – de Cesare Battisti, Italien qui avait été condamné en Italie dans les années 1970 (les années noires en Italie) pour meurtres sur des policiers. Il a d'ailleurs été réfugié à un moment donné en France – le président de la république François Mitterrand avait décidé de lui octroyer l'asile –, puis on a estimé que ça faisait un peu tâche. Cesare Battisti a senti le vent tourner et il est parti en Amérique du Sud. Tout ça a duré une trentaine d'années, et finalement l'Argentine a décidé de l'extrader, c'est-à-dire de faire droit à la demande de l'Italie de récupérer son ressortissant pour qu'il puisse purger sa peine.

Le cas de Carlos Ghosn est un peu spécial, parce que Carlos Ghosn est réclamé par le Japon, mais n'a pas la nationalité japonaise. Ce n'est donc pas un État qui veut récupérer son ressortissant. Néanmoins, il peut être extradé s'il se situe sur le territoire d'un État dans lequel il y a une convention d'extradition avec le pays qui le demande, mais Carlos Ghosn (aux dernières nouvelles) s'est réfugié au Liban, dont il a aussi la nationalité. Visiblement il est là-bas à l'abri des poursuites au Japon.

Un État peut donc expulser un étranger pour différentes raisons. Cela peut être une procédure plus ou moins difficile, parce qu'on est dans des États de droit – en France et en Europe –, et il y a des procédures judiciaires, des garanties dans toutes ces procédures d'expulsion, et certains étrangers bien conseillés connaissent ces carences. Par exemple, ils vont dissimuler leur nationalité d'origine ou leur identité pour retarder leur expulsion ou la rendre plus difficile. Également – on a malheureusement le cas récemment –, un étranger, s'il est jeune, va dire qu'il est mineur, parce qu'on ne peut pas expulser un mineur. Les mineurs vont bénéficier de garanties particulières, donc certains étrangers peuvent mentir sur leur âge pour bénéficier de garanties particulières.

Si l'étranger réside un certain nombre d'années sur un territoire dont il n'a pas la nationalité et que *in fine* il obtient la nationalité, il aura tous les bénéfices afférents à cette qualité à ce moment-là (il pourra voter, être élu, et le sésame est bien sûr la nationalité).

L'État et la Nation

Toujours s'agissant de la population, faisons quelques remarques sur la notion de « Nation ». Il y a plusieurs façons de définir la Nation (vues en droit constitutionnel) ; il y a une façon d'aborder qui est subjective et une façon d'aborder qui est objective.

Dans la façon d'aborder objective, on dira qu'il y a Nation quand certains éléments sont en commun entre plusieurs personnes qui forment cette Nation : une communauté de langue, une communauté ethnique (on appartient au même groupe ethnique), on vit sur le même territoire, etc. Ce sont là les éléments objectifs qui permettent de définir une nation. Cette façon de présenter relève plutôt de la doctrine allemande.

En France, on n'est davantage dans la conception subjective. C'est la définition de Renan, c'est le vouloir vivre ensemble. La Nation est un « vouloir vivre » ensemble ; c'est le plus important. Il n'y a pas de véritable Nation sans conscience nationale, donc cette définition soutient véritablement le vouloir vivre collectif qui alimente et renforce la conscience d'être une communauté distincte des autres. Cette conscience peut être le produit d'une communauté de langues, de mœurs, de l'histoire, etc. ; mais c'est vraiment cette volonté qui fait ciment, qui fait Nation.

Avoir une population qui est une Nation, c'est-à-dire qui a cette identité entre population et nation, est la meilleure situation. En résumé, s'il y a un État nation, c'est l'idéal, parce que c'est une force pour l'État. L'inverse, c'est-à-dire avoir une population disparate, parce qu'il y a plusieurs communautés ethniques, plusieurs langues, etc., est un facteur de faiblesse parce que dans ces multiples communautés de langues ou autres, forcément il y en a ou il y en aura une qui, à un moment donné, voudra faire cavalier seul, qui voudra accéder à l'indépendance ou se réunir avec un État voisin. On comprend par-là que le modèle de l'État, l'idéal de l'État, c'est l'État nation ; c'est la situation où l'État est parvenu à construire un ensemble cohérent. Dans ce cadre, le lien entre l'État (le pouvoir) et sa population est tel que l'État sait qu'il peut compter sur sa population. C'est un facteur très important du point de vue de la légitimité, de la sécurité, de l'efficacité, et ce sera évidemment un point positif, un point fort pour l'État sur la scène internationale. Le problème est que tous les États ne sont pas des Nations, et un certain nombre de Nations ne sont pas constituées en État.

(RI #3-2) [terminé]

Après avoir évoqué la notion de Nation, je voulais juste souligner deux problèmes. Le premier problème est que tous les États ne sont pas forcément des Nations. Par exemple, ceux qui sont apparus avec la décolonisation, où la Nation peut rester à construire, et la tâche n'est pas forcément facile. Réciproquement, si tous les États ne sont pas des Nations, un certain nombre de Nations ne sont pas constituées en États alors que leur existence peut être considérée comme une évidence. Ces Nations peuvent demander à devenir des États ou à rejoindre un État déjà existant. En résumé, ces parties de populations veulent se séparer de l'État où elles se trouvent, où elles constituent généralement ce qu'on appelle des « minorités », voire des minorités nationales. La question se pose, à partir de là, de savoir si ces Nations peuvent user du fameux droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. On a donc une minorité nationale, dans le cadre d'un État, qui voudrait accéder à l'indépendance et devenir à son tour un État souverain et indépendant : Est-ce que cette partie de population dispose en droit international du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ?

Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes se trouve dans la Charte des Nations-Unies. Il est consacré à l'article 2 paragraphe 1 de la Charte des Nations-Unies. Il s'agit, pour l'essentiel, du droit des peuples d'accéder à l'indépendance et de se constituer en État. Le problème est qu'au départ, *a priori*, il n'y a pas de définition de ce droit. En tout état de cause, les États sont par nature très réticents à admettre un droit de sécession (ce sont des choses qu'on peut approfondir en droit international). L'idée est que le droit à faire sécession n'existe

pas actuellement en droit international. Ce droit des peuples à disposer d'eux-mêmes va concerner pour l'essentiel les phénomènes de décolonisation (avec quelques des exceptions que nous ne traiterons pas).

On est là face à des problématiques qui représentent des questions internationales extrêmement délicates dès lors qu'il s'agit de la création d'un État. On pourrait poser la problématique de la façon suivante : Dans quel cas ou quelle population doit-on autoriser à se constituer en État ? Prenons quelques exemples historiques ou dans l'actualité récente.

Commençons, par exemple, par le cas du Kosovo. À l'éclatement de la République fédérale de Yougoslavie ont été créés plusieurs micros-États, dont la Serbie et la Bosnie-Herzégovine. Au sein de la Serbie, il y avait une communauté spécifique : le Kosovo, sur la partie sud de la Serbie. Les Serbes sont plutôt Slaves ; les Kosovars sont plutôt Albanais. Il y a donc une différence vraiment claire, mais ce Kosovo faisait partie de la Serbie. À l'éclatement de la Yougoslavie, et quand la Serbie s'est constituée, il y a eu une véritable guerre civile. Tout le conflit en ex-Yougoslavie a d'ailleurs entraîné des flots de réfugiés en Europe comme on en n'avait pas connu depuis les deux guerres mondiales. Il y a eu des conflits et des morts entre le Kosovo et la Serbie, même après l'accès à l'indépendance. En effet, il y a eu des mesures de rétorsion sur des populations, parce que dans le nord du Kosovo, il y a des petites minorités serbes qui ont été maltraités par les kosovars quand ils ont acquis leur indépendance. Le Kosovo a finalement fait sécession, il s'est séparé de la Serbie. Néanmoins, encore aujourd'hui le Kosovo n'est pas reconnu par un certain nombre d'États dans le monde. Par exemple, même dans le cadre de l'Union européenne, des États comme l'Espagne ont refusé de reconnaître la sécession du Kosovo. Pourquoi ? Ça paraît évident : tout simplement parce que si l'Espagne reconnaît la possibilité au Kosovo de faire sécession, à ce moment-là, pourquoi pas le droit de sécession pour la Catalogne ou pour le Pays Basque ? C'est donc un processus encore contesté. La Serbie, qui évidemment était la première concernée, l'a refusé pendant longtemps, mais maintenant l'Union européenne a un moyen de pression assez considérable sur la Serbie au travers de son désir d'adhésion à l'Union européenne. En résumé, l'Union européenne demande à la Serbie de mettre en sourdine toutes ses tentations de reconquérir (de récupérer) le Kosovo si elle veut adhérer à l'Union européenne. On est donc en voie de pacification entre la Serbie et le Kosovo, grâce notamment à l'Union européenne.

Un deuxième exemple est celui de la Palestine et de l'État palestinien, qui reste évidemment très controversé. Ça dépend toujours du point de vue duquel on se place. Même si la Palestine a un statut aujourd'hui au niveau de l'ONU, on n'a toujours pas d'État palestinien.

Un troisième exemple est celui de la Catalogne, qui s'y est très mal prise. On peut être du côté du pouvoir madrilène et dire que la Catalogne c'est l'Espagne, qu'elle ne doit pas se séparer, etc. ; ou avoir plutôt tendance à défendre les minorités. Dans tous les cas de figure, il faut reconnaître que la Catalogne s'y est mal prise, parce que justement en droit international, il n'y a pas de droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Les seules possibilités de sécession légale sont celles prévues par le droit constitutionnel de l'État dans lequel ces minorités vivent. Hors, en Espagne, le droit constitutionnel ne prévoit pas et ne prévoira jamais la sécession d'une partie de son territoire. Là où la Catalogne a mal joué, c'est qu'elle aurait davantage dû jouer en amont, avant de proclamer unilatéralement son indépendance. C'était voué à l'échec ; elle aurait davantage dû jouer le lobby, notamment au niveau européen. De plus, la situation est très complexe, parce que si tenté que la Catalogne accède à l'indépendance – et à mon avis, ça ne se fera pas ou en tout cas pas de sitôt –, elle n'est pas *de facto* membre de l'Union européenne. Elle devrait faire une demande, suivre la procédure normale.

(RI #3-3) [terminé]

Ce n'était que des exemples et des illustrations. Pour résumer et faire synthétique : le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes en droit international n'existe véritablement que

pour les situations coloniales. Évidemment, les États ne peuvent pas admettre le droit à sécession, et les quelques exemples qu'on a dans l'histoire ont été toujours très douloureux et n'ont pas bien abouti ou n'aboutiront jamais. Notre exemple portait sur le Kosovo, qui a réussi à avoir son indépendance par rapport à la Serbie, mais qui n'est pas reconnu par tout le monde. Je terminais sur la Catalogne qui, à mon sens, s'y était mal prise. Elle aurait peut-être dû commencer par faire un lobbying au niveau de l'Europe et des institutions internationales.

En Écosse, il y a eu un processus constitutionnel pour que l'Écosse puisse accéder à l'indépendance, mais c'était avant le Brexit. L'Écosse, qui a été amenée à se prononcer par un référendum d'autodétermination, a préféré rester au Royaume-Uni, justement pour ne pas couper les ponts avec l'Union européenne. C'est la raison pour laquelle maintenant, puisque la décision de Brexit est intervenue entretemps, l'Écosse crie à la trahison et dit qu'il faut organiser un nouveau référendum d'autodétermination. Elle veut se séparer de l'Angleterre, du Royaume-Uni et adhérer à l'Union européenne. Cette fois-ci, pour l'instant, les autorités de Londres font la sourde oreille. On ne sait pas si un second référendum pourra se pourvoir se tenir légalement, c'est encore une affaire à suivre.

Le troisième problème est le cas un peu particulier où des Nations existent mais ne sont pas regroupées sur un territoire, et sont éclatées à travers le monde dans plusieurs États. À ce moment-là, on parle de « diaspora ». Ce sont des personnes qui ont dû quitter leur foyer originel, leur pays d'origine, pour des raisons différentes (des guerres, des persécutions, etc.) et elles sont intégrées dans un pays d'accueil. Malgré cela – et c'est pour cela qu'elle porte ce qualificatif spécifique de « diaspora » –, bien qu'elles soient intégrées dans un pays d'accueil, dont elles ont d'ailleurs la nationalité, elles peuvent garder un sentiment d'appartenance très fort à leur groupe d'origine. Les diasporas qui existent à travers le monde et qu'on connaît bien, ce sont la diaspora juive, la diaspora palestinienne, la diaspora arménienne, la diaspora chinoise, la diaspora libanaise (pour citer les plus connues).

Ces diasporas peuvent avoir un rôle dans les relations internationales, qui est d'ailleurs assez complexe. Par exemple, il peut y avoir des aides financières de diasporas dans le monde, de soutien politique, de lobbying. On pense par exemple au lobbying et à l'aide financière de la diaspora juive américaine en faveur de l'État d'Israël.

La diaspora chinoise est peut-être moins connue, moins visible. Néanmoins, elle joue aujourd'hui un double jeu assez méconnu, où on voit pas mal de chinois qui sont dans nos pays et qui sont de véritables taupes pour les services de renseignements de leurs de leur pays. Par exemple, c'est un fait méconnu, mais qui peut être dangereux pour la sécurité nationale, des ressortissantes chinoises se sont installées en France, par exemple en Bretagne, et ont épousé des militaires français qui sont par exemple dans les bases de sous-marins nucléaires, etc. Vous imaginez le danger que cela peut représenter pour la sécurité nationale (certains l'ont pointé du doigt). Pour l'instant, aucune mesure particulière n'a été prise.

Voilà ce qu'on pouvait dire sur les diasporas qui existent de par le monde, et cette fois-ci nous avons tout dit s'agissant de la population (deuxième composante de l'État). Après le territoire et après la population, il nous manque le troisième élément : le pouvoir politique.

L'organisation politique, le gouvernement

Ce pouvoir politique, ce gouvernement, est la condition première, la condition indispensable pour que l'État puisse exercer ses compétences. C'est un élément constitutif de l'État absolument indispensable. L'État ne peut pas exister sans gouvernement. Du point de vue du droit international, le type de gouvernement importe peu ; il y a donc une indifférence, au sens juridique du terme, du droit international vis-à-vis de l'organisation politique de l'État. On considère donc généralement que l'organisation politique de l'État relève de son droit interne. Ça relève de son droit constitutionnel, de son droit public, mais pas du droit international. On peut voir cette indifférence du droit international comme un aspect du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Sur leur territoire, les peuples font ce qu'ils veulent. Ils organisent leur pouvoir comme ils veulent : ils peuvent fonder un État unitaire, un État fédéral ; leur régime politique peut être une démocratie, une monarchie, une dictature, tout ce que

vous voulez. Le droit international *a priori* ne s'en occupe pas. Cela étant dit, un élément important du point de vue du droit et des relations internationales est qu'il faut un gouvernement effectif. Cela veut dire que ce gouvernement doit avoir la capacité d'exercer ses compétences et il faut qu'il les exerce effectivement. L'absence d'effectivité est parfois à l'origine du refus de reconnaître un gouvernement en exil ou une entité politique en tant qu'État. On pense par exemple à l'autorité palestinienne, qui n'a évidemment pas la plénitude des compétences d'un État. On ne peut pas parler, à proprement parler, de gouvernement effectif au sens du droit international.

Derrière cette indifférence de façade du droit international et des relations internationales à l'égard du gouvernement et de l'organisation politique, il est évident que l'histoire des relations internationales, et même l'actualité récente, montrent de nombreuses tentatives ici ou là pour essayer d'imposer tel ou tel régime soit disant plus légitime qu'un autre. Au XIX^e siècle, c'était le régime monarchique qui était légitime (la légitimité monarchique). Aujourd'hui, c'est la légitimité démocratique qui tend à devenir dominante. Ça devient le modèle à suivre, LE modèle que tous les États démocratiques veulent imposer à d'autres États. Par exemple, l'Union européenne, quand elle accorde des aides économiques à des États tiers notamment en Afrique, pose d'abord comme condition que l'État se dote d'un régime démocratique. Ça devient donc le modèle à suivre absolument. On voit aussi ce qu'il se passe en ce moment en Biélorussie, qui est une des dernières grandes dictatures qui existe en Europe. À la faveur de la dernière élection et de la contestation qui existe dans la rue, l'Union européenne entend maintenant prendre des sanctions, etc. Elle veut donc imposer un régime démocratique. C'est un élément de la *realpolitik*, de ce qu'il se passe en réalité dans les relations internationales et qu'il faut prendre en considération.

S'agissant de l'élément constitutif de l'État qu'est le gouvernement (ou puisque le gouvernement est un élément constitutif indispensable de la définition de l'État), nous allons examiner deux cas particuliers.

Premier cas : il n'y a pas ou il n'y a plus de gouvernement. *A priori*, on a du mal à imaginer qu'il puisse y avoir une population fixée sur un territoire sans gouvernement. Pourtant historiquement, en remontant dans les siècles passés, on va être dans un élément, dans un facteur, qui a justifié la colonisation. En un mot comme en cent, on veut faire allusion à la notion de « territoire sans maître ». Cette notion de « territoire sans maître » a joué un rôle extrêmement important. Elle était bien sûr Européo-centrée ; c'était le point de vue européen du colonisateur quand il est allé par exemple en Afrique, qui a colonisé des territoires qui étaient peuplés, mais qui n'étaient pas politiquement organisés au sens européen du terme (même s'ils n'étaient pas du tout inorganisés, avec des chefferies locales). Du point de vue occidental, européen, cela ne correspondait pas à la norme. Ces peuples étaient considérés comme « perdus », sur lesquels les Européens sont venus établir leur domination. On parlait donc de « territoire sans maître », ce qui a permis de les faire passer sous la souveraineté des puissances européennes. Aujourd'hui, évidemment, il n'y a plus de « territoires sans maître ». Par conséquent, dans lequel cas peut-on constater qu'il n'y a pas ou qu'il n'y a plus de gouvernement ? Pour prendre un exemple récent suite à la décolonisation, dans la corne de l'Afrique, la Somalie des années 1990 a été minée par les conflits et les tensions internes. Il y a eu un véritable délitement de l'autorité gouvernementale, au point même qu'elle a disparu. Finalement, l'État est devenu la proie de plusieurs clans rivaux. Il y avait donc une forme d'anarchie ; c'est ce qui a favorisé d'ailleurs entre autres le développement de la piraterie dans la corne de l'Afrique au large des côtes somaliennes. Tout ça s'est normalisé récemment ; il y a un gouvernement officiel maintenant en Somalie. Du point de vue des relations internationales, on est à nouveau dans la norme.

Un autre exemple de ce qui peut provoquer la disparition d'un gouvernement, c'est tout simplement une guerre. Le gouvernement peut par exemple disparaître, mais concrètement quitter le territoire, ou partir en exil pour ne pas être capturé, alors que la population reste sur le sol national. C'est ce qu'il s'est passé pendant la seconde guerre mondiale.

On peut également citer dans cette rubrique ce qu'on appelle les « gouvernements fantoches ». Suite à des conflits internes, une puissance occupante va installer un gouvernement qui va être à ses ordres, à sa solde. L'État vainqueur (qui domine) met son pion dans l'État qu'il a vaincu. On peut prendre l'exemple de l'Afghanistan de la fin des années 1970. En 1979, suite à l'invasion soviétique en Afghanistan, le pouvoir soviétique a installé sur place un gouvernement. Il y avait donc officiellement un gouvernement afghan – le gouvernement de Babrak Karmal –, mais qui n'était que le pion des soviétiques dans cette histoire. Le peuple s'est lassé, puis ça a été à nouveau la guerre civile. La situation de l'Afghanistan est compliquée, parce qu'il y a des tribus rivales assez influentes, et tout ça a conduit à nouveau au désordre et la guerre civile au départ de Karmal et des Soviétiques. C'était là un exemple de gouvernement « fantoche ».

Second cas : il y a deux gouvernements sur un même territoire. Cela se produit là-aussi le plus souvent en cas de guerre. Chacun de ces deux gouvernements va évidemment se prétendre légitime.

La RDA et la RFA sont un cas différent, parce que c'est le résultat du conflit et de l'entente entre les grandes puissances. Suite à la seconde guerre mondiale, l'Allemagne avait été coupée en deux, donc il y avait bien deux États allemands : la République fédérale d'Allemagne dans le camp occidental et la République démocratique allemande avec Berlin pour capitale dans le camp soviétique. Il y avait bien deux gouvernements, mais qui correspondaient à deux États.

Ici, nous faisons allusion à deux gouvernements suite à la guerre : un gouvernement en exil et l'autre sur le territoire national. L'exemple est celui de la France pendant la guerre la seconde guerre mondiale, où il y avait le gouvernement de la France libre à Londres avec le général de Gaulle, et en France le gouvernement de Vichy. De telles situations sont appelées, par définition, à être transitoires. À l'issue du conflit, un des deux gouvernements forcément disparaît. Par exemple en France, cela va sans dire, le gouvernement de Vichy a disparu et la transition constitutionnelle a été assurée par le général de Gaulle. Suivant les cas, la situation peut perdurer, mais c'est exceptionnel, et se transformer en une question de conflit de souveraineté permanent. C'est le cas pour la Chine et Taïwan : lorsque Taïwan a voulu faire cavalier seul en 1949, cela n'a évidemment jamais été accepté par la Chine continentale. Même si aujourd'hui, du point de vue du droit international, on a deux états souverains (la Chine et Taïwan), la Chine ne pense qu'à une chose : elle n'a jamais renoncé à ce territoire et elle veut récupérer Taïwan.

Nous avons fait le tour des trois éléments constitutifs de l'État, qui sont nécessaires donc pour avoir un sujet de droit : un territoire, une population et une organisation politique (c'est-à-dire un gouvernement). Tous ces critères sont absolument nécessaires, indispensables, mais ne sont pas pour autant suffisants. Un autre élément tout à fait majeur pour qu'on puisse parler véritablement d'État sur la scène internationale est la notion de souveraineté. C'est véritablement la souveraineté qui est au cœur de la notion d'État.

Le critère de l'État : la souveraineté

La souveraineté est ce qui va véritablement qualifier et caractériser l'État. L'État va se singulariser véritablement des autres acteurs des relations internationales par cette souveraineté. Dans les relations internationales, seul l'État est souverain, seul l'État dispose de la souveraineté. Cela veut dire que les organisations internationales n'ont pas la souveraineté. On ne parlera pas de souveraineté pour les organisations internationales et, *a fortiori*, cela va sans dire, pour les personnes privées qui ne sont pas non plus des sujets de droit international.

Il nous restera à définir ce qu'on entend par « souveraineté ». Qu'est-ce que la souveraineté ? Nous verrons tous les principes de base posés par le droit international pour que l'État existe sur la scène internationale.

RI #4-1 [terminé]

Le critère de l'État : la souveraineté

Nous avons vu la dernière fois les éléments constitutifs de l'État : le territoire, la population, le pouvoir politique (ou gouvernement). Si ces éléments sont nécessaires, ils ne sont pas suffisants. Un critère absolument essentiel pour l'État est celui de la souveraineté, que nous allons voir maintenant.

L'État se singularise par rapport aux autres acteurs des relations internationales en ce sens qu'il est le seul à être titulaire de la souveraineté. Par exemple, les autres acteurs que sont les organisations internationales ont des compétences d'attribution, mais ne sont pas titulaires de la souveraineté, et *a fortiori* les personnes privées, qui n'apparaissent que marginalement sur la scène internationale (en tant que sujet, pas en tant qu'acteurs), n'ont pas de souveraineté.

Il reste à savoir ce qu'on entend par le terme « souveraineté ». On peut reprendre plusieurs définitions. Par exemple, selon Karine Malberg, la souveraineté désigne « le caractère suprême d'une puissance pleinement indépendante » (définition peut-être vue en droit constitutionnel). On peut également citer la définition de la souveraineté de Jean Bodin (auteur français du XVI^e siècle (*Les Six Livres de la République*)), pour qui la souveraineté était « le pouvoir de commander et de contraindre sans être commandé ni contraint ». Cette définition a le mérite d'être très claire.

Nous allons voir l'illustration et les conséquences de cette souveraineté dans les relations internationales. Nous allons voir dans un premier temps que les relations internationales et le droit international reposent sur le postulat de base de l'égalité souveraine des États, puis nous verrons dans un second temps qu'il existe néanmoins des limites à cette souveraineté.

Tous les états sont égaux et souverains

Ce principe est vraiment le postulat de départ. C'est l'un des principes cardinaux des relations internationales ainsi que du droit international. Simultanément, c'est le fondement de la coopération des États entre eux.

On trouve ce principe de l'égalité des États souverains dans de nombreux textes, à commencer dans la Charte des Nations unies. En effet, l'article 2 paragraphe 1 de la charte de l'ONU dispose que : « L'organisation est fondée sur le principe d'égalité souveraine de ses membres ». Quant à la signification de tout cela, il y a plusieurs idées.

La première idée est que ce sont des droits et des obligations identiques pour tous les États. En effet, tous les États (égalité souveraine) ont les mêmes droits et les mêmes obligations, sur le papier en tout cas (on y reviendra). C'est logique : c'est la condition *sine qua none* du respect par les autres de sa propre souveraineté. Autrement dit, puisque la souveraineté est reconnue à tous les États, puisque tous les États sont censés jouir de la même souveraineté, cette égalité permet qu'aucun État ne se trouve dans une situation d'assujetti par rapport à un autre ou à d'autres États. Puisque tous les États bénéficient de la même souveraineté, ils sont égaux en matière de souveraineté, en tout cas en théorie (sur le papier).

La conséquence de ce principe d'égalité souveraine est que l'État bénéficie d'un certain nombre d'attributs de souveraineté ; il faut entendre par là les droits de l'État. Quels sont les droits de l'État dans le cadre de cette souveraineté ? On peut faire une liste sans entrer nécessairement dans les détails :

- l'égalité juridique ;
- l'intégrité territoriale, ou plus exactement le respect de l'intégrité territoriale ;
- le respect de l'indépendance politique ;
- le droit de développer son propre système politique, économique, social, culturel (dans le même ordre d'idées que précédemment) ;
- le droit de participer aux relations internationales, qui se traduit pour l'État souverain par :

- le droit de définir et de conduire à son gré les relations diplomatiques avec les autres États, conformément au droit international et en suivant les principes de ce qu'on appelle le droit de légation (c'est-à-dire tout ce qui est relatif aux ambassades) ;
- la capacité de produire des actes juridiques internationaux. L'État souverain peut produire tout type d'acte juridique, dont des actes juridiques qui seront contraignants comme les traités. Il pourra participer à la formation de la coutume par son comportement. Il pourra émettre ce qu'on appelle des actes unilatéraux, etc. ;
- c'est l'État souverain qui décide tout seul s'il veut être ou non partie d'un traité, s'il veut faire partie d'un système conventionnel ;
- la possibilité de participer à la vie multilatérale internationale. La participation à la vie, à la société internationale multilatérale se fait par exemple au travers des organisations internationales dont il deviendra membre, même si juridiquement, à partir de l'instant où l'État adhère à une organisation internationale, ce sont ensuite l'organisation et les organes de l'organisation internationale qui apparaissent et qui agissent au nom des États. L'État en tant que tel disparaît ;
- la capacité de mettre en cause la responsabilité internationale des autres États. C'est un mécanisme juridique qui permet aux États de protéger leur souveraineté et de protéger leur intérêt.

Toute cette liste correspond à tout ce qu'on peut faire dans les relations internationales. Ce sont des sous-rubriques du droit de participer aux relations internationales, qui tiennent des attributs de la souveraineté.

On pourrait ajouter à cette liste le droit à la neutralité, puisqu'à la surface du globe, il existe un certain nombre d'États neutres, comme la Suisse, la Suède ou l'Autriche par exemple. Concernant l'Autriche, c'est une chose qui lui avait été un petit peu dictée ; c'est un élément de l'histoire qui est un peu méconnu. Il ne faut pas oublier que, après la seconde guerre mondiale, l'Autriche (en tout cas la ville de Vienne) a été occupée par les Russes jusqu'en 1955, donc dix ans après la fin de la guerre. L'Autriche n'a pu avoir pleinement son statut d'indépendance et d'État souverain qu'à la condition, dictée par les Soviétiques, d'adopter le statut de neutralité. Les Soviétiques voulaient que l'Autriche soit neutre, parce qu'ainsi, de fait et de droit, elle ne pouvait pas participer à des alliances militaires. Évidemment, le camp occidental aurait aimé que l'Autriche entre dans l'OTAN (Organisation du traité de l'Atlantique nord), ce qui, pour les Russes, était impensable. Par un statut de neutralité, l'État est neutre sur la scène internationale ; il ne rentre pas (on était à l'époque de la guerre froide) dans un "camp" : il n'entrait pas dans l'OTAN et bien sûr *a fortiori*, il ne pouvait pas entrer dans le dans le camp adverse.

Ces attributs de souveraineté ont pour corollaire un certain nombre d'obligations. Autrement dit, ce principe d'égalité souveraine entraîne des obligations, des devoirs pour l'État (bien qu'il soit souverain) :

- la responsabilité, c'est-à-dire l'obligation pour l'État de réparer les conséquences dommageables de faits internationalement illicites qu'il a commis ;
- la non-ingérence, c'est-à-dire la non-intervention dans les affaires d'un autre États.

On pourrait dire au premier chef que la responsabilité est une charge, mais c'est un signe majeur, un indice majeur de cette souveraineté. C'est un peu comme pour l'être humain, comme pour les personnes physiques : la responsabilité de l'individu est la marque de sa liberté et également de sa pleine capacité juridique. Cette responsabilité étatique est la même pour tous (principe d'égalité entre les États). Elle est organisée par le droit international.

Le fameux principe de non-ingérence a fait couler beaucoup d'encre. Ce principe de non-ingérence trouve son ancrage dans la Charte des Nations-Unies. L'article 2 paragraphe 7 de la Charte des Nations-Unies dispose qu'« il est interdit d'intervenir dans les affaires qui relèvent de la compétence nationale de l'État. » C'est ce qu'on appelle donc le principe de non-ingérence, ou principe de non-intervention, qu'on peut décomposer en plusieurs obligations de ne pas faire. La plus importante, et bien sûr la plus la plus évidente, est celle de ne pas

employer la force armée contre l'intégrité territoriale d'un autre État. C'est la moindre des choses, c'est le principe du respect de la souveraineté territoriale des autres États (principe de non-ingérence). En revanche, il peut être difficile de déterminer précisément ce qu'est une ingérence, ce qui relève de l'ingérence. Ceci d'autant que, ces dernières années, ça relève plutôt du cours de droit international. Cela consiste à développer une doctrine qui est celle du principe, au contraire, d'intervention, du devoir d'assistance, du droit voire du devoir d'ingérence dans les affaires d'un État, par exemple s'il y a un chaos tel que la population est confrontée à de graves difficultés pour survivre, pour des raisons économiques, politiques ou autres.

Par exemple, en Biélorussie récemment, il y a eu des élections. Or, ces élections sont contestées dans la rue en Biélorussie. La population estime que le scrutin a été complètement truqué par le dictateur Loukachenko. À ce titre, la Biélorussie est l'une des dernières dictatures qui existe en Europe. La Biélorussie est le seul État à ne pas faire partie d'ailleurs du Conseil de l'Europe, et un certain nombre d'États tiers – et à commencer par les États membres de l'Union européenne et l'Union européenne elle-même – prend fait et cause pour la population biélorusse et va adopter des sanctions à l'encontre du pouvoir biélorusse. C'est une forme d'ingérence, comme il y a eu une ingérence il y a quelques années quand Nicolas Sarkozy a décidé d'intervenir en Libye, ce qui a abouti à la chute et à la mort de Kadhafi. Vu ce qui a succédé, on ne sait pas si c'était une brillante idée (certains sont persuadés du contraire).

Ne pas employer la force armée contre l'intégrité de notre État veut dire que nous n'avons pas le droit d'intervenir sur un autre État que le nôtre. C'est évident en théorie ; cependant, il y a un certain nombre d'exceptions en droit international, notamment s'agissant de la légitime défense. C'est ce qui avait pu justifier dans une certaine mesure, par exemple, l'intervention américaine en Afghanistan après 2011, puisque les terroristes étaient censés venir de là-bas. Sur l'intervention par exemple en Irak des États-Unis soutenus par le Royaume-Uni, parce que Saddam Hussein était censé disposer d'armes de destruction massive, ça s'est fait au départ en totale violation du droit international. Il est interdit de faire la guerre. Le principe cardinal posé par la charte de l'ONU est l'interdiction du recours à la force dans les relations internationales. C'est le principe depuis 1945. Normalement, la force, la guerre, est bannie, en tout cas en principe.

En tout état de cause, ce principe de non-ingérence se heurte aujourd'hui à une doctrine qui défend le principe d'ingérence, en particulier pour des raisons humanitaires : c'est le droit d'ingérence humanitaire. Après des années d'incertitude, on peut dire que, dans une certaine mesure, ce droit voire le devoir d'ingérence humanitaire a été reconnu en droit international, notamment par la Cour internationale de justice.

Concernant la souveraineté comme critère de l'État, nous étions dans la première idée selon laquelle cela implique des droits et des obligations identiques pour tous les États. Nous arrivons maintenant à une deuxième idée, conséquence de ce critère de souveraineté, qui est le monopole du pouvoir étatique.

La deuxième idée est le monopole du pouvoir étatique. Tous les États, parce qu'ils sont souverains, disposent du monopole du pouvoir étatique ; cela veut dire qu'ils exercent tous pleinement les compétences de l'État. C'est l'aspect positif de la souveraineté. On va parler ici en particulier de compétence exclusive de l'État sur son territoire, avec un monopole dans trois domaines :

- monopole de législation, seul l'État est compétent pour légiférer sur son territoire à l'égard de sa population (c'est-à-dire à l'intérieur de ses frontières pour sa population) ;
- monopole de contraintes, seul l'État dispose de forces de coercition : police, armée, etc., pour assurer l'ordre et la défense du pays ;
- monopole de juridictions.

Ces contraintes font penser à la définition de l'État selon Max Weber, pour qui l'État dispose du monopole de la contrainte organisée. C'est un des éléments forts attachés à la souveraineté.

La troisième idée – un peu sous-jacente des autres – est qu'en principe, il n'y a pas d'autorité au-dessus de l'État. En principe, l'État est souverain ; il n'y a en effet aucune autorité au-dessus de l'État. L'État est indépendant ; d'ailleurs dans le langage courant, pour exprimer qu'une collectivité humaine sur un territoire accède au statut d'État, on dit généralement qu'il « accède à l'indépendance ». À partir de ce moment-là – dès son indépendance –, les autres États doivent respecter sa souveraineté. Être indépendant pour un État, cela veut dire qu'il n'est subordonné à aucun autre État ou à aucun groupe d'États, à aucune autorité de quelque nature qu'elle soit.

La compétence exclusive de l'État – conséquence de ce monopole du pouvoir étatique – veut dire que, sur son territoire, l'État est seul à exercer ses compétences étatiques ; les autres États n'apparaissent pas, n'ont pas à intervenir. C'est la vision de base, qui va être complétée ultérieurement.

La souveraineté n'est pas illimitée

Par principe, seul le droit international peut venir limiter la souveraineté des États. Cette limitation va être le fruit de la volonté des États, parce que le droit international régit les relations entre États indépendants. Par conséquent, les règles de droit qui lient ces États procèdent de leur propre volonté (ça n'a l'air de rien mais c'est très important). C'est un courant doctrinal du droit international public très important qui est celui du volontarisme. Les règles de droit liant les États procèdent de la volonté de ceux-ci, autrement dit, les États (dans les limites de l'exercice de la souveraineté) peuvent très bien décider de se lier volontairement, par exemple par une convention internationale ou par le fait d'appartenir à une organisation internationale. Le fait d'être dans un système conventionnel, dans une organisation internationale va limiter forcément leurs marges de manœuvre, mais ces limites s'imposent aux États parce que les États les ont acceptées par volontarisme. En effet, la pluralité des États sur la scène internationale, donc la pluralité des souverainetés, rend absolument nécessaire et indispensable l'existence d'une règle qu'il faut accepter (sinon ce serait l'anarchie). Les États ont bien conscience qu'il faut organiser cette coexistence entre eux. Se donner des règles acceptées, des limites, cela fait partie de la souveraineté et c'est dans son propre intérêt. Bien évidemment, ces règles n'auraient aucun sens si une fois qu'elles étaient acceptées, elles ne s'imposaient pas aux États. On voit ici le droit international comme une limite à la souveraineté de l'État. Même si ce sont les États qui ont développé ce droit international, qui se donnent cette limite, ce sont eux qui l'acceptent pour la meilleure coexistence possible entre tous les États souverains.

La souveraineté traduit la situation tout à fait particulière de l'État en tant que sujet du droit international. L'État – et ça aussi ça a l'air évident, mais c'est un des postulats de base sur lesquels on travaille au début du cours de droit international – reste le sujet initial, le sujet originaire du droit international, le sujet premier du droit international. L'État bénéficie de la personnalité juridique la plus étendue ; on peut parler de « personnalité plénière ». On traduit d'ailleurs cette plénitude de l'État en matière de souveraineté et de compétences par une notion issue de la doctrine allemande : « la compétence de la compétence » (en allemand *Kompetenz-Kompetenz*). Cela veut dire que c'est l'État qui détermine lui-même souverainement, pleinement, l'étendue de sa propre compétence. À un moment donné, il va accepter de limiter sa compétence, mais c'est lui qui décide de la limiter, et c'est lui qui en délimite l'étendue. C'est important par exemple quand on aborde le droit européen (le droit de l'Union européenne), puisque l'État souverain va accepter de se dessaisir d'une partie de ses compétences ; mais c'est lui qui le décide et c'est lui qui décide à quel moment il se défait de ses compétences pour les transférer à une autre organisation (par exemple).

La personnalité juridique de l'État est une personnalité morale, c'est-à-dire que c'est quelque chose d'abstrait. Au-delà des changements de dirigeant, au-delà des changements de

régime, d'organisation, de forme – en fait de tout ce que vous voulez – cette personnalité exprime l'État dans son identité, dans son unité, dans sa continuité. Voilà ce qu'on peut comprendre par « personnalité morale ». Cette personnalité morale n'est pas affectée par les divers changements de régime, de gouvernements, etc. Cela dit, certaines mutations vont affecter parfois la personnalité de l'État, même si elles n'affectent pas sa souveraineté. On va donc envisager maintenant des événements "graves" dans la vie des États qui peuvent altérer cette personnalité.

L'État : de sa formation à sa disparition

Nous allons voir ici les différentes mutations qui affectent la personnalité de l'État. Ces mutations sont peu encadrées en réalité par le droit international, et pourtant, elles perturbent les relations internationales, parce qu'elles sont un facteur d'instabilité. Nous allons voir d'abord la naissance de l'État, puis ses possibles transformations et enfin on terminera par sa disparition. Nous allons voir en somme toute la vie de l'État, avec ses vicissitudes, de sa naissance jusqu'à sa mort éventuelle.

La naissance de l'État

Nous allons voir ici comment un État se forme. Il y a deux choses à comprendre.

D'abord, la naissance d'un État est un enjeu important sur le plan international, parce que cette naissance d'un État est parfois, voire souvent, assez difficile. Elle peut même se faire dans la violence, quand elle s'accompagne, par exemple, de la disparition d'un autre État, voire d'une sécession d'État. Ensuite, les conséquences politiques et juridiques de l'apparition d'un nouvel État ou de nouveaux États sur les relations internationales peuvent être très importantes. Par exemple, suite au mouvement de décolonisation à partir des années 1960, on a vu arriver sur la scène internationale un très grand nombre d'États nouvellement indépendants, nouvellement souverains. Cela a entraîné un accroissement du nombre d'États membres de l'ONU, et surtout, on a vu arriver beaucoup d'États sur cette scène internationale qui avaient en commun d'être des États en développement, d'avoir une situation économique défavorisée. Ils vont donc faire groupe de pression, et ça a bouleversé les rapports de force entre les États. La naissance d'un État est donc un enjeu important.

La deuxième idée – mais l'une n'empêche pas l'autre – est que la naissance d'un État reste avant tout un *fait*, et plus précisément un fait juridique. On retrouve toujours à peu près les mêmes types de modalités de formation d'États. C'est ce que nous allons expliquer maintenant.

Les modalités de formation d'un État

Partons d'un constat : nous sommes aujourd'hui dans un « monde fini » dans le sens où il n'y a plus de territoire à découvrir (il n'y a plus de « territoire sans maître » comme on disait dans les siècles passés). Partant de là, aujourd'hui seuls deux statuts sont envisageables : soit des territoires constituent des États souverains – ça va être bien sûr la règle générale aujourd'hui –, soit ils constituent des territoires coloniaux. Il y aurait peut-être un troisième statut à envisager, mais marginal : celui du territoire internationalisé qui, par définition, est exclu de toute appropriation étatique (l'Antarctique par exemple). Ce troisième statut n'a pas vraiment sa place ici, puisque par définition, s'il a le statut international, ce n'est pas un État souverain (on laisse donc de côté les statuts d'internationalisation).

On peut mettre en avant deux points : un point technique d'abord, puis un autre point plus politique.

Commençons par le point technique. Les modalités de création d'un nouvel État sont limitées. Pour simplifier, un État peut se constituer (peut être créé) de trois façons seulement :

- séparation ;
- démembrement ;
- fusion.

La première hypothèse est celle de la création d'un État par séparation de l'État dont il fait partie. On parle d'ailleurs de « séparation » ou plus communément de « sécession ».

Dans ce premier cas, le nouvel État qui accède à l'indépendance se sépare de l'État dont il faisait partie originellement. Ce dernier va subsister, mais il va se trouver amputé d'une partie de son territoire, celle-là même qui accède à l'indépendance et devient État souverain. Il est rare d'ailleurs qu'une sécession se fasse d'un commun accord. La plupart du temps, « l'accouchement » se fait plutôt dans la douleur, parce que l'État refuse d'être amputé d'une partie de son territoire et d'une partie de sa population. On peut assister à de véritables guerres de sécession ou des guerres de libération nationale. Une illustration majeure de cette première hypothèse de la formation d'un État nouveau est la décolonisation (on est dans ce cas de figure). La décolonisation, donc la séparation des États, n'a pas forcément été toujours violente, parce qu'à certains moments de l'Histoire, certains États, sur certains territoires, ont accepté plus facilement que d'autres l'accession à l'indépendance de leur territoire. Ce peut être une explication conjoncturelle ; une puissante dynamique s'était créée dans le cadre des Nations unies pour favoriser cet accès à l'indépendance et cette fin du colonialisme. Il y a eu une déclaration célèbre de l'Assemblée générale des Nations-Unies sur l'octroi de l'indépendance aux pays et peuples coloniaux en 1960 par exemple. Cela dit, en dehors de cette hypothèse de décolonisation, il y a en règle générale une très forte opposition au séparatisme, à la sécession. Les États sont bien entendu très attachés à leur intégrité territoriale, ce qui explique d'ailleurs qu'il y a relativement peu d'exemples à donner de sécession, d'accession à l'indépendance dans l'histoire récente.

Cela dit, des circonstances particulières ont permis ici ou là, à la surface du globe, à certains peuples, parfois après de très longs conflits, de pouvoir accéder à l'indépendance et de pouvoir disposer d'eux-mêmes. On peut prendre l'exemple du Bangladesh, qui est une ancienne partie du territoire du Pakistan oriental et qui a pu accéder enfin à l'indépendance en 1971. On peut également citer le Kosovo, dont la création est un des effets collatéraux de l'explosion de la République de Yougoslavie. Il y a eu, pour ainsi dire, des explosions d'États en série, et le Kosovo s'est séparé de la Serbie après un conflit terriblement meurtrier, qui a jeté des dizaines de milliers de gens sur les routes. Le Kosovo a finalement proclamé unilatéralement son indépendance. Au départ, le Kosovo était sous statut international, c'est-à-dire que l'ONU gérât, mais elle a été prise de vitesse et le Kosovo a déclaré unilatéralement son indépendance. Il y a même eu un avis célèbre de la Cour internationale de justice à cet égard, avis très frileux d'ailleurs, et le Kosovo encore aujourd'hui n'est pas reconnu par l'ensemble des États du monde. De nombreux États ne reconnaissent pas le Kosovo comme État indépendant – nous avons cité l'exemple de l'Espagne, qui a peur du phénomène de sécession la concernant (si elle accepte le Kosovo, pourquoi pas la Catalogne ?). Un autre exemple évoqué était le Soudan. Après de nombreux conflits au Soudan, le Soudan du Sud a fait sécession en 2011 après un référendum d'auto-détermination (en se séparant du Soudan du Nord).

Voilà donc pour cette première hypothèse, celle de séparation, de sécession.

RI #4 deuxième partie [terminé]

La deuxième hypothèse est celle de création d'un État par démembrement de l'État dont il faisait précédemment partie et qui disparaît.

Lors du démembrement d'un État qui disparaît, on parle de fragmentation, de dissolution, d'éclatement. Un exemple de démembrement d'un État qui disparaît est Tchécoslovaquie qui, en 1992, s'est scindée en deux : la République Tchèque d'un côté, la Slovaquie de l'autre. L'exemple-type de ce cas de figure est l'URSS, qui a perdu nombre de ses composantes périphériques (Afghanistan, Kazakhstan, etc.).

La troisième hypothèse est le rassemblement de deux ou plusieurs États, auquel cas on va parler de fusion. Ici, deux ou plusieurs États vont se rassembler pour n'en constituer qu'un

seul, qui peut être unitaire ou fédéral. Ce mouvement de fusion s'est particulièrement illustré au XIX^e siècle avec la réalisation, par exemple, de l'unité italienne (l'Italie était une région pleine de pouvoirs (des princes) éclatés sur les différentes régions (Sicile, etc)). C'est le cas aussi pour l'Allemagne, dont l'unité a été réalisée en 1870. Cette dynamique, cette procédure particulière, est aujourd'hui beaucoup moins importante que la division ou l'éclatement. On peut néanmoins signaler quelques rares exemples au XX^e siècle. Par exemple, la République Arabe Unie a été le fruit éphémère de la fusion de l'Égypte et de la Syrie entre 1958 et 1961. Un autre exemple, pour le coup pérenne celui-là, est celui du Yémen en 1990, lorsque le Yémen du nord et le Yémen du sud ont décidé de fusionner. C'est un exemple pérenne, mais les tensions restent tout de même très importantes entre le nord-Yémen et le sud-Yémen (il y a toujours des conflits larvés). C'était une zone très importante où il y avait souvent des prises d'otages internationaux pour défendre les points de vue des uns et des autres, puis surtout pour se faire un peu d'argent de poche.

Passons maintenant au point politique. Le point politique est que la formation de l'État est marquée indubitablement par le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Attention, ce droit des peuples à disposer d'eux-mêmes n'est pas pleinement juridique et, en tout état de cause, il n'existe pas à proprement parler dans le droit international de droit à faire sécession. Cela dit, ce principe est un principe politique majeur. C'est au nom bien sûr du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes que s'est faite par exemple la décolonisation dans les années 1960. C'est également au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes qu'au cours des années 1990 – après la chute de l'Union soviétique notamment, puis après l'éclatement de la République de Yougoslavie –, on a assisté à une véritable refondation de la carte politique de l'Europe. C'est encore aujourd'hui au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes que certains peuples, certaines populations, certaines nations, luttent pour leur indépendance (exemple de la Catalogne). Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes est donc un principe politique majeur qui a contribué à façonner la société internationale.

Cela dit, il faut insister sur ce point, il n'y a pas de droit juridique des peuples à disposer d'eux-mêmes. Pour lever les ambiguïtés il y a une formulation très générale sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes qui se trouve dans la Charte des Nations unies, dans plusieurs textes internationaux (des déclarations aux résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies notamment). Si ce droit a pu être invoqué, notamment dans le cadre de la décolonisation, il n'existe pas en droit international de droit à faire sécession, de droit à accéder à l'indépendance (il faut bien faire la distinction). Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ne trouve donc d'expression, ou de traduction concrète, dans la société internationale que dans le cadre du phénomène de la décolonisation. Il existe des exceptions : si un peuple était considéré comme particulièrement opprimé, que l'État central employait la violence contre lui, dans ce cadre-là et de façon très encadrée, très précise et très conditionnelle, on pourrait éventuellement reconnaître le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, le droit à la sécession. Néanmoins, aujourd'hui, autant dire que tous les États ont fermé la porte à ce droit à la sécession, ce qui montre que le véritable obstacle n'est pas tellement juridique, mais surtout politique. Les États ne veulent pas entendre parler de sécession, et d'ailleurs curieusement, même des États qui ont par exemple accédé récemment à l'indépendance, ne verraient pas ou ne voient pas non plus d'un bon œil des mouvements sécessionnistes dans leur propre territoire. Ils ont bénéficié, eux, de ce phénomène, mais ils sont pas prêts pour autant à renoncer à une portion de leur souveraineté et à laisser partir/filer une part de leur territoire. Tout ça pour constater au final que les peuples ne parviennent à se libérer que si le contexte politique est particulièrement favorable. La décolonisation ou l'éclatement de l'URSS sont des phénomènes tout à fait singuliers dans l'histoire du monde. On pourrait donc dire que c'est l'affaiblissement des empires qui a permis cette évolution, ce phénomène.

La reconnaissance internationale de l'État, condition de son intégration dans la société internationale

La question qui se pose ici est de savoir comment l'État qui vient de naître va pouvoir s'intégrer dans la société internationale. Il faut parler de la technique, de la modalité juridique de la reconnaissance d'État.

La reconnaissance d'État est un acte unilatéral par lequel un État constate et accepte l'existence d'un autre État. Il reconnaît par-là que cet État accède à l'indépendance, qu'il a la personnalité juridique, que cette personnalité juridique lui est opposable. Ce phénomène de reconnaissance d'État doit être envisagé sous deux angles : le plan ou l'angle juridique, et l'angle politique.

D'un point de vue juridique d'abord (on est à la charnière du droit international et des relations internationales), la reconnaissance d'État est ce qu'on appelle un acte déclaratif. *A contrario*, cela veut dire que ce n'est pas un acte constitutif ; autrement dit, ce n'est pas la reconnaissance juridique de l'État par un autre État qui conditionne son existence. Cet acte de reconnaissance est sans incidence sur l'existence de l'État. L'État existe dès lors qu'il est doté de ces trois éléments constitutifs que sont un territoire, une population et un gouvernement, et qu'il a la souveraineté. Par conséquent, *a priori*, d'un point de vue *juridique*, l'État existe indépendamment de sa reconnaissance par un autre État ou par les autres États. C'est ce qu'il faut comprendre par « acte déclaratif ».

En revanche, et c'est l'angle politique, on considère que la reconnaissance d'un État d'un point de vue politique a un effet constitutif. Cette reconnaissance permet en effet à l'État d'être accepté par ses pairs. À ce moment-là, l'État apparaît véritablement sur la scène internationale ; il devient un véritable acteur de la scène internationale. Autrement dit, faute de reconnaissance d'un point de vue politique, l'État est condamné à l'asphyxie. C'est comme s'il n'existait pas, parce qu'il ne pourra pas, par exemple, nouer des relations diplomatiques avec les autres États, pas de relations économiques, pas de relations d'ordre défensif ou autres.

En résumé, la reconnaissance est un acte déclaratif d'un point de vue juridique. Cela veut dire que c'est sans incidence sur l'existence de l'État. On présume que l'État existe dès lors qu'il a ces trois éléments constitutifs (territoire, population, organisation politique) et est doté de la souveraineté. Autrement dit, l'État est censé exister indépendamment de cette reconnaissance juridique (son existence n'est pas conditionnée par cette déclaration juridique). Néanmoins, d'un point de vue politique, la reconnaissance a un effet constitutif, parce que l'État ne pourra pas véritablement exister sur la scène internationale s'il n'est pas reconnu comme tel par ses pairs, et c'est cette reconnaissance politique qui lui permettra d'exister sur la scène internationale, de nouer des relations avec les autres États, de conclure des traités, d'avoir des relations diplomatiques, des ambassadeurs, etc. En un mot, retenir : reconnaissance = acte déclaratif sur le plan juridique, mais acte constitutif sur le plan politique.

Un État aura des difficultés à exister s'il n'est pas reconnu politiquement. Même si, d'un point de vue juridique, il est censé exister à partir du moment où il a ses éléments constitutifs ; s'il n'est pas reconnu politiquement par les autres États, il ne peut pas nouer des relations diplomatiques, conclure des traités, etc. Par exemple, le Kosovo a déclaré unilatéralement son indépendance, il a été reconnu par certains États, mais pas reconnu par d'autres. Par exemple, il n'a pas été reconnu par l'Espagne. C'est comme si le Kosovo n'existait pas pour l'Espagne ; donc le Kosovo ne pourra jamais conclure un traité avec l'Espagne, ne pourra jamais envoyer un ambassadeur en Espagne, accréditer un ambassadeur espagnol dans son pays. Bon an, mal an, ça fonctionne, parce qu'il a été reconnu par un certain nombre d'États. En revanche, s'il n'était reconnu par aucun État, ce serait comme s'il n'existait pas. On peut dire qu'il existe juridiquement – il existe en Droit –, mais c'est comme s'il n'existait pas en fait.

Cet acte de reconnaissance est très important et est même vital pour l'État qui est reconnu, mais il est important aussi pour l'État qui reconnaît (pour l'État qui en est l'auteur), sachant qu'en principe, cet acte est irrévocable.

Il est à noter qu'une reconnaissance de fait, c'est-à-dire sans acte écrit, est possible. On va considérer cette reconnaissance de fait comme provisoire, comme révocable, contrairement à ce qu'on a dit précédemment. L'intérêt de cette reconnaissance de fait est qu'elle permet à un État de soutenir, par exemple, un autre État qui est en voie de formation. Par exemple, la France avait reconnu la Lettonie (un des trois États baltes) en 1918, alors que les États baltes se séparaient de la Russie. Ces États baltes sont toujours un problème par rapport au grand voisin russe. Ils ont retrouvé leur indépendance à la chute de l'empire Soviétique, mais déjà après la première guerre mondiale, la France a reconnu *de facto* la Lettonie en 1918, avant de la reconnaître en droit et de façon irrévocable en 1921. (Tous les modalités à ce sujet sont très juridiques et relèvent du Droit international public plutôt que des relations internationales.)

Il n'y a pas d'obligation de reconnaissance, de devoir de reconnaissance. À cet égard, on peut donc parler d'un acte purement discrétionnaire de la part d'un État qui en reconnaît un autre. Ce caractère discrétionnaire se manifeste autrement : un acte de reconnaissance fait par un État peut poser des conditions à cette reconnaissance. Par exemple, les États de la Communauté Économique Européenne, en 1991 à la suite de l'éclatement de l'empire Soviétique, ont conditionné leur reconnaissance des États post-soviétiques au respect par ces derniers des grands principes démocratiques. Ça a d'ailleurs été une des conditions majeures pour qu'un certain nombre de ces pays puissent adhérer à l'Union européenne, en vertu de ce qu'on appelait les critères de Copenhague, posés en 1992 et selon lesquels, pour pouvoir adhérer à l'Union européenne, un État doit respecter des principes démocratiques : la démocratie, l'État de droit et les droits et libertés fondamentaux. Tous ces pays anciennement soviétiques (Pologne, Slovaquie, Hongrie etc.) ont donc fait d'énormes efforts pour d'abord libéraliser leurs économies et pour rénover (refonder) leurs régimes politiques dans le sens de régimes démocratiques.

Cet acte de reconnaissance est discrétionnaire : un État décide de reconnaître ou pas. En revanche, un principe très important est posé en droit international : si un nouvel État est le résultat d'un usage illicite de la force, les autres États ont une obligation de non-reconnaissance, pour ne pas valider cet usage de la force qui est banni dans la société internationale depuis 1945. Par exemple, si la Catalogne utilisait ses propres forces, si la population prenait les armes par exemple pour chasser l'autorité madrilène et proclamer unilatéralement son indépendance en violant la Constitution espagnole et le droit international, ce serait un usage illicite de la force et il y aurait une obligation de non-reconnaissance pour les autres États.

Il ne faut pas confondre reconnaissance d'un État et reconnaissance d'un gouvernement. En effet, lorsqu'un État connaît un brusque changement de régime politique – par exemple à l'issue d'une guerre civile –, l'État n'a pas besoin d'être reconnu à nouveau, parce que l'État (au travers de la souveraineté et de la personnalité morale) survit aux gouvernements successifs en vertu du principe de continuité. D'un strict point de vue juridique, un nouveau gouvernement n'a donc pas besoin d'être reconnu pour exercer ses compétences internationales. On pourrait même voir éventuellement dans cette non-reconnaissance du gouvernement une ingérence dans les affaires intérieures de l'État. Cela dit, on assiste parfois dans les relations internationales (dans la société internationale) à des situations ou des événements parfois un peu complexes. C'est par exemple le cas au Venezuela, où le gouvernement légal est le gouvernement de Nicolás Maduro, mais qui est très contesté à l'intérieur et aussi à l'extérieur, certains pays estimant que Maduro abuse de son pouvoir, contraint sa population, etc. Parallèlement s'est constitué un autre gouvernement (un gouvernement parallèle) qui, *a stricto sensu*, n'est pas légal même s'il est légitime : c'est le gouvernement de Juan Guaidó. La situation est très complexe, parce que ce gouvernement parallèle de Juan Guaidó a été reconnu par un certain nombre d'États, par exemple les États-Unis, le Canada, le Brésil, la Colombie, le Pérou, autant de pays qui, par leurs positions idéologiques, politiques et économiques, sont

contre Nicolás Maduro. Ils préféreraient le voir partir, mais Nicolás Maduro est toujours au pouvoir légalement et il reste soutenu par un certain nombre de pays de par le monde (Cuba, Bolivie, Turquie, Russie).

Voilà pour ces problèmes particuliers de gouvernement, de reconnaissance, de non-ingérence. Souvent dans les faits, c'est un petit peu complexe, surtout si les grandes puissances par exemple envoient des barbouzes pour renverser ou aider au renversement du gouvernement en place.

Les transformations (les possibles évolutions) de l'État

Plusieurs cas de figure sont à envisager ici, et on va voir, dans un premier temps, que le territoire peut être affecté (§1), puis que la souveraineté peut être affectée (§2).

Les transformations affectant le territoire de l'État

Deux types de transformations touchent au territoire de l'État et ont des conséquences internationales importantes. C'est le cas d'abord de l'acquisition de territoires vacants ou, comme on disait dans les siècles passés, de « terre sans maître ». Ce type de transformation a connu son plus grand développement au moment des découvertes de territoires (l'Amérique ou les pays d'Afrique) et au moment de la colonisation (à l'époque coloniale). Aujourd'hui, l'acquisition de territoires sans maître n'existe plus (ça relève de l'Histoire). Il n'y a donc rien de particulier à ajouter.

À côté de l'hypothèse de l'acquisition de territoires vacants ou sans maître, la deuxième hypothèse est celle de transfert de territoire. Pendant longtemps dans l'Histoire (dans les siècles passés), la conquête a été le procédé normal, le procédé naturel par lequel les États agrandissaient leurs territoires. Très concrètement, un conflit (une guerre) avait lieu, et l'extension juridique de territoire résultait de la défaite de l'État adverse, qui était suivie de l'occupation par l'État qui avait lancé l'opération. De la sorte, l'État gagnant faisait ce qu'on peut appeler purement et simplement une « annexion ». (Conflit/conquête, défaite de l'un, annexion par le vainqueur.)

Dans le droit international classique et dans les relations internationales classiques, c'était un procédé considéré comme tout à fait normal et tout à fait naturel. Aujourd'hui, depuis 1945, ce type d'extension du territoire est totalement illicite en raison principalement de l'interdiction du recours à la force dans les relations internationales, proclamé par la Charte des Nations-Unies en 1945, auquel j'ajoute le principe (lui-aussi proclamé par la Charte) du respect de l'intégrité territoriale des autres États.

On a tenté d'instaurer cette interdiction du recours à la force (donc cette idée de relations pacifiques) entre les deux guerres mondiales par le fameux pacte Briand-Kellog de 1928.

Puisque le transfert de territoires comme conséquence d'une lutte armée est impossible, désormais la seule hypothèse de transfert possible de territoire se fera par un moyen conventionnel, c'est-à-dire que deux États vont se mettre d'accord, par un traité international, pour que l'un donne à l'autre une portion de son territoire.

Voici un exemple historique qui peut trouver des répercussions ou des échos encore à l'époque moderne : les problèmes de l'Allemagne. En 1945, l'Allemagne vaincue a été coupée en deux du fait de la guerre froide naissante et de l'opposition des deux blocs (bloc occidental-américain et bloc soviétique). Il y avait la RFA à l'Ouest et la RDA à l'Est, avec Berlin dans le giron du camp soviétique. Quand l'Allemagne a voulu faire sa réunification en 1990, ce n'était pas simplement une histoire entre l'Allemagne de l'Est et l'Allemagne de l'Ouest. Le sort de l'Allemagne dépendait des quatre grandes puissances : États-Unis, Union soviétique (Russie), Royaume-Uni et France. C'est pour cette raison qu'a été conclu l'accord « deux plus quatre » (entre les quatre grandes puissances et les deux Allemagnes (Allemagne de l'Est et Allemagne de l'Ouest)). Suite à la seconde guerre mondiale, l'Allemagne (l'Allemagne de l'Est en l'occurrence) avait été amputée à l'Est d'une certaine portion de son territoire qui avait été donnée à la Pologne voisine. Ce sont les territoires au-delà de la ligne Oder-Neisse (nom de fleuves). Pour rappel, la Pologne avait disparu pendant la seconde guerre mondiale,

partagée entre l'Allemagne et la Russie. Pour recomposer une Pologne digne de ce nom, la Russie, qui a grignoté des territoires à l'Est, va donner des territoires à l'Ouest, amputant par là-même l'Allemagne de territoires qui historiquement lui appartenaient depuis des siècles (les territoires au-delà de cette ligne Oder-Neisse). Quand l'Allemagne a voulu faire sa réunification en 1990, elle a voulu en profiter pour récupérer ces fameux territoire au-delà de la ligne Oder-Neisse, mais bien évidemment la Pologne a refusé, la Russie a refusé et les autres puissances ont également refusé. Autrement dit, les quatre puissances – qui avaient entre leurs mains la réunification de l'Allemagne – ont fait comprendre au Chancelier Helmut Kohl que, s'il voulait la réunification, il devait renoncer à récupérer ces territoires au-delà de la ligne Oder-Neisse (c'était un chantage). On a finalement imposé en 1991 un traité à l'Allemagne, qu'elle a passé avec la Pologne où elle indiquait qu'elle renonçait définitivement à récupérer ces territoires qui autrefois lui appartenaient. Ainsi, même si dans le droit d'aujourd'hui, normalement, on n'impose pas des changements territoriaux par la force, c'en est une conséquence collatérale de la situation issue de la seconde guerre mondiale.

Voici un autre exemple. Aujourd'hui, l'annexion de territoires reste illicite en vertu des principes des Nations-Unies. Quand l'Irak a annexé le Koweït, ça a été la première guerre d'Irak qui, elle, était parfaitement justifiée au regard des principes du droit international. Il y a donc eu la première coalition internationale sous l'égide des Nations-Unies pour rendre au Koweït sa pleine souveraineté.

RI #5 première partie [terminé]

Nous sommes dans les développements entre les éléments constitutifs, et nous étions dans la partie relative à l'existence de l'État. Nous en étions aux possibles évolutions de l'État ; on a vu le premierement quant au territoire, nous avons terminé la dernière fois sur l'histoire de la réunification de l'Allemagne, la fameuse ligne Oder-Neisse.

Les transformations affectant la souveraineté

Il y a principalement deux cas de figure.

L'État accepte qu'un autre État exerce des compétences sur son propre territoire

Ces compétences ne font pas de l'État qui les exerce le nouveau souverain territorial, parce que l'État qui les a consenties garde sa souveraineté. Cependant, cela va permettre à celui qui en dispose une réelle maîtrise du territoire, qui va se trouver dans une position de subordination. Dans ce premier cas de figure, plusieurs situations sont possibles : le protectorat, les États satellites, la cession en bail, puis les concessions.

Le protectorat n'affecte en principe que la compétence externe de l'État protégé. L'État protecteur est autorisé, par accord entre eux, à représenter totalement l'État protégé dans les relations internationales, et notamment à conclure des accords ou des conventions internationales, qui l'engageront. Néanmoins, en réalité, on peut dire que le protectorat, dans une certaine mesure, déborde sur les aspects internes, puisque le protecteur participe le plus souvent à l'exercice d'un certain nombre de compétences territoriales. D'un point de vue historique, c'était le cas par exemple pour les protectorats exercés par la France au Cambodge, au Maroc, en Tunisie. Le protectorat existe encore aujourd'hui.

La deuxième situation est ce qu'on appelle les États satellites. C'est un vocabulaire qui renvoie clairement à l'époque de la guerre froide. Cette appellation renvoie à la situation de dépendance des pays de du bloc de l'Est qui étaient sous l'emprise soviétique (pacte de Varsovie = équivalent pour le bloc de l'Est de l'Alliance atlantique (OTAN)). Cette dépendance était une dépendance de fait, aussi bien de type politique qu'économique. D'un strict point de vue juridique, les relations entre ces États étaient basées sur le principe d'égalité souveraine entre États. En principe d'égalité souveraine, chacun garde sa souveraineté, mais de fait, tous

les états du bloc de l'Est (Pologne, Tchécoslovaquie, Hongrie et, etc.) étaient dans l'orbite soviétique et sous l'emprise politique de l'URSS. La relation entre l'URSS et les États satellites consistait en une suggestion politique et économique d'États qui, théoriquement, gardaient leur souveraineté, mais qui étaient sous totale emprise de l'URSS (qui décidait pour eux). D'ailleurs, l'armée rouge était stationnée dans chacun de ces pays. Il y a eu des dérives poussées à l'excès ; l'URSS s'est octroyée le droit de défendre les acquis du socialisme dans cette communauté d'États satellites qui, de plus, faisaient tampon entre le territoire de l'Union soviétique et l'Europe occidentale (ce qu'on appelait alors le « monde libre »). Simultanément du point de vue géopolitique, comme tous ces pays de l'Est sont voisins des pays d'Europe occidentale, cela portait l'influence russe aux portes du monde libre.

La troisième situation concerne les cessions à bail. En principe, ces cessions à bail sont temporaires. La cession à bail vient suspendre la souveraineté de l'État territorial qui loue une partie de son territoire. La formule a été utilisée par exemple en Chine, où l'Empire britannique bénéficiait de la cession à bail du territoire de Hong-Kong. Ce bail avait été conclu pour une durée de 99 ans. Une fois arrivé au terme de ce bail, le territoire de Hong-Kong a été restitué à la Chine, en 1997. C'est la même chose pour le territoire de Macao, restitué en 1999. Ce procédé des sessions à bail a servi aussi aux grandes puissances pour disposer en territoire étranger de bases militaires placées hors du contrôle de l'État territorial. L'État plaçant ses forces militaires était souverain sur cette partie du territoire. Il y a une atteinte bien sûr à la souveraineté de l'État sur lequel est installée la base militaire, qui est d'autant plus grande que cette situation peut être maintenue tant que les deux États ne sont pas d'accord pour y mettre fin. Les cessions à bail continuent d'exister. C'est un débat toujours actuel pour le territoire de Guantanamo, qui est à Cuba et qui est une base des États-Unis, puisque c'est là que sont détenues toutes les personnes suspectées de terrorisme (capturées notamment en Afghanistan). Récemment, les États-Unis et Cuba ont repris leurs relations diplomatiques, et Cuba demande toujours le retrait des troupes américaines du territoire de Guantanamo. Pour l'instant, malgré la volonté affichée notamment du président Obama à Montreuil, il n'a pas réussi à mettre fin à ce système, qui perdure.

La quatrième et dernière situation possible est ce qu'on appelle les concessions. La concession permet la protection des étrangers en les soustrayant à la compétence des autorités locales dans certaines zones limitées. Par exemple, c'est une formule qui a été utilisée au Panama pour l'usage, l'occupation et le contrôle de la zone du canal de Panama par les États-Unis. Originellement, c'était prévu pour durer à perpétuité, mais ce sont là des vieux principes qui aujourd'hui, dans le monde contemporain, ne sont plus acceptables, tolérés. Le mécanisme a été réaménagé et il y a eu une rétrocession du canal du Panama effectuée le 31 décembre 1999.

Les hypothèses historiques citées – cession à bail de Hong Kong, concession du canal de Panama – ne sont rien de moins que des annexions déguisées qu'on habillait d'un mécanisme juridique.

L'ensemble des situations qui viennent d'être décrites relèvent quasiment toutes de l'Histoire. Tout ça a disparu avec la décolonisation, et avec l'effondrement du bloc soviétique en 1990-1991 pour les États satellites.

Après avoir vu comment la souveraineté peut être affectée quand l'État accepte qu'un autre État exerce des compétences sur son propre territoire, nous allons aborder le deuxième cas de figure, à savoir lorsque l'État accepte qu'une organisation internationale exerce des compétences sur son propre territoire.

L'État accepte qu'une organisation internationale exerce des compétences sur son propre territoire

À la différence d'un État, une organisation internationale n'a pas de territoire à l'intérieur duquel elle puisse exercer des compétences à titre exclusif. Néanmoins, elle peut se trouver dans la situation d'avoir à exercer des compétences sur le territoire de certains États ou dans des espaces internationaux. Cette hypothèse est assez large, et nous allons évoquer

ici des cas où l'intervention de l'organisation internationale est telle qu'on peut estimer qu'elle affecte concrètement la souveraineté de l'État. Cette précision « concrètement » est importante, car la souveraineté n'en est pas pour autant par elle-même affectée. Il faut comprendre par-là que l'État a consenti à cette intervention de l'organisation internationale. Cela veut dire que l'État a donné son accord préalable en adhérant au statut de l'organisation internationale, mais aussi dans un accord distinct, spécifique, qui se réfère expressément à une telle intervention de l'organisation internationale. Par analogie avec une hypothèse de tout à l'heure, on va parler de « protectorat de l'organisation internationale ».

Ce phénomène n'est pas très fréquent dans les relations internationales aujourd'hui. Néanmoins, on peut trouver quelques exemples à signaler. On peut citer comme exemple le protectorat de l'ONU au Kosovo au moment de la guerre de l'ex-Yougoslavie – quand la république fédérale de Yougoslavie a éclaté et que la Serbie, qui en était une composante, a elle-même été divisée par les tentatives sécessionnistes d'une composante de son territoire, le Kosovo, qui a finalement déclaré unilatéralement son indépendance (indépendance juridique qui n'a été reconnue que par un certain nombre d'États dans le monde). Pour régler ce problème facteur de conflits politiques et de conflits militaires sur le terrain, l'ONU est intervenue et a établi son protectorat sur le Kosovo. On se situait dans un territoire miné par le conflit, et des casques bleus ont été envoyés par l'ONU et une administration civile a été mise en place par l'ONU. D'ailleurs à un moment donné, c'est le français Bernard Kouchner qui a assuré ce protectorat au Kosovo (concrètement, l'ONU prenait les décisions pour la gestion du territoire, comme le ferait un gouvernement).

Ces situations où l'organisation internationale agit finalement comme un véritable souverain territorial sont assez exceptionnelles. Cela n'exclut pas qu'à l'avenir, ce type de solution se développe et se multiplie, en tout cas se manifeste à différents endroits du monde, pour assurer des missions d'administration dans des États faibles, en pleine déliquescence. C'est une solution temporaire à une crise internationale provoquée par des tensions internes.

Nous en avons fini avec les évolutions possibles de l'État quant au territoire et quant à la souveraineté. Nous poursuivons la description de l'existence de l'État, pour en arriver à son terme, c'est-à-dire à la mort de l'État.

La disparition de l'État

La disparition de l'État peut intervenir de deux façons : par une disparition imposée (qui ne va pas être pacifique), ou à l'opposé, par une disparition consentie (qui ne sera pas violente).

Première forme de disparition : La disparition imposée (non-pacifique)

Nous allons faire là-aussi une subdivision en deux points : d'abord la conquête ou l'annexion, et ensuite la désintégration violente ; dont vous allez voir la nuance au travers des exemples.

La conquête ou l'annexion

Les mots parlent d'eux-mêmes. C'est le phénomène classique de disparition imposée de l'État. Dans l'histoire récente, c'est la démarche qu'a eue l'Irak face au Koweït en 1990. L'Irak a tenté et s'est lancée dans l'annexion du Koweït ; il en réclamait la souveraineté. Ici, c'est une annexion par la guerre, ce qu'on appelle en droit international « la *Debellatio* ». C'est le terme juridique convenu pour signifier qu'il y a annexion.

En l'occurrence, cette annexion du Koweït par l'Irak a tourné court, parce qu'il y a eu une réaction énergique de la communauté internationale sous l'égide de l'ONU, dans le cadre du fameux chapitre 7 de la Charte. En effet, dans la Charte de l'ONU, il y a une interdiction générale du recours à la force, et c'est le Conseil de sécurité de l'ONU qui a la mission principale de veiller au maintien de la paix. Si jamais il y a une rupture de la paix, notamment ici comme une agression (une annexion), alors c'est le Conseil de sécurité qui le constate et qui peut prendre toutes les mesures nécessaires pour y mettre fin, y compris le recours à la con-

trainte. C'est le seul cas pour l'organisation internationale où le Conseil de sécurité peut adopter des résolutions qui sont véritablement obligatoires. Pour cette raison, une coalition internationale a été mise sur pied sous l'égide de l'ONU pour récupérer le Koweït et pour rendre au Koweït sa souveraineté. Ceci a donné lieu à la première guerre d'Irak qui, elle, était parfaitement justifiée et légitime du point de vue du droit international (ce qui ne sera pas le cas de la suivante).

Un autre exemple pour la conquête ou l'annexion est celui des territoires palestiniens. Ces territoires palestiniens sont sous l'emprise d'Israël et sont considérés, du point de vue palestinien, comme des territoires occupés. Ceci n'est évidemment pas le point de vue d'Israël, qui estime de son côté que ce sont simplement des territoires administrés par l'État d'Israël. Cette position a été contredite au demeurant par la Cour internationale de justice dans un avis de juillet 2004, où la CIJ a bien dit que ces territoires (revendiqués par la Palestine) sont bien des territoires occupés par Israël. Israël est donc une puissance occupante.

La désintégration violente

L'exemple type est l'ex-Yougoslavie. Du temps de la guerre froide et de la domination du communisme et de l'empire Soviétique, la république fédérale de Yougoslavie était un État fédéral gouverné sous la maîtrise totale du maréchal Tito. C'était un point communiste dans l'Europe occidentale, mais Tito et la Yougoslavie faisaient cavalier seul par rapport à l'Union soviétique (il avait vraiment une ligne d'autonomie). Cet État fédéral se composait de six peuples : les Serbes, les Croates, les Slovènes, les Bosniaques, les Monténégrins et les Macédoniens ; sans compter qu'il y avait aussi des minorités, comme la minorité albanaise sur le territoire du Kosovo. Après la disparition du maréchal (dictateur) Tito, la volonté de vivre ensemble s'est très vite effritée, et l'appareil fédéral qui existait a de plus en plus été perçu par les Slovènes et les Croates comme un moyen pour les Serbes de maintenir leur domination. Cela a poussé les différentes composantes de la Yougoslavie à l'indépendance, que les Serbes ont refusé d'admettre. Ils n'ont pas admis l'éclatement, car ils voulaient créer une grande Serbie. Il en a résulté une guerre civile terrible au sein de ce pays qui a finalement éclaté pour que se créent de multiples micro-États : Slovénie, Croatie, Serbie, Monténégro, etc. C'est donc une désintégration violente.

Deuxième forme de disparition : La disparition consentie et pacifique

Il y a trois formes de disparition ici :

- la désintégration (ou l'éclatement) consentie ;
- la fusion d'États ;
- l'adoption d'un État par un autre.

La désintégration (ou l'éclatement) consentie

Cette désintégration (ou éclatement) est consentie cette fois, contrairement au cas de la Yougoslavie. C'est le cas pour la fin de l'URSS. La Russie était bien sûr la composante la plus importante de l'ensemble qui s'intitulait « URSS » (Union des Républiques Socialistes Soviétiques). Par conséquent, la Russie a pris la continuité, étant elle-même la continuité de la Russie des tsars. Face à l'effondrement du communisme, la Russie a consenti – même si un peu contrainte par les événements –, donc a accepté l'idée de l'indépendance des républiques qui composaient l'URSS. L'URSS a donc éclaté sans violence, et on a vu la naissance de multiples États qui sont devenus souverains (Kirghizstan, Kazakhstan), sans parler des pays Baltes (les plus importants et les plus proches de nous).

La fusion d'États

Ici, on a affaire à deux États qui se regroupent en un seul. C'est ce qu'il s'est passé au Yémen, par exemple, en 1990. L'État du Yémen est né de la fusion de deux États préexistants : la république arabe du Yémen au nord et la république démocratique du Yémen au sud. D'un point de vue juridique, il y a une véritable fusion et naissance d'un nouvel État lorsqu'une nouvelle Constitution est adoptée par voie conventionnelle, c'est-à-dire par accord entre les

deux États. Il y a donc eu disparition des deux États indépendants tels qu'ils existaient, mais en même temps la naissance d'un nouvel État.

L'adoption d'un État par un autre

C'est un cas très spécifique à l'hypothèse de l'unification de l'Allemagne. Nous aurons l'occasion d'en reparler au second semestre, dans le cadre du cours de "Régimes politiques étrangers", puisqu'on parlera de l'Allemagne, en expliquant d'un point de vue strictement juridique, constitutionnel, comment la réunification de l'Allemagne s'est produite. Pour illustrer ce propos, on peut dire que, à la chute du mur de Berlin en 1989, quand on a envisagé la réunification de l'Allemagne, on a pensé dans un premier temps à la disparition (un peu comme le Yémen) de la République fédérale d'Allemagne et de la République démocratique allemande à l'Est, et de la création – donc avec une nouvelle Constitution – d'un État allemand réunifié. Cependant, c'était complexe et long ; donc il y a eu une accélération de l'Histoire. On a simplifié la procédure, et les länder de l'ex-Allemagne de l'Est, qui avaient disparu après-guerre quand la RDA est entrée dans l'ère soviétique, ont été recréés. Ils ont adhéré en bloc à la RFA, à la loi fondamentale allemande, donc sur la base de la Constitution de la loi fondamentale allemande. Pour le coup, c'est la RDA (république démocratique allemande) qui a disparu et la RFA (république fédérale d'Allemagne) demeurait, augmentée de toute sa partie de territoire à l'Est. Voilà pourquoi on peut parler « d'adoption » d'un État par un autre (cas très spécifique limité à l'Allemagne).

Nous en avons fini avec la première section. Nous venons de voir que les États étaient les sujets du droit international. Ils sont d'ailleurs les sujets premiers, les sujets originaires du droit international. Nous allons voir maintenant dans une deuxième section que les États sont tous des acteurs différents des relations internationales.

Les États sont tous des acteurs différents des relations internationales

Malgré des fonctions identiques, chaque État est un cas particulier. De là va découler le sentiment que le principe d'égalité souveraine n'est qu'une abstraction (un fantasme). On dit souvent « Égalité de droit, inégalité de fait » ; on le dit également sous forme de la boutade : « Il y a des États qui sont plus égaux que d'autres ». Pour bien comprendre ce phénomène, on va se pencher sur trois points particuliers : la question de la puissance des États (0), leur condition juridique particulière (0), et enfin l'implication particulière de certains États dans ces associations ou groupements d'États (0).

La question de la puissance des États

L'approche par la puissance est l'approche traditionnelle des relations internationales. Si on parle de puissance, on sous-entend l'existence de situations de supériorité ou d'infériorité, et en tout cas de rivalité entre les États. Si on considère les États en termes de puissance, on admet implicitement qu'il vaut mieux être une grande puissance qu'une petite puissance. On peut dériver vers une perception où, par exemple, le facteur militaire occupe une place centrale. Cependant, on va voir que la puissance n'est pas seulement la puissance militaire. Cela dit si une puissance est un acteur des relations internationales avec une grande capacité d'agir, voire une tendance à s'imposer aux autres, on peut néanmoins et heureusement être acteur des relations internationales sans être une puissance. Pour commencer, voyons la notion de puissance. Il est très important de la clarifier.

La notion de puissance

L'auteur Jean-Jacques Roche disait : « La puissance se perçoit plus aisément qu'elle ne se conçoit ». En tout état de cause, l'approche par la puissance contient sans nul doute une idée de classement. Les États peuvent être classés de multiples points de vue. On peut distinguer, par exemple, les États anciens et les États nouveaux, c'est-à-dire ceux apparus sur la scène internationale suite au mouvement de décolonisation. On peut distinguer les États riches et les États pauvres. On peut distinguer les États gestionnaires, ceux qui tendent à préserver le *statu quo* (continuer à fonctionner tel que ça fonctionne), et on lui opposera les États missionnaires, c'est-à-dire les États qui se considèrent comme porteurs d'un message et qui veulent changer le monde. C'est le cas des États-Unis au moment de la présidence de George W. Bush au début des années 2000.³ On peut distinguer les États-nations de ceux qui ne le sont pas, etc. Les classements, plus exactement les distinctions, sont multiples. Quand on parle de puissance, on pense plus spontanément au classement qui consiste à distinguer entre différents niveaux de puissance. Plusieurs critères existent pour apprécier ces niveaux de puissance. D'un point de vue historique, l'importance de ces critères a évolué. Dans le passé, on accordait davantage d'importance à tel critère ; dans le monde contemporain, plutôt à tel ou tel autre. Il va s'agir par exemple de la puissance en fonction des moyens militaires, des forces militaires dont l'État dispose. Ça peut être les ressources économiques ; par exemple s'il y a un tissu industriel très développé, avec une population active importante, des ressources économiques et financières, des richesses naturelles (au sens des ressources naturelles ; pétrole, gaz, etc.). Aujourd'hui, on considérera davantage des facteurs comme le niveau de formation et d'éducation de la population, qui est un facteur de progrès économique. Dans le même ordre d'idées, la capacité scientifique (par exemple, la part de la richesse nationale investie pour la recherche et le développement). Les facteurs de puissance sont donc multiples, et par conséquent, selon le moment de l'Histoire considéré et le ou les facteurs considérés, la liste des puissances est amenée à évoluer, à changer régulièrement.

La puissance est une notion très évolutive ; c'est quelque chose d'éphémère, puisque suivant les critères et suivant l'histoire, il y a des montées en puissance et des baisses de puissance. Ceux qui ont atteint les premiers rangs peuvent se retrouver rétrogradés ; ceux qui sont derrière peuvent se lancer dans des politiques de puissance, etc. On peut donc dire à ce niveau de l'analyse – et c'est important – que la puissance peut être un facteur de désordre dès lors qu'il y a rivalité, mais aussi, à l'inverse, un facteur de régulation (une certaine forme d'ordre). La puissance n'est pas que la force. Ce n'est pas seulement l'ensemble des moyens humains et matériels rassemblés et organisés en vue de la mettre en œuvre. Ce n'est pas non plus *a fortiori* la violence, parce que la puissance peut très bien s'exercer sans contrainte, sans coercition militaire ou autres. On peut définir la puissance autrement que par la force ou par la violence.

RI #5 deuxième partie [terminé]

La puissance n'est pas que la force, que la violence. La puissance s'exprime par l'influence. Elle s'exerce sur les hommes et/ou sur les choses via des capacités multiples. Pour le juriste et politologue internationaliste Serge Sur, la puissance est la « capacité de faire, de faire faire, d'empêcher de faire, de refuser de faire ». Dans le même ordre d'idée, on peut également citer la définition de Raymond Aron : « La puissance est la capacité de faire, de produire ou de détruire. » Enfin, l'américain Robert Kagan (politologue ayant travaillé sur no-

³ L'État gestionnaire est celui qui tente simplement à préserver le *statu quo*, c'est-à-dire qu'il ne veut pas changer l'ordre du monde, tandis que l'État missionnaire estime qu'il a une mission inventive de changer le monde. C'est l'exemple des États-Unis, qui veulent gérer le monde, ou que le monde fonctionne selon leur point de vue (cas de l'Amérique de George W. Bush au début des années 2000).

tamment sur la notion de *Soft power*) considère que « la puissance est la capacité à faire l'Histoire ».

Cette puissance s'exerce sur les Hommes, s'exerce sur les choses, via des capacités multiples, qui peuvent se traduire différemment. Par exemple, d'un point de vue juridique d'abord, l'un des aspects majeurs de la puissance aujourd'hui est la capacité qu'a un État de façonner les normes de comportement. La puissance va s'exercer au moyen de décisions qui vont mettre en œuvre des moyens pour atteindre des objectifs, dans une relation entre les différents acteurs. D'un point de vue politique, cette puissance peut être acceptée voire considérée comme légitime, ou à l'opposé, elle peut être contestée ou combattue. D'un point de vue historique, on a vu se succéder différentes formes de puissance. Par exemple, entre le XIX^e siècle et la moitié du XX^e siècle, ça a été la période de la colonisation et de l'impérialisme par la France, mais aussi le Royaume-Uni aux Indes. Après la seconde guerre mondiale, on a eu à faire à un monde bipolaire. C'était l'époque de la guerre froide, de l'opposition entre les deux grandes puissances (l'URSS et les États-Unis). Aujourd'hui, c'est plus compliqué ; on pourrait parler d'hégémonie américaine, mais les choses sont un peu plus complexes. L'équilibre du monde veut que le temps œuvre sur les puissances. Autrement dit, tout est périssable, tout empire périt un jour ou l'autre. Ainsi périt Rome, et la roue tourne ; c'est l'Histoire, une autre puissance prend le dessus. Cela fait partie de la vie, cela existe dans nos vies individuelles (la roue tourne, on est puissant, on est moins puissants, etc.), cela existe au niveau du monde et au niveau des États. Cette notion de puissance explique cette capacité d'un acteur du système international à agir sur les autres acteurs, pour défendre ses intérêts, pour atteindre ses objectifs, pour préserver sa suprématie.

Dans le jeu des puissances interviennent, pour une très grande part, des facteurs subjectifs, des images, des perceptions. En d'autres termes, la notion de puissance n'est pas forcément quelque chose d'objectif ou suivant des critères objectifs. Du point de vue du regard des autres, une puissance peut très bien être surévaluée ou au contraire sous-estimée, mésestimée. Dans ce domaine, les erreurs d'évaluation sont très nombreuses, dans un sens comme dans l'autre. On a encore tendance à présenter le monde contemporain avec la surpuissance des Américains, mais pour certains c'est assez largement surévalué. En revanche, on mésestime la puissance de la Chine qui, peu à peu et sans bruit, s'est imposée partout à la surface du monde : par exemple en Afrique, en achetant des terres, en implantant des usines, quitte à importer sa main d'œuvre, en apportant de l'aide, et encore ces derniers mois, une aide médicale dans le cadre de la lutte contre le Covid. La Chine est donc aujourd'hui une puissance mésestimée, avec une agressivité militaire dans la mer de Chine pour essayer de grignoter des territoires qui ne lui appartiennent pas. Très récemment, la Chine s'est invitée pour discuter des problèmes du Proche et du Moyen-Orient. C'est la première fois, c'est inédit, et cela montre bien qu'elle accède à un statut de puissance qu'elle n'avait pas jusque-là. La notion de puissance est donc un caractère très subjectif.

La hiérarchie des puissances

Il y a différentes façons de présenter ces hiérarchies. Celles-ci peuvent être sectorielles ou globales. Dans une hiérarchie sectorielle, on va faire une hiérarchie des puissances par secteur selon le secteur considéré, à savoir le secteur militaire, le secteur politique, financier, économique. Pour l'essentiel de ces secteurs, on peut avoir des critères objectifs permettant assez facilement de désigner qui est la première puissance du monde en termes militaires, qui est la première puissance du monde en termes économiques, etc. Cela dit, dans la mesure où ces critères ne sont pas univoques et singuliers (la puissance est une accumulation de facteurs auxquels s'ajoute la part subjective évoquée précédemment), les classements purement sectoriels sont difficiles à établir ; leur portée, voire leur utilité, est assez réduite. Leur intérêt est de faire prendre conscience du fait qu'un État peut ne pas être une puissance si on apprécie son potentiel global, mais se trouver néanmoins dans une situation favorable, dans une situation de puissance, sur un point particulier. Par exemple, un État peut très bien ne pas être puissant d'un point de vue économique, militaire ou politique, mais il peut être puissant du point de

vue des ressources naturelles, parce qu'il dispose d'une ressource naturelle rare (le pétrole par exemple). Aujourd'hui, concernant les fameuses terres rares – tous ces métaux rares indispensables pour le développement de l'économie numérique parce qu'ils rentrent dans nos smartphones, dans nos ordinateurs, etc. –, il y a une surpuissance de la Chine dans un secteur aujourd'hui vital pour toutes les économies.

Il reste que le classement le plus courant prétend rendre compte de la puissance globale des États – en d'autres termes, à côté de cette puissance par secteur, on s'intéresse plutôt à la puissance globale des États – et cette approche va nous permettre de distinguer entre les puissances mondiales ou les superpuissances, puis les grandes puissances, puis les puissances régionales, et enfin les petites puissances locales.

Les puissances mondiales ou superpuissances

Les superpuissances sont celles que concernent toutes les questions d'ordre international et dans quelque domaine que ce soit ; mais aussi (effet cumulatif) qui ont la capacité de peser sur leurs évolutions, puisque sans leurs accords au moins tacite, la question posée/traitée ne peut pas trouver de solution durable.

Si on s'en tient à ces deux traits caractéristiques de la superpuissance, après la seconde guerre mondiale, on va mettre dans cette catégorie les États-Unis (incontestablement). Pour l'URSS (jusqu'à son effondrement), la question a été discutée. Elle avait incontestablement le projet, l'intention, d'être une grande puissance. Cependant, si on considère les domaines de l'économie et de la finance, c'est peut-être moins évident. Néanmoins, d'un point de vue global, on peut mettre l'URSS dans la catégorie des superpuissances, dans la mesure où pendant toute cette période de guerre froide d'après seconde guerre mondiale, toute l'histoire du monde a été dictée par les relations entre ces deux superpuissances qu'étaient les États-Unis et l'Union soviétique (puisque l'Union soviétique avait en l'occurrence une puissance essentielle qui est l'arme nucléaire). Les deux superpuissances avaient donc la capacité de se détruire mutuellement, se tenaient ainsi en respect mutuellement, et elles influaient mutuellement sur le cours du monde, sur le cours des relations internationales. C'est pour cela qu'on parlait de « monde bipolaire » (notion que nous verrons plus loin).

La Chine s'implose de plus en plus comme une véritable superpuissance. On l'a vu récemment à propos des problèmes du Moyen-Orient et de l'Iran. La question de savoir si elle est déjà une superpuissance ou pas se pose. La Chine s'invite dans toutes les discussions entre les grandes puissances pour discuter du sort du Proche et du Moyen-Orient, ce qui se passe notamment au Nagorny Karabakh, les relations avec l'Iran, etc. Elle prétend donc avoir le même rang que les États-Unis, la Russie, voire la France, qui a quand même sa place dans ce système.

On pourrait poser la question pour l'Union européenne. L'Union européenne n'est pas un État, mais une association d'États. Néanmoins, c'est une association d'États très intégrés, dont les États-membres ont abandonné une part de leur souveraineté au profit de cet ensemble qu'est l'Union européenne. Certes, l'Union européenne a un caractère de puissance qu'on ne peut nier, mais en tout état de cause, elle n'a pas encore su s'affirmer réellement sur la scène internationale dans le domaine politique pour assumer ce rôle de puissance européenne. C'est peut-être parce qu'elle ne parle pas d'une seule voix, bien que théoriquement l'espagnol Josep Borrell est haut représentant de l'Union pour la politique étrangère et de sécurité de l'Union. C'est lui qui est censé représenter l'Union dans ces relations internationales, mais il n'a qu'une voix très faible, parce que les États gardent le devant de la scène. Il n'est donc pas facile de s'imposer et de dire « Je suis la voix européenne, je parle au nom de tous les États européens » (sa prédécesseur Federica Mogherini a rencontré le même problème, sans démeriter).

Une chose est sûre : dans le monde d'aujourd'hui, les États-Unis sont incontestablement une superpuissance – on parle même d'hyperpuissance. C'est un constat, peut-être une nuance. Depuis la disparition de l'URSS, c'est en tout cas le triomphe du système économique promu par les États-Unis, de l'économie de marché. De ce point de vue, si les États-Unis ont

réussi à imposer ce système économique, on peut dire qu'il y a hyperpuissance. Cependant, cette situation est peut-être en passe de changer, et d'autres puissances montent. La Russie vacille ; elle a des difficultés économiques (le rouble est faible). Elle est contrainte, parce que ses seules richesses – même si elles sont immenses – ne sont que des richesses naturelles. On peut dire que Washington et les États-Unis perdent du terrain, et que la Chine monte en puissance.

Les grandes puissances

On met dans cette catégorie des grandes puissances les États qui sont membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU. Ce sont donc les fameux *Big Five* : États-Unis, Russie, Chine, Royaume-Uni et France. Parmi ces États, on peut estimer que le rôle international d'un certain nombre d'entre eux connaît un certain repli voire un déclin, mais ils continuent d'être concernés par la totalité ou la plupart des questions internationales, puisqu'ils sont membres permanents du Conseil de sécurité. Leur rôle est sinon indispensable, du moins très utile. On pourrait également dire l'inverse : leur rôle est utile et indispensable puisqu'ils sont membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU (ils ont une voix au chapitre tout à fait particulière). Même si un certain nombre de ces États (comme le Royaume-Uni et la France) peuvent être classés loin derrière les États-Unis, ils sont malgré tout au premier rang dans de nombreux secteurs (le secteur militaire, le secteur économique, le secteur politique, etc.).

On emploie ici souvent comme synonyme l'expression « puissance moyenne ». Attention, ce terme a une connotation péjorative. On insiste sur le fait que la puissance de ces États a été revue à la baisse, qu'elle n'est pas si importante que ça. Cela a donc un aspect un peu critique à leur égard, pour contester le fait qu'elles occupent un des premiers rôles. Cette expression de « puissance moyenne » est d'autant moins heureuse ou en tout cas d'autant moins justifiée que des pays comme la France ou le Royaume-Uni ne sont pas simplement à la moyenne des États du point de vue de la puissance. La voix de la France compte encore beaucoup de par le monde (on a tendance à l'ignorer).

Par ailleurs, on pourrait ajouter dans ces grandes puissances des pays qui ne sont pas membres du Conseil de sécurité de l'ONU en tant que membres permanents, mais qui ont néanmoins un rôle et une place importante dans la société internationale. C'est notamment le cas de l'Allemagne ou du Japon. Le caractère de grande puissance leur convient tout à fait, en tout cas si on prend seulement l'aspect économique et l'aspect financier. Au sein de l'Union européenne, l'Allemagne est surpuissante. Dans le monde, le Japon a toujours eu une économie florissante et très exportatrice, même s'il connaît lui-aussi les conséquences des dernières crises financières internationales. Néanmoins, malgré cette puissance économique et financière que des pays comme l'Allemagne ou le Japon détiennent incontestablement, ils n'ont pas le même rayonnement international que les autres pays cités auparavant. Peut-être qu'ils n'ont pas tout simplement le même intérêt pour les affaires étrangères, et ils n'ont pas non plus les mêmes capacités militaires que les autres puissances (ne serait-ce que la France ou le Royaume-Uni). Si on les place dans cette catégorie des grandes puissances, c'est parce qu'à un moment donné, on valorise le critère (le facteur) économique et financier.

Les puissances régionales

On a ici une catégorie qui peut en recouper d'autres. En effet, les puissances mondiales et les grandes puissances sont également des puissances régionales. Les puissances mondiales sont des puissances régionales dans toutes les régions de la planète, et les grandes puissances sont des puissances régionales dans leur région d'existence, voire dans une ou plusieurs autres régions. Cela peut également dépasser cette aire régionale, puisque la France est une puissance régionale aussi vis-à-vis de l'Afrique (ou en tout cas dans une partie de l'Afrique), puissance d'ailleurs qui est en train d'être érodée, grignotée dans de nombreux endroits de l'Afrique par la Chine.

On parle de « puissances régionales » pour des pays dont le poids international est limité à une aire géographique limitée dans laquelle il s'insère ; par exemple l'Inde, le Brésil, l'Iran

sont des puissances régionales, étant entendu que ces puissances régionales peuvent très bien ambitionner dans l'avenir de devenir des grandes puissances (c'est le cas de l'Inde).

Pour apporter une dernière petite précision : si on considère l'Asie, pour rendre compte de la réalité, il faudrait parler également de puissances sous-régionales. C'est le cas par exemple pour l'Indonésie en Asie du sud-est.

Les petites puissances ou les puissances locales

A priori, on pourrait dire que cette quatrième catégorie n'a pas forcément grand sens, parce que si on a les trois autres catégories avec un nombre assez réduit d'États à l'intérieur de chacune d'elles, cette quatrième catégorie va être un peu fourretout. Malgré tout, dans cette quatrième catégorie fourre-tout, on peut avoir de tout petits pays qui, à un certain moment et dans un certain contexte, vont pouvoir avoir un rôle politique important, même de façon transitoire. On peut donc à juste titre parler de « puissance », fut-elle petite, locale (elle reste une puissance).

Les configurations de puissance

Partons du constat que les relations entre les principaux États pèsent sur l'ensemble des relations internationales. Lorsque ces relations entre États sont assez bien caractérisées et durables, il est possible d'identifier une configuration de puissance. La notion de puissance elle-même est éphémère et évolutive, et le temps que dure une configuration de puissance est très variable. On va donc ici distinguer trois grandes configurations de puissance : unipolaire, bipolaire et multipolaire.

La configuration unipolaire

Comme son nom l'indique, la configuration unipolaire est celle où existe une puissance dominante. On pense bien sûr au monde dominé par les États-Unis. Il ne faut pas se leurrer : cette situation signifie pour la puissance concernée une charge considérable. Pour correspondre vraiment à ce modèle, c'est-à-dire pour qu'on soit dans l'unipolarité, la puissance doit disposer de capacités d'action et de sphères d'intérêts aussi larges que celles de la société internationale elle-même. De plus, la puissance doit aussi être porteuse d'une vision de l'ordre international et l'assumer. De ce point de vue, c'est donc une charge considérable. Être une puissance dominante dans un monde unipolaire est encore plus exigeant que d'être « simplement » une puissance mondiale. C'est un rôle par définition solitaire, parce que cette puissance dominante a, du point de vue du vocabulaire des sciences politiques, des clients, des adversaires, mais elle n'a pas de pair, pas d'ego avec qui partager le fardeau. Cette situation est éminemment précaire : sa durée dépend de la puissance elle-même, de ses facteurs de puissance (il ne faut pas qu'ils soient érodés), mais également du niveau d'acceptation par les autres États, parce que cette acceptation n'est pas dans la logique de la société internationale. Dans ce monde unipolaire, on parle d'une situation d'hégémonie.

La configuration bipolaire

La bipolarité a caractérisé toute la période de l'après deuxième guerre mondiale jusqu'à la chute du mur de Berlin en 1989, qui a entraîné ensuite l'effondrement du bloc soviétique. Le monde était divisé en deux pôles, en deux blocs : le bloc américain et le bloc soviétique. Cette configuration bipolaire a fait l'objet de très nombreuses études, en ce qui concerne son organisation, son évolution, les rapports, les influences des uns sur les autres, etc. Les deux blocs qui divisaient le monde étaient, pour simplifier, les États-Unis et l'Union soviétique, qui « faisaient la pluie et le beau temps ». Ce qu'il se passait dans d'autres parties du monde – par exemple en Afrique, il pouvait y avoir des conflits, des guerres – était souvent instrumentalisé par les grandes puissances (il y avait derrière soit les États-Unis, soit l'URSS, qui poussaient leurs pions). Toutes les relations internationales étaient dictées par cet affrontement entre les deux grandes puissances.

Néanmoins, on peut estimer que cette présentation du monde pour cette période est peut-être un peu simplifiée, voire réductrice, parce qu'incontestablement le monde était bipo-

laire d'un point de vue militaire, mais il ne l'était plus dès les années Soixante-dix du point de vue politique. On peut dire qu'à partir des années 1970, on a l'Est et l'Ouest, mais également « le Sud », avec le mouvement des non-alignés qui a pesé dans les relations internationales. Il s'agissait d'un certain nombre d'États (pour beaucoup des États du tiers-monde) qui, comme le nom l'indique, ne s'étaient alignés ni sur le camp soviétique ni sur le camp américain. Ils se sont regroupés pour essayer de peser sur les affaires internationales. Le monde n'était plus simplement dominé par les États-Unis et l'Union soviétique d'un point de vue économique non plus. Cela faisait déjà plusieurs années qu'avaient émergées d'autres puissances, voire multipolarité.

On fait des classements, des catégories, pour essayer d'appréhender un peu la réalité, mais ce n'est jamais simple. On peut toujours nuancer ou faire se recouper des catégories, etc. Cela dépend toujours du point de vue par lequel on appréhende le problème.

6 première partie [à faire]

On a vu la dernière fois la notion de puissance, qui est une notion multiforme puisque la puissance peut être basée sur des critères assez différents : la surface du territoire, le fait qu'il y ait des ressources naturelles, l'influence politique, etc. C'est surtout une notion évolutive, puisqu'une puissance qui a été grande puissance dans le passé peut ne plus l'être face à l'émergence de nouveaux grands États. On en était aux configurations des puissances. On a vu la configuration unipolaire et j'avais terminé la dernière fois sur la bipolarité qui a existé au moment de la guerre froide et qui opposait le camp occidental avec comme leader les États-Unis, face au camp soviétique avec l'URSS.

La configuration multipolaire

La multipolarité signifie l'existence de pôles multiples et indépendants. C'est sans doute la situation la plus proche de la norme ou du principe de l'égalité souveraine entre les États a priori. Quand on pense multipolarité, on s'imagine que le risque est celui de désordre (multipolarité = plusieurs pôles d'influence), de d'incapacité, d'insuffisance d'organisation. Il est vrai que ce risque ne doit pas être sous-estimé. Cependant, si on dit habituellement que la puissance a un rôle d'organisateur, il serait sans doute très exagéré de dire et de penser que la multipolarité correspond forcément à une situation qualitativement inférieure, autrement dit à un déficit d'organisation. La multipolarité peut, au contraire, être organisatrice, être facteur d'ordre, par le jeu des accords internationaux qui vont être créateurs de règles dans l'ordre international.

Cela étant dit, si toutes ces catégories – ces configurations de puissance telle que je vous les ait présentées – marquent les esprits, elles ne présentent la réalité que de façon assez simplifiée voire sommaire, au point parfois de constituer un obstacle à la bonne compréhension des relations internationales. Du point de vue des États, ces termes peuvent en flatter certains ou en consoler d'autres. On veut croire, suivant les catégories dans lesquelles on se situe, que cela correspond au réel. Si on veut avoir une vision exacte, précise, des relations internationales il ne faut jamais s'arrêter aux catégories, aux configurations de puissance telles qu'on les présente traditionnellement, parce que suivant le jeu des relations internationales des évolutions à tel ou tel moment, tout ça est extrêmement mouvant. Autrement dit, ces catégories telles que nous les avons présentées sont nécessaires pour avoir une idée des relations internationales. Elles permettent de mettre un peu d'ordre dans son esprit, mais c'est tout (ça ne va pas beaucoup plus loin). Il faut les dépasser si on veut analyser les acteurs en relation. Il faut toujours voir le contexte, le domaine.

Pour illustrer ces propos passablement assez abstraits, prenons l'exemple des États-Unis. Ce sont sans aucun doute une hyperpuissance, puisqu'on se situe probablement encore aujourd'hui dans le système de l'unipolarité. Cependant, cela ne dit rien pour autant de la capa-

citée des États-Unis à résoudre certains problèmes concrets, comme par exemple la question israélo palestinienne. Au contraire, si on regarde la période qui vient de s'écouler avec Donald Trump président, un événement important dans la question israélo palestinienne s'est produit quand Donald Trump a décidé que Jérusalem était la capitale d'Israël, et que les États-Unis ont décidé d'y déplacer et d'y installer leur ambassade. C'était un geste symbolique et politique fort qui a quand même jeté un peu d'huile sur le feu pour la résolution du problème de la question israélo-palestinienne. Sur ce point, il n'est pas tout certain que Joe Biden change radicalement de position. Selon un article, Joe Biden ne remettrait pas en cause le déménagement de l'ambassade des États-Unis à Jérusalem est et tout ce

09:52

qu'il promettait à Jérusalem pardon

09:54

lapsus c'est anticiper ce que je voulais

09:56

y entrer tout ce qu'il disait par contre

09:59

c'est qu'il voulait installer un consulat à Jérusalem est donc censé être

10:04

la petite partie de ville qu'on laisse gentiment aux palestiniens donc je suis

10:11

pas du tout sûr que sur ce point les

10:13

choses évoluent beaucoup mais bon

10:16

attendons

10:17

attendons d'y être voilà pour ce qu'on

10:22

pouvait dire sur

10:25

tout ce qui est puissant ce rapport de

10:28

puissance et cetera

10:30

alors pour vous situez vous rappeler où

10:34

nous en sommes dans le plan donc on est

10:37

toujours dans le cadre de cette section

10:40

de qui s'intitule et

Les États sont tous des acteurs différents des relations internationales

et donc je viens de

10:49

boucler le paragraphe heures sur la

10:52

question de la puissance des états et

Les États à conditions juridiques particulières

Les analystes et les juristes parlent d'État à condition juridique particulière pour désigner des États auxquels s'applique un régime qui les distingue des autres États. On va voir ici

plusieurs cas de figure ; nous allons parler successivement du condominium, de la neutralité, du non-alignement, de la démilitarisation, des pays en développement et des micro-États.

Le condominium

Dans le vocabulaire du droit international, le condominium désigne la situation juridique d'un territoire sur lequel plusieurs États exercent en commun les compétences étatiques.

À l'époque de la guerre froide, ce terme était souvent employé pour désigner la gestion en commun du monde ou d'une région du monde par les deux superpuissances (les États-Unis et l'URSS) mais c'était je dirais de

13:58

façon un peu un peu image et donc États-Unis et URSS se partageaient le monde et sa gestion. Les conséquences sont que cela les obligeait à reconnaître spécifiquement les zones et les sphères d'influence que chacun avait conquises et sur lesquelles il étendait son autorité. Il y avait donc des portions de territoire dans le monde qui, pour l'autre, étaient « sanctuarisées ». Telle zone était, soit sous l'influence des États-Unis, soit sous l'influence de l'URSS, et les deux grandes puissances le reconnaissaient, l'admettaient, et s'accommodaient dans cette acception, dans cette conception. Par cet exemple, c'est l'idée de zones d'influence qui délimitent le territoire que s'accordent des États impérialistes. Cela veut dire qu'un État qui a une zone d'influence bénéficie d'un droit d'intervention dans sa zone d'influence ; et l'autre en face va pratiquer *a priori* une politique d'abstention (chacun fait ce qu'il veut dans son domaine).

15:40

un exemple pour illustrer cela alors

15:49

l'Allemagne de l'est sans aucun doute

15:51

oui l'Allemagne de l'est oui l'Allemagne

15:55

de l'ouest bowie dans l'autre sens jeudi

15:58

l'Allemagne de l'est parce que je

15:59

pensais à l'exemple que j'allais vous

16:01

donnez de la Tchécoslovaquie lors de

16:04

l'intervention soviétique en 1968 en

16:09

Tchécoslovaquie

16:10

personne n'a bougé parce que ben voilà

16:13

c'était admis que ça faisait partie du

16:16

camp du camp soviétique et chacun avait

16:19

sa zone d'influencé la politique

16:23

d'abstention c'est que chacun a sa zone

16:27

donc par exemple dans le l'exemple que

16:30

je viens de vous donner la

16:32
Tchécoslovaquie on admettait que c'était
16:35
dans la zone d' influence soviétique
16:38
donc spontanément le camp occidental les
16:42
états unis pratiquer une politique
16:44
d'attention c'est à dire n'allait pas
16:46
intervenir en Tchécoslovaquie pour lui
16:49
rendre sa souveraineté et son
16:52
indépendance on admettait qu'elle était
16:53
rangé dans le camp soviétique sous
16:56
influence soviétique
17:03
autre exemple
17:06
autre exemple je pense à Gibraltar
17:10
gibraltar le petit rocher de Gibraltar
17:14
que qui est sous souveraineté
17:18
dont britannique comme vous le
17:20
savez il y a des bagarres depuis pas mal
17:24
d'années puisque l'Espagne essaye de
17:27
récupérer ce petit confetti des appétits
17:32
qui ont été à nouveau et disais je
17:35
dirais notamment au moment de des
17:38
procédures de lier au rexy tu es donc un
17:42
moment donné il était envisagé par
17:45
Londres et Madrid par l'Angleterre donc
17:48
et l'Espagne avec l'appui d'ailleurs de
17:51
l'union européenne d'envisager une
17:55
formule de co-souveraineté qui étaient
17:59

proches de cette idée de condominiums

18:05

bon tout ça est au point mort

18:10

je pense je n'ai rien vu de récents sur

18:13

la question dont je pense que ça a

18:15

été abandonné après ça peut être une très bonne idée pour résoudre des contentieux entre des États qui se « disputent » un petit territoire et qui n'acceptent pas l'influence de l'autre.

Par exemple, les îles Malouines sont un territoire britannique d'outre-mer que l'Argentine a voulu récupérer, puisque c'est au large de ses côtes. À l'époque de Margaret Thatcher, il y a eu une guerre à ce sujet. Le condominium serait peut-être une solution qui satisferait tout le monde, au détail près que probablement les britanniques ne sont pas prêts à abandonner leur souveraineté sur cet îlot. En effet, pour un État, posséder une île est extrêmement important vu les règles du droit de la mer et vu les zones d'influence que cela crée autour de 100 milles marins par exemple de zone économique exclusive. C'est un intérêt aussi stratégique, etc.

La neutralité

La neutralité qualifie la situation politique et juridique d'un État qui est désireux de ne pas intervenir face à certaines situations juridiques (c'est sa ligne de conduite).

C'est une situation qui pourrait paraître difficile à tenir dans le nouvel ordre juridique international posé par la Charte de l'ONU.

20:46

je m'explique vous savez que dans la

20:50

charte de l'eau a dû donc depuis 45

20:52

il y a un principe cardinal un principe

20:54

très important qui est

20:56

l'interdiction du recours à la force

20:58

dans les relations internationales donc

21:00

théoriquement il est plus sensé y avoir

21:02

de deux guerres de conflits armés et si

21:05

jamais un état agressent militairement

21:09

un autre état

21:11

c'est une violation caractéristiques de

21:14

ce principe de la charte de l'ONU et

21:16

tous les autres états sont censés

21:20

prendre les armes pour que pour aller

21:26

sauvegarder excusez-moi j'ai vu un

21:28
 message s'afficher sur mon téléphone qui
 21:30
 m'a troublé donc tous les autres états
 21:33
 sont censés le secourir dû porter
 21:36
 secours y compris par les armes pour
 21:40
 qu'il recouvre sa souveraineté donc du
 21:43
 coup je voulais dire que cette idée de
 21:46
 neutralité
 21:47
 elles concordent pas tellement avec ce
 21:50
 schéma en principe tous les états tout
 21:54
 le monde devrait soutenir l'état
 21:57
 victimes devraient soutenir le mécanisme
 22:01
 de lutte contre l'agression qui a été
 22:05
 mis en place dans le cadre de la de la
 22:07
 charte de l'ONU
 22:09
 Néanmoins, ce statut de neutralité existe toujours, est admis, et il reste une solution qui per-
 met de faire face aux problèmes de sécurité. En clair, c'est un État qui s'engage à ne pas utili-
 ser la force armée à condition « qu'on le laisse tranquille ».
 donc pile - la pêche
 22:39
 se fichent la paix en gros c'est ça
 22:41
 Ce statut de neutralité est une situation qui a parfois été imposée par l'histoire, mais.
 22:53
 j'y reviendrai un petit peu plus loin
 22:54
 quand je vous donnerai des exemples
 22:58
 après cette définition un monde sur 10
 23:03
 ans la fréquence je veux dire par là
 23:07
 que la neutralité peut être occasionnelle, mais elle peut être aussi permanente. La neutralité
 occasionnelle correspond au choix fait par un État lorsque survient un conflit, une guerre,
 choix donc de ne pas y prendre part. Ce régime est provisoire et va s'appliquer pendant la
 durée des hostilités, étant entendu que l'État peut évidemment, à n'importe quel moment,
 changer d'avis et décider de prendre part au conflit. C'est ce qu'il s'est passé par exemple
 pour les États-Unis lors de la première guerre mondiale. Les États-Unis étaient neutres

jusqu'en 1917 ; ce n'est qu'après qu'ils ont décidé d'entrer dans le conflit. Par ailleurs, l'État garde son entière liberté, son entière autonomie par rapport au conflit.

La neutralité permanente est établie par un traité, souvent multilatéral. Dès lors qu'il y a traité, un certain nombre d'obligations s'imposent à l'État neutre : obligation d'abstention et obligation d'impartialité. L'État neutre doit toujours rester à l'écart de toutes les opérations militaires. Il ne doit favoriser aucun des belligérants. Ceci mis à part, il conserve en principe le droit de commercer éventuellement avec des belligérants, même si chacun des belligérants a le droit de vérifier s'il est neutre, par exemple s'il ne favorise pas l'un des deux en lui livrant du matériel non autorisé, des armes, de la logistique de nature à renforcer ses capacités militaires. En retour, et c'est tout l'intérêt de l'État neutre, les belligérants vont s'engager à respecter le territoire de l'État neutre qui, par conséquent, ne pourra jamais être envahi, ni être occupé les belligérants. En tant que participants à un conflit armé, les belligérants devront respecter le territoire de l'État neutre. Ils ne peuvent pas l'envahir, ils ne peuvent pas l'occuper, ils ne peuvent même pas le traverser, ils ne peuvent pas s'en servir de base d'opérations. L'État est « sanctuarisé ». L'État neutre ne participe à aucun conflit armé ; il ne va pas s'engager pour tel ou tel pays en cas de conflit armé entre ses voisins ou ailleurs. Néanmoins bien évidemment, s'il est agressé, il garde le droit de se défendre. Il va pouvoir utiliser les armes pour se défendre.

Si un État neutre favorise un belligérant, peut-il être attaqué ? Normalement non, mais on va le rappeler à ses obligations internationales. Ce cas de figure ne s'est cependant jamais produit.

Dans le cadre de l'Union européenne, un certain nombre d'États ont le statut de neutralité. Cela pose problème à l'Union européenne dès lors qu'elle commence à organiser en commun une politique étrangère, surtout de sécurité commune, puisqu'il peut y avoir des opérations militaires qui peuvent être engagées en commun. C'est la raison pour laquelle l'Union européenne, par exemple, a défini très précisément un certain nombre d'opérations auxquels les États neutres pourraient éventuellement participer. C'est ce qu'on appelle les missions de Petersberg, qui correspondent à des opérations de maintien de la paix ou des opérations humanitaires. Dans la mesure où on est dans le cadre d'opérations de maintien de la paix, c'est-à-dire des forces d'interposition pour séparer des belligérants extra ou des opérations humanitaires, les États neutres peuvent parfaitement participer à ce type d'opération.

La Suisse est le modèle, l'exemple par excellence, de l'État neutre. Ce statut est ancien pour la Suisse et remonte au XVI^e siècle. Cette neutralité a été inscrite par exemple dans l'acte final de la Conférence de Bienne de 1815.

alors je me

30:28

souviens plus si je vous ai déjà parlé

30:29

de la conférence de vienne de 1815 c'est

30:33

ce qui a posé les bases de ce qu'on

30:36

appelle le concert européen qui ce

30:39

phénomène de domination politique

30:41

exercée par les grandes puissances

30:42

européennes d'alors Autriche, Prusse,

30:46

Russie, Angleterre, France, donc 1815

30:51

viennent dans l'acte final a été posée

30:54
la neutralité de la suisse
30:57
alors je lis votre question excusez moi
31:02
[Musique]
31:09
alors effectivement il y a une clause de
31:16
d'assistance dans l'union européenne qui
31:20
est une nouveauté depuis quelques
31:24
années qui est un peu l'équivalent de la
31:26
clause de l'article 5 dans le d'Andorre
31:30
dans l'OTAN
31:32
c'est à dire que normalement si un état
31:34
de l'union européenne est est agressé
31:38
tous les autres états sont censés lui
31:42
porter secours alors
31:46
je ne sais pas si une position a été
31:49
prise concernant les états neutres mais
31:56
théoriquement ils sont censés aussi
32:00
intervenir si j'y pense je regarderai
32:04
après s'il y a des positions officielles
32:06
de tel ou tel état qui a été prise sur
32:08
sur cette problématique
32:11
je vous le dirai donc on en était à la
32:16
suisse neutralité de longue date donc
32:21
posé dès 1815
32:24
qui a été posée à nouveau par exemple
32:27
par les traités qui ont mis fin à la
32:30
première guerre mondiale Versailles et
32:32

Trianon
 32:32
 donc elle conserve sa neutralité bien
 32:36
 sûr neutralité qu'elle a vu de façon
 32:39
 d'ailleurs très exigeante très
 32:43
 très excessive puisque pendant très
 32:46
 longtemps elle n'a même pas voulu
 32:47
 participer à l'ONU donc elle était un
 32:51
 des rares états qui ne faisait pas
 32:53
 partie de l'ONU elle a finalement décidé
 32:56
 de l'intégrer
 32:57
 mais c'est pas si vieux que ça puisque
 33:00
 ça remonte à 2002 alors à côté de la de
 33:05
 la suisse mais je peux vous citer les
 33:08
 états européens qui sont neutres
 33:11
 il y a la suède il y a l'Irlande et l'Autriche, la Suède elle-aussi sa
 33:21
 neutralité est assez ancienne elle
 33:24
 remonte au début du 19e siècle
 33:29
 il ya juste une petite différence c'est
 33:31
 que là la neutralité de la suède à la
 33:34
 différence de la suisse que je viens
 33:37
 d'évoquer la neutralité de la suède deux
 33:39
 nées inscrite elle dans aucun
 33:42
 texte international
 33:45
 c'est une pratique politique qui est qui
 33:47
 reconnu par tous pour l'autre est ce
 33:53
 donc je voulais dire un mot de
 33:54
 l'Autriche mais il me semble que je vous

33:56
en ai déjà parlé le statut de neutralité
34:00
de l'Autriche
34:01
il a été imposé par l'histoire puisque à
34:06
la fin de la seconde guerre mondiale
34:09
les soviétiques les russes
34:12
était à vienne occuper
34:15
l'Autriche il y avait des forces
34:16
d'occupation soviétique en Autriche et
34:20
donc de facto le l'Autriche n'avait pas
34:24
sa pleine souveraineté et donc
34:27
l'Autriche n'a retrouvé sa pleine
34:30
souveraineté que en 1955
34:33
donc c'est relativement tardif par
34:36
fameux traité qu'on appelle là-bas le
34:39
traité d'état et donc les soviétiques
34:44
finalement ont consenti enfin à retirer
34:48
les troupes du territoire autrichien
34:50
1955 quand même mais à une condition que
34:54
l'Autriche adopte un statut de
34:57
neutralité
34:57
parce que bien évidemment les russes ne
34:59
voulait pas que l'Autriche tombe dans
35:01
l'escarcelle si je puis dire du camp
35:04
occidental
35:05
donc ce statut de neutralité ça ça
35:09
sanctuary they ce territoire qui est qui
35:11

et qui est au cœur de l'Europe qui est
35:13
entre l'est et l'ouest puisque
35:16
l'Autriche regarder une carte
35:18
malheureusement vu la façon dont vous en
35:20
cours je ne peux pas vous projetez de
35:22
documents l'Autriche elle est entourée
35:25
par ce qui était à l'époque la
35:27
Tchécoslovaquie donc aujourd'hui
35:29
république tchèque république slovaque
35:30
la Hongrie donc on était dans le dans le
35:34
camp soviétique c'était les les limites
35:37
les frontières de l'influencé soviétique
35:39
donc l'Autriche neutre ça sanctuariser
35:42
cette partie de territoire entre
35:45
l'est et l'ouest
35:47
autre exemple alors du coup hors de
35:50
l'union européenne c'est la longue au
35:51
lit la Mongolie
35:54
je dirais aussi un peu par réflexe de
35:57
survie elle a adopté ce statut de
36:00
neutralité pour se situer un peu à
36:03
équidistance entre les influences
36:06
soviétiques russes et chinoises
36:12
alors une petite réflexion pour terminer
36:17
peut-être dans des cas un petit peu
36:20
difficile pour certains pays
36:23
la situation de neutralité pourrait être

36:27
une solution
36:28
je pense par exemple
36:31
à l'Ukraine à part que peut-être le
36:35
principal intéressé ne le souhaite pas
36:38
vraiment alors ça pose des problèmes
36:42
essentiellement par rapport à l'OTAN
36:44
mais ça me paraît évident que l'OTAN
36:48
n'acceptera jamais que l'Ukraine entre
36:51
entre dans le club
36:52
ça serait
36:54
mélange détonnant au sens propre puisque
36:58
vous le savez dans le cadre de
36:59
l'alliance atlantique lire l'article 5
37:01
qui fait que si un état est agressé tous
37:05
les autres doivent venir à son secours
37:06
même si c'est pas obligatoirement en
37:09
envoyant directement la troupe mais ça
37:11
peut être une assistance en armement
37:14
logistique en information et cetera et
37:18
vu la situation actuellement en Ukraine
37:21
ce qui se passe dans le dos de basse
37:24
l'annexion de la Crimée c'est totalement
37:27
improbable que l'OTAN accepte l'Ukraine
37:31
dans son sens sauf à entrer en
37:35
opposition est en conflit direct avec
37:37
l'union soviétique l'union soviétique
37:39

excusez moi du lapsus avec la Russie ce
37:41
qui est évidemment impensable
37:46
alors si aujourd'hui elle souhaitait ne
37:49
plus être neutre est ce qu'elle peut le
37:51
décider par elles-mêmes
37:52
oui tout à fait l'Autriche est
37:56
aujourd'hui totalement souveraine
38:00
théoriquement elle pourrait changer son
38:05
statut mais
38:09
oui voilà il faudrait c'est ce que
38:12
j'étais en train de penser en vous le 10
38:13
ans puisqu'il y a eu le traité d'État de 1955
38:17
il faudrait un nouveau traité que
38:20
toutes les parties prenantes soient
38:22
d'accord
38:22
alors est-ce que la Russie serait
38:24
d'accord aujourd'hui pourquoi pas les
38:27
situations ont évolué mais bon je ne
38:30
sache pas que ce soit à l'ordre du jour
38:34
l'Autriche justement vu sa situation n'a
38:37
pas grand intérêt à à changer ce statut
38:42
de neutralité
38:44
surtout que l'Autriche
38:47
elle a eu ce qu'elle voulait c'est faire
38:50
partie de l'union européenne donc dans
38:54
la mesure où le statut de neutralité
38:55
n'était pas un obstacle à l'intégration

38:57
dans l'union européenne
38:59
il n'y a pas de il n'y a pas de problème
39:02
alors chloé ça bug pour vous j'espère
39:06
que c'est que pour vous enfin je peux
39:08
dire que c'est bien mais j'espère que
39:10
c'est pas général
39:11
si c'était le cas que d'autres me fasse
39:14
signe
39:16
il ya une coupure mais ça revient bon de
39:20
mon côté j'ai pas vu d'autres
39:22
indications de de coupure donc je
39:26
continue
39:27
on essaye d'avancer
39:30
de toute façon pas de panique vous savez
39:32
que ces vidéos sont enregistrées
39:34
donc vous pouvez à tout moment
39:38
revenir sur la vidéo je n'ai même pas
39:42
regardé d'ailleurs on peut avancer a
39:44
priori dans la vidéo on n'est pas obligé
39:45
de tout regard des dents dans l'ordre si
39:49
je puis dire bon surtout que je vous les
39:51
emmys sûr sur youtube donc je pense
39:53
qu'on peut faire avancer le petit
39:54
curseur dans la dans la vidéo bien voilà
40:00
vous savez tout sur la neutralité
40:03
j'ai rien de plus à ajouter donc une
40:07

troisième notion maintenant troisième
40:13
notion oui on peut avancer
40:15
l'accord troisième notion c'est le non
40:19
alignement les non-alignés alors mais
40:34
justement je vous avais mis une petite
40:38
vidéo sur le mouvement des non alignés
40:42
extrait de France 24 qui étaient quittés
40:47
très bien fait très synthétique vous
40:48
vous y avez vraiment l'essentiel si vous
40:51
voulez le regarder en plus c'est pas
40:53
très long donc certains états à un
40:57
moment donné plutôt que la neutralité
40:59
d'ailleurs on préférerait un statut et un
41:03
petit peu singulier on ne sait pas c'est
41:06
pas ce statut juridique c'est le
41:08
le non alignement qui d'ailleurs a
41:14
trouvé d'écho en Europe
41:18
je pars l'Europe au sens large
41:22
je pense à la Yougoslavie par exemple
41:25
l'ex Yougoslavie alors le non alignement
41:31
ça correspond je dirais à une politique
41:35
de neutralité
41:38
alors j'ai dit neutralisme et non pas
41:41
neutralité politique de neutralité qui a
41:45
été pratiquée d'ailleurs pour
41:46
l'essentiel si vous avez vu la vidéo par
41:49
les pays du tiers-monde alors

41:55
indubitablement il y a des biens des
41:58
liens qu'il y a des points communs plus
42:00
exactement entre neutralité et non
42:04
alignement ce concept de non alignement
42:09
sa marque le souci en tout état de cause
42:12
des états qui en font partie de s'isoler
42:16
des luttes auxquelles se livrent l'écran
42:20
de puissance donc il veut peu ils ne
42:23
veulent pas être embarqué dans ces
42:25
conflits générés par l'opposition entre
42:29
l'écran de puissance ils ne veulent pas
42:31
en être les victimes collatérales
42:35
donc ils vont se placer dans un
42:38
statut à part non alignés ne prenons
42:43
parti ni pour un bloc ni pour une autre
42:49
cela dit les non-alignés
42:52
ils ne sont pas contraints par des
42:56
obligations
42:58
puisque'il n'y a pas de
43:00
de traiter comme dans le dans la
43:03
neutralité
43:05
néanmoins il y a des engagements je
43:09
dirais politiques communs qui est logique
43:14
puisque c'est pourquoi l'essentiel leur
43:16
origine à la plupart des scènes qui sont
43:18
non alignés c'est un engagement en
43:21

faveur de la décolonisation
43:23
donc pour le coup sur ce sujet ils ne
43:26
sont pas neutres et ça paraît assez
43:28
logique
43:29
c'est la raison pour laquelle d'ailleurs
43:32
ils ont choisi ce terme de non
43:35
alignement qui est assez significatif
43:37
puisque il exprime par la même et qu'il
43:40
ne s'aligne pas sur la position des
43:43
blocs du bloc soviétique ou du bloc
43:45
occidental et donc les non alignés
43:52
ils ont joué un rôle assez important
43:55
dans le cadre des nations unies
43:58
pendant la guerre froide ils ont essayé
44:01
de faire entendre leurs propres
44:03
positions et d'établir donc une zone de
44:09
non engagement des grandes puissances
44:12
je vous invite pour compléter à regarder
44:15
la petite vidéo
44:20
après le condominium la neutralité le
44:24
non alignement
44:25
je voudrais dire quelques mots
44:28
maintenant de la démilitarisation le
44:33
statut de la démilitarisation et bien il
44:43
s'agit de régime
44:50
la notion de décolonisation binger c'est
44:54
simplement

44:55
souligné que c'était une position
44:59
commune politique des non-alignés d'être
45:04
en faveur de la décolonisation puisque
45:08
pour un grand nombre d'entre eux donc ce
45:12
sont des pays qui ont bénéficié de la
45:16
décolonisation pays pauvres pour
45:20
beaucoup d'entre eux donc qui était dans
45:23
ce qu'on appelait alors le tiers-monde
45:25
donc ils avaient une position commune
45:27
qui était une position politique puisque
45:31
je vous disais qu'il n'était pas lié par
45:32
des engagements internationaux position
45:35
politique commune en faveur de la
45:38
décolonisation et donc en général je
45:41
dirais positions politiques ou plurielle
45:45
commune sur toutes les questions qui
45:49
pouvaient intéresser le tiers-monde et
45:52
c'est en cela qu'ils ont pu poser peser
45:54
dans le cadre de l'ONU
45:57
par exemple lors de deux réunions
45:59
d'assemblées générales ou de discussion
46:01
de deux grandes conférences
46:02
internationales
46:06
alors là la démilitarisation maintenant
46:13
la démilitarisation
46:15
il s'agit de régimes établis normalement
46:22

par convention internationale qui
46:30
associe des mesures qui se rattachent
46:35
vous l'auriez deviné au désarmement
46:44
c'est à dire la réduction ou la
46:47
réduction des armes ou la suppression de
46:50
certaines catégories d'armes
46:52
le terme d'armement et est polysémique
46:55
ça peut être là la suppression à toute
46:58
suppression par exemple de l'arme
46:59
atomique d'armes bactériologiques
47:01
d'armes chimiques etc. et donc je
47:05
disais associer des mesures qui se
47:07
rattache au désarmement et une certaine
47:12
étendue territoriale jugée pertinente
47:18
dans l'optique de la sécurité
47:21
internationales des mesures de ce type
47:30
des mesures de démilitarisation de
47:33
désarmement peuvent être imposées par
47:37
exemple par le conseil de sécurité des
47:39
nations unies il y a eu des résolutions
47:43
sur le désarmement de l'Irak
47:46
quand il était question que l'Irak
47:50
possède des armes de destruction massive
47:54
l'Irak était censé se séparer de ses
47:58
armes de destruction massive de les
48:00
neutraliser d'onde en ce sens la
48:06
démilitarisation est une mesure de

48:11
sûreté internationales
48:16
donc je reprends la définition donc la
48:20
démilitarisation est un régime
48:23
normalement établi par convention
48:27
internationale qui associe des mesures
48:34
qui sort
48:35
tâche au désarmement premiers éléments
48:42
sur une certaine étendue territoriale
48:50
parce que ses juges et pertinence et
48:53
jugé utile donc dans une optique de
48:56
sécurité internationale donc désarmement
49:00
sur une portion de territoire délimité
49:06
donc je reprends de telles mesures
49:12
oui de telles mesures peuvent être
49:14
imposées effectivement par le conseil de
49:17
sécurité des nations unies donc dans ce
49:23
cas là ce type de décision est une
49:25
mesure de sûreté internationales qui
49:29
consiste à interdire à plus ou moins
49:33
complètement la présence de forces
49:37
militaires ou d'installations militaires
49:40
sur un territoire déterminé
49:49
ça signifie au sens concret du terme que
49:54
doivent être retirés du territoire visé
49:58
ou que doivent être détruites les armes
50:03
qui ont été visés alors ça peut être
50:06

toutes les armes classiques ou
50:09
certaines catégories d'armes en général
50:12
ça peut être simplement certaines
50:15
catégories d'armes
50:16
comme je disais tout à l'heure nucléaire
50:19
donc atomique bactériologique et
50:22
chimique elle est ce qu'on appelle les
50:24
armes a baissé oui théoriquement oui
50:27
tout à fait
50:29
s'il y a une décision du conseil de
50:31
sécurité des nations unies elles peuvent
50:34
elle peut interdire
50:38
la détention d'armes nucléaires par un
50:41
état en ce moment par exemple et depuis
50:43
des années vous savez qui kylie à des
50:47
décisions qui ont été prises au niveau
50:48
des nations unies pour interdire à
50:52
l'Iran de développer ses capacités
50:55
nucléaires alors à priori dans un
50:58
premier temps ce sont des capacités
50:59
nucléaires civiles mais elle ne peut pas
51:02
enrichir tel pourcentage d'uranium et
51:05
cetera qui lui permettrait de passer le
51:07
seuil pour posséder une bombe atomique
51:11
donc effectivement on a des mesures qui
51:14
concernent
51:15
l'arme nucléaire décision je veux dire

51:20
prises au niveau des nations unies alors
51:23
après il y a des traités je dirais de non
51:27
prolifération
51:28
mais en matière d'armes nucléaires je
51:31
dirais c'est un peu faites ce que je dis
51:33
mais ne faites pas ce que je fais
51:34
puisque aucune des grandes puissances
51:36
nucléaires n'en est bien sûr
51:41
redevable menez nenê n'est pas n'est pas
51:44
lié
51:49
non évidemment non je dirais d'un point
51:54
de vue concret dans la société
51:56
internationale d'aujourd'hui dans les
51:58
relations internationales d'aujourd'hui
52:01
Soyons clairs, la démilitarisation ne concernera jamais les États-Unis, la Chine ou la Russie.
52:09
ce sont eux qui tirent les ficelles et
52:12
n'oubliez pas que ce sont vous avez
52:15
cités là des membres permanents du
52:17
conseil de sécurité de l'ONU donc il
52:21
pourrait mettre un veto à toute décision
52:24
qui voudrait être prise par le conseil
52:26
de sécurité
52:27
donc là c'est totalement irréaliste
52:33
donc je disais il y a des traités de
52:37
non-prolifération dont ne font pas partie évidemment les grandes puissances qui possèdent
l'arme atomique mais vous
52:46
avez des états par exemple comme

52:48
l'Allemagne ou la Mongolie je suis tout
52:50
petit et des extrêmes qui ont renoncé à
52:53
posséder l'arme nucléaire et je pensais
52:58
bien en vous le 10 ans au statut de
53:02
l'Antarctique il y a un grand traité qui
53:05
a été adoptée en 1959 par les grandes puissances et les États riverains de l'Antarctique, qui
ont adopté par là-même un statut spécial lié à l'Antarctique, qui est un statut de démilitarisa-
tion. Aucun État ni ne pourrait utiliser le territoire de l'Antarctique à des fins militaires.
53:32
la sauvegarde si vous voulez de cette
53:36
disposition du traité étant confiée aux
53:39
états signataires donc ça veut dire
53:41
qu'il appartient à la Russie, aux États-Unis je crois que le Japon en fait
53:47
partie aussi mais les états riverains
53:48
Argentine et sera de veiller à ce que
53:53
personne n'utilise l'Antarctique à des
53:55
fins militaires
53:59
voilà pour le statut de démilitarisation
54:05
c'est bon c'est clair je voudrais
54:14
aborder maintenant une nouvelle rubrique
54:18

RI #6 deuxième partie

Les pays en développement

La catégorie des pays en développement est apparue quand le monde a pris conscience de la dimension du problème du développement. Ce qui est significatif ici, c'est l'évolution des termes. Au départ, on parlait de « pays sous-développés », et il est vrai qu'à la fin des années 1960 et avant même la crise pétrolière des années soixante-dix, on se posait principalement ce problème du sous-développement. Puis peu à peu, on s'est rendu compte que ça pouvait avoir une connotation négative voire péjorative, et on a affiché une option plus optimiste en changeant le terme. On parle désormais de « pays en développement ». Cela dit, même si les termes ont changé, des choses ont évolué certes, mais ces pays sont très loin d'avoir comblé tous leur retard. Aujourd'hui, pour appréhender cette catégorie des pays en

développement et pour prendre en compte la différenciation qui peut exister selon la situation de chacun, on a affiné le vocabulaire et on parle même par exemple des PMA (les « pays les moins avancés ») qui constituent donc une sous-catégorie à l'intérieur des pays en développement. Ce sera les pays dont le retard économique est le plus grand il

02:39

ya d'autres catégories aussi bon d'être

02:41

moins connu et moins usité les PPT

02:45

eux les pays pauvres très endettés

02:48

alors ça c'est une catégorie assez

02:51

récente qui souligne donc pour ces pays

02:56

là la gravité du problème de la de la

03:00

dette

03:02

alors bien évidemment ces catégories ne

03:08

correspondent pas pour les pays qui s'y

03:11

trouvent à des obligations quelconque

03:14

qu'il devrait assumer

03:16

je dirais même au contraire ça

03:20

correspond plutôt à des droits à exercer

03:23

ou disons des avantages a demandé à la

03:30

limite on aboutit dans certains cas à

03:34

l'idée qu'il devrait y avoir pour eux un

03:37

traitement à part reconnu par le droit

03:42

international qui leur permettrait en

03:47

somme de bénéficier véritablement du

03:52

principe d'égalité souveraine des états

03:56

qui est posée en droit international

04:02

alors cette idée

04:04

elle a été en partie consacré par le

04:09

droit du commerce international et

04:14

certain auteurs d'ailleurs en doctrine
04:18
on parlait d'un nouvel ordre économique
04:22
international où il s'agit justement de
04:26
prendre des mesures pour favoriser
04:31
le rattrapage de ces états très en
04:34
retard est arrivé à cette égalité
04:37
souveraine bon sachant que si on est
04:40
réaliste
04:42
le nouvel ordre économique international
04:43
il n'est pas il n'est pas pour demain
04:46
mais néanmoins pour souligner cette
04:50
cette idée de davantage
04:55
à exercer de droit d'anti peuvent
04:57
bénéficier des pays très endettés qui
05:01
sont confrontés à de graves difficultés
05:05
mais un certain moment les pays riches
05:07
où le fmi peuvent effacer leur leur
05:11
dette pour leur permettre de repartir à
05:14
zéro
05:15
ça ça existe même si c'est relativement
05:19
rare
05:23
donc voilà pour cette catégorie des pays
05:27
en développement et j'en arrive
05:32
maintenant à une nouvelle catégorie qui
05:35
est celle des mikro état et je vous
05:40
renvoie à un article donc je vous ai mis
05:44
en ligne aussi sur sur les micro états

05:47
c'est un autre article du site diplomweb
05:50
d'ailleurs c'est fortuit j'ai cherché
05:53
plein de choses et c'est celui là que
05:54
j'ai trouvé le plus intéressant article
05:58
qui était substantiel qui est qui et qui
06:00
est un petit peu long mais
06:03
qui est qui est très bien fait alors les
06:10
micro états pour la définition je crois
06:15
que la définition elle est quand même
06:16
dans le ter mais là je vais enfoncer des
06:19
portes ouvertes
06:19
qu'est ce que c'est un micro-état c'est
06:22
un état exigu avec avec un tout petit
06:25
territoire un état lilliputiens c'est un
06:30
état minuscule dans le territoire a une
06:35
superficie très très réduite et dont la
06:39
population par conséquent va être va
06:43
être très faibles alors
06:45
traditionnellement quand on pense micro-États en Europe
06:52
qu'est-ce qui vient spontanément à
06:55
l'esprit le Liechtenstein, l'Andorre,
06:59
Monaco, Saint-Marin
07:03
je vais peut-être vous inscrire le
07:04
Liechtenstein parce que sans doute
07:08
l'orthographe ne vous est pas très
07:10
familière les stein
07:16

voilà le voici

07:36

alors micro-état le Liechtenstein,

07:38

l'Andorre, Monaco, Saint-Marin, et c'est

07:43

alors ces exemples traditionnelle mise à

07:48

part sous l'effet de la décolonisation à

07:52

partir des années 60 on a assisté

07:56

justement à une augmentation du nombre

07:59

de petits états dans le monde en Afrique

08:05

ou en Océanie dans le pacifique

08:10

je pense par exemple à Djibouti, au Cap-Vert, l'île Maurice,

08:17

aussi les Seychelles ce sont des micro-États dans le pacifique, Fidji bien sûr

08:25

et puis n'oublions pas la région du

08:29

golfe persique tous les États pétroliers (Bahreïn, le sultanat d'Oman, le Qatar) et c'est donc beaucoup

08:41

de micro état dans le monde et je pense

08:47

aussi aux conséquences de l'éclatement

08:51

de l'ex-Yougoslavie en Europe

08:54

on assiste et la naissance d'une

08:57

multiplicité de micro-États (Serbie, Croatie, Monténégro, Kosovo pour le plus récent d'entre eux).

Les conséquences sont importantes sur le plan international. Par exemple à l'époque de la décolonisation, la question s'est posée de savoir s'il fallait admettre ces nouveaux États, ces nouveaux micros-États en tant que membre des Nations-Unies ou s'il fallait limiter leur participation en leur octroyant simplement par exemple un statut d'État associé.

09:55

pourquoi mais parce que si la communauté

10:00

internationale at mais qu'un état tout

10:04

petit très exigu très peu peuplée puisse

10:08

être considéré comme un état à part

10:11

entière et participer aux organisations

10:15

internationales bien cela peut avoir un

10:20
effet perturbateur
10:24
un exemple pour l'onu tout simplement à
10:29
l'assemblée générale qui est l'enceinte
10:32
qui regroupe justement tous les états
10:35
membres de la communauté internationale
10:37
à l'assemblée générale des nations unies
10:41
le principe c'est un état égale une voix
10:45
c'est l'égalité souveraine des états un
10:48
état égale une voix quelle que soit sa
10:50
taille
10:52
donc si on accepte et les micro états
10:59
issus de la décolonisation comme membre
11:04
ça revenait à dire qu'une très faible
11:08
partie de la population du monde
11:13
correspondant il faut appeler un chat un
11:16
chat à des états qui ne jouent à peu
11:19
près aucun rôle sur la scène
11:21
internationale donc ça veut dire qu'une
11:24
très faible partie de la population du
11:26
monde disposerait en gros d'un tiers des
11:31
voix à l'assemblée générale ce qui est
11:34
énorme et ce qui évidemment peut changer
11:38
des majorités peut faire basculer des
11:41
majorités mais en même temps le fait
11:50
d'être membre des nations unies a un
11:54
effet positif ça un effet de
11:57

consolidation des souverainetés les plus
12:00
fragiles ce qui incontestablement a été
12:05
perçue comme un avantage pour ces micro
12:08
état qui était en construction qui était
12:10
en phase ii d'affirmation de l'heure de
12:14
leur être
12:15
en tant qu'état sur la scène
12:16
internationale donc au final n'a aucun
12:23
statut aucune solution particulière on a
12:26
été choisie mis en place aux nations
12:29
unies pour les micro états et donc tous
12:33
les pays issus de la décolonisation
12:36
quelle que soit leur taille sont devenus
12:40
membres des nations unies
12:42
quelle que soit la taille du territoire
12:45
quelle que soit la population quels que
12:48
soient leurs capacités quelles que
12:49
soient leurs ressources
12:56
et même je dirais que dans les années 90
13:01
ils ont été rejoints au sein de l'onu
13:04
par les micro états européens que je
13:07
vous citais en commençant saint-marin le
13:10
liechtenstein andorre qui antérieurement
13:13
était resté en dehors de l'organisation
13:17
voilà et donc du coup ces micro états se
13:21
sont dit puisque les états issus de la
13:23
décolonisation ont été acceptés au sein

13:25
de l'ONU pourquoi pas nous et du coup
13:27
ils ont intégré l'ONU alors cela étant
13:36
la multiplication du coup d'état a deux
13:42
effets négatifs
13:47
d'abord il faut le souligner on peut le
13:51
voir
13:52
d'une certaine façon comme un
13:54
encouragement permanent au séparatisme
13:59
appliquée à des petites collectivités
14:02
humaines et ce phénomène s'auto
14:06
entretient bien sûr à partir du moment
14:08
où on voit émerger des nouveaux états et
14:10
que ces états sont acceptés au sein de
14:12
l'ONU ça va susciter des vocations
14:14
si on peut s'exprimer ainsi donc ça peut
14:20
être vu comme un commandant j'ai ensuite
14:26
deuxième
14:27
deuxième point
14:29
négatif là aussi il faut être réaliste
14:33
souvent ces micro états c'est un paravent
14:38
pour la criminalité et je n'emploierai
14:43
qu'un seul mot pour commencer c'est
14:46
celui de paradis fiscal
14:48
l'ampleur prise par les paradis fiscaux
14:52
est devenu un réel problème au niveau
14:57
international et bien sûr c'est état
15:02

minuscule du fait de l'heure de leur
15:07
faiblesse
15:07
à tous points de vue je dirais que c'est
15:10
la proie rêvée pour pour les mafias pour
15:13
les trafiquants pour les terroristes et
15:19
donc une fois que ces derniers s'en sont
15:23
emparés du coup ces micro état offre la
15:29
protection que la souveraineté offre et
15:35
c'est ça qui contribue à installer à
15:38
créer des paradis fiscaux des paradis
15:42
financier des paradis judiciaires ou
15:44
tout ce que vous voudrez donc ici la
15:49
souveraineté au départ c'était certes
15:53
pour que le peuple dispose de lui même
15:56
le droit des peuples à disposer d'eux
15:58
mêmes mais cette souveraineté
16:01
dans ce cas elle a été véritablement
16:04
détournée et donc ça devient un an
16:07
auparavant
16:07
pour la criminalité donc le premier
16:12
point négatif je reviens
16:16
c'est que cette cette création cette
16:18
multiplication de micro état ça peut
16:22
être vu par certaines collectivités
16:24
humaines comme un encouragement au
16:28
séparatisme puisque beaucoup de petits
16:31
états arrivent sur la scène

16:33
internationale et bien des collectivités
16:36
humaines qui aimerait bien faire faire
16:38
sécession s'affirmer sur la scène
16:39
internationale vont se dire pourquoi pas
16:42
nous je parle par exemple de l'exemple
16:46
en europe de la catalogne ou de l'ecosse
16:51
puisque'on a le kosovo san marin le
16:53
liechtenstein tout ce que vous voudrez
16:55
pourquoi pas la catalogne
16:56
pourquoi pas les cosses donc ça peut
16:58
être vu effectivement comme un
17:00
encouragement au séparatisme donc
17:11
l'autre problème donc
17:20
j'avais terminé c'est la question des
17:25
des paradis fiscaux du paravent pour la
17:28
criminalité les mafias et c'est bien ben
17:36
j'en ai terminé par là même avec le
17:40
paragraphe 2 donc était consacré
17:45
je vous le rappelle à la question des
17:48
états à condition juridique particulière
17:51
et on va aborder maintenant dans un
17:56
paragraphe 3 la question des
17:59
associations et groupements d'état
18:02
paragraphe 3

La question des associations et groupements d'États

On part de l'idée, du constat, que souvent l'État a conscience qu'il ne peut pas agir seul pour des raisons d'efficacité. Il va s'associer à d'autres États, ce qui va leur permettre d'avoir

plus de poids sur la scène internationale. C'est donc une réponse collective qui est apportée aux changements internationaux. Cette pratique associative existe parmi les États depuis très longtemps, mais il est vrai que cela a pris une ampleur particulière depuis quelques décennies. On va évoquer ici les différents types d'associations d'États possibles, puis on énumérera les principaux groupements d'États qui existent.

Les différents types d'associations d'États

C'est la finalité de l'association d'États qui va permettre d'opérer une classification (d'établir des catégories). Il existe trois catégories : les associations d'États à but étatique, les associations de gestion en commun de certaines questions, et les associations de promotion et de défense d'intérêts communs.

Les associations à but étatique

Il peut s'agir ici de ce qu'on appelle une union d'États, qui peut être personnelle ou réelle, ou il peut s'agir aussi de confédération d'États.

Union d'États

Confédération

23:01

alors je reviens sur chacune de ces

23:03

notions l'union personnel d'abord

23:10

correspond à la situation ou deux états

23:16

distincts ont le même souverain je

23:20

reprends l'union personnel correspond à

23:24

la situation ou deux états distincts ont

23:28

le même

23:29

le ram l'union réelle présente dix ont

23:43

une densité supérieure

23:46

elle comporte en plus des organes

23:50

communs compétents principalement dans

23:57

le domaine des affaires extérieures et

24:01

en matière économique

24:03

donc je reprends l'union réel ça va un

24:07

petit peu plus loin ce à une plus forte

24:09

densité

24:09

elle comporte en plus des organes

24:13

communs compétents principalement dans
24:17
le domaine des affaires extérieures et
24:19
en matière économique
24:23
même si subsiste des administrations
24:27
différentes des gouvernements distinctes
24:39
alors si on veut aborder des exemples
24:45
d'unions d'état il faut se pencher sur
24:50
sur l'histoire ce que ce sont des
24:52
phénomènes qui n'existe plus aujourd'hui
24:57
je pense par exemple à l'union personnel
25:02
entre l'autriche et la hongrie
25:05
c'est vous souvenez vous avez tous
25:07
entendu parler de cette double monarchie
25:11
l'empire l'empire d'autriche donc de 1867
25:17
à 1918 avec françois joseph c'était cas
25:22
isolé koné clé c'est l'empereur et le
25:26
roi donc pour l'autriche et la hongrie
25:29
et d'ailleurs c'était une union
25:31
personnelle et c'était en même temps une
25:34
union réel qu'il y avait des organes
25:37
communs sinon un autre exemple d'une
25:42
union réel qui est qui et pas très connu
25:46
c'est celle qui a existé entre le
25:50
danemark et l'islande de 1918 en 1944
25:57
puisque en 18 en fait l'islande qui
26:00
dépendaient du danemark est devenue
26:02
indépendante et pendant un certain temps

26:06
donc il ya eu une union
26:09
réel voilà donc les exemples d'unions
26:13
d'état ils sont plutôt historique alors
26:18
je passe à la confédération d'états je
26:21
suis toujours dans cette première
26:23
catégorie des associations d'état à but
26:26
étatiques alors la notion de
26:29
confédération j'imagine que vous l'avez
26:32
étudié en droit constitutionnel donc une
26:38
considération les collectivités
26:42
composantes de la confédération sont des
26:45
états le danemark et l'islande union
26:51
réel donc une réelle entre le danemark
26:54
et l'islande
26:55
entre 1918 et et 44 puisque l'islande
27:00
était sous domination danoise et donc
27:04
est devenue indépendante en 1918 et donc
27:10
le l'autorité danoise s'est poursuivie
27:13
par le biais de l'union réel jusqu'à
27:15
1944 en donc considération les
27:25
collectivités composantes de la
27:27
confédération sont des états et
27:32
justement la confédération elle même
27:35
n'est pas un état tous les rapports
27:42
entre les états membres
27:48
oui en général une union réel ça va
27:54

ça va plus loin donc ça ça implique
27:57
l'union personnel exact donc je reviens
28:06
sur la la la confédération il faut pas
28:09
oublier que l'acte fondateur l'acte
28:13
créateur de la confédération c'est un
28:17
traité international
28:19
donc on se situe bien dans le cadre du
28:22
droit international
28:24
ce qui veut dire que la confédération ne
28:28
retire en rien leur souveraineté aux
28:31
états membres qui en font partie
28:34
chacun garde pleinement sa souveraineté
28:38
contrairement à l'état fédéral que vous
28:42
connaissiez ou des états qui était à
28:44
l'origine souverain je prends l'exemple
28:47
des états unis renoncent à leur
28:50
souveraineté pour se fondre dans
28:52
l'ensemble fédéral dans la confédération
28:56
j'insiste chacun garde sa souveraineté
29:03
alors à quoi ça sert une confédération
29:06
dans une confédération ça sert à exercer
29:10
des compétences en plus ses compétences
29:17
elles sont prévues elles sont inscrites
29:21
dans le traité fondateur dans le traité
29:25
constitutif alors normalement dans les
29:32
quelques cas qui existe dans
29:34
l'histoire la confédération elle laisse

29:38

à chacun à chaque état qui en fait

29:41

partie

29:42

ses compétences intérieur et ce qui est

29:45

mis en commun en général ce sont plutôt

29:48

les affaires extérieures

29:51

ce qui permet à la confédération d'apparaître comme une unité politique vis-à-vis des États-tiers. Cela donne plus de visibilité, plus d'importance, plus d'influence. Ce qui montre que, dans la confédération, chaque État garde sa souveraineté, c'est que si on met en place un organe commun pour discuter et décider des problèmes communs – en général les relations extérieures –, cet organe commun, qu'on appelle en général une diète confédérale, décide toujours et prend ses décisions à l'unanimité étant le seul

30:41

mode de décision permettant de respecter la souveraineté de chacun, c'est-à-dire qu'il suffit qu'un État dise "non" à une décision pour que la décision ne puisse pas être prise. Cela montre bien que chacun garde sa souveraineté.

Traditionnellement, la confédération est vue comme une étape transitoire vers l'évolution fédérale. C'est le cas pour les États-Unis : on a, au départ, des colonies britanniques qui ont déclaré leur indépendance, qui se sont affirmées et affichées en tant qu'État souverain et qui, face aux problèmes communs, se sont réunis en confédération et ont décidé de renoncer à leur souveraineté et de fonder l'État fédéral en 1787.

En résumé, que ce soit les unions d'États ou la confédération d'États, cela permet à ces derniers de se rassembler en tant que nécessaire ça

32:16

permet de compenser leurs faiblesses, leur inadaptation face au monde environnant. Cela dit, si on considère la société internationale aujourd'hui, les phénomènes de regroupement de ce type sont quasi-inexistants. On assiste plutôt au mouvement contraire, c'est-à-dire à l'éclatement de vastes ensembles, avec des composantes qui souhaitent devenir indépendantes pour trouver une certaine marge de manœuvre.

Les associations de gestion en commun de certaines questions

A priori, n'importe quelle question peut se retrouver un jour sur la liste. Il peut s'agir de questions politiques (la sécurité, la justice), des questions d'ordre économique, des questions commerciales, des questions techniques (les transports, la gestion de l'eau). La gestion dont on parle ici est une gestion à degrés variables. Il peut s'agir d'abord de simples réunions plus ou moins formelles – l'ambition peut donc être très limitée – ; il peut s'agir simplement de s'informer, de se consulter sur certaines questions qu'on juge d'intérêt commun ; ou ça peut être beaucoup plus ambitieux et on peut avoir envie d'aboutir à des prises de position commune, à des décisions communes. Quels sont les moyens ordinaires de gestion de ces questions communes ? C'est par exemple la conférence internationale, ou ça peut aller jusqu'à quelque chose de très institutionnalisé (jusqu'à l'organisation internationale) selon le but recherché.

L'exemple-type d'association de gestion en commun de questions communes est celui des unions économiques régionales. Elles sont très à la mode depuis quelques dizaines d'années. C'est donc dans un but d'union économique régionale que certains États vont décider de s'associer, ce qui permet de maximiser les compétences et de faire des économies d'échelle. Le terme « union économique régionale » peut recouvrir des réalités assez dispa-

rates. Ça peut être quelque chose d'assez lâche et ça peut aller, à l'autre bout du curseur, vers quelque chose de très intégré. Pour donner une idée de cette constellation d'unions économiques régionales, le premier degré sera une zone de libre-échange.

Zone de libre-échange

Union douanière

Marché unique

Union économique et monétaire

36:50

alors qu'est-ce que c'est une zone de

36:52

libre échange

36:53

bien ça veut dire que les états qui

36:56

s'associent décide de supprimer entre

37:00

eux les droits de douane ainsi que les

37:04

obstacles non tarifaires aux échanges

37:08

pour les produits donc originaires de

37:12

ces pays

37:12

donc je reprends libre échange c'est la

37:17

suppression des droits de douane et des

37:21

obstacles non tarifaires pour les

37:25

produits originaires des pays concernés

37:30

alors qu'est-ce que c'est les obstacles

37:32

non tarifaires

37:33

ça peut être par exemple des normes sur

37:37

sur des produits qui font que on réserve

37:41

le commerce aux produits locaux qui sont

37:43

seuls susceptibles de remplir ces normes

37:47

ce sont des choses qui ont existé par

37:51

exemple dans le cadre de du marché

37:53

commun de la communauté économique

37:55

européenne où il y avait une définition
37:57
par exemple de la bière en Allemagne la
38:02
norme de là la définition de la bière ça
38:04
correspondait à des normes d'élaboration
38:08
des normes sanitaires, etc., qui était
38:10
tellement restrictives que finalement
38:12
seuls les bières allemandes pouvaient
38:14
remplir ces conditions
38:16
donc si on veut établir une zone de
38:18
libre échange il faut supprimer aussi ce
38:21
type d'obstacles non tarifaires qui
38:25
empêchent la libre circulation des
38:28
marchandises alors zone de libre-échange
38:33
l'exemple type auquel on pense c'est la
38:37
huer le l'association européenne de
38:39
libre échange
38:40
je sais pas si on vous en a parlé dans
38:42
le cadre du cours d'institutions
38:45
européennes mais j'ai un doute est-ce
38:47
qu'il n'est pas un second semestre le
38:49
cours d'institutions européennes si je
38:50
crois qu'il est au second semestre
38:51
alors l'association européenne de libre
38:53
échange on vous l'expliquera elle a été
38:57
créée au début des années 60 en fait par
39:00
le royaume uni qui n'avait pas voulu
39:05
entrer dans la communauté économique

39:08
européenne
39:09
parce que pour le Royaume-Uni communauté
39:11
économique européenne
39:12
ça voulait dire oui ce second semestre à
39:15
communauté économique européenne ça
39:17
voulait dire trop de trop de contraintes
39:19
et donc le royaume uni a créé
39:22
l'association européenne de libre
39:23
échange pour concurrencer le marché
39:26
commun pour concurrencer la CEE et pour
39:30
essayer en même temps de noyer la CEE dans une vaste zone de libre-échange et
39:37
petit à petit mais on s'est rendu compte
39:39
que la CEE
39:40
ça fonctionnait et tous les membres de
39:42
l'AELE ont quitté le navire et ont
39:45
rejoint peu un peu lassé
39:47
et le royaume uni lui-même a demandé à
39:50
adhérer à la communauté économique
39:52
européenne ce qui s'est fait vous le
39:54
savez en 1973 jusqu'au break site donc
39:58
de 2 cette année et donc il n'est pas
40:02
rester grand-chose d'ailleurs de l'un et
40:05
le aujourd'hui c'est la suisse l'Islande
40:09
le Lichtenstein et je crois que c'est
40:15
peut-être là attendez j'ai un trou où il
40:20
a norvégien et l'Alena
40:26

oui tout à fait l'Alena et un autre
40:28
parfait exemple c'est l'accord de libre
40:31
échange nord-américain
40:33
c'est une simple zone de libre-échange
40:36
donc c'est juste la disparition
40:40
de droits de douane les obstacles non
40:42
tarifaires
40:43
ni plus ni moins ça va pas plus loin
40:46
ça existe aussi pour l'Asie avec
40:50
l'association des nations du sud-est
40:52
asiatique aseen et ses rangs alors on
40:57
franchit un cran à côté de la zone de
40:59
libre échange on à l'union douanière
41:03
alors l'union douanière
41:05
on va un petit peu plus loin c'est une
41:09
zone de libre-échange à laquelle on
41:12
ajoute une réglementation est ce qu'on
41:16
appelle un tarif extérieur commun alors
41:22
un tarif extérieur commun
41:24
ça veut dire une protection commune
41:29
tarifaire
41:31
[Musique]
41:34
ça veut dire une protection commune
41:37
tarifaire donc face à l'extérieur donc
41:43
je m'explique un tarif douanier commun
41:46
ça veut dire que tous les États regroupés dans cette union douanière
41:52
samson sont d'accord ils mettent sur

41:55
pied le tarif douanier commun et donc ça
41:57
veut dire que toutes les marchandises
41:59
hors union douanière qui viennent de
42:02
pays tiers de pays en dehors de cette
42:05
union douanière
42:07
ils doivent payer des droits de douane
42:11
quand il rentre dans cette union
42:13
douanière
42:14
donc ça protège les états qui sont
42:17
regroupés dans cette union douanière
42:21
alors un exemple d'union douanière
42:25
ben c'est bien sûr la communauté
42:27
économique européenne est là à créer un
42:31
marché commun et donc la base de ce
42:33
marché commun c'était aussi une union
42:35
douanière
42:36
donc tous les pays hors communauté qui
42:40
veulent faire entrer des marchandises
42:41
sur le territoire de la communauté
42:44
économique européenne l'union européenne
42:45
aujourd'hui ils doivent payer des droits
42:49
de des droits de douane et autres
42:52
exemples ne l'oublions pas d'une union
42:54
douanière
42:55
c'est le Benelux c'est vrai qu'on a ce
42:59
terme en tête Benelux (Belgique, Nederland,
43:02

c'est-à-dire pays-bas luxe comme

43:04

Luxembourg, Belgique, l'Irlande, le Luxembourg, Belgique, Pays-Bas, Luxembourg,

43:07

le Benelux c'est avant tout une union

43:10

douanière

43:11

donc ça a été le cœur d'ailleurs de

43:14

l'union douanière au sein de la de la

43:16

cee

43:19

autre exemple d'union douanière

43:22

c'est le Mercosur le marché commun du

43:27

sud de l'Amérique

43:31

on franchit un cran je vais terminer sur

43:34

ces deux notions ont franchi un cran

43:37

avec le marché unique parce que ici en

43:42

plus de tout ce que je vous ai dit

43:44

précédemment il y a il va y avoir une

43:48

suppression de tous les obstacles à la libre circulation donc dans un marché

43:55

unique

43:56

il y a un principe de libre circulation des marchandises des services et des capitaux (c'est ce qui existe au sein de l'Union européenne). On supprime donc tous les obstacles de quelque nature qu'ils soient à cette libre circulation. Le but est de favoriser les échanges et le développement économique.

On franchit encore un cran avec l'union économique et monétaire. C'est un stade encore plus élevé qui nécessitent un niveau de convergence.

44:39

répéter le marché unique

44:41

donc il y a une suppression de tous les

44:45

obstacles à la libre circulation et donc

44:51

il y a une libre circulation des

44:53

marchandises des services et des

44:56

capitaux donc l'exemple

45:00

à ce jour le seul qui existe de façon
45:04
aussi développer c'est l'union
45:06
européenne c'est dans le cadre de
45:07
l'union européenne on a un marché unique
45:09
depuis 1993 et donc stade ultime au-delà
45:16
du marché unique c'est l'union économique et monétaire qui nécessite une convergence éco-
nomique entre tous les États qui la pratiquent. Théoriquement, il faut qu'ils soient à peu près
au même niveau économique. Pour faciliter encore davantage cette libre circulation des mar-
chandises, des services, des capitaux, on adopte une monnaie unique.
45:43
dans le premier degré non pas du
45:45
tout le premier degré c'était la zone de
45:47
libre échange et à chaque fois j'ai
45:49
franchi un degré supplémentaire donc
45:51
premier degré zone de libre-échange
45:53
deuxième degré union douanière troisième
45:56
degré le marché unique quatrième degré
45:59
l'union économique et monétaire
46:04
sachant donc pour les derniers degrés le
46:09
seul exemple qu'on peut présenter c'est
46:11
l'union européenne donc l'union
46:15
économique européenne je reprends ça
46:18
signifie le passage à une monnaie unique
46:21
ça a été le passage à l'euro dans le
46:25
cadre de l'union européenne
46:27
ce qui veut dire d'ailleurs la mise en
46:30
place d'institutions quasi cas quasi
46:35
fédéral c'est le cas pour la BCE (Banque Centrale Européenne) puisque c'est
46:41
la politique puisque la part dont toute
46:43

la politique économique, la politique de change, la politique monétaire est déterminée souverainement par la BCE, qui est indépendante des pouvoirs politiques des États membres, ce qui lui est souvent reproché.

46:58

d'ailleurs voilà j'en ai fini avec cette

47:03

rubrique sur les associations de gestion

47:07

en commun de certaines questions

47:11

donc je récapitule zone de libre-échange

47:13

union douanière marché unique union

47:15

économique et monétaire et on verra donc

47:19

la prochaine fois si on fait partie du

47:23

dernier degré on fait forcément partie

47:25

de tous les autres qui sont inférieurs

47:27

absolument tout à fait ça va pas là ne

47:32

va pas sans l'autre on ne peut pas imaginer une union économique et monétaire sans qu'il y ait un marché unique, sans qu'il y ait une union douanière.

RI #7 première partie

Les associations de gestion en commun de certaines questions

Zone de libre-échange

Union douanière

Marché unique

Union économique et monétaire

Les associations de promotion et de défense d'intérêts communs

Ce type d'association repose, sinon sur la perception d'un ennemi, du moins sur une distinction entre ce qui est nous et puis les "autres", perçus comme extérieurs au champ de solidarité. Suivant l'objet du regroupement, ces "autres" peuvent être vus comme des concurrents, voire comme des adversaires, c'est-à-dire une menace. Ce ne sont pas les associations en soi qui sont vues comme une menace, ce sont les États qui vont se regrouper avec des États qui ont des affinités ou des intérêts communs par rapport à d'autres États extérieurs qui sont conçus comme des menaces. Dans cette catégorie, ce sont les groupements politico-militaires qui constituent l'exemple-type de cette catégorie d'associations. Ces groupements politico-militaires peuvent recouper une autre rubrique qu'on verra ultérieurement, à savoir les organisations internationales. En effet, certains groupements que nous allons citer peuvent être rangés dans la catégorie des organisations internationales.

La coalition

Pour ces groupements politico-militaires, la première expression serait la coalition. La coalition peut se définir comme un groupement momentané d'États, qui va se former à l'occasion d'un conflit. Ces États s'associent pour bénéficier de moyens militaires ou diplomatiques plus importants. Les moyens diplomatiques sont les négociations, par exemple. Il peut y avoir des pourparlers en cas de menace pour essayer de d'éviter une agression, de s'entendre, d'arriver à s'entendre, etc. Ça peut être des médiations, etc.

L'exemple de coalition est la grande coalition internationale qui a été montée en 1990 sous l'égide de l'ONU contre l'Irak, avec les États-Unis à sa tête, quand l'Irak a annexé le Koweït. Ça a donné lieu à la première guerre d'Irak qui, elle, était parfaitement justifiée du point de vue du droit international (puisque'il y avait eu annexion du Koweït par l'Irak).

L'alliance

À côté de la coalition, l'alliance est beaucoup plus formalisée et en tout cas plus durable. Elle est fondée sur l'article 51 de la Charte des Nations-Unies, qui pose le droit à la légitime défense.

Pour rappel, un principe cardinal posé par la Charte de l'ONU en 1945 est l'interdiction générale du recours à la force. Néanmoins, une exception est formulée dans l'article 51 de la Charte, à savoir la légitime défense individuelle ou collective. Dans le cadre de ce droit de légitime défense collective qui est reconnu par la Charte, des États peuvent constituer des alliances qui, pour s'inscrire dans la légalité internationale, seront des alliances militaires défensives. L'alliance est donc plus durable, plus formalisée ; c'est ce qui la différencie de la coalition. Une alliance est un engagement d'assistance mutuelle.

L'exemple-type d'alliance est l'OTAN (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord). Plus exactement, il faut bien distinguer l'alliance militaire qui résulte du traité de Washington du 5 avril 1949, et l'OTAN qui est l'organisation militaire qui s'est greffée ensuite, deux ans plus tard, au moyen d'un traité supplémentaire, le protocole d'Ottawa en 1951. Communément dans le langage courant, on parle de l'OTAN, dont le traité comporte un article 5 qui, en cas d'agression de l'un des membres, oblige les autres à lui porter secours, mais pas nécessairement en envoyant la force armée. Chacun va choisir la nature de son intervention. Ça peut très bien être de la fourniture de matériel, du renseignement (donc un appui logistique), des informations radar, etc.

En riposte à l'OTAN avait été créée, dans le cadre du bloc soviétique, le Pacte de Varsovie en 1955, qui était le miroir de l'OTAN pour le camp soviétique.

Retour sur le cours précédent.

Dans le traité sur l'Union européenne, il y a désormais une clause de défense mutuelle introduite dans les traités par le traité de Lisbonne en 2009. Cette clause de défense mutuelle est l'article 42 paragraphe 7 du Traité sur l'Union européenne. C'est une clause d'aide et d'assistance. Si jamais un État membre de l'Union européenne fait l'objet d'une agression armée sur son territoire, « les autres États membres lui doivent aide et assistance par tous les moyens en leur pouvoir ». Cet article 42 paragraphe 7 fait référence à l'article 51 de la Charte des Nations-Unies.

Il n'y a pas de procédure formelle prévue dans le cadre de l'Union européenne si cet article est déclenché. Cela veut dire que, là-aussi, chacun va pouvoir choisir la nature de son intervention.

Concernant les États neutres, c'est-à-dire les États menant une politique de neutralité (comme l'Autriche, la Suède ou l'Irlande), puisque l'engagement militaire n'est pas obligatoire ni automatique et que chacun choisit la nature de son assistance, les États neutres pourront coopérer s'ils le souhaitent. L'assistance va être convenue de façon bilatérale.

Cette clause de défense mutuelle, très importante et inédite dans le cadre de l'Union européenne, a été invoquée par la France, par exemple, après les attentats du 13 novembre 2015.

C'était un acte symboliquement très fort que le président Hollande avait décidé de mettre en œuvre.

Le bloc

Le bloc est un terme utilisé au-delà des alliances. Ce terme désigne les ensembles d'États qui ont été constitués autour des États-Unis et autour de l'URSS au moment de la guerre froide. Quand on parle de "blocs", on a une vision un peu plus large que celle purement militaire puisque, à l'intérieur de chaque bloc, il y a des coopérations très larges en plus de l'alliance militaire (des liens économiques par exemple). Par exemple, l'URSS avait fondé le Comecon pour rassembler ses États dans une coopération économique.

L'État leader, les États-Unis d'un côté, l'URSS de l'autre, est là pour souder le bloc autour de lui et aligner toutes les positions internationales des membres du bloc sur la sienne. Il était courant, pour ne pas dire automatique, dans une négociation internationale, par exemple dans un traité international que, si l'URSS adoptait telle position, tous les pays qui étaient sous son influence adoptaient exactement la même attitude en bloc.

À l'intérieur de chaque bloc, il y a d'autres liens à part le lien militaire, puisque c'est ça qui les a soudés au départ (comme par exemple les liens économiques). Ce qui caractérise le bloc, c'est la diversité de ses liens : lien militaire, lien économique, lien culturel...

Le réseau d'alliances

Il existe, autour de quelques États, des réseaux d'alliance. Par exemple, les États-Unis, outre l'Alliance atlantique qui couvre l'espace européen, ont d'autres alliances en Amérique, au Moyen-Orient, en Asie. La France dispose d'un réseau d'alliances en Afrique. La connexion entre les différents éléments qui constituent ce réseau d'alliances se fait grâce à l'État pivot, qui assure par là-même son rayonnement international.

Les quatre notions peuvent être complémentaires, puisqu'une alliance militaire par exemple trouve sa place dans un bloc, le bloc pouvant être lui-même compris dans un réseau d'alliances.

Les blocs sont ces ensembles d'États qui ont été constitués autour des États-Unis et de l'URSS pendant la guerre froide. Dans chaque bloc, les États étaient avant tout unis par des liens militaires (c'est-à-dire une alliance militaire). Cependant, les rubriques peuvent se couper, car il peut y avoir d'autres types de liens, notamment économiques. bel état pivot

19:48

ça va être par exemple la France dans des relations en Afrique quand la plusieurs réseaux

19:58

avec des états a mis l'état pivot c'est

20:04

la France ça c'est elle qui anime qui

20:05

anime ce réseau d'alliances ou les états

20:11

unis

20:11

si on voit les blocs que les États-Unis les états unis entretiennent les

20:19

réseau d'alliances pardon que les états

20:21

unis entretiennent avec l'Europe d'un

20:23

côté avec d'autres pays du continent

20:26

américain sud-américains par exemple

20:29

voire des pays d'Asie le pivot c'est bien

20:33

sûr les États-Unis.

20:38

L'État pivot sera forcément, pour faire le lien avec ce qu'on a vu précédemment, une grande puissance qui a un rayonnement international et qui peut assurer ce leadership.

Les principaux groupements d'États

Ces principaux groupements d'États naissent le plus souvent de la pratique. Parfois, les États vont se regrouper, mais sans créer nécessairement une organisation internationale, ou il peut s'agir d'une organisation internationale avec un caractère peu affirmé. Ils vont donc se contenter d'établir ce qu'on peut appeler un « groupement ». Ce groupement n'aura pas de traduction juridique (il n'y aura pas d'accord, pas de traité constitutif). Ces groupements seront simplement une pratique. Or, il se trouve que, depuis quelques années, ces groupements sont véritablement « les vedettes » des relations internationales.

Quant à leur utilité, si on est un petit peu cynique, on dira que ces groupements servent de faire-valoir pour les acteurs qui y participent, mais aussi (et c'est ce qu'il faut retenir) de moyens de délibération, de concertation, d'information, de contestation (en un mot : des moyens de pression), et éventuellement de décision. Ce dernier cas n'est pas forcément le plus fréquent, parce que ce sont des ensembles assez souples, donc qui ne prennent pas une véritable décision. Or, ces groupes sont très présents sur la scène internationale, et on constate qu'ils sont très divers par le nombre de participants, et par leur niveau d'institutionnalisation qui reste faible.

On va trouver deux catégories de groupements. Les premiers sont ceux qui se situent sur l'axe Nord-Sud (c'est à la fois un repère géographique, mais aussi un concept).

Le G7 (et le G8)

Les membres font partie du G7 sont : les États-Unis, la France, l'Allemagne, le Japon, le Royaume-Uni, le Canada, l'Italie ; le huitième membre était la Russie.

Au départ, on a le G7 entre les sept premiers pays que vous avez ici, et la Russie a été ajoutée en 2002. Il se trouve qu'elle a été ensuite suspendue en 2014, pour la sanctionner suite à l'annexion de la Crimée. Il avait été question à un moment donné de peut-être la réintégrer, et finalement en 2017, la Russie s'est définitivement retirée. Le G8 n'a donc pas duré très longtemps, et on en revient au format G7.

Le G7 joue un rôle de premier plan dans les relations internationales, en ce sens qu'il fait avancer le débat, la discussion, la concertation, etc., entre les puissances. Cela permet de préparer le terrain pour des décisions qui peuvent être prises par la suite, dans d'autres cadres ou dans d'autres enceintes, comme le FMI par exemple (le fonds monétaire international). Le problème est qu'il manque de légitimité et qu'il est accusé d'être un club d'occidentaux (c'est-à-dire de pays riches) qui impose sa loi au monde entier, ce qui n'est évidemment pas faux.

Le mouvement des non-alignés

Le mouvement des non-alignés regroupe environ une centaine d'états, la plupart du tiers-monde, qui, durant la guerre froide (et comme leur nom l'indiquait), ont refusé de s'aligner sur un bloc ou sur l'autre. Ils ne voulaient pas entrer dans cette logique d'affrontement entre les deux blocs (entre le bloc soviétique et le bloc occidental) et voulaient s'en tenir éloignés. Ils ont joué un rôle politique important dans les années 1970-1980, en se servant notamment de l'Assemblée générale des Nations unies comme tribune. La fin de la guerre froide d'une part, et la défaite par-là même du socialisme avec la chute de l'URSS et du bloc soviétique, ont porté un coup très dur à ce mouvement qui reste néanmoins actif sur des questions, par exemple celles du Moyen-Orient, du désarmement ou du développement. Ce mouvement des non-alignés existe encore et il demeure un acteur relativement important des relations internationales. Jusqu'à il y a peu, le secrétaire général du mouvement des non-

alignés était le vénézuélien Nicolás Maduro. Il a été remplacé en septembre 2019, c'est maintenant Ilham Aliyev (chef de l'État de l'Azerbaïdjan) qui dirige le mouvement des non-alignés.

Le G15

Le G15, comme son nom l'indique, regroupe une quinzaine des plus grands pays non-alignés (par exemple l'Inde, l'Indonésie, l'Égypte, le Mexique, le Nigeria, le Brésil, l'Argentine). Ce G15 entend être une sorte de sommet, mais du Sud, pour contrebalancer le G7 vu comme le club des pays riches et des pays occidentaux (du Nord donc). Il veut être un sommet du Sud et il tend à promouvoir la coopération entre les états du Sud. Le but du jeu est d'essayer d'instaurer un dialogue constructif avec les pays du Nord (les pays riches).

Le groupe des 77

Le groupe des 77 est un groupe qui a été formé au sein des Nations unies par les représentants des pays d'Afrique, d'Asie, et d'Amérique Latine, tous en voie de développement et qui ont demandé la convocation d'une conférence mondiale sur le commerce, qui a été mise en place en tant que CNUCED (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement). Le but de ce groupe des 77 est de se doter d'un instrument de promotion de leur intérêt collectif et, surtout, de renforcer leur capacité de négociation sur les grandes questions internationales (c'est la même idée pour tous les groupes).

37:50

bien vu le grand nombre d'états qui est

37:54

qu'ils regroupent alors il s'appelle

37:56

toujours d'ailleurs petite parenthèse il

37:58

appelle toujours le groupe des 77

38:00

on a gardé l'appellation groupe des 77

38:03

bien qu'il se soit élargi il y aurait

38:06

aujourd'hui 132 membres

38:12

donc je voulais vous vous expliquer

Du fait qu'ils sont très nombreux, quand il y a une négociation, par exemple dans une grande conférence internationale pour adopter un nouveau traité international multilatéral, leur grand nombre fait qu'ils sont un groupe de pression très importants. Ils peuvent influencer un vote dans un sens ou dans un autre. Ça a été le cas par exemple lors de la grande conférence des Nations-Unies sur le droit de la mer.

Ce groupe reste très actif pour l'insertion des pays en développement dans l'économie mondiale.

39:01

autre regroupement le g4 pour le g4

39:08

on parle aussi des briques bric Brésil

39:16

russe inde chine

39:27

donc le g4, les bric : Brésil, Russie, Inde, Chine.

39:32

c'est (entre guillemets) « les gros pays en développement ». Ils se sont réunis pour la première fois en 2009, et ce groupe a été particulièrement actif depuis la grosse crise financière.

40:03

ben ali ben brik se vouvoyait brésil

40:05

Russie, Inde, Chine le point commun donc

40:15

je disais ceux qui contestent la

40:19

suprématie américaine et occidentale

40:22

bon ce qui est vrai aussi pour les 77 et

40:25

les non-alignés dont ils contestent la

40:29

suprématie américaine et occidentale

40:31

donc il critique le G7 et il soutient

40:37

par contre le G20 dont je vais vous

40:39

parler juste après alors bien sûr

Il ne se décide rien au sein du G4, ce groupe qui regroupe les BRIC). Ce n'est pas une instance de décision ; c'est une simple instance de concertation entre ses membres, réunis pour la première fois en 2009. Vis-à-vis de l'extérieur, c'est un groupe de pression.

Le G20 a été créé en 1999, au lendemain de la crise asiatique, entre pays du G7 et grands pays émergents. Il représente plus des deux-tiers de la population mondiale. Le G4 est une instance de concertation ; c'est un groupe de pression qui soutient le G20, puisque le G20 regroupe certes les pays du G7, mais aussi les grandes pays émergents, ce qui représente les deux-tiers de la population mondiale et à peu près 80 % du commerce international.

Au sein du G20, on va trouver l'Union européenne en tant que telle + 19 pays. Par ordre alphabétique, cela donne : Afrique du Sud, Allemagne, Arabie Saoudite, Argentine, Australie, Brésil, Canada, Chine, Corée du Sud, États-Unis, France, Inde Indonésie, Italie, Japon, Mexique, Royaume-Uni, Russie et Turquie.

43:37

alors en homologie 20 c'est un petit peu

43:41

à l'image de ce qu'on a vu précédemment

43:43

aussi un forum de coopération économique et financière.

43:55

forum de coopération économique et

43:58

financière

44:01

il se réunit d'ailleurs sous la forme de réunions oui désolé pour leur éviction

44:12

réunion des ministres des finances et des gouverneurs des banques centrales

44:20

ça c'est un détail je vous le demande

44:22

répond c'est juste histoire de le savoir

44:27

alors c'est une telle instance je dirais

44:30

que c'était une vieille revendication

44:33

des

44:34

des pays du sud alors c'est un forum de

44:42

coopération économique et financière

44:46

incontestablement

44:49

Est-ce un forum de gouvernance économique mondiale ? C'est peut-être un peu exagéré de l'affirmer je pense qu'on est quand

45:02

même un petit peu en deçà il n'y a pas

45:06

de problème pour les états qui sont dans

45:08

dans plusieurs groupements puisque ils

45:10

sont bien sûr s'ils sont en plusieurs

45:13

groupements c'est qu'ils sont dans des

45:14

groupements qui ont des affinités

45:17

affinités entre briques g20 groupe des

45:21

77 voir mouvement des non alignés

45:23

il peut y avoir des États qui se

45:25

retrouvent dans quatre de ces groupes

45:28

sans aucun souci et les membres du G7

45:31

par définition je vous ai dit font

45:33

partie du g20

45:36

donc comme c'est quelque chose dedans

45:39

d'institutionnaliser de très souple

45:41

ça pose aucun problème

45:48

alors voilà pour cette première rubrique

45:50

c'est tout l'équipement qui se situe sur

45:53

sur l'axe nord-sud dans le prisme de

45:57

critères d'analysé

45:58

si vous voulez ce sont ses relations

45:59

économiques nord-sud et puis

46:03

deuxièmement il y a les groupements qui s'inscrivent dans le prolongement de la décolonisation, au sens large du terme.

46:46

je vais traiter ici de groupement d'États, qui se sont constitués respectivement autour du Royaume-Uni, de la France et de la Russie. Leur point commun est que ces groupements rassemblent en très grande majorité, voire en totalité, des États entre lesquels existent des liens historiques anciens. Ces groupements vont être un moyen de rayonnement, un moyen de puissance. La première illustration à donner est le Commonwealth.

Le Commonwealth est un vaste regroupement volontaire autour du Royaume-Uni, d'États indépendants qui faisaient partie autrefois, sauf exception, de l'empire britannique. Il rassemble aujourd'hui plus d'une cinquantaine d'États de l'Europe à l'Afrique, à l'Amérique, aux Caraïbes, jusqu'en Asie, en Océanie, ce qui représente (on ne s'en rend pas compte) un quart des États du monde et 30 % de la population du monde, ce qui est énorme.

Institutionnellement parlant, le monarque britannique est officiellement le chef du Commonwealth. Cependant, cette survivance de l'époque impériale n'a pas forcément de réelles conséquences ou traductions constitutionnelles pour les États participants. La plupart sont des républiques ; dans certains cas, des États présents dans le Commonwealth continuent d'accepter le principe monarchique. C'est le cas par exemple au Canada ou en Australie, et dans ce cas formellement la reine Elizabeth 2 est le chef de l'État du Canada et de l'Australie, mais elle est représentée par un gouverneur général qui est désigné par l'État concerné. Dans ce cadre-là, le véritable chef de l'exécutif sera le premier ministre.

Au sein du Commonwealth, un effort très important a été fait pour définir les valeurs communes. Cela dit, le rôle du Commonwealth dans les relations internationales est assez limité. Ce n'est pas une instance de décision ; c'est plutôt un instrument de communication entre ses membres, un lieu où peuvent être débattues des questions globales. Il existe également un aspect commercial, avec des préférences commerciales appliqués entre le Royaume-Uni et les pays de son ancien empire, et les pays du Commonwealth.

51:55

voilà vous savez à peu près tous en tout

51:58

cas l'essentiel sur le Commonwealth à

52:02

côté et concernant la France je voudrais

52:05

parler maintenant de l'organisation

52:07

internationale de la francophonie

52:20

alors comment dire on peut pas dire

52:25

simplement à l'image du Commonwealth

52:28

qu'on est dans la continuité de l'empire français

52:32

alors ce qu'on peut souligner c'est que la francophonie a été lancée, dans les années 1960, par des personnalités africaines des pays nouvellement indépendants qui étaient soucieux de

poursuivre avec la France des relations fondées sur des affinités linguistiques et culturelles. Un des grands noms des pères fondateurs de la francophonie a été Léopold Sédar Senghor (poète et académicien).

il a

53:54

fait partie de fonder sur des liens des affinités culturelles et linguistiques

54:07

donc senghor académicien français grand

54:13

grand poète homme d'État sénégalais et qui a été un des piliers de la francophonie dont fondé dès les années 1960, mais c'est surtout à partir du milieu des années 1990 qu'elle va s'institutionnaliser et s'affirmer d'un point de vue politique au niveau international, en se dotant d'une charte de la francophonie. L'organisation internationale de la francophonie est une organisation internationale donc l'aspect le plus original est que les composantes de la société civile, c'est-à-dire des universités, des ONG, des acteurs culturels, des maires, peuvent participer à la vie de l'organisation. C'est vraiment (il faut le souligner) une forme inédite d'organisation internationale qui est très ouverte aux nouveaux acteurs de la société internationale qu'on va voir après.

Par rapport par rapport au Commonwealth, l'Organisation Internationale de la Francophonie est loin de peser le même poids du point de vue démographique.

56:29

la francophonie ses 284 millions de

56:33

locuteurs dans le monde s'est tu sais

56:35

rien c'est très peu de choses

Pour autant, cette organisation mène une action diplomatique intense. Elle fait figure de groupes de pression en faveur de la diversité culturelle ou de refus de la pensée unique. C'est un moyen pour la France et pour la francophonie de rayonner dans le contexte de la mondialisation.

Après le Commonwealth et l'Organisation internationale de la francophonie, quelques mots de la communauté des États indépendants. La Communauté des États Indépendants (CEI) est le Commonwealth russe. C'est la communauté de la russophonie ; elle s'est constituée au moment la dislocation de l'URSS. Elle a permis aux États indépendants de se consolider et surtout, à la Russie de consolider et de conserver sa zone d'influence. L'importance de la CEI a décliné ces dernières années. La CEI regroupe autour de la Russie, dix des quinze anciennes républiques de l'URSS. Ce n'est pas une organisation internationale ; la CEI n'a pas de personnalité juridique. Autour de la Russie, on trouve la Biélorussie, l'Azerbaïdjan, l'Arménie (ils sont côte à côte dans l'ordre alphabétique et géographiquement et pour leur malheur, pour le conflit du haut Karabakh), le Kazakhstan, le Kirghizistan, la Moldavie, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan. Le Russe est la langue officielle pour la Russie, la Biélorussie, le Kazakhstan et le Kirghizistan ; l'Azerbaïdjan est turcophone.

RI #7 deuxième partie

Conclusion du chapitre 1

Avec l'avènement du droit international public moderne et en étroite corrélation avec l'idée de souveraineté, l'État est considérée comme le cadre le mieux approprié pour l'organisation de la vie collective et le développement de l'homme. C'est ce qui explique

d'ailleurs qu'il ait constitué le principal sujet de droit international et donc le principal acteur des relations internationales. Malgré toutes les idéologies ou les discussions, les débats théoriques, qui prédisaient la disparition de l'État, l'État est et reste une valeur sûre en droit international. Cependant, sous l'effet, d'une part du phénomène associatif international, et d'autre part du développement de nouveaux centres d'intérêts dans la vie internationale, on assiste à l'apparition de nouveaux acteurs sur la scène internationale. Bien évidemment, il va falloir tenir compte de ces nouveaux acteurs pour appréhender pleinement les relations internationales actuelles.

Les acteurs des relations internationales autres que les États

La notion d'acteur international est plutôt floue. Pour mériter d'être admis en tant que tel, l'acteur doit à la fois avoir une individualité propre, c'est-à-dire se distinguer des autres, et jouer un rôle important, apporter une contribution. Pour aller un peu plus loin dans la définition de l'acteur des relations internationales, on peut également se baser sur ce qu'on connaît désormais, à savoir sur ce que fait l'État en tant qu'acteur traditionnel des relations internationales et sur ce qu'est son rôle. Pour rappel, l'État est à la fois répartiteur d'espaces en tant qu'il a un territoire (notion de territoire), il est expression d'un groupe humain (la population) et il organise une collectivité (organisation politique), tout cela au moyen de sa souveraineté (critère majeur). La souveraineté est un critère propre à l'État ; c'est ce qui lui confère des droits et des devoirs sur la scène internationale. Cela signifie en réalité que l'État en tant qu'acteur n'est pas totalement libre. Il est soumis à une contrainte ; il est soumis au droit. Cela dit, en tant qu'acteur, il est indépendant et il est libre de participer ou non aux relations entre la scène internationale. La question qu'on va se poser est de savoir si l'État est concurrencé par d'autres acteurs sur la scène internationale.

Très clairement, l'État n'est pas concurrencé, car il n'y a pas d'acteurs de nature différente qui poursuivent le même but que lui, ni qui apparaissent susceptibles de lui ravir la première place d'acteur. Cela étant, il existe quand même d'autres acteurs, avec deux cas de figure. Dans le premier cas de figure, l'acteur en question joue un rôle visible indiscutable dans les relations internationales, mais peut avoir du mal à se distinguer de l'État, en ce sens qu'il procède d'États, en ce sens que ce sont des États qui le créent (bien qu'il y ait une distinction organique très claire). Ici, on fait référence aux organisations internationales. Dans le second cas de figure, l'acteur en question va être bien distinct de l'État, mais son rôle et son action ne vont pas avoir du tout la même portée sur la scène internationale. Ici, on va envisager les organisations non gouvernementales (ONG) et les multinationales.

Les acteurs créés par les États : les organisations internationales

On a vu dans le chapitre précédent les associations et groupements d'États, mais l'objectif était de montrer le rôle des États dans ce type de groupements, dont un certain nombre d'ailleurs sont des organisations internationales. Ici, l'objectif est différent : il s'agit de montrer le rôle que l'organisation internationale même sur la scène internationale. Pour ce faire, on va partir du concept de "multilatéral", qui veut dire qu'il y a plusieurs côtés, plusieurs parties dans le cadre des relations internationales.

Le multilatéralisme désigne les pratiques et les techniques par lesquelles les États décident de régler à plusieurs des problèmes généraux et à cette fin de produire des règles communes, de fixer des politiques communes.

Par sa nature humaine, le multilatéralisme est ouvert. Il s'agit de faire en sorte que tous les États ou en tout cas le plus grand nombre d'entre eux concernés par une question puissent participer à sa résolution.

D'un point de vue historique, on peut dater la naissance du multilatéralisme au fait que le multilatéralisme s'est imposé au congrès de Vienne en 1814. Le Congrès de Vienne a été le fameux « concert » européen, regroupement des grandes nations, des grandes puissances d'alors, qui étaient uniquement européennes : l'Angleterre, la Russie, la Prusse, l'Autriche, la France ; qui se sont mise d'accord pour régler ensemble les problèmes du monde. C'est déjà un premier exemple de multilatéralisme. Le multilatéralisme s'est imposé au Congrès de Vienne de 1814 avec l'idée selon laquelle le cadre du règlement des questions communes doit être multilatéral. Tout l'intérêt est que ça permet d'aller plus loin que le bilatéralisme.

La mise en place d'une organisation internationale est l'étape ultime du processus multilatéral. Cela correspond à la mise en place d'une organisation internationale, et l'étape ultime du processus multilatéral correspond à une institutionnalisation de ce processus, à l'institutionnalisation de l'association d'États ou du groupement d'États qu'on a déjà vu. À partir de là, on peut se demander pourquoi les États créent-ils des organisations internationales ? Très clairement et très simplement, parce qu'ils veulent coopérer entre eux, parce qu'ils se rendent compte que certaines questions sont d'intérêt commun et qu'elles seront mieux réglées à plusieurs que chacun de son côté unilatéralement. Ils veulent coopérer entre eux, que ce soit une coopération purement technique ou que ce soit de manière générale, par exemple pour assurer la paix par la prévention des conflits, etc. ; sachant que cette coopération peut aller dans certains cas jusqu'à une véritable intégration, intégration voulant dire un véritable abandon de souveraineté de la part des États. Il y aura de véritables transferts de compétences à une organisation internationale qui le gèrera en commun.

Les États créent des organisations internationales parce qu'ils veulent coopérer entre eux, soit pour assurer une coopération technique, soit de manière plus large pour assurer la paix, soit pour aller carrément vers une véritable intégration économique ou politique. En tout état de cause, on assiste à une véritable explosion du phénomène d'institutionnalisation. Pour donner un ordre d'idée, pour exemple en 1900 (c'est-à-dire il y a un peu plus d'un siècle), il y avait 24 organisations internationales ; aujourd'hui, elles sont plus de 300. Ce développement est incontestablement un des phénomènes les plus révélateurs de l'évolution de la société internationale depuis deux siècles. Un constat s'impose : les organisations internationales sont plus nombreuses que les États, et pourtant elles sont récentes (les premières organisations internationales elles datent du XIX^e siècle). Ce sont des choses qui seront développées dans le cours de droit international public. Dans le cadre du concert européen par exemple, suite au Congrès de Vienne ont été développées les premières commissions fluviales internationales, qui sont des organisations internationales spécialisées.

L'éclosion du phénomène « organisations internationales » remonte au XIX^e siècle, puis les organisations internationales se sont développées par vagues dans la deuxième moitié du XIX^e siècle pour faciliter les communications notamment, et au XX^e siècle après chaque guerre mondiale, notamment sur le plan universel. La première organisation universelle (la Société des Nations) a été créée après la première guerre mondiale en 1919 et l'ONU, qui lui a succédé en quelque sorte, a été créée après la seconde guerre mondiale en 1945.

Il ne faut pas oublier non plus la multiplication de ces organisations internationales sur le plan régional, avec de nombreuses alliances (des regroupements en matière économique notamment). Depuis une trentaine d'années, le nombre de créations s'est calmé et a baissé. Récemment, il y a un ralentissement très net de la création des organisations internationales, et un certain nombre connaissent des difficultés d'ailleurs de fonctionnement et sont en véritable crise. Il y a diverses causes, et on peut penser par exemple à la période de Donald Trump au pouvoir.

Pour en dire quelques mots rapidement, la politique de Trump, notamment en matière de politique étrangère, c'était « *America first* », « l'Amérique d'abord ». L'époque de Trump est celle de l'abandon du multilatéralisme, Trump préférant de loin le bilatéralisme. Il y a eu

une manifestation de crise, notamment commerciale avec la Chine. Plus près de nous, Donald Trump a décidé de retirer les États-Unis de l'Accord de Paris sur le climat. Joe Biden s'est empressé de dire qu'il allait remettre les États-Unis dans le système. Il ne faut également pas oublier que Donald Trump a retiré les États-Unis de l'Unesco, invoquant la persistance d'un certain parti-pri anti-israéliens au sein de l'Unesco. Plus récemment encore à la faveur de la crise sur la Covid 19, il faut pas oublier que Donald Trump a retiré les États-Unis de l'OMS (Organisation mondiale de la santé), et là-aussi, Joe Biden va faire retrouver aux États-Unis leur place au sein de toutes ces organisations internationales. L'unilatéralisme durant la période de Donald Trump va donc certainement se clôturer avec Joe Biden, même s'il faut être extrêmement prudent sur la politique étrangère que celui-ci va mener, qui ne sera pas forcément très favorable à l'Europe.

Dans un premier temps, on va étudier les organisations internationales en tant que tel, et on va montrer que chaque organisation internationale est unique, mais que toutes répondent à certaines constantes (à des critères de définition). Dans un second temps, on verra que les organisations internationales sont extrêmement diverses en pratique et agissent différemment sur la scène internationale. On essaiera d'expliquer comment et pourquoi.

Définition et éléments constitutifs des organisations internationales

Une organisation internationale est un groupement d'États constitué par une convention, c'est-à-dire par un traité international. Dotée d'un texte constitutif et d'organes communs, elle possède une personnalité juridique distincte de celle de ses membres. Elle a donc la qualité de sujet de droit, avec compétence notamment pour conclure des traités internationaux. Dans ce paragraphe, on va décortiquer les différents éléments de cette définition. Avant cela, faisons quelques remarques préalables.

D'abord, ne perdons pas de vue que l'organisation internationale est nécessairement un groupement d'États. Cela signifie *a contrario* qu'un groupement de particuliers ou qu'une ONG (une organisation non gouvernementale) ne sont pas des organisations internationales. Il faut insister et souligner sur le fait que le terme « organisations internationales » est exclusivement réservé aux organisations internationales intergouvernementales. C'est leur appellation officielle pour montrer qu'il s'agit de regroupement d'États (« organisation intergouvernementale »).

Néanmoins, l'organisation internationale est autonome par rapport aux États qui l'ont créée. L'organisation internationale tire son existence de l'État, et indirectement, ce sont les États qui actionnent les leviers permettant de la faire fonctionner, mais (il faut insister) la personnalité juridique de l'organisation internationale est distincte de celle des États. Avec une personnalité juridique propre et des organes propres, on estime qu'elle a la capacité d'exprimer une volonté propre, donc distincte de celle des États-membres.

Malgré tout, il faut garder à l'esprit que le dernier mot appartient toujours aux États, parce que ce sont les États qui fondent l'organisation internationale, qui fixent ses compétences. Ce sont donc les États, même si c'est indirectement, qui ont le pouvoir de décision ultime dans l'organisation internationale. On peut donc voir l'organisation internationale comme un instrument du multilatéralisme, c'est à dire de la volonté des États de collaborer.

Cette définition étant posée, voyons tous les éléments constitutifs communs à toutes les organisations internationales.

L'acte constitutif d'une organisation internationale

L'acte constitutif de l'organisation internationale est un traité conclu entre les États, en sachant que ce traité peut avoir des appellations très différentes selon les cas (selon les organisations internationales) :

- pacte (le pacte de la Société des Nations) ;
- charte (employé pour la charte de l'ONU) ;
- statut (on parle du statut du Conseil de l'Europe) ;

- traité ;
- mémorandum.

Les occurrences sont multiples, mais elles sont toutes synonymes. On a donc toujours affaire à la même catégorie juridique.

C'est un traité international qui fonde, qui crée une organisation internationale. Il faut signaler que, dans l'acte constitutif qui crée l'organisation, il y a toujours des dispositions qui prévoient les modalités de sa propre révision.

Il y a différents cas de figure pour les modalités de révision. Le plus courant (le plus répandu) est que, quand on veut modifier (réviser) le traité, il faut qu'un nouveau traité soit adopté et ratifié par l'ensemble des États-membres de l'organisation. Tout comme il faut une ratification par les États-membres pour que le traité puisse entrer en vigueur entre eux, de même pour le modifier, il faut une modification à l'unanimité, une ratification par tous les États-membres. Dans certains cas, il peut être prévu que la majorité des États-parties puissent adopter la modification, laquelle s'imposera aux autres États. C'est le cas par exemple pour l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), fondée à Chicago en 1944. On admet ici une révision majoritaire du traité, et ce qui est intéressant, c'est que ce traité révisé à la majorité s'imposera à tous les États qui l'ont ratifié originalement. Le troisième cas de figure est qu'il peut y avoir des procédures de modification purement internes à l'organisation. C'est le cas par exemple dans le cadre du Conseil de l'Europe.

Il faut retenir que l'acte constitutif qui fonde l'organisation internationale est un traité qui est soumis à des appellations variables selon l'hypothèse, mais c'est absolument synonyme, qu'on parle de « charte », de « pacte », de « mémorandum », de « statut ».

Les membres des organisations internationales

Les membres des organisations internationales sont, soit des États, soit éventuellement des sujets de droit international non-étatiques.

Les États (en tant que membres des organisations internationales)

Les États *peuvent* devenir membres d'une organisation internationale. Ils n'y sont pas obligés ; il n'y a absolument aucune obligation à devenir membre d'aucune organisation internationale que ce soit. Par exemple, certains États – une poignée aujourd'hui – ne sont toujours pas dans l'ONU (l'Organisation des Nations-Unies). D'autres États comme la Suisse ou Monaco y sont entrés très tardivement (la Suisse n'est dans l'ONU que depuis 2002). Cela dit, une distinction très importante est que les États peuvent être soit des membres originaires, soit des membres admis d'une organisation.

Première catégorie : les membres originaires

Les membres originaires sont les États qui, initialement, ont négocié et conclu l'acte constitutif de l'organisation internationale. Ce sont donc ceux qui, initialement, ont négocié et conclu l'acte constitutif. Ils deviennent membres de cette organisation internationale par la ratification de l'acte. *A priori* (on dit *a priori*), les membres originaires des organisations internationales n'ont pas de prérogatives spécifiques. Néanmoins, il arrive dans un certain nombre de cas que les membres originaires puissent avoir un droit de veto sur les adhésions ultérieures à l'organisation internationale. C'est le cas par exemple pour l'OTAN ou pour l'Union européenne.

On parle des "membres admis" pour ceux qui adhèrent ultérieurement à l'organisation internationale. En d'autres termes, une organisation internationale a été fondée par des membres originaires, et de nouveaux membres vont intégrer cette organisation internationale par la suite. On va les appeler les membres admis, sachant que cette admission obéit à une procédure plus ou moins complexe, plus ou moins rigoureuse. Ça peut être à la majorité (ONU) ou à l'unanimité (Union européenne).

Les membres originaires sont ceux qui ont négocié et conclu l'acte constitutif. Ils vont le ratifier *a priori*. Ils n'ont pas de droits spécifiques. Néanmoins, ils peuvent être dotés d'un droit de veto pour bloquer des adhésions ultérieures. Les membres admis sont ceux qui voudraient

entrer dans une organisation internationale déjà existante et qui doivent être admis par les membres originaires. Il faut alors voir au cas par cas. Les procédures dépendent de l'organisation internationale en question. Ça peut être la majorité aux élus, à l'unanimité (Union européenne).

Quel est l'intérêt d'être membre d'une organisation internationale ? La situation en tant que membre implique l'exercice de droits et d'obligations découlant de l'acte constitutif. Si jamais un État membre ne respecte pas ses obligations vis-à-vis de l'organisation internationale, sa responsabilité internationale pourra être engagée. Cela dit, normalement, les États membres

RI #8 première partie

J'étais en train de vous parler des États. J'avais fait la distinction entre les membres originaires, c'est-à-dire ceux qui ont initialement conclu l'acte et qui font partie donc de l'organisation dès la ratification, et ceux qui sont admis, les membres admis, c'est-à-dire qu'ils adhèrent ultérieurement à la mise en place de l'organisation internationale. J'en étais resté très exactement au point où je vous disais que la situation de membres implique l'exercice de droits et obligations qui découlent de l'acte constitutif. L'idée de base est que, normalement, les États-membres sont mis sur un pied d'égalité dans l'exercice de leurs droits et obligations. Néanmoins, il est intéressant de noter que les États-membres d'une organisation internationale n'ont pas tous forcément les mêmes droits et obligations dans l'organisation. Dans certains cas, ce serait même absurde, parce que tous les États n'ont, par exemple, pas le même poids économique, démographique etc. Il n'est donc pas possible d'imaginer par exemple la même contribution financière pour tous les États – on ne va pas demander aux États-Unis la même contribution financière qu'au Bangladesh par exemple, c'est une question de bon sens. Le poids à la fois économique et politique (mais surtout politique et historique) explique et justifie qu'il y ait seulement quelques États qui soient membres permanents du Conseil de sécurité des Nations-Unies. On peut retrouver la même chose au sein de l'Union européenne. Au sein du Conseil des ministres, où siègent donc les ministres de chaque État-membre, quand on passe au vote, il y a une pondération des voix et chaque État est doté d'un certain nombre de voix en fonction de l'importance économique et démographique du pays. Par exemple, un État a 23 voix, un autre en a 40, ou 50, etc. Il peut donc y avoir des différences entre les États.

Être membre d'une organisation internationale signifie ensuite disposer, au sein de cette organisation internationale, d'une représentation gouvernementale. Cela veut dire que les États-membres sont représentés par des délégations diplomatiques. Le rang de représentation est différent selon les cas. Il peut arriver, par exemple, que ce soit le ministre des affaires étrangères qui siège selon l'ordre du jour ou l'importance de la réunion, voire ça peut être carrément le chef de l'État. À noter que là, on parle de l'État en tant que membre d'une organisation internationale. Il faut savoir qu'un État peut aussi perdre sa qualité de membre de l'organisation internationale. La perte de la qualité de membre va résulter, soit de l'exclusion, soit du retrait. Quand c'est à l'initiative de l'organisation internationale, on va parler d'exclusion de l'État-membre.

L'exclusion et la procédure d'exclusion sont prévues en général dans l'acte constitutif. Quand une organisation internationale prononce l'exclusion d'un membre, c'est en règle générale à titre de sanction. Cela se produit si l'État-membre viole gravement les dispositions de l'acte constitutif. C'est prévu par exemple dans le cadre de la charte des Nations-Unies. C'est une possibilité qui existe, mais concrètement c'est quand même assez rare ; en règle générale, la menace d'exclusion suffit pour que l'État-membre rentre dans le rang. L'acte constitutif qui prévoit l'exclusion prévoit aussi la procédure d'exclusion, qui doit être suivie si elle est mise

en œuvre, et en principe, l'exclusion présente un caractère définitif. Les États-membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU ne peuvent pas être exclus.

La deuxième hypothèse, c'est si l'État lui-même veut sortir de l'organisation internationale ; c'est à son initiative. Dans ce cas, on parlera de retrait. En principe, le retrait est toujours possible, même s'il n'est pas mentionné dans l'acte constitutif. Là-aussi, les cas de retrait d'une organisation internationale sont assez rares. Dans les faits, il y a eu un projet de retrait s'agissant de l'ONU, de la part de l'Indonésie en 1963, mais finalement cela ne s'est pas produit.

Un exemple de retrait d'un pays d'une organisation internationale, c'est le Brexit. Il s'agit du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne, retrait qui normalement doit être définitif.

D'un point de vue politique, il y a l'hypothèse que le retrait permet d'éviter une exclusion, parce que se voir exclure par ses pairs au sein d'une organisation internationale est un affront pour l'État. S'il y a une procédure d'exclusion qui menace l'État, il préférera se retirer spontanément plutôt que d'être exclu formellement. C'est ce qui s'est passé par exemple dans le cadre du Conseil de l'Europe, au moment de la dictature des colonels en Grèce dans les années 1970. Comme la Grèce ne respectait plus les principes de respect de la prééminence du droit (l'État de droit, les droits et libertés fondamentaux), il y a eu une procédure d'exclusion qui allait être lancée. Finalement, la Grèce s'est retirée. Dans ce cas, le retrait était temporaire.

Le retrait d'une organisation n'est pas forcément total. On peut se retirer seulement de certains organes d'une organisation tout en restant membre par ailleurs et en participant à d'autres organes. Un exemple ici est celui de la France s'agissant de l'OTAN. La France a conclu l'Alliance Atlantique en 1949 – le traité d'alliance militaire avec le fameux article 5 (en cas d'agression de l'un des membres, les autres doivent voler à son secours). En 1951 a été créée l'OTAN, l'organisation qui est venue se greffer sur le traité d'alliance militaire. En France, le général de Gaulle a décidé de se retirer de l'organisation en 1966, c'est à dire de l'OTAN, tout en restant membre du pacte de l'alliance originel de 1949. En 2009, sous la présidence de Nicolas Sarkozy, la France est revenue formellement au sein de l'OTAN.

Après la possibilité d'exclusion et la possibilité de retrait, une troisième possibilité à envisager est celle de la suspension. Lors d'une suspension, l'État continue à être membre de l'organisation internationale, mais il ne participe plus aux travaux. La suspension sera envisagée dans le cas où un État ne respecte pas ses obligations. La suspension peut être automatique ou peut être prononcée. C'est du cas par cas, et ça dépend de l'organisation. C'est une chose qui a existé aussi par exemple au sein du conseil de l'Europe. La Russie avait été momentanément suspendue de sa représentation parlementaire au sein du conseil de l'Europe, mais elle continue à faire partie de l'organisation par ailleurs

13:29

parce que ça avait été jugé contre-productif de l'exclure, parce qu'étant toujours au sein du conseil de l'Europe, elle est censée en respecter un minimum les règles.

Les autres membres

Deuxièmement, d'autres sujets de droit international sont pourvus de la personnalité juridique internationale et peuvent être (ou devenir) membres d'une organisation internationale bien qu'ils ne soient pas des États. Un exemple concret est le Saint-Siège (le Vatican), qui est membre de l'organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). L'OSCE est une organisation lancée suite au processus d'Helsinki de 1973 (qui visait à rapprocher l'Union soviétique et les pays de l'Est du camp occidental, essayer de leur imposer un minimum le respect des droits fondamentaux. Ce processus est institutionnalisé jusqu'à devenir une organisation. on parle de l'ouest s'est

par exemple, quand il s'agit de contrôler le déroulement du processus électoral dans des pays où il y a des doutes sur la régularité du scrutin.

En revanche, le Saint-Siège n'est pas membre de l'ONU. Il a un statut particulier d'État non-membre observateur. En tant que tel, il est observateur permanent à l'ONU, c'est-à-dire qu'il participe, qu'il est présent et qu'il a un représentant (un nonce) qui va à New York, mais il n'a pas de droit de vote à l'Assemblée générale des Nations-Unies.

L'acte constitutif

Les membres

Les États

18:50

suis dans le deuxième

D'autres sujets de droit international mais qui

18:54

ne sont pas des états peuvent être

19:00

nombre donc d'une organisation

19:01

internationale bien sûr donc je vous

19:04

donner l'exemple du saint siège

19:08

mais de la même façon le Vatican a donc

19:17

la personnalité juridique

19:19

oui tout à fait alors qu'est ce qu'on

19:26

dit de ses autres membres

19:28

rien de particulier sinon que ce ne sont

19:30

pas des états c'est pour vous montrer

19:32

qu'il ya d'autres entités que des états

19:34

qui peuvent être membres

19:37

d'une organisation internationale donc

19:40

en l'occurrence par exemple le vatican

19:43

est donc j'embraye

Une organisation internationale peut elle-même être membre d'une autre organisation internationale. Par exemple, la Communauté européenne (du temps où on parlait encore de « communauté européenne ») avait adhéré aux négociations du GATT (General Agreement on Tariffs and Trade) et est membre aujourd'hui de l'OMC (Organisation mondiale du commerce).

20:20

personnalité juridique

20:25

voilà merci sonia ensuite je suis

20:32

toujours dans ce petit deuxièmement il
20:34
faut parler d'une situation un petit peu
20:37
particulière que je viens d'évoquer
20:39
d'ailleurs
20:40
incidemment qui est celle des
20:42
observateurs
20:46
donc il va s'agir ici d'acteurs des
20:50
relations internationales qui sans être
20:56
membre de l'organisation internationale
21:03
je m'interromps qui signifie quoi
21:06
la personnalité juridique
21:08
mais la personnalité juridique ça veut
21:11
dire qu'on est titulaire de droits et
21:14
d'obligations juridiques qu'on ne peut
21:17
pas céder des contrats etc
21:21
or en l'occurrence comme c'est la
21:23
personnalité juridique international qui
21:25
peut participer à des conventions
21:27
internationales qui peut avoir une
21:29
représentation diplomatique et cetera
21:34
oui oui oui saint-siège dégâts le
21:36
vatican oui oui
21:42
donc je parlais des observateurs les
21:46
observateurs je disais ce sont des
21:48
acteurs dont des relations
21:51
internationales qui sans être membre de
21:54
l'organisation peuvent participer à ces

21:57
travaux qui entretiennent des relations
22:00
permanentes avec elle donc ça existe à
22:06
l'ONU bien sûr mais ça existe aussi dans
22:09
d'autres organisations par exemple le
22:12
conseil de l'europe
22:15
je pense par exemple pour le conseil de
22:18
l'Europe pendant quelques années
22:22
la Russie et est membre observateur en
22:25
général être observateur c'est un peu
22:27
l'antichambre à l'adhésion
22:29
bon c'est pas automatique mais c'est
22:31
c'est souvent le cas alors qui sont ces
22:38
observateurs mais ce sont par exemple
22:44
des états non membres
22:48
je pense à l'ONU d'état non membre de
22:53
l'ONU peuvent être observateur c'était
22:56
le cas par exemple de la suisse qui a
22:59
adhéré très tardivement à l'ONU il
23:04
a fallu attendre 2002 donc.
Jusque-là, la Suisse était simplement observateur.
23:14
et puis et c'est ce qui nous intéresse
23:18
ici plus particulièrement on a des
23:22
sujets de droit international non
23:25
étatiques par exemple donc comme
23:30
observateur au sein des nations unies
23:33
on a le saint siège que j'évoquais on a
23:38
le comité international de la croix

23:41
rouge
23:42
le fameux CICR a ou encore l'Ordre de Malte mais aussi d'autres organisations
23:51
internationales comme par exemple
23:54
l'union européenne l'organisation de la
23:58
conférence islamique et cetera et cetera
24:04
donc on a diverses entités qui vont
24:07
avoir ce statut d'observateur alors je
24:17
signale en passant comme état non membre
24:24
observateur
24:26
on a le saint siège a gelé dit cet
24:31
ancien s'est depuis 1964 mais on a aussi
24:33
la Palestine depuis 2012
24:36
ça veut dire que la Palestine participe aux travaux et session de l'Assemblée générale de l'ONU, mais n'avait pas un membre officiellement, puisque la Palestine n'est pas reconnue unanimement en tant qu'État de par le monde.

24:57
voilà pour ce qu'on pouvait dire de la
25:01
qualité de membre c'était le grand baie
25:05
maintenant on va aborder
25:12
pardon je lis vos questions ces
25:14
organisations ne sont pas des
25:15
observateurs si oui tout à fait
25:19
tous les exemples que je vous ai donné : le Comité international de la Croix-Rouge, l'Ordre de Malte, l'Organisation de la Conférence islamique, l'Union européenne, la commission économique des États d'Afrique de l'Ouest, etc. Ce sont des sujets non-étatiques qui sont observateurs auprès de l'ONU.

La personnalité juridique

Les organisations internationales, tout comme les États, sont des sujets de droit international, d'où l'existence de la personnalité juridique, qui découle de l'acte constitutif. La personnalité juridique internationale est en effet une nécessité pour qu'elle puisse exister. Pour

agir dans l'ordre juridique international, il faut que l'organisation internationale soit dotée de cette personnalité juridique.

Concrètement, cette personnalité juridique donne la capacité d'exercer un certain nombre de compétences dans l'ordre international, indépendamment des États qui composent cette organisation. Elles ont donc des compétences directement dans l'ordre juridique international, mais (fait important) cette personnalité juridique leur confère aussi des compétences dans l'ordre juridique interne des États-membres. En effet, à la différence de l'État, une organisation internationale n'a pas de territoire propre et pas de population. Pour exercer son activité, elle doit pouvoir agir sur le territoire d'un État, posséder des immeubles, pouvoir les gérer, voire passer des contrats avec des fournisseurs, etc. Il est donc indispensable que les organisations internationales aient la personnalité interne dans les États qui les composent.

À ces compétences s'ajoutent une notion très importante à surligner et à mémoriser. *La capacité d'action des organisations internationales est dominée par le principe de spécialité.* Cela veut dire que les organisations internationales sont spécialement compétentes dans certains domaines d'actions pour lesquels les États ont accepté qu'elles soient compétentes et qu'elles puissent agir. On parle dans ce cas de « compétence d'attribution », à la différence des États qui disposent d'une « compétence générale ».

35:13

alors toutes choses égales par ailleurs

35:15

une petite parenthèse vous avez vu en

35:20

droit constitutionnel

35:21

ce qu'était un état fédéral on vous a

35:24

expliqué les grands principes qui

35:26

président à l'organisation de l'état

35:28

fédéral

35:29

donc par définition dans un état fédéral

35:33

il va y avoir une répartition des

35:35

compétences entre l'état fédéral et les

35:39

états fédérés les composantes de cet

35:41

état fédéral et en règle générale on dit

35:49

on énonce que l'état fédéral est un

35:52

centre à si vous préférez dispose de

35:55

compétences d'attribution est donc dans

35:59

la constitution

36:00

vous avez un article ou des articles

36:03

avec les listes de compétences que peut
36:07
exercer l'état fédéral ce sont des
36:09
listes de compétences on parle de
36:11
compétence d'attribution ce sont les
36:13
compétences qui lui sont attribués et
36:16
tout le reste c'est ce qu'on appelle les
36:18
compétences résiduelles ou les
36:19
compétences de droit commun
36:20
appartiennent aux états fédérés bien ici
36:24
c'est la lame la même logique ce sont
36:26
les mêmes termes
36:27
en tout cas pour l'organisation
36:29
internationale on parle de compétence
36:33
d'attribution donc dans le statut de
36:38
l'organisation internationale vous allez
36:40
avoir des articles qui énumère les
36:43
compétences dont dispose l'organisation
36:48
c'est ça qu'on appelle le principe de
36:50
spécialité et ça veut dire que
36:53
l'organisation internationale
36:54
elle est enfermée en quelque sorte dans
36:57
ses compétences elle peut exercer toutes
36:59
ses compétences mais rien que ses
37:01
compétences elle peut pas aller au delà
37:04
c'est ce qu'il faut entendre par
37:07
compétence d'attribution
37:14
comment on a décidé que le vatican

37:17
aurait une personnalité juridique
37:22
tout simplement parce que c'est un ca a
37:26
toutes les apparences d'un état avec une
37:31
particularité puisque c'est un un
37:34
pouvoir spirituel qui exerce un pouvoir
37:37
temporel alors je vous renvoie à tout
37:40
l'historique du saint-siège je ne vais
37:42
pas le faire ici donc je répète principe
37:48
de spécialité
37:49
les organisations internationales
37:50
disposent de compétences d'attribution
37:54
ça veut dire que les compétences des
37:56
organisations internationales
37:57
elles ne sont pas générale comme celle
38:01
des états donc est-ce que c'est compris
38:07
j'espère que c'est compris sur ce
38:10
principe de spécialiser de spécialités
38:13
pardon sur les compétences d'attribution
38:15
donc il ya déjà des listes de
38:18
compétences qui figurent dans l'acte
38:20
constitutif et le reste entre guillemets
38:24
appartient aux états bien sûr alors
38:28
étant entendu qu'il y aille à des
38:30
organisations qui peuvent bien sûr
38:34
définir les compétences de
38:36
l'organisation de façon extrêmement
38:37

large
38:38
c'est le cas par exemple dans le cadre
38:41
du conseil de l'europe
38:43
c'est vrai quand on voit là
38:45
la liste on veut faire une coopération
38:49
politique économique social culturel etc
38:54
presque tous tes passes il ya juste un
38:58
domaine qui est spécifiquement exclu de
39:02
la compétence du conseil de l'europe
39:03
c'est tout ce qui touche aux aux
39:05
militaires et à la défense qui fait
39:07
partie de la compétence réservée des
39:10
états alors sachant que les
39:23
organisations internationales sont
39:25
gouvernées par ce principe de spécialité
39:27
et qu'elle dispose donc d'un certain
39:30
nombre de compétences la personnalité
39:35
juridique des organisations
39:37
internationales va se traduire
39:39
concrètement par l'exercice de certains
39:43
pouvoirs
39:46
par exemple je voulais dire rapidement
39:49
tout à l'heure donc c'est le moment de
39:50
le noter les organisations
39:53
internationales peuvent conclure des
39:56
engagements internationaux
39:59
que ce soit avec des avec des états ou

40:03
avec des organisations internationales
40:04
autres elle dispose d'agents
40:11
diplomatiques dont elles vont assurer la
40:15
protection
40:26
elles peuvent présenter une réclamation
40:29
internationale
40:37
elles peuvent être membres je lui ai
40:39
déjà évoquée d'une autre organisation
40:40
internationale est bien évidemment
40:46
puisque'elle dispose de représentants
40:49
d'agents diplomatiques elles peuvent
40:51
entretenir des relations diplomatiques
41:01
alors ceci étant dit il ya peut-être une
41:06
question qui demeure dans votre esprit
41:10
c'est celle de l'autonomie de
41:14
l'organisation internationale par
41:17
rapport à ses membres
41:22
alors soyons clairs d'un point de vue
41:25
juridique
41:27
l'organisation internationale
41:30
incontestablement et sujet du droit
41:35
international et acteur des relations
41:38
internationales
41:40
donc on même plan que les états et
41:48
pourtant on peut voir en pratique alors
41:55
je reprends les pouvoirs de
41:56

l'organisation internationale
41:59
c'est celui de conclure des engagements
42:02
internationaux avec des états avec
42:06
d'autres organisations internationales
42:08
c'est la possibilité d'avoir des agents
42:11
diplomatiques dont elle va assurer la
42:14
protection
42:18
c'est la possibilité de faire des
42:21
réclamations internationale
42:24
c'est la possibilité encore d'être
42:25
membre d'une autre organisation c'est la
42:29
possibilité toujours d'entretenir des
42:31
relations diplomatiques mais tout ce qui
42:33
est lié à la personnalité juridique
42:34
international
42:39
donc question de l'autonomie qu'on peut
42:43
peut-être se poser par rapport aux états
42:47
donc je disais l'organisation
42:49
internationale ça c'est sûr elle est
42:51
sujet de droit international
42:54
elle est aussi acteur des relations
42:57
internationales
42:59
néanmoins c'est là que j'en étais resté
43:01
je crois néanmoins on peut se rendre
43:05
compte en pratique qu'il y a de nombreux
43:08
obstacles qui peuvent réduire son
43:11
autonomie par rapport aux états membres

43:17
par exemple tout simplement les
43:20
compétences qu'on lui donne ou pas les
43:27
moyens financiers qu'on lui attribue où
43:30
les moyens humains et c'est donc là cet
43:39
égard dans une certaine mesure on peut
43:41
dire bien sûr que l'organisation
43:43
internationale dépend des états membres
43:47
et du bon vouloir des états membres
43:55
néanmoins bien sûr et heureusement sinon
43:58
se demanderaient à quoi elles servent
43:59
les organisations internationales ne se
44:02
réduisent pas aux états membres qui en
44:05
font partie
44:08
elles se réduisent pas aux états membres
44:10
qui en font partie
44:12
elle apporte un plus en exerçant des
44:19
fonctions que les états membres sont
44:22
incapables d'assurer seul
44:30
alors quel type de fonction par exemple
44:33
peuvent être assumés par les
44:35
organisations internationales que les
44:37
états membres sont incapables de
44:40
d'assurer seul bien la première
44:47
intéresse directement l'établissement et le maintien d'un ordonnancement international.

Les organisations internationales sont très importantes, car elles permettent la circulation des informations, la prise de conscience de l'existence d'une solidarité planétaire. De plus, elles offrent une capacité permanente de délibération, de négociation et de délibération, qui permettent notamment d'évacuer les tensions. Par là-même, elles favorisent et contri-

buent à l'institutionnalisation des relations internationales. C'est d'ailleurs leur principal intérêt ; c'est pour ce faire quelles sont créées et qu'elles sont mises en place.

La seconde fonction est la capacité d'action. Incontestablement, les organisations internationales offrent une capacité d'action irremplaçable face à l'émergence de problèmes planétaires, et elles sont un facteur de légitimation, ce qui est évidemment essentiel (pour ne pas dire vital), sans quoi l'action internationale serait incertaine, peu efficace. On pourrait presque faire un schéma ; il y a une sorte de cercle vertueux où l'institutionnalisation permet et favorise la négociation, qui favorise la délibération mais aussi l'action qui contribuent à la légitimation, et on pourrait remonter, et ça favorise encore plus l'institutionnalisation, etc. C'est une sorte de cercle vertueux, donc c'est un rôle extrêmement positif dans les relations internationales. Leur capacité d'action est irremplaçable, parce que ça légitime l'action internationale par l'institutionnalisation qu'elle offre. Si c'était quelques États qui agissaient de façon désordonnée, cela n'aurait pas du tout la même valeur. C'est donc un élément très important dans les relations internationales et dans les relations pacifiques notamment.

La structure institutionnelle

La de chaque organisation internationale est définie à la base par l'acte constitutif de l'organisation internationale, par le traité constitutif. On dit souvent (c'est une image bien sûr) que l'acte constitutif de l'organisation internationale est un peu la « charte constitutionnelle » de l'organisation au sens matériel du terme, c'est-à-dire que cela pose toutes les lois fondamentales qui vont régir la vie de l'organisation.

La vie de l'organisation internationale, la façon dont elle va fonctionner, tout cela va dépendre des moyens qui lui sont donnés du et contexte dans lequel son action va s'inscrire. Nous allons parler de la structure institutionnelle, en voyant les organes, puis le fonctionnement, et enfin le personnel des organisations internationales.

Les organes

Par principe, l'organisation internationale dispose d'organes propres. Lors de la rédaction de l'acte constitutif, les États déterminent le nombre, les prérogatives, des organes de l'organisation internationale et précisent l'organigramme attribuant à chacun sa place dans la structure de l'institution. En un mot, tous les organes prévus dans l'acte constitutif de l'organisation s'appellent les « organes originaires », mais l'organisation internationale peut, par la suite, créer elle-même des organes dérivés. Ce sont donc les organes de l'organisation qui vont créer de nouveaux organes. On parle d'« organes dérivés » ; on emploie également le terme d'« organes subsidiaires ». D'une certaine façon, ces organes sont des sortes de prolongement des organes originaires. Ils dépendent des organes originaires qui les ont créés ; ils y sont rattachés. À ce sujet, il existe un débat juridique qui est de savoir quels types de compétences peuvent être conférées à ces organes dérivés (est-ce que l'organe principal qui est prévu par la charte, peut se défaire de certaines de ses compétences au profit de ses organes dérivés ?).

Les organes originaires sont ceux prévus par le traité constitutif ; les organes dérivés sont mis en place par les organes de l'organisation.

S'agissant des organes originaire par conséquent, il y a forcément dans le schéma institutionnel posé des organes chargés de représenter les États. C'est incontournable, puisque ces organisations internationales sont des organisations internationales intergouvernementales. Le terme est très important ; on peut opposer « intergouvernemental » à « supranational » pour mieux comprendre la nuance : « intergouvernementale » = « entre gouvernements », donc cela veut dire que les États gardent la main. Les organisations intergouvernementales sont des organisations qui organisent simplement une coopération. Il n'y a donc pas d'abandon de souveraineté quelconque des États dans le cadre de cette organisation, et c'est la raison pour laquelle on y trouve toujours un organe qui représente les États, nécessairement. Comme il n'y a pas d'abandon de souveraineté, cet organe qui représente les États prendra toujours ses décisions, en principe, à l'unanimité, qui est la seule à même de respec-

ter la souveraineté des États-membres (même si, selon les cas et selon les organisations, il peut y avoir des aménagements).

Parmi les organes « étatiques » (c'est-à-dire de représentation étatique, de représentation des intérêts de l'État), on va distinguer les organes pléniers et les organes restreints.

RI #8 deuxième partie

Les organes pléniers, comme le nom l'indique, comprennent des représentants de tous les États membres. L'existence de ces organes pléniers est véritablement la manifestation de l'égalité des États-membres dans l'organisation internationale. L'organe plénier traduit le mieux cette égalité souveraine des États au sein de l'organisation, car il y a un représentant pour chaque État-membre (chaque voix, donc chaque État, se vaut). Par exemple, l'organe plénier au sein de l'ONU est l'Assemblée générale des Nations-Unies, où chaque État y a un représentant et chacun des États a une voix, quelle que soit son importance (193 États-membres, donc 193 sièges et 193 voix). Pour l'Europe, c'est le Comité des ministres du Conseil de l'Europe ; pour l'Union européenne, c'est le conseil dans sa double formation (conseil des ministres ou conseil européen) qui rassemble les chefs d'États et de gouvernements.

À côté de ces organes pléniers existent souvent des organes restreints qui, là-aussi comme leur nom l'indique, ne vont comporter qu'une partie des États-membres. Leur nombre est déterminé par l'acte constitutif, c'est-à-dire par le traité qui a fondé l'organisation internationale. La composition de ces organes restreints obéit à certains dosages qui vont venir tempérer le principe d'égalité. Par exemple, au sein du Conseil de sécurité de l'ONU, il y a cinq États-membres permanents. Ce sont les circonstances historiques politiques de la fondation de l'ONU après la seconde guerre mondiale qui expliquent ce phénomène. Ces cinq États-membres permanents du conseil de sécurité sont la Chine, la Russie, les États-Unis, le Royaume-Uni et la France. Il y a également des membres supplémentaires, mais ce ne sont pas toujours les mêmes ; c'est une représentation tournante de dix autres membres au sein du Conseil de sécurité qui sont élus pour deux ans par l'Assemblée générale.

À côté de ces organes (pléniers ou restreints) composés de représentants des États, on trouve des organes composés d'agents internationaux (c'est-à-dire de fonctionnaires internationaux), dont le point commun est qu'ils sont totalement indépendants par rapport aux États. Ainsi, toutes ces personnes nommées par l'organisation exercent leurs fonctions dans le cadre de l'organisation qui les a nommés, donc en dehors du contrôle d'État. Ils sont totalement indépendants par rapport aux États-membres. C'est le cas par exemple des secrétariats généraux des organisations internationales, des membres des juridictions internationales (les juges à la Cour internationale de justice sont totalement indépendants), ou encore des experts qui composent certaines commissions ayant vocation de conseil ou d'assistance ou autre. Un exemple de ces experts de commissions totalement indépendantes sont ceux de la Commission de Venise, qui avait été créée dans le cadre du conseil de l'Europe, constituée d'experts, notamment en droit constitutionnel, et qui a apporté une aide, une véritable ingénierie constitutionnelle, pour aider les anciens pays du bloc de l'Est à renouveler, adopter de nouvelles Constitutions.

Les casques bleus sont des forces (du personnel) purement intégrées à l'ONU. C'est la raison pour laquelle ils ont le casque bleu et des voitures marquées « United Nations », etc. Néanmoins, cela n'a rien à voir avec l'emploi de la force par le conseil de sécurité dans certains cas. Les casques bleus sont plutôt des forces d'interposition ou de vérification de maintien de la paix, mais ce sont des forces intégrées à l'ONU. Par exemple quand le conseil de sécurité de l'ONU est intervenu en 1991 suite à l'annexion du Koweït par l'Irak, il y a eu une véritable coalition internationale sous l'égide de l'ONU (États-Unis en tête). Cependant,

cette force était constituée de forces armées de chaque pays (États-Unis, Royaume-Uni, etc.). Ce ne sont pas des forces militaires intégrées à l'ONU.

Le fonctionnement

Au sein des organisations internationales, on distingue plusieurs types d'organes selon la mission ou la fonctions qu'ils exercent. On a des organes politiques administratifs et judiciaires.

11:59

un mot de chaque spa très long des

12:03

organes politiques mais comme vous le

12:06

devinez

12:07

ils ont la charge de définir les principales orientations de l'organisation (« la politique de l'organisation internationale »). Ils ont donc une activité d'initiative et de délibérations

12:30

initiative et délibérations entre danser

12:38

catégorie les organes plaignait des

12:42

organisations internationales par

12:47

exemple l'assemblée générale des nations

12:49

unies le comité des ministres du conseil

12:52

de l'Europe, etc., mais aussi bien sûr

12:56

certaines organes restreint alors charge

13:05

de charge 2 je sais plus ce que j'ai dit

13:11

oui pardon les enganes politique je

13:14

reprennent ils ont la charge de définir

13:17

les principales orientations de

13:19

l'organisation internationale voilà donc

13:24

activités d'initiative et de

13:25

délibérations donc ça peut être des

13:33

organes plénier comme l'assemblée

13:35

générale des nations unies mais ça peut

13:38

être aussi bien sûr d'organe restreint

13:40

comme le conseil de sécurité des nations

13:44

unies donc voilà pour les organes politiques qui définissent la politique de l'organisation.

Les organes administratifs ont pour rôle de préparer et d'exécuter les décisions des organes politiques, qu'il agisse

14:23

dont bien sûr sous leur autorité

14:29

entre dans cette catégorie les

14:32

secrétariat des organisations

14:35

internationales et enfin des organes

14:42

judiciaires

14:44

il s'agit des juridictions

14:47

internationales

14:49

alors y en a diverses sortes

14:59

certaines ont simplement pour rôle de

15:04

trancher des litiges administratifs liés

15:08

au fonctionnement interne de

15:12

l'organisation

15:16

je répète certaines ont pour rôle

15:18

seulement de trancher les litiges

15:20

administratifs liés au fonctionnement

15:24

interne de l'organisation

15:29

c'est le cas par exemple pour le

15:32

tribunal administratif des nations unies

15:36

exemple le tribunal administratif des

15:38

nations unies qui va trancher en fait

15:41

tout le tous les litiges

15:44

lié à tout le personnel administratif à

15:46

tous les fonctionnaires internationaux

15:52

et d'autres juridictions internationales

15:54

bien sûr ont un rôle plus plus larges

15:58
ont un rôle plus générale c'est le cas
16:01
bien évidemment pour la cour
16:03
internationale de justice qui aura pour
16:07
rôle de trancher les différends entre
16:10
états alors s'agissant du fonctionnement
16:23
toujours il faut dire un mot delà de la
16:28
prise de décision alors je dirai tout
16:34
dépend des des cas mais souvent en tout
16:41
cas quand il s'agit des organes plénier
16:45
et que seront adoptés des
16:47
recommandations des résolutions
16:48
le vote à la majorité et la solution
16:52
généralement retenues donc normalement
16:56
prise de décision vote à la majorité par
17:04
exemple l'assemblée générale des nations
17:08
unies va voter à la majorité simple
17:11
mais ce sera bien évidemment pour les
17:14
questions les moins importantes
17:20
dans d'autres cas en revanche quand les
17:22
questions sont plus importantes
17:24
on aura des conditions de majorité
17:27
renforcée par exemple les deux tiers des
17:33
membres
17:38
dans certains cas il peut y avoir une
17:42
pondération des voix j'ai pris l'exemple
17:46
tout à l'heure c'est le cas au conseil
17:48

des ministres de l'union européenne
17:50
chaque état en fait est doté d'un
17:54
certain nombre de voix alors je me
17:56
rappelle pas les chiffres un peu importe
17:57
jeudi de chiffres fantaisistes un état
18:00
aura 24 voix notre état alors à 54,1
18:04
entre 35 et c est donc la majorité qui
18:08
est une majorité renforcée d'ailleurs au
18:10
sein du conseil des ministres elle sera
18:12
calculée on dira que la majorité s'est
18:14
par exemple 95 voix et c'est donc à une
18:19
pondération
18:24
alors ça ça dépend la question genre
18:32
pardon je réponds à la question est-ce
18:34
que ce mode de décision et pour tous les
18:35
organes mais ce que je suis en train de
18:37
vous dire c'est que tout dépend
18:41
de l'organe de tout dépend de
18:42
l'organisation et tout dépend de la
18:43
matière donc cdc des règles générales
18:48
que je pose bien évidemment
18:50
après il faut voir au cas par cas
18:54
donc je reprends par exemple si on prend
18:58
l'onu l'assemblée générale
19:01
elle vote la plupart du temps si ce sont
19:05
des questions peu importante à la
19:07
majorité simple

19:08
si ce sont des questions plus
19:10
importantes il y aura une condition de
19:11
majorité renforcée dans certains cas il
19:18
peut y avoir une exigence d'unanimité
19:23
si on prend par exemple des résolutions
19:26
du conseil de sécurité
19:28
quand elles celles ci ont une portée
19:31
obligatoires il ya il n'y a pas trente
19:34
six mille cas il y en a un c'est dans le
19:35
cadre du chapitre 7 de la charte ne
19:38
notait pas tout ça c'est pour vous
19:39
expliquer juste vous faire comprendre le
19:41
truc dans le cadre du chapitre 7 de la
19:43
charte
19:44
c'est à dire en cas de menace contre la
19:46
paix ou de rupture de
19:48
de la paix le conseil de sécurité peut
19:51
prendre des mesures qui peuvent aller
19:53
justement jusqu'à une coercition
19:56
militaire
19:58
mais pour ce faire il faut qu'il y ait
20:01
une décision au sein du conseil de
20:04
sécurité et il faut surtout l'unanimité
20:06
des cinq membres permanents du conseil
20:09
de sécurité
20:10
donc dans le cadre du chapitre 7 de la
20:12

charte si un état des fameux big five
20:16
s'oppose à la résolution bien ne pourra
20:19
pas être adopté donc vous voyez tout
20:22
dépend des enceintes tout dépend des cas
20:25
de figure à et puis à côté de ces
20:35
majorités majorité renforcée ou de la
20:39
pondération des voix il ya une autre
20:41
notion qu'il faut évoquer qui est
20:44
souvent méconnue en fait c'est l'idée de
20:47
consensus je sais pas si vous connaissez
20:49
en fait réellement ce que signifie le
20:52
consensus voilà si vous étiez face
20:54
endroit dans l'amphi je vous passerai la
20:57
parole et vous la verriez agoniser mais
21:00
vous me diriez mais qu'est ce que c'est
21:01
le consensus alors malheureusement vous
21:05
pouvez pas levé la main et je pense pas
21:08
que vous puissiez intervenir non plus
21:09
c'est dommage
21:15
donc le consensus quand on dit consensus
21:17
en général on entend unanimité oui oui
21:24
c'est un accord des personnes tout à
21:26
fait légale
21:27
alors on a tendance à l'entendre comme
21:30
unanimité mais en fait le consensus
21:34
c'est une unanimité de façade
21:38
c'est une unanimité de façade en fait le

21:42
consensus
21:42
tout le monde est d'accord apparemment
21:47
pour ne pas passer au vote
21:50
parce que si on passait réellement au
21:53
vote il y aurait trop d'opposition donc
21:56
on dit ya consensus en gros tout le
21:58
monde est d'accord mais c'est une
22:00
unanimité de façade
22:02
justement ça prouve que derrière il ya
22:04
plein d'opposition
22:06
donc apprenez à décrypter les termes c
22:09
c'est important dans le vocabulaire de
22:12
l'ONU en particulier
22:16
voilà donc pour tous et ses modes de
22:20
décision s'est prise de décision alors
22:24
s'agissant du fonctionnement je suis
22:26
toujours dans le
22:27
dans le deuxième manche alors je vois
22:34
que quelqu'un a leaké unanimité
22:35
attention unanimité de façade
22:38
il n'ya pas réel passage au vote notez
22:41
le bien donc toujours dans ce dans ce
22:46
fonctionnement
22:46
je voudrais dire un petit mot sur le
22:50
budget bien sûr pour assurer le
22:53
fonctionnement toutes les organisations
22:55

internationales disposent d'un budget
22:58
propre qu'elle adopte là aussi selon les
23:04
modalités prévues par par l'acte
23:09
constitutif donc dans ce cas dans le
23:13
cadre de ce budget
23:14
l'organisation détermine elle même ses
23:18
dépenses
23:20
par contre ici ce sur quoi il faut
23:23
mettre l'accent là où ça peut poser
23:26
problème
23:27
c'est le problème oui on est dans le
23:33
fonctionnement oui après avoir vu les
23:36
organes le premièrement c'était les
23:39
organes donc le fonctionnement je vous
23:42
ai dit il ya différents types d'organes
23:45
selon la fonction qu'ils exercent
23:48
voilà donc je reprends deuxièmement le
23:51
fonctionnement on distingue plusieurs
23:53
types d'organes selon la fonction qu'ils
23:55
exercent organe politique anglade
23:57
administratif organes judiciaires
24:01
ça y est amandine
24:20
donc je termine avec le fonctionnement
24:22
en parlant du budget chaque organisation
24:24
et un budget à partir du mois un budget
24:26
elle en fait ce qu'elle veut dans le
24:28
cadre de ses compétences de l'acte

24:30
constitutif
24:30
mais là où ça peut coïncider entre
24:33
guillemets c'est au niveau des recettes
24:37
il est extrêmement rare et pour dire ça
24:41
n'arrive quasiment jamais qu'une
24:44
organisation internationale et des
24:47
ressources propres
24:57
donc en règle générale les recettes
25:01
elles proviennent de ce qu'on appelle
25:04
c'est le terme consacré un des
25:06
contributions des états membres
25:08
donc pour alimenter le budget de
25:10
l'organisation internationale ce sont
25:13
les états qui mettent la main au
25:14
porte-monnaie et qui verse de l'argent
25:16
dans le pot commun sachant que le
25:20
montant il est fixé
25:22
évidemment selon une clé de répartition
25:26
ce que j'évoquais tout à l'heure
25:28
d'ailleurs les états unis ils vont pas
25:30
abonder le budget
25:32
des nations unies du même montant que
25:35
par exemple le pakistan ou l'Espagne ça
25:39
va ça va sans dire
25:42
le problème ici est bon je vais pas trop
25:45
trop m'attarder incendie choses là aussi
25:47

dont on pourra parler plus tard le
25:49
problème de ce système c'est que du coup
25:51
l'organisation internationale et son
25:53
fonctionnement est très dépendant du bon
25:56
vouloir des états et il est arrivé à
25:59
plusieurs reprises et encore récemment
26:01
sous sous sous traite que des
26:04
organisations internationales notamment
26:06
l'onu soit mise en danger parce qu'un
26:09
gros contributeurs comme les états unis
26:12
refusé de verser sa quote-part donc
26:16
c'est arrivé pour les états unis à
26:19
plusieurs reprises et encore récemment
26:22
par exemple
26:24
les états unis de trump ont suspendu
26:27
leurs versements à l'unesco
26:30
l'organisation des nations unies pour
26:32
l'éducation les sciences et la culture
26:33
ont suspendu leurs versements à l'oms
26:36
l'organisation mondiale de la santé
26:39
et c'est donc visiblement avec
26:43
l'élection de baden ça devrait changer
26:46
donc ce système des contributions
26:47
étatique
26:48
il est pas terrible c'est pour ça que
26:50
l'idéal c'est ce qu'on appelle les
26:51
ressources propres

26:52
c'est extrêmement rare ça existe par
26:55
exemple dans le cadre de l'union
26:57
européenne donc ce sont des mécanismes
27:00
qui sont qui sont mis en place
27:04
c'est automatique et donc par exemple
27:06
c'est un pourcentage de tva
27:10
qui est allouée au budget de l'union
27:12
donc ça dépend pas de la bonne volonté
27:14
des états et du coup il ya plus
27:16
d'autonomie budgétaire pour
27:17
l'organisation
27:19
bon c'est des détails c'était pour vous
27:22
expliquer comment ça comment ça marche
27:25
troisièmement donc après les organes et
27:30
le fonctionnement
27:32
quelques mots sur le personnel oui
27:35
l'union européenne tout à fait propre
27:37
possède ses propres ressources
27:39
il ya différents mécanismes dont qui
27:42
viennent alimenter le budget de l'union
27:44
il y en a pas qu'un pourcentage des vers
27:47
à tva il ya le le tarif douanier commun
27:49
bon et c'est un bond important donc
27:53
troisièmement le personnel bien sûr
28:07
l'organisation internationale pour
28:10
fonctionner a besoin d'un personnel
28:13

propre et il est souhaitable et il est
28:18
normal que ce personnel puisse exercer
28:23
ses fonctions ses missions
28:26
indépendamment des états et donc à cette
28:34
fin le personnel doit pouvoir bénéficier
28:36
d'un statut protecteur et vous avez là
28:45
la raison d'être du statut de
28:49
fonctionnaire international
28:57
un agent internationale c'est un agent
29:05
employé par une organisation
29:06
internationale pour exercer ses missions
29:16
sachant en fait que parmi ces agents
29:19
internationaux il peut y avoir plusieurs
29:21
catégories
29:22
il y en a qui sont des fonctionnaires
29:25
internationaux stricto sensu au sens
29:27
strict tandis que d'autres ne sont pas
29:34
forcément fonctionnaire international
29:35
internationaux le statut de
29:44
fonctionnaire international
29:54
donc les agents internationaux sont les
29:57
agents employés par une organisation
29:58
internationale
29:59
alors on distingue les fonctionnaires
30:02
internationaux stricto sensu
30:05
et puis il y a les fonctionnaires
30:10
nationaux chargés d'une mission

30:16
internationale ce qui est pas la même
30:19
chose donc je répète on a d'un côté des
30:23
fonctionnaires internationaux et on a
30:26
aussi des fonctionnaires nationaux
30:30
chargés d'une mission internationale
30:38
par exemple vous avez tous entendu
30:42
parler d'interpol l'organisation de
30:47
coopération internationale en matière de
30:50
police bien les les membres les agents
30:55
d'interpol
30:56
en fait ce sont des fonctionnaires
30:59
nationaux
31:00
ce sont des correspondants nationaux
31:04
permanent
31:14
le fonctionnaire international
31:18
on le reconnaît au fait qu'il exerce son
31:23
activité dans un intérêt public
31:28
le fonctionnaire international on le
31:31
reconnaît au fait qu'il exerce son
31:34
activité dans un intérêt public et en
31:42
dehors du cadre juridique de l'état
31:46
auquel il appartient et en dehors du
31:51
cadre juridique de l'état auquel il
31:54
appartient il doit en effet être
32:03
indépendant par rapport à l'état dont il
32:08
est le ressortissant
32:12

l'idée c'est donc de le protéger contre
32:16
les pressions éventuelles contre l'
32:18
influence des autorités de son pays
32:23
d'origine
32:32
alors la question c'est comment assurer
32:36
cette indépendance bien pour trouver les
32:40
éléments relatifs à l'indépendance il
32:43
faut s'intéresser donc au statut des fonctionnaires internationaux, à commencer par leur nomination et les modalités de nomination
32:53
le principe c'est que les fonctionnaires internationaux ne sont pas nommés par l'État d'origine, mais par l'organisation internationale elle-même ; et les fonctionnaires internationaux bénéficient également de garanties diplomatiques qui lui sont assurées par l'organisation dont ils dépendent.
donc
33:41
je reprends la nomination elles ne
33:43
dépendent pas des états membres mais
33:45
elle dépend de l'organisation elle-même
33:47
bon sachant qu'il peut y avoir des
33:50
techniques de des modalités de
33:53
présentation de nom par exemple par
33:56
les États
33:57
les états membres de l'organisation
34:01
Voilà comment sont recrutés ces fonctionnaires internationaux : il y a des concours internationaux au niveau de l'ONU, au niveau des institutions européennes (même si la voie est extrêmement sélective), et d'autres critères entrent en jeu. Dans l'Union européenne par exemple, on essaie d'assurer une représentation à peu près équilibrée des différentes nationalités. À tel moment de recrutement, on peut favoriser le recrutement par exemple de fonctionnaires hongrois ou irlandais. En général, il s'agit de recrutements par concours, de nominations sur titres, des nominations à l'issue de ce stage, etc. Toutes les techniques sont envisageables. Selon le principe de la représentation géographique des personnels, on s'arrange, on fait en sorte que les fonctionnaires d'une organisation internationale soient issus géographiquement de l'ensemble des États qui en font partie. Il peut y avoir un système de quotas ou de plafonnement.
35:37
alors question à part un exemple d'une
35:41

personnalité supranationale alors c'est

35:43

pas une personnalité qui est supra

35:45

nationale c'est une organisation

35:47

internationale qui sera dotée de la

35:51

personnalité juridique une organisation

35:54

internationale supranationale c'est par

35:57

exemple l'union européenne et on aura

36:00

l'occasion d'en parler un petit peu plus

36:03

loin alors est ce qu'il y a un

36:07

fonctionnaire international par État ou

36:10

pas forcément c'est en général y en a au moins un, ou alors il faudrait vraiment que l'organisation soit tout petit ; mais en général, on s'arrange pour qu'il y ait une représentation géographique équitable. C'est pour ça qu'on fait des quotas ou des plafonnements, par exemple, quand il y a des nouveaux adhérents. Cela s'est produit pour l'Union européenne, à laquelle des nouveaux pays ont adhéré. Par définition, il n'y avait pas des fonctionnaires internationaux de leur nationalité, donc quand on en recrute de nouveaux, on réserve les postes aux ressortissants des nouveaux pays membres par exemple.

Les fonctionnaires, dès l'instant qu'ils sont embauchés, sont soumis pleinement à l'organisation internationale. Ils sont nommés dans le cadre de l'organisation internationale et ils sont soumis à l'organisation internationale dans l'exercice de leurs fonctions, et ils ont une obligation de réserve vis-à-vis de l'organisation. Dès lors qu'ils ont des informations liées à l'exercice de leurs fonctions, ils ne doivent pas aller les clamer *urbi et orbi* dans les médias, ni bien sûr en faire bénéficier les autorités nationales de l'État dont ils sont ressortis sans obligation de réserve absolue. Les fonctionnaires internationaux travaillent dans l'intérêt de l'organisation internationale, et ils ont tous les privilèges et immunités qui existent de façon équivalente pour les diplomates – par exemple liberté de circulation, immunité fiscale – et qui sont extrêmement intéressants. Les fonctionnaires de l'ONU, par exemple, ne payent pas d'impôts ; ils sont protégés par l'organisation internationale.

La diversité des organisations internationales

39:55

vous êtes perdus dit moi il y en a qui

40:04

veut devenir fonctionnaires

40:05

internationaux

40:05

mais pourquoi pas tout est possible à

40:08

partir du moment où on se fixe des

40:09

objectifs dans la vie vous pouvez y

40:12
arriver il y a aucun problème d'immunité
40:18
fiscale j'ai l'impression ont été
40:20
déterminantes dans votre choix
40:22
c'est l'impression que j'ai dit ça je
40:23
dis rien bien alors je reprends j'en
40:29
termine et par là avec le paragraphe le
40:33
paragraphe l'heure donc je reprends oui
40:43
je devrais me mettre le plan ambitieux
40:45
donc le paragraphe c'était définition
40:48
éléments constitutifs de
40:51
de l'organisation internationale donc on
40:55
a vu l'acte constitutif dans un grand
40:57
état on a vu les membres
41:00
dans un grand baie on a vu la
41:03
personnalité juridique dans un grand c
41:06
et on a vu la structure institutionnelle
41:09
dans un grande et c'est ce que j'étais
41:11
en train de terminer donc on a bouclé
41:16
ce paragraphe ben non les on n'a pas
41:22
parlé de fonctionnaires nationaux là je
41:24
viens pas de raison de parler de
41:26
fonctionnaires nationaux puisqu'on est
41:27
dans le cadre des organisations
41:28
internationales ou alors j'ai pas
41:30
compris le sens de votre question
41:32
reformulée là et on avance un petit peu
41:35

alors paragraphe de la diversité des
41:39
organisations internationales
41:46
alors je m'explique
41:54
oui
41:58
tout à fait donc là il ya un
42:00
rattachement en fait à l'organisation il
42:04
y a double statut qui est spécifique dans
42:06
ce cas effectivement je ne sais pas si
42:11
les agents fonctionnaires nationaux qui
42:15
sont à l'Interpol payent des impôts je
42:16
pense que oui dans leur pays d'origine
42:19
bien sûr si les tentes et qu'ils doivent
42:22
en payer bien blague apport donc la
42:26
diversité des organisations
42:27
internationales
42:29
ici le but du jeu c'était 2 enfin ces
42:34
deux demandes très un petit peu la très
42:37
grande variété d'organisations
42:40
internationales qui existent d'essayer
42:43
donc dans un premier temps de dresser
42:44
une typologie des organisations
42:48
internationale étant entendu qu'on va
42:52
pas faire comment dire de classement ou
42:55
de hiérarchie
42:58
stricto sensu donc les classifications
43:01
que je vais établir vont nous permettre
43:06
d'appréhender la réalité de ce qu'est

43:10
une organisation internationale de voir
43:12
ses diverses facettes mais ça ne pose
43:15
pas par là même une hiérarchie
43:18
et d'ailleurs si je fais des catégories
43:21
on pourra à un moment, donner des exemples qui peuvent rentrer dans plusieurs catégories.
Le but est de savoir d'un peu d'éléments d'analyse et de comparaison, des grilles d'analyse,
pour voir quelle est la mission, l'importance d'une organisation internationale, etc.
43:50
donc on va dresser dans un grand talent
43:53
la typologie des organisations
43:56
internationales grands à la typologie
43:59
des organisations internationales
44:07
donc les organisations internationales
44:10
peuvent être classées en fonction de
44:14
différents critères que l'on va
44:17
envisager successivement alors je vous
44:25
les annonces ces critères vous pouvez
44:28
les noter rapidement si vous voulez
44:29
comme ça vous serez pas perdu dans le
44:32
plan et sinon vous allez voir sur sur
44:35
hiller vous allez retrouver le plan donc
44:38
les critères qui permettent de deux
44:40
classés mais c'est juste une
44:41
présentation des organisations
44:43
internationales
44:44
c'est en fonction de la composition
44:47
c'est en fonction des liens entre les
44:50
membres
44:52

c'est en fonction de la finalité
44:58
en fonction de la nature des pouvoirs et
45:04
en fonction des domaines de compétences
45:07
je répète en fonction de la composition
45:12
en fonction des liens entre les membres
45:15
en fonction de la finalité en fonction
45:20
de la nature des pouvoirs et en fonction
45:24
des domaines de compétences bien
45:36

RI #9 première partie

Nous allons commencer par dresser la typologie des organisations internationales, puis nous parlerons d'organisations universelles, avant d'envisager les organisations régionales.

La typologie des organisations internationales

Quant à la typologie des organisations internationales, on va d'abord essayer de faire un classement des différentes organisations internationales en fonction de différents critères qui permettent d'appréhender le phénomène des organisations internationales. Les catégories qui vont être énoncées ne sont pas des catégories juridiques en ce sens qu'à telle catégorie est associée tel régime juridique ; non pas du tout, c'est juste pour appréhender la diversité des organisations internationales, sachant que certaines organisations internationales qu'on verra peuvent très bien se retrouver dans deux voire trois catégories de toutes celles qui vont être énumérées.

03:13

vous vous énumérez donc différents critères de classement :

le classement en fonction de la composition.

Ici, c'est simple. Certaines organisations internationales sont universelles ou ont vocation à l'être. Il s'agit donc d'organisations qui sont ouvertes à tous les États qui peuvent par conséquent y accéder sans discrimination. La participation la plus large possible est assurée grâce à des conditions d'adhésion plutôt souple même très souple. Concrètement, il suffira dans la plupart des cas que l'État manifeste sa volonté, son désir d'adhérer à une organisation internationale pour que celle-ci puisse se faire.

Vont entrer dans cette catégorie l'Organisation des Nations-Unies, mais aussi toutes les organisations qui appartiennent au système des Nations-Unies. C'est le cas par exemple de l'Unesco (Organisation des Nations unies l'éducation, la science et la culture), de l'OMC (Organisation mondiale de la santé), etc.

Aux organisations universelles on oppose ensuite les organisations à vocation régionale, qui reposent en général sur une nécessité commune, un intérêt commun, qui peut être militaire, économique. Ce type d'organisation va exprimer véritablement une solidarité d'un groupe face à d'autres groupes, face à l'extérieur, face à un potentiel agresseur. Tout dépendra bien sûr de l'organisation en question. Quand une organisation a une vocation régionale, elle est en général moins ouverte. Il est moins facile pour y adhérer que l'organisation à vocation

universelle. Pour une organisation à vocation régionale, il peut y avoir par exemple une condition d'adhésion, par exemple d'ordre géographique. C'est le cas par l'exemple du Conseil de l'Europe, la plus vaste organisation européenne à ce jour puisqu'elle regroupe 47 membres, de la Russie au Portugal, de la Norvège à la Grèce. Pour entrer au Conseil de l'Europe, il faut appartenir à l'Europe, étant entendu que ce concept est compris de façon assez large.

Deuxième critère de classement : en fonction des liens entre les membres

Le lien qui va justifier l'appartenance à une organisation internationale peut être d'abord d'ordre idéologique. C'était le cas, par exemple, du Conseil d'assistance économique mutuelle, qui avait pour finalité la coopération entre les États communistes au moment de la Guerre froide des deux blocs. Ce conseil était dans le camp soviétique ; il avait pour but la défense du socialisme, de la société socialiste. Le lien qui justifie l'appartenance est ici d'ordre idéologique.

Il peut être également d'ordre historique ou culturel. L'exemple ça serait l'Organisation internationale de la francophonie (historico-culturelle). Le lien peut également être d'ordre religieux (organisation de la conférence islamique), d'ordre économique (OPEP, Organisation des pays exportateurs de pétrole par exemple).

Troisième critère de classement : en fonction de la finalité

Cette classification est celle qui revêt le plus grand intérêt d'un point de vue juridique. Dans cette catégorie, l'exemple d'ordre historique ou culturel est l'organisation internationale de la francophonie, où la France a gardé des liens culturels liés à la langue dans tous les pays qui étaient anciennement ses colonies.

11:17

pas de problème pour le fait que j'avais

11:19

traduit pardon donc troisièmement en

11:25

fonction de la finalité

11:27

donc je disais que c'est le plus important d'un point de vue juridique, parce qu'ici on va comparer ou distinguer plus exactement les organisations de simple coopération d'ordre idéologique.

11:52

j'ai cité l'exemple du conseil

11:55

d'assistance économique mutuelle conseil

11:59

d'assistance économique mutuelle qui qui

12:04

avait pour raison d'être d'assurer la coopération entre les pays socialistes dans le dans le bloc soviétique dont qui défendent est le

12:13

socialisme et un certain modèle de

12:14

société bien sûr donc 3e en fonction de

12:19

la finalité on va distinguer ici des

12:22

organisations de coopération des

12:25

organisations d'intégration alors les

12:31

organisations de coopération
 12:34
 ce sont les organisations
 12:36
 internationales intergouvernementales ce
 12:40
 sont les plus nombreuses c'est le modèle
 12:42
 le plus fréquemment retenues elles
 12:46
 servent simplement de forums
 12:49
 c'est l'idée de forums de lieu de
 12:52
 rencontre entre les états en vue
 12:57
 d'exprimer une position commune
 13:03
 éventuellement bien sûr d'adopter des
 13:06
 conventions internationales
 13:08
 [Musique]
 13:10
 mais ce qui est important ici c'est le caractère principal de l'organisation
 13:16
 de coopération de l'organisation
 13:18
 intergouvernementale c'est que les États ne se voient pas imposer les décisions sans avoir
 consenti. En règle générale, les décisions sont prises à l'unanimité. On respecte la souveraine-
 té de chacun. À l'opposé ce qu'on appelle les organisations d'intégration sont celles qui ont
 tendance à la supranationalité.
 13:58
 donc si vous voulez on nous pose
 14:01
 coopération à l'intégration
 14:05
 intergouvernementale isme à
 14:07
 supranationalité donc intégration c'est
 14:13
 synonyme de supranationalité donc dans
 14:19
 ce cas les états qui en sont membres
 14:22
 vont se dessaisir de certains de leurs
 14:25
 compétences il va y avoir de véritables
 14:27
 transferts de compétences à
 14:30
 l'organisation supranationale qui va
 14:36

exercer donc ses compétences et qui va

14:42

pouvoir agir directement sur les

14:46

situations individuelles sur les

14:48

individus il pourra y avoir des

14:52

décisions prises au niveau de

14:55

l'organisation qui auront un impact

14:57

direct sur les individus l'exemple type

15:04

de l'organisation supranationale

15:06

c'est bien évidemment l'union européenne

15:13

mais dans une certaine mesure on

15:15

pourrait dire aussi le conseil de

15:17

l'Europe

15:18

l'aspect supranationale dans le cadre du Conseil de l'Europe c'est la juridiction

15:22

c'est la Cour européenne des droits de l'homme, puisque tous les individus, tous les particuliers ont un droit de saisine directe de la Cour européenne des droits de l'homme qui est une cour internationale régionale certes, mais internationale. C'est un indice de supranationalité.

Quatrièmement : en fonction de la nature des pouvoirs

ça recoupe à certains

15:57

égards ce qu'on vient de voir en

16:04

fonction de la nature des pouvoirs

16:11

premier cas les organisations internationales peuvent être chargées d'adopter des normes. Il peut s'agir d'abord de conventions internationales, de traités internationaux. C'est le rôle principal de la plupart des organisations internationales et des organisations spécialisées en particulier comme l'OIT (organisation internationale du travail) ou l'OMS (organisation mondiale de la santé).

Il peut s'agir aussi de formuler simplement des recommandations. Les recommandations sont une catégorie d'actes juridiques qui n'ont aucun effet contraignant (aspect très important) ; on parle aussi éventuellement de résolutions. C'est ce que font la plupart des organisations internationales, en particulier quand il y a des organes de type "assemblée".

Enfin, il peut s'agir d'édicter des règles juridiques qui seront directement applicables. C'est plutôt exceptionnel en droit international ; c'est le cas par exemple de l'Union européenne.

ça c'était la première

18:06

hypothèse est la première rubrique dans

18:07

ce dans ce quatrième m'en suis toujours
18:09
dans le 4ème dans en fonction de la
18:12
nature des pouvoirs donc je disais
18:14
première hypothèse : les organisations peuvent adopter des normes
deuxième hypothèse : les organisations
18:23
internationales les recommandations font
18:29
partie de ces normes
18:30
à ce détail près qu'elles n'ont pas de
18:33
force juridique obligatoire
18:37
elles ont une portée déclaratoire
18:40
symbolique mais je suis dans ce premier
18:44
cas d'énorme
18:46
effectivement je confirme donc ça peut
18:50
être des conventions ça peut être des
18:51
recommandations
18:53
ça peut être des règles
18:54
directement applicables est-ce que c'est
18:57
clair
19:07
bien je continue deuxième hypothèse les
19:12
organisations internationales sont
19:15
établis généralement en vue de mettre en
19:19
œuvre les dispositions d'un traité
19:24
elles sont établies en vue de mettre en
19:27
œuvre les dispositions d'un traité elle
19:34
se voit alors attribuer un pouvoir
19:37
d'exécution un pouvoir de décision
19:42
technique
19:48

c'est le cas par exemple des
19:51
organisations comme le FMI le fonds
19:54
monétaire international qui va pouvoir
19:56
prendre des décisions par exemple pour
20:00
accorder des prêts à des pays donc
20:08
deuxième hypothèse mise en œuvre des
20:10
dispositions d'un traité avec un pouvoir
20:13
d'exécution technique et troisième
20:18
hypothèse enfin toujours dans ce
20:19
quatrième mans nombre d'organisations
20:23
internationales exerce une mission
20:28
d'assistance technique aux états mission
20:33
d'assistance technique aux états en
20:38
particulier en faveur des États qui sont le moins avancés d'un point de vue technologique
donc
20:51
son assistance technique aux états c'est
20:54
le cas par exemple des organisations qui
20:58
sont spécialisé dans un domaine très
21:01
particulier
21:02
je pense à l'union internationale des
21:06
télécommunications où c'est le cas aussi
21:12
les organisations financières
21:14
internationales le FMI que j'évoquais y a
21:26
quelques instants le fonds monétaire
21:27
international
21:31
voilà donc le quatrième mans en fonction
21:35
de la nature des pouvoirs cinquièmement
21:40

en fonction des domaines de compétences

21:48

alors je les dis la dernière fois et

21:51

j'ai insisté j'ai souligné je crois que

21:54

s'il y a une chose que vous devriez

21:57

retenir s'agissant des organisations

21:59

internationales c'est celle-ci avant

22:01

tout donc je vous ai expliqué que les

22:04

organisations internationales ne

22:07

jouissent pas, à l'instar des États, de compétence d'ordre général.

les organisations internationales sont gouvernées par le principe de spécialité.

22:24

j'ai parlé aussi de compétences d'attribution, c'est-à-dire que les organisations internationales sont dotés par les États d'un certain nombre de compétences qui correspondent à leur mission.

22:45

Dans le cadre de ce principe de spécialité, des compétences qui vont être conférées à ces organisations, on parlera d'organisation à compétence quasi générale pour des organisations qui peuvent intervenir dans de très nombreux domaines.

On parle d'organisation à compétence quasi générale pour les organisations internationales qui peuvent intervenir dans de très nombreux domaines : l'ONU bien sûr, ou l'Union européenne.

23:35

À l'inverse, on parlera d'organisation à compétences spécialisées lorsqu'on confie à une organisation une compétence spécifiquement dans un domaine, c'est-à-dire strictement délimitée, à l'exclusion de tout autre domaine : par exemple, le commerce pour l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce), les conditions de travail, le statut et la protection des travailleurs pour l'OIT (Organisation Internationale du Travail), les questions monétaires ou financières pour le FMI, la culture pour l'Unesco.

24:37

En fonction des compétences partons du principe qu'on a

24:43

vu la dernière fois qu'ils le principe

24:46

de spécialité puisque, contrairement aux États, les organisations internationales n'ont pas de compétence générale. Elles n'ont que les compétences qui lui sont conférés par les États dans le cadre du traité constitutif. On parle de compétence d'attribution. La compétence de l'organisation peut être quasi générale – c'est le cas par exemple dans le cadre de l'ONU et dans le cadre de l'Union européenne.

Voilà pour les différentes classifications possibles s'agissant des organisations internationales.

Les principales organisations universelles

Dans un premier temps, nous allons parler de l'ONU, avant d'évoquer ce qu'on peut appeler le « système onusien ».

L'ONU

L'ONU a pour antécédent la SDN (la Société Des Nations), fondée par la conférence de paix à la fin de la première guerre mondiale en 1919, sur la base d'ailleurs d'un projet américain. C'était le président Wilson, dans une de ces fameuses causeries au coin du feu, qui avait lancé l'idée de la Société des Nations. Paradoxalement, les États-Unis ne sont jamais devenus membres de la SDN, parce que le Sénat s'y est toujours opposé. Par conséquent et contrairement à sa vocation, la SDN n'a jamais été l'organisation universelle qu'elle ambitionnait d'être. Par conséquent, elle est restée dominée par l'Europe et ses problèmes. De plus, les mécanismes qui lui ont été confiés pour assurer ses tâches n'ont pas permis d'éviter le retour à la guerre, d'où sa disparition pure et simple après la seconde guerre mondiale au profit de l'ONU.

mais bon sens afin

30:02

concrète réelle c'est 1939

30:09

L'ONU, comme la SDN, est le produit des alliés victorieux de la seconde guerre mondiale. Elle a d'ailleurs été préparée pendant la seconde guerre mondiale. La Charte de l'ONU est entrée en vigueur le 24 octobre 1945. Surtout, il ne faut pas oublier que l'ONU est d'abord l'œuvre des grandes puissances : les États-Unis, l'URSS, la Chine, le Royaume-Uni et la France. Cela se remarque très vite d'ailleurs, puisqu'au conseil de sécurité des nations unies, il y a cinq États membres permanents qui sont ces cinq grandes puissances

L'ONU est d'abord l'œuvre des grandes puissances, certes, mais c'est aussi le résultat d'un certain nombre de compromis entre des tendances contradictoires entre grandes, moyennes et petites puissances, sachant qu'il y avait des rivalités entre puissances puisqu'on va être à l'aube de la guerre froide. Il y avait déjà des divergences entre certains sur la question coloniale, etc.

Après ces quelques remarques générales s'agissant de l'historique de l'ONU, on peut envisager ensuite ses objectifs.

Les objectifs de l'ONU sont très généraux : il s'agit de maintenir la paix, de garantir la sécurité, de promouvoir et faciliter la coopération. Partant de ce point de départ, l'ONU a établi cinq grands domaines d'action qui découlent de ces trois thèmes :

- le maintien de la paix et le désarmement ;
- la décolonisation ;
- les questions économiques et financières et le développement ;
- la promotion des droits de l'homme et de la démocratie ;
- l'organisation de la société internationale par le droit.

Après ces quelques mots d'historique et s'agissant des objectifs, on va voir maintenant la question de la participation à l'ONU.

On trouve dans la Charte une distinction entre membres originaires et membres admis. Sont considérés comme membres originaires tous les États qui ont signé la Déclaration des nations unies du 1^{er} janvier 1942 ou qui ont participé à la conférence de San Francisco entre avril et juin 1945. À noter d'ailleurs pour la petite histoire (c'est important) qu'un certain nombre de républiques fédérées d'Union Soviétique ont été considérées comme nombre originaire parce qu'elles ont participé à la conférence. C'est ce qui fait que l'Ukraine et la Biélorussie par exemple, du temps de l'URSS et alors qu'elles faisaient partie intégrante de l'URSS, avaient un siège à l'ONU. C'était évidemment dicté par l'URSS, qui voulait avoir un peu plus d'influence au sein de l'organisation.

Les membres originaires sont tous ceux qui ont signé la Déclaration des nations unies du 1^{er} janvier 1942 ou qui ont participé à la conférence de San Francisco entre avril et juin 1945

qui a donné naissance à la charte de l'ONU. Au total, il y a 51 membres originaires. À côté des membres originaires, on parle des membres admis. En effet, la charte prévoit bien évidemment l'admission de nouveaux États membres, mais elle pose pour ce faire un certain nombre de conditions :

- être un État ;
- être pacifique ;
- accepter les obligations de la Charte des Nations-Unies ;
- être capable de remplir lesdites obligations de la Charte ;
- être disposé à le faire.

La première condition est qu'il faut être un État. L'admission d'un mouvement de libération nationale est par exemple interdite à l'ONU. C'est également la raison pour laquelle des organisations comme le CICR (comité international de la Croix Rouge) ou l'Ordre de Malte ne sont pas membres de l'ONU ; ils sont simplement observateurs.

Les trois dernières obligations vont de pair (accepter les obligations de la Charte, être capable de remplir ces obligations et être disposé à le faire).

Aujourd'hui, il y a 193 états membres au sein de l'ONU sur 197 recensés dans le monde. La décision d'admission à l'ONU appartient à l'Assemblée générale sur proposition du Conseil de sécurité. Lors du vote au sein du Conseil de sécurité, il faut neuf voix sur quinze, en sachant que dans les neuf voix, il faut obligatoirement les voix des cinq membres permanents du Conseil de sécurité. Les États membres permanents du Conseil de sécurité ont donc la clé de l'admission au sein de l'Organisation des Nations unies.

De même qu'on peut être admis au sein de l'ONU, on peut en être exclu. La procédure d'exclusion d'un État membre est identique. L'exclusion d'un État qui ne respecterait pas les principes de base est donc toujours possible, sachant qu'il y a à l'obstacle éventuellement du veto des membres permanents du Conseil de sécurité. L'exclusion n'est jamais arrivée, mais la possibilité existe ; ça reste une menace. Il peut se produire plus fréquemment la suspension à titre préventif ou coercitif. La suspension de l'ONU va être la suspension du droit de vote de l'État au sein de l'organisation internationale au cas où il ne respecterait pas ses obligations. En bref, s'il viole un des points énoncés précédemment – si par exemple, il ne se comporte pas de façon pacifique dans ses relations avec les autres États, s'il ne respecte pas l'obligation de **devrait** pour les droits de l'homme ou la démocratie, s'il ne respecte pas la souveraineté des autres États, etc.

Dès l'instant qu'un État est membre de l'ONU, il va y envoyer une délégation qui va siéger dans les organes de l'ONU. Tous les États membres peuvent participer sur un pied d'égalité aux travaux de l'organisation. Ils siègent tous en pleine égalité, en plein respect de leur souveraineté réciproque.

Après l'historique, les objectifs et la participation à l'ONU, voyons sa structure, à commencer par les organes principaux de l'ONU :

- l'Assemblée générale ;
- le Conseil de sécurité ;
- le Secrétariat général ;
- le Conseil économique et social des Nations unies.

L'Assemblée générale rassemble tous les États membres, dans un rapport de stricte égalité. Chacun dispose d'une voix. L'Assemblée générale est le forum par excellence de l'ONU ; c'est là qu'on discute et qu'on formule des recommandations sur toute question qui entre dans le champ de compétence de la Charte. L'Assemblée générale est donc là pour formuler des recommandations sur toutes les questions qui entrent dans le champ de compétence de la Charte, qui sont du champ de compétence de l'ONU.

Le Conseil de sécurité est un organe qui comporte quinze membres, dont cinq permanents et dix non permanents élus pour deux ans. Les cinq membres permanents (les « *big five* ») sont les États-Unis, la Russie, la Chine, le Royaume-Uni et la France. Le Conseil de sécurité a pour responsabilité principale le maintien de la paix et de la sécurité internationales (c'est inscrit dans la Charte). Il s'assure du règlement pacifique des différends. En cas de me-

nace contre la paix, ou d'une rupture de la paix, ou d'un acte d'agression, il peut agir en vertu du chapitre 7 de la Charte avec toute une panoplie d'actions. Le Conseil de sécurité peut simplement faire des recommandations, ordonner un cessez le feu, décréter un embargo ; enfin, il y a toute une gamme d'actions qui peut aller jusqu'à une véritable opération militaire sous son patronage, en sachant qu'il n'y a pas d'armée intégrée dans le cadre de l'ONU et que l'ONU se servira donc des armées des États membres (les casques bleus).

Le Secrétariat général, avec le Secrétaire général qui est le plus haut fonctionnaire de l'ONU par sa position et par son autorité, est une véritable autorité politique qui agit auprès des États et auprès des organes de l'ONU. Il est là pour assurer un rôle de coordination. Il a aussi une véritable marge de manœuvre politique, et il est arrivé qu'il s'oppose aux membres de l'organisation, y compris aux membres permanents du Conseil de sécurité. Par exemple en Irak, lors de la deuxième guerre d'Irak – la deuxième intervention américaine qui a abouti à chasser Saddam Hussein du pouvoir en Irak, qui était certes un dictateur, mais qui au moins avait installé un pouvoir laïque –, le secrétaire général de l'ONU à l'époque, Kofi Annan, avait enjoint aux États-Unis de respecter un certain nombre d'obligations en tant que puissance occupante en Irak. Le mandat du Secrétaire général est de cinq ans, renouvelable une fois. Actuellement (en 2021), le Secrétaire général des Nations unies est le portugais Antonio Guterres.

Le Conseil économique et social des Nations unies (ECOSOC) a des compétences d'initiative, de recommandations, de coordination, de contrôle, dans les domaines économique et social, mais aussi dans le domaine de la santé, de la culture, de l'éducation, des droits de l'homme (c'est assez général). C'est un organe restreint de cinquante-quatre membres élus pour trois ans selon une répartition géographique. Ce sont les États membres qui en élisent le secrétaire général. Le Secrétaire général est élu par l'assemblée générale sur recommandation du conseil de sécurité de l'ONU.

À côté de ces organes principaux (Assemblée générale, Conseil de sécurité, Secrétariat général, Conseil économique et social), il existe des organes subsidiaires créés par les organes principaux pour les assister. Leur liste est très longue, donc nous n'allons pas en faire une liste exhaustive, mais simplement donner quelques exemples de cette catégorie des organes subsidiaires. On y trouve par exemple la Commission du Droit International (la CDI en sigle). La CDI, qui est rattachée à l'Assemblée générale, est un organe très juridique qui est un organe de codification du droit. Il est composé de deux juristes qui vont étudier tous les grands domaines du droit international pour le codifier, c'est-à-dire pour établir des conventions internationales qui vont recueillir pour partie des règles coutumières existantes. On y trouve aussi l'Unicef. On trouve également dans cette catégorie des organes subsidiaires : tous les comités de sanctions ou les tribunaux pénaux internationaux. De nombreux tribunaux pénaux internationaux spéciaux qui ont été créés. Par exemple, suite au conflit en Yougoslavie, vous aviez le tribunal spécial pour l'ex-Yougoslavie (qui vient de terminer son mandat), il y a eu la même chose pour le Rwanda, il y en a eu un pour le Liban. Tous ces tribunaux pénaux spéciaux sont rattachés au conseil de sécurité. D'autres exemple sont la Commission de statistique, la Commission de la condition de la femme etc., qui sont rattachées au conseil économique et social. On ne va pas multiplier les exemples, ça n'a pas grand intérêt. Il suffit que vous sachiez qu'à côté des organes principaux, ces organes principaux peuvent créer des organes subsidiaires qui vont les aider, les seconder dans leur tâche.

RI #9 deuxième partie

Le système onusien

Autour de l'ONU, il y a un certain nombre d'institutions qui forment avec elle tout un système, toute une famille. Si toutes ces institutions ont un lien formel de rattachement avec l'ONU, ce sont des institutions spécialisées. *A contrario*, il s'agit d'organisations dont la com-

pétence n'est pas générale. Néanmoins, elles peuvent avoir des attributions étendues dans un domaine spécifique. Elles sont rattachées à l'ONU par un accord de rattachement, autrement dit elles sont organisées sur le modèle des Nations-Unies. On va retrouver une assemblée d'organe restreint, secrétariat et surtout ce qui est important, elles ont une personnalité juridique propre, ce qui signifie qu'elles peuvent conclure des traités ou entretenir des relations diplomatiques. C'est l'ONU qui coordonne leurs activités.

Au sein de ces institutions spécialisées qui font partie du système onusien, on a des organisations financières internationales. Celles-ci reposent sur l'idée que la consolidation de la paix rend nécessaire une action, d'abord de reconstruction au départ quand elles ont été conçues, et désormais d'assistance au développement économique. Les deux piliers de ces organisations financières internationales sont des institutions qui ont été créées après les accords de Bretton Woods. Ont été posés à Bretton Woods en 1944 des accords économiques qui ont dessiné les grandes lignes du système financier international mis en place après 1944-1945. L'objectif principal était de mettre en place une organisation monétaire mondiale et de favoriser la reconstruction d'abord et le développement économique ensuite, des pays qui avait été touché par la guerre. Les deux piliers imaginés et créés à Bretton Woods en 1944 sont :

- la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), sachant que l'on parle généralement du groupe de la banque mondiale pour désigner l'ensemble des institutions qui gravitent autour d'elle. En résumé, la BIRD est la banque mondiale. Comme son nom l'indique, c'est une banque qui, comme toutes les banques, accorde des prêts et garanties (avec taux d'intérêt) en vue de favoriser les projets d'infrastructures et d'aider les États entreprendre des réformes économiques et monétaires.
- le Fonds monétaire international (FMI), qui a pour objectif de promouvoir la coopération monétaire internationale en veillant à la régulation du système monétaire, ce qui permet de stabiliser les échanges. Le FMI a une activité de surveillance des politiques économiques et monétaires. Par les capacités dont il dispose, liées d'ailleurs à celles de la banque mondiale, il a un véritable pouvoir d'injonction à l'égard des pays. Par exemple, quand la Grèce a été en très grandes difficultés économiques, son plan de redressement économique est édicté en grande partie par le FMI et dans une autre partie aussi par l'Union européenne, il ne faut pas l'oublier.

Ces organisations financières internationales ont quand même une réputation assez « sulfureuse ». Le Fonds monétaire international avait à sa tête jusqu'à il y a peu la française Christine Lagarde qui a abandonné le FMI pour être nommée à la tête de la Banque centrale européenne.

Ensuite, dans cette famille des Nations-Unies, on trouve des institutions de coopération technique. On peut citer comme exemples l'Union internationale des communications (UIT), l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), qui est un organe régulateur pour le transport aérien international, l'Organisation mondiale du tourisme (OMT), l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

L'Organisation mondiale de la santé a un rôle central dans l'adoption de la réglementation sanitaire internationale, un rôle d'assistance technique aux États, de veille sanitaire au niveau mondial. Elle a été assez critiquée ces derniers mois et surtout au début de la pandémie, parce qu'elle a été accusée, à juste titre, de favoriser la position chinoise. Au début, cette position minimisait l'ampleur et la gravité de la pandémie.

il faudrait que vous puissiez

12:34

retrouver les premiers discours de

12:38

détresse avant nous les prix et jose qui

12:40

sont son représentant son porte-parole

12:44

c'était quand même

12:46

assez significatif jusqu'à ce qu'elle

12:50

change donc sans son sens son fusil

12:51

d'épaule et reconnaisse enfin la gravité de la chose. Il y a eu beaucoup de positions erratiques, comme il y en a eu aussi beaucoup au sein même des États-membres. Par exemple, par rapport à la fameuse hydroxy-chloroquine, un jour c'était la panacée, le lendemain on a tiré dessus à boulets rouges ; on est même allé jusqu'à en interdire la prescription en France. L'OMS a dit « Non, il ne faut surtout pas » et puis elle a à nouveau fait machine arrière. Maintenant, on peut à nouveau prescrire l'hydroxy-chloroquine, mais ça n'a pas été vraiment un modèle pour la gestion de l'épidémie. Elle est sans doute trop ballottée entre des intérêts politiques ou stratégiques divergents.

Dans ce dans ce système onusien, on a aussi des institutions destinées à la protection des droits des personnes. On pourrait citer par exemple l'OIT (l'organisation internationale du travail) qui permet une coopération internationale en matière de réglementation du travail. Elle essaie par exemple d'interdire le travail des enfants, elle veille aux conditions de travail (pas dans des locaux insalubres, par rapport à l'utilisation de produits chimiques, etc.). On peut mettre aussi dans cette catégorie l'Unesco (organisation des nations unies pour l'éducation, les sciences, la culture), qui mène par exemple d'importantes campagnes pour l'alphabétisation, pour préserver la diversité culturelle, etc. (La Convention internationale des droits des enfants n'est pas une organisation ; c'est une convention, comme le nom l'indique.)

Les institutions apparentées

Dans ce système onusien, nous avons décrit un certain nombre d'institutions spécialisées qui avaient pour point commun d'être toutes rattachées à l'ONU. Il existe également des institutions de cette même famille du système onusien, mais qui pour autant n'ont pas de lien formel de rattachement avec l'ONU. On va alors parler d'institutions apparentées qui, structurellement, ont une mission de coopération avec les Nations-Unies et, du fait de cette coopération, appartiennent au système onusien (mais c'est tout).

C'est le cas par exemple pour l'agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), qui exerce une mission d'assistance technique en vue de l'utilisation civile de l'énergie nucléaire. Elle a un rôle, par exemple, en matière de contrôle de l'application des traités de dénucléarisation. Elle a un pouvoir réglementaire dans le domaine de la protection sanitaire dans le domaine nucléaire.

Toutes les organisations que nous avons énumérées précédemment sont des institutions spécialisées qui ont un lien de rattachement à l'ONU.

Pour terminer sur ce système onusien, nous sommes en train de décrire un certain nombre d'institutions qui sont apparentées, c'est-à-dire qu'elles ont d'un point de vue structurel une mission de coopération avec les Nations-Unies – et donc de fait appartiennent au système onusien, même s'il n'y a pas de lien de rattachement. C'est le cas par exemple de l'agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

Par exemple, dans le cadre des sanctions qui ont été prises au niveau de l'UE et de l'ONU pour surveiller et encadrer le développement nucléaire iranien, l'AIEA a apporté une assistance technique. Elle peut envoyer des personnes sur place pour surveiller par

le gentil à

21:29

, des centrifugeuses, quel niveau d'uranium enrichi est utilisé, etc. L'action de l'AIEA portant uniquement sur le nucléaire civil, elle n'est pas liée à l'ONU par le traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (ce n'est pas ce qui justifie son action). Elle n'a donc pas de rattachement à l'ONU, mais elle coopère avec l'ONU.

Un autre exemple est celui de l'OMC (Organisation mondiale du commerce). Son rôle avant tout est d'être un forum dans lequel les États négociaient la disparition des atteintes à la liberté des échanges commerciaux (tout ce qui concerne les droits de douane). En un mot, l'OMC a la responsabilité de gérer le système commercial international. Les accords du GATT (*General Agreement on Tariffs and Trade*, en français : Accords généraux sur les tarifs douaniers et le commerce) sont à la base de l'OMC. Au départ, il y a donc une institutionnalisation, une organisation étant créée par la suite (l'OMC). Il revient aussi éventuellement à l'OMC de trancher les litiges entre États qui peuvent survenir dans l'application des accords conclus dans le cadre de l'OMC (détail important). Des panels sont mis sur pied pour trancher ces différends. Par exemple, quand Donald Trump décide tout à coup de taxer l'acier qui est en provenance de Chine ou de l'Union européenne, un différend va naître au niveau de l'OMC. L'OMC sera amenée à vérifier si ça ne porte pas atteinte à des accords commerciaux qui auraient été passés dans ce cadre.

L'OMC est un forum dans lequel les États négocient la disparition des atteintes à la liberté des échanges commerciaux. On essaie donc de lever les entraves aux échanges commerciaux, c'est-à-dire les droits de douane.

les principales organisations régionales

La situation de chacune des grandes régions du monde est spécifique, et cette spécificité se prolonge naturellement dans les organisations internationales qui vont naître

26:06

qui vont scier pas nourrir par exemple

26:11

Une vaste région très morcelée comme l'Asie peut aller de l'Inde à la Chine jusqu'à l'Indonésie. Une région aussi morcelée n'aura pas d'organisation continentale (ce qui ne préjuge en rien du dynamisme des relations internationales dans cette région). Dans l'ensemble, il existe au niveau régional un dynamisme certain, bien qu'inégal. Il existe un très grand nombre d'organisations internationales au niveau régional, que nous n'allons évidemment pas toutes présenter (ce serait long, fastidieux et totalement inutile). Nous allons citer quelques exemples pour montrer la dynamique régionale dans les différentes parties du monde.

Dans les Amériques

Le continent américain n'est pas indifférent à notre problématique, car il a été un des champs d'expérimentation du fédéralisme étatique. Les États fédéraux y sont très nombreux ; partant de là, il n'est pas étonnant que des tentatives d'organisations fédérales aient eu lieu à l'échelle du continent. On peut citer par exemple l'Organisation des États américains (OEA) sur quasiment tout le continent nord et sud, ou l'Union des nations sud-américaines (abrégée en UNASUR) au niveau du continent américain tout entier, donc les Amériques au pluriel (nord et sud). On peut mentionner le MERCOSUR, qui est le Marché commun du Sud, créé en 1991 et qui regroupe l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay. Le Venezuela a été suspendu depuis 2016. Y sont associés le Chili, la Colombie, le Pérou, l'Équateur et la Bolivie. En particulier au moment où ça a été fondé (c'est moins vrai aujourd'hui), il y avait beaucoup de leaders de gauche à la tête de ces pays latino-américains (Lula au Brésil, etc.).

L'ALENA (Accord de libre-échange nord-américain) réunit États-Unis, Canada et Mexique, et vise à éliminer les barrières commerciales. Cet accord a été revu, et le nouvel accord qui le remplace a été conclu le 1^{er} juillet 2020.

On peut noter, en Amérique latine, un processus d'autonomisation par rapport aux États-Unis, que Washington tente de contenir tant bien que mal. L'avenir de ce processus est une affaire à suivre, avec la nouvelle présidence démocrate du président Joe Biden. On verra si cela apaisera notamment les tensions qui ont été vives sous Donald Trump entre les États-Unis et le Mexique.

En Afrique

En Afrique, les organisations internationales sont extrêmement nombreuses, même si certaines n'ont eu qu'une existence éphémère. Le phénomène d'organisation s'est manifesté en Afrique à la fois au niveau du continent (au niveau global), mais aussi à l'échelon subrégional (au niveau des grandes régions de l'Afrique), ces deux courants pouvant être complémentaires, mais parfois concurrents.

À l'échelle du continent, l'Union Africaine cherche à parvenir à une unité et à accélérer l'intégration politique, économique et social de l'Afrique, de façon à mettre fin au fléau des conflits qui ont toujours été exacerbés dans cette partie du monde. Dans une certaine mesure, l'Union africaine s'est mal inspirée de l'Union européenne.

À l'échelle subrégionale, un certain nombre d'organisations ne font que prolonger le passé colonial. D'autres vont plus loin et parviennent à le dépasser et, par conséquent, à réunir des pays, par exemple francophones et anglophones. C'est par exemple le cas de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ou de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC).

Pour terminer, on peut citer les pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique), de manière à favoriser le développement économique dans ces zones qui ont des accords commerciaux avec l'Union européenne.

Dans le monde arabo-islamique

Le monde arabe et l'Islam ne se recouvrent que partiellement. Le premier est au cœur du second, mais ce dernier est sensiblement plus large. Monde arabe et Islam sont par ailleurs très divers et les contradictions ne manquent pas, ne serait-ce que l'opposition entre Sunnites et Chiïtes qui brouillent les grilles d'analyse traditionnelles. maintient un exemple par

42:18

exemple la visite du premier ministre

42:21

israélien Benyamin Netanyahou qui a

42:23

défrayé un petit peu la chronique en

42:26

Arabie saoudite qui est allé voir le

42:29

prince héritier mbs - ben salman

42:34

totalément je dirais il est lié et

42:37

révolutionnaire évidemment dans les

42:39

relations internationales

42:40

alors qu'est ce qui fait que Israël peut

42:44

s'entendre que l'italien où je discutais

42:46

avec mbs tout simplement c'est l'ennemi commun qui est l'Iran chiite.

On retrouve toutes ces oppositions, ces diversités au niveau organisationnel.

43:05

bien sûr je mentionnerai

43:09

Par exemple, l'Union du Maghreb arabe (UMA) entend exprimer la spécificité du Maghreb. L'objectif est ambitieux ; au départ, l'idée est d'établir un espace économique entre Algérie,

Libye, Maroc, Mauritanie et Tunisie, et de promouvoir la coopération dans tous les domaines. Cependant, les tensions entre certains de ses membres, par exemple entre Maroc et Algérie, et les graves difficultés internes de ces pays ou de certains de ces pays (la Libye aujourd'hui) ont mis en sommeil cette union, avec des tentatives de relance épisodique mais sans succès. Les relations commerciales sont très faibles, et les relations politiques sont plutôt mauvaises.

On pourrait mentionner aussi ici comme exemple la ligue la Ligue arabe (officiellement Ligue des États arabes) ou l'Organisation de la coopération islamique (OCI). La Ligue arabe a vu son histoire dominée par la question israélo-palestinienne, tandis que l'Organisation de la coopération islamique c'est un forum politique pour les États du monde musulman. Il n'empêche qu'elle reste très divisée, parce que s'y retrouvent des États rivaux, des États adversaires, par exemple les États arabes sunnites pour la plupart, face à l'Iran chiite, etc.

En Asie et dans le Pacifique

L'Asie est tellement vaste qu'il n'existe pas à ce niveau d'organisation régionale générale, globale, mais plutôt des organisations sous régionales. Paradoxalement, on retrouve les pays d'Asie assez nombreux dans des instances qui les associent à d'autres États, comme l'APEC (Coopération économique pour l'Asie-Pacifique, en anglais : *Asia-Pacific Economic Cooperation*), ou le Dialogue Asie-Europe. La plus vaste des organisations de la région est la fameuse ASEAN (Association des nations de l'Asie du Sud-Est), avec un rayonnement assez large qui dépasse la région Asie-Pacifique.

Enfin, le partenariat régional économique global (RCEP) n'est pas encore une organisation, mais un grand accord commercial qui vient de se créer en Novembre 2020 autour de la Chine. C'est un accord commercial (pas à proprement parler une organisation) autour de la Chine et qui regroupe quinze pays de la zone Asie-Pacifique. On y retrouve les dix États de l'ASEAN, auxquels s'ajoutent la Chine, le Japon, la Corée du Sud, mais aussi l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Cet accord commercial est incontestablement un moyen pour la Chine d'étendre son influence, et comme « la nature a horreur du vide », il a pris la suite, le relais dans la région du fameux Accord de partenariat transpacifique (grand traité de libre-échange transpacifique) que Barack Obama avait promu (et dont il avait lancé l'initiative), et que Donald Trump a laissé tomber. Est-ce que Joe Biden va essayer de revenir sur le champ pacifique ? C'est une question intéressante à suivre dans les mois qui viennent.

RI #10 première partie

Pour faire une petite remarque d'actualité, vous avez tous appris ce matin le décès de Valéry Giscard d'Estaing, qui a été Président de la République Française de 1974 à 1981. Valéry Giscard d'Estaing a été un fervent défenseur de la construction européenne et un artisan de la construction européenne, notamment par les liens qu'il a su tisser avec le chancelier allemand de l'époque, qui était Helmut Schmidt. Même s'ils étaient de bords politiques opposés (le chancelier Schmidt était du SPD, c'est-à-dire social-démocrate), ils ont su œuvrer tous les deux, et Giscard en premier, en faveur de l'Europe, puisque c'est à lui qu'on doit l'initiative de la création, par exemple, du système monétaire européen, qui est à la base de ce que sera, avec le traité de Maastricht, la monnaie unique (un système de change dans l'Europe). C'est également lui qui a été à l'initiative du Conseil européen, dont on parlera davantage par la suite. La mise en place de l'élection des parlementaires européens au suffrage universel direct s'est faite aussi pendant son septennat. Valéry Giscard d'Estaing a donc été un élément moteur dans la construction européenne. Rendons-lui hommage au moins à ce titre.

En Europe

L'Europe, par le nombre d'organisations internationales, leur importance et leur efficacité, est vraiment le continent des organisations internationales. C'est en Europe qu'on trouve les organisations internationales les plus avancées, à la fois d'un point de vue politique, technique et surtout juridique. Nous allons faire un petit panorama de ces institutions (de ces organisations) européennes, en partant de la moins intégrée pour aller vers la plus intégrée.

L'organisation européenne la moins intégrée est sans aucun doute l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). L'OSCE a été l'institutionnalisation, à un moment donné, d'un processus lancé en 1973 avec la Conférence d'Helsinki. Il s'agissait d'une tentative de rapprochement et de dialogue entre les et deux camps adverses – puisqu'on était en pleine guerre froide –, c'est-à-dire une instance de dialogue entre le camp occidental sous l'égide des États-Unis et le camp communiste avec l'Union soviétique. Ce processus a été poursuivi, institutionnalisé et a été créée l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe qui, aujourd'hui, est un acteur de sécurité paneuropéen. Cette organisation a une approche globale. Fondamentalement, elle couvre trois thèmes : les questions de sécurité abordées sous un angle préventif, la coopération économique et scientifique, et le problème des droits de l'homme, en particulier des minorités. C'est d'ailleurs sur cette thématique des droits de l'homme que la conférence d'Helsinki avait été lancée en 1973. C'est une institution assez « souple », qui est plus ou moins en crise, ce qui s'explique par sa composition extrêmement large et sans doute la position de l'URSS puis de la Russie n'a pas assez été prise en considération. C'est une organisation qui fonctionne sur la base du consensus.

Le consensus est une forme d'unanimité, mais une unanimité de façade. On passe jamais réellement au vote, parce que si on soumettait une décision ou une option au vote, il y aurait trop d'opposition. On se contente donc de discuter et d'établir une position globale. Globalement, on dit qu'elle est adoptée. C'est du consensus.

Ce pourquoi elle ne fonctionne pas trop est qu'elle est concurrencée par d'autres organisations présentes sur la même aire géographique et plus actives et plus intégrées. L'OSCE a donc du mal à trouver sa place. On entend parfois parler de l'OSCE, car souvent elle accompagne par exemple des processus électoraux quand il y a des dangers de fraude, dans des pays de la sphère européenne au sens le plus large du terme. Quand il y a des doutes sur le déroulement équitable d'une élection, il y a en général des observateurs de l'OSCE dans les bureaux de vote.

La deuxième organisation dont nous allons parler est le Conseil de l'Europe. Le Conseil de l'Europe est l'une des plus vieilles organisations internationales européennes. Elle a été fondée par le traité de Londres du 5 mai 1949, signé au départ par une dizaine d'États. Aujourd'hui, 47 États en sont membres (de la Russie au Portugal, de la Finlande à Chypre ou Malte, etc.). C'est la plus vaste enceinte européenne, à ne pas confondre bien évidemment avec l'Union européenne, plus restreinte puisqu'elle ne compte que 27 États membres. Les 27 États membres de l'Union européenne sont bien sûr membres du Conseil de l'Europe.

11:14

le but du conseil de l'Europe qui est

11:18

une organisation je le précise d'emblée

11:20

simplement pour l'essentiel de

11:23

coopération le but selon le statut je

11:27

cite et de réaliser une union plus

11:31

étroite entre ses membres 1 il s'agit de

11:36

réaliser une union plus étroite entre
11:38
ses membres afin de sauvegarder et
11:42
promouvoir afin de sauvegarder et
11:47
promouvoir les idéaux et les principes
11:53
qui sont leur patrimoine commun alors
11:57
j'insiste sur ce terme de patrimoine
11:59
commun c'est important bon et puis de
12:02
favoriser leurs progrès économique et
12:04
social dont semblent laissés de côté je
12:07
retiendrai donc deux choses
12:08
l'idée d'une union plus étroite entre
12:10
ses membres et de promouvoir les
12:13
principes qui sont leur patrimoine
12:15
commun c'est important puisque ça va se
12:19
traduire notamment au niveau des droits
12:20
de l'homme
12:21
j'y reviens dans une minute par principe
12:28
son champ de compétence au conseil de
12:30
l'Europe est extrêmement large
12:36
c'est censé couvrir quasiment tous les
12:40
domaines politique économique social
12:44
culturel, etc.
12:48
il y a par contre un domaine qui est
12:52
extrait 6 verbis exclu c'est tout ce qui
12:56
est militaire c'est tout ce qui touche à
12:57
la défense ça c'est exclu après il ya
13:03
des domaines dans lesquels au départ le

13:06
conseil de l'Europe avait essayé d'agir
13:09
et d'occuper le terrain par exemple le
13:11
domaine économique
13:13
mais justement il va être très vite
13:15
conurrencée par d'autres organisations
13:17
européennes qui se sont créés dans
13:21
ces années-là et ultérieurement
13:23
donc ce sont des compétences qui ont peu
13:25
à peu été abandonnée donc l'idée c'est
13:32
qu'il y a un champ de compétences
13:34
extrêmement large
13:36
mais paradoxalement les moyens d'action
13:41
dont le conseil de l'Europe ait douté
13:43
pour essayer d'atteindre ces objectifs
13:46
les moyens d'action sont eux extrêmement
13:50
faible peu de moyens d'action au service
13:58
d'une vaste ambition
13:59
donc vous voyez le hiatus alors les
14:03
moyens d'action c'est quoi
14:05
ben concrètement ce sont les moyens
14:07
d'action qui existe dans le cadre d'une
14:10
organisation internationale dite
14:13
classique c'est à dire fondée sur une
14:16
simple idée de coopération
14:19
c'est à dire conclure des accords
14:22
internationaux des traités
14:24

internationaux et c'est par le biais de
14:30
ces traités internationaux qui vont
14:32
couvrir des champs très divers qu'on
14:36
essaye d'établir un peu un droit commun
14:39
à tous ces pays de cet ensemble européen
14:44
l'idée de réaliser une union plus
14:47
étroite
14:48
c'est l'union par le droit
14:53
le conseil de l'Europe peut aussi à côté
14:57
adopté des résolutions des
15:01
recommandations mais ce sont des actes
15:05
qui n'ont pas de force juridique
15:07
obligatoire pour autant deux choses à
15:18
retenir et j'ai gardé le plus important
15:21
pour la fin si le conseil de l'Europe a
15:26
un rôle à jouer et joue un rôle
15:28
important aujourd'hui c'est en tant que
15:33
tribune de politique internationale
15:37
c'est la raison pour laquelle d'ailleurs
15:39
on a parlé on a évoqué la puissance
15:44
tribunicienne du conseil de l'Europe
15:47
tribunicien ondes peut s'exprimer
15:50
et c'est un petit peu la caisse de
15:53
résonance de tous les problèmes qui
15:56
peuvent intéresser le continent européen
16:00
donc ça c'est une importance politique
16:03
qui est qui est loin d'être négligeable

16:06
enfin et c'est vraiment last but not
16:09
least le meilleur pour la fin
16:11
le grand œuvre du conseil de l'Europe
16:14
et vous le savez c'est la protection des
16:18
droits de l'homme la défense des droits
16:20
de l'homme des libertés fondamentales
16:23
c'est d'ailleurs une condition majeure
16:25
pour pouvoir adhérer au conseil de
16:28
l'Europe
16:28
il faut respecter l'état de droit
16:31
les principes de la prééminence du droit
16:33
et les droits et libertés fondamentaux
16:36
et la l'instrument alors le principe de
16:42
deux tribunes c'est notamment par
16:45
l'assemblée consultative du conseil de
16:48
l'Europe où sont représentés les
16:51
différents courants politiques qui
16:53
peuvent exister en Europe et c'est
16:56
intéressant à noter d'ailleurs pour la
16:59
première fois on avait une assemblée un
17:02
petit peu de type supranationale
17:04
puisque'elle réunit des parlementaires
17:07
issus de tous les horizons de l'Europe
17:10
qui ont choisi de se regrouper au sein
17:13
de cette assemblée consultative non pas
17:16
par pays mais par affinités politiques
17:20

donc tous les courants politiques vont
17:23
être défendus exprimer tous les
17:26
problèmes qui intéressent l'Europe au
17:28
sens large pourront être discutés au
17:32
sein de cette enceinte européenne donc
17:35
c'est une tribune où se discute tous les
17:38
problèmes d'intérêt européen donc là la
17:46
défense des droits de l'homme pour finir
17:48
je disais mais vous le savez donc
17:50
je vais passer rapidement on vous en a
17:53
déjà certainement parler dans d'autres
17:55
cours le grand œuvre c'est bien sur
17:58
l'adoption de la convention européenne
18:00
des droits de l'homme qui s'appelle très
18:02
exactement convention européenne de
18:05
sauvegarde des droits et libertés
18:07
fondamentaux en raccourci convention
18:11
européenne des droits de l'homme qui est
18:15
très importante puisque j'aurai
18:18
l'occasion d'en parler un petit peu plus
18:21
loin on a un système ici pour le coup
18:24
qui a une coloration supranationale
18:26
puisque les individus
18:28
les particuliers pourront saisir la cour
18:32
de Strasbourg, la cour européenne des
18:33
droits de l'homme
18:34
on en reparle un petit peu plus loin

18:41
voilà en tout cas pour le conseil de
18:47
l'Europe
18:50
l'essentiel en tout cas je vais pas
18:52
rentrer dans les détails puisque vous
18:55
vous verrez tout ça dans le cadre du
18:58
cours dans deux institutions européennes
19:05
et je vais aborder donc sans plus tarder
19:11
l'union européenne alors j'ai perdu le
19:16
fil des questions s'il a cédé achoui la
19:18
convention européenne des droits de
19:20
l'homme tout à fait alors après le
19:27
conseil de l'Europe donc je voudrais
19:29
vous parler de l'union européenne qui
19:34
est une organisation internationale
19:36
alors on dit je sais pas si vous
19:39
connaissiez la locution latine
19:42
c'est une organisation souys generis
19:46
sais pas si vous avez déjà entendu ça
19:49
[Musique]
19:54
vous expliquant nous montrent ce we
19:57
generis ça veut dire de son propre genre
20:00
unique en son genre
20:01
parce que vous commencez à comprendre
20:04
peut-être que là la manie du juriste
20:06
c'est d'essayer de faire des catégories
20:11
d'établir des traits communs qui
20:13

permettent de ranger une notion dans une
20:15
catégorie ce qui est extrêmement commode
20:17
parce que si on peut mettre une
20:18
étiquette si on peut le ranger dans une
20:20
catégorie
20:21
on a un régime juridique qui va avec
20:25
donc ici quand on étudie l'union
20:28
européenne est-ce qu'on peut le ranger
20:30
dans la catégorie et à voir fédération
20:36
ou pourquoi pas confédération oui et non
20:40
est ce qu'on peut leur entrée dans la
20:42
catégorie organisations internationales
20:45
oui et non parce que c'est plus qu'une
20:48
organisation internationale voilà donc
20:50
de partout c'est très caractéristique
20:52
l'union européenne études catégorie à
20:57
elle seule elle est une organisation
20:58
internationale donc ce we generis vous
21:04
le vous le verrez bien sûr ça aussi dans
21:07
le court d'institutions européennes au
21:11
second semestre
21:12
donc je vais ici retenir quelques grands
21:16
traits qui sont intéressants pour le
21:19
cours de relations internationales bon
21:21
après il faut quand même savoir de quoi
21:23
on parle alors l'union européenne on
21:29
parle de l'union européenne

21:31
aujourd'hui à l'origine c'était les
21:34
communauté économique européenne
21:36
puis on a parlé de communautés
21:38
européennes aussi raccourci est
21:41
maintenant depuis le traité de
21:43
Maastricht
21:43
on parle de l'union européenne l'union
21:48
européenne je dirais comme toutes les
21:51
organisations internationales au départ
21:53
elle sert à défendre des intérêts
21:58
communs à gérer des questions communes
22:06
néanmoins c'est une organisation qui
22:09
s'est considérablement développé depuis
22:12
les origines depuis 1957 traité de Rome
22:15
qui qu'il a fondée et elle a été conçue
22:18
d'ailleurs comme évolutive dès l'origine
22:21
et donc après tout ce chemin parcouru
22:25
il est vrai que l'union européenne
22:27
aujourd'hui fait plus penser à un état
22:32
fédéral qu'à une organisation
22:33
internationale classique on a des
22:41
rapports juridiques entre l'union
22:44
européenne et les états membres qui font
22:47
penser aux relations de type fédéral qui
22:51
existe dans le cadre d'un état fédéral
22:55
bon néanmoins les insiste on n'est pas
22:59

encore tout à fait à l'état fédéral
23:01
puisque les états membres conservent
23:04
leur souveraineté ils n'ont pas renoncé
23:06
à leur souveraineté
23:08
même s'ils ont transféré beaucoup de
23:10
compétences alors la spécificité que je
23:19
souligne de l'union européenne elle
23:21
apparaît à plusieurs niveaux elle
23:26
apparaît d'abord premièrement quant au
23:30
projet le projet bien il s'agit de
23:40
rassembler les états et les peuples par
23:45
l'adhésion à un projet commun rassembler
23:50
les états et les peuples par l'adhésion
23:52
à un projet commun à l'origine il faut
24:01
pas l'oublier c'est un petit peu le
24:04
déclencheur de la de la construction
24:07
européenne comme ça avait été le cas
24:09
d'ailleurs entre les deux guerres
24:10
mondiales mais avec beaucoup moins de 2
24:12
de succès le vrai départ de la
24:14
construction européenne il y a près 1945
24:17
c'est le constat bien sûr de de la
24:21
guerre et de ses horreurs des millions
24:23
de morts
24:25
des destructions et c'est donc on veut
24:30
mettre fin à la guerre entre les pays
24:33
européens et donc pour mettre fin à la

24:38
guerre rien de tel donc que de créer une
24:42
union que de créer une communauté où les
24:45
états pourraient se rejoindre
24:50
c'est pourquoi dans les traités
24:53
constitutifs
24:54
il est fait référence je cite et je
24:58
souligne
24:58
il est fait référence à une union sans
25:03
cesse plus étroite entre les peuples
25:06
d'Europe
25:07
une union sans cesse plus étroite entre
25:11
les peuples d'Europe
25:17
le projet européen tel qu'il est né dans
25:21
les communauté économique européenne
25:22
et juste avant avec la CECA la
25:26
communauté charbon-acier qu'on vous
25:28
expliquera c'est un projet vaste
25:32
ambitieux sans précédent il s'agit de
25:36
rassembler les États et les peuples
25:43
et puis bien sûr deux façons de façon
25:47
pacifique en évitant qu'il y ait à nouveau des guerres, et ce par l'adhésion à un projet com-
mun qui dépasse les égoïsmes, qui transcende les égoïsmes nationaux.
26:10
donc première spécificité c'est le
26:14
projet deuxième point à souligner c'est
26:20
la méthode et ça c'est très important et
26:24
vous y reviendrez au second semestre à
26:27
vers le court deux institutions

26:29
européennes
26:30
il s'agit de construire l'Europe par le
26:36
droit par l'intégration juridique
26:41
je répète il s'agit de construire
26:43
l'Europe par le droit par l'intégration
26:47
juridique
26:49
sachant que l'intégration
26:51
elle est d'abord sectorielle je
27:00
m'explique en deux mots ça a été en fait
27:03
le point de départ de la construction
27:07
européenne vous expliquera tout ça c'est
27:10
la déclaration Schuman du 9 mai 1950.
27:13
je vous explique pas pour que vous le
27:14
notez simplement que pour que vous
27:16
compreniez un petit peu le contexte
27:18
déclarations souvent du 9 mai 50 qui va
27:21
être le point de départ de la
27:23
construction européenne et permettre de
27:25
lancer la communauté européenne du
27:28
charbon et de l'acier et l'idée de
27:31
Schuman s'était de partir du constat
27:36
que les souverainetés elles sont encore
27:39
extrêmement puissante surtout qu'on est
27:42
après la guerre donc il a dit dans
27:45
cette fameuse déclaration du 9 mai 50
27:47
l'Europe ne se fera pas d'un coup ni
27:50

dans une construction d'ensemble mais
27:53
par des réalisations concrètes créant
27:56
d'abord une solidarité de fait et par là
28:01
même ils apposent poser le credo qui
28:03
allait être à la base de la construction
28:05
européenne
28:07
c'est ce qu'on appelle le
28:07
fonctionnalisme c'est l'idée que donc
28:11
l'Europe
28:12
on peut pas la faire d'un coup on va pas
28:14
décréter d'un coup on a une Europe
28:15
politique on a une Europe fédérée, parce
28:17
que les États ils en voudront pas donc
28:20
on va essayer de mettre en commun ce
28:23
qu'on peut mettre en commun
28:24
donc on va commencer par des secteurs
28:26
dans le cadre économique d'abord alors
28:30
on a commencé avec la CEEA pour le
28:32
charbon et l'acier
28:34
on vous expliquera pourquoi le charbon
28:36
et l'acier pourquoi ne pas commencer par
28:38
que sais-je m'en allais pomme ou les
28:39
pommes de terre et après dans la CEE ça
28:43
va être tous les secteurs économiques
28:45
c'est une communauté économique
28:48
européenne dans le but de créer un
28:51
marché commun et donc on fait des

28:55
constructions sectorielle avec l'idée
28:58
que à terme avec l'addition de tous ces
29:02
secteurs
29:03
après il ne manquera plus que la cerise
29:05
sur le gâteau c'est à dire l'union
29:07
politique l'union politique viendra
29:10
naturellement quand toute l'économie
29:13
aura été intégré et c'est ce qui s'est
29:17
passé en 50 ans d'histoire de l'union
29:22
européenne puisque on a créé une
29:25
communauté économique européenne
29:27
on a créé un marché commun et puis après
29:29
on a créé les débuts d'une union
29:32
politique avec une citoyenneté
29:34
européenne
29:36
voilà tout ça pour vous expliquer qu'on
29:40
a voulu construire l'Europe
29:43
progressivement et qu'on l'a construite
29:46
de façon sectorielle et on l'a
29:49
construite par le droit on a fait une
29:53
intégration juridique
29:56
intégration juridique signifiant qu'il y
30:00
a eu des abandons de souveraineté de la
30:04
part des états membres qui ont accepté
30:06
de transférer des compétences au niveau
30:09
des communautés pour qu'elles puissent
30:12

être exercées en commun
30:16
voilà pour l'idée la troisième
30:22
spécificité donc après le projet est la
30:25
méthode la troisième spécificité ce sont
30:29
les institutions et celle à qui a la
30:36
plus forte originalité les institutions
30:40
on les qualifie pour les communautés
30:43
européennes devenue l'union européenne
30:45
on les qualifie de supra nationale cette
30:50
union qui est sans équivalent et dotée
30:55
en effet d'un système institutionnel
30:58
très particulier
31:03
on a une partie seulement des
31:07
institutions qui sont mises en place il
31:10
ya qu'une partie qui est de nature
31:12
intergouvernementale
31:15
c'est à dire qui représente les états
31:19
membres c'est le cas du conseil des
31:25
ministres et c'est le cas du conseil
31:30
européen
31:33
alors j'insiste au passage est là aussi
31:37
bon je radote on vous le dira en second
31:39
semestre dans le court institutions
31:41
européennes mais déjà je vous le dis
31:44
comme ça vous en aurez entendu parler
31:46
une fois il ne faut pas confondre le
31:48
conseil européen et le conseil de

31:52
l'Europe dont je vous ai parlé tout à
31:53
l'heure c'est malheureusement une
31:55
confusion qui fait encore aujourd'hui
31:58
même par des journalistes dans la presse
32:01
écrite ou à la télé etc.
32:03
donc de grâce vous êtes juriste vous
32:07
pourrez dorénavant relevé l'erreur le
32:10
conseil européen
32:12
c'est une institution de l'union
32:15
européenne le conseil de l'Europe
32:18
c'est ce qu'on a vu tout à l'heure c'est
32:20
une organisation internationale
32:23
donc le conseil de l'Europe c'est une
32:25
organisation internationale ici
32:27
l'organisation internationale si vous
32:29
voulez c'est l'union européenne et cette
32:32
union européenne elle met des
32:33
institutions en place dont le conseil
32:36
européen conseillent européenne
32:39
d'ailleurs qui avait été lancée en 1974
32:43
à l'initiative justement de Valéry
32:46
Giscard d'Estaing qui avait voulu
32:48
institutionnaliser la pratique qui
32:52
s'était développée depuis le début des
32:53
sommets européens
32:55
mais bon je rentre pas dans le détail je
32:57

ne vous demande pas cela aujourd'hui
32:59
je voulais juste insister sur la
33:02
spécificité des institutions donc je
33:05
continue
33:05
on n'a qu'une partie de ces institutions
33:08
qui sont de nature intergouvernementale
33:11
je répète le conseil européen et le
33:14
conseil des min
33:16
ce train et les autres institutions qui
33:19
ont été mises en place représente
33:22
d'autres intérêts par exemple on a le
33:28
parlement européen qui va représenter
33:32
les peuples des états membres on a à
33:39
côté la commission européenne ça c'est
33:43
le point très original de la
33:45
construction européenne la commission
33:47
européenne qui elle va représenter
33:51
l'intérêt communautaire l'intérêt de la
33:54
communauté
33:55
la commission européenne vous le verrez
33:58
celle organe supranational par
34:01
excellence qui se traduit notamment par
34:06
une indépendance par rapport aux états
34:09
membres
34:11
et puis aussi par les pouvoirs de dont
34:15
elle est dotée voilà et ses institutions
34:21
créées entre elles par le jeu des

34:25
 compétences qui leur sont attribués un
 34:28
 équilibre institutionnel qui est tout à
 34:31
 fait essentiel au fonctionnement
 34:33
 bon si je voulais compléter le système
 34:36
 institutionnel
 34:37
 il faudrait aussi quand même mentionner
 34:40
 la Cour de justice des communautés européennes, à l'origine Cour de justice de l'union euro-
 péenne
 34:47
 aujourd'hui qui elle représente
 34:49
 l'intérêt du droit qui va trancher les
 34:53
 différends donc un système
 34:56
 institutionnel très particulier je
 35:00
 reprends on a un véritable kadri partie
 35:03
 institutionnelle qui est sans égale
 35:07
 conseil des ministres parlement européen
 35:11
 commission européenne cour de justice
 35:14
 avec la commission européenne qui est un
 35:18
 organe véritablement supranationale et
 35:21
 en parlement qui va représenter les
 35:23
 peuples et qui en plus à partir du 26 9
 35:26
 sera élu au suffrage universel dit
 35:28
 avec c'est à dire qu'il y aura une très
 35:30
 forte légitimité et parlement européen
 35:33
 qui est aujourd'hui co-législateur mais
 35:36
 bon je m'emballe je vais beaucoup trop
 35:38
 loin
 35:38
 on est dans le cadre d'un cours de

35:39
relations internationales donc j'en
35:42
reviens à ce que je disais je voulais
35:45
juste insister sur la spécificité de
35:50
l'union européenne qui aboutit et c'est
35:54
ce qui nous intéresse dans le cadre de
35:56
secours qui aboutit à affaires de
35:59
l'union européenne un acteur particulier
36:03
dans les relations internationales
36:05
c'est ce qu'on doit retenir ici parce
36:12
que premièrement première idée lui eu
36:15
effectivement est incontestablement un
36:20
acteur international
36:24
première idée donc tout le monde est
36:26
d'accord lieu est un acteur
36:29
international mais deuxième
36:34
idée un peu en contrepoint on n'est pas
36:38
tout à fait certain du poids de cet
36:41
acteur l'opinion la plus courante de la
36:47
plus largement exprimés ou défendu ce
36:52
serait que l'union européenne est un
36:56
géant économique mais un politique
37:02
voire une larve avec des guillemets bien
37:05
sûr d'un point de vue militaire
37:08
même si c'est un petit peu négatif
37:19
non c'est bon car la spécificité
37:22
c'est dans le projet la méthode et les
37:25

institutions donc c'est ok vous avez
37:30
rien manquer projet méthode institutions
37:34
et là je terminais en vous expliquant
37:39
pourquoi l'union européenne nous
37:41
intéresse dans les relations
37:42
internationales
37:45
donc c'est un géant économique mais un
37:47
nain politique
37:49
alors c'est vrai que c'est une position
37:53
un petit peu étrange pour l'union
37:57
européenne parce qu'on a un système
38:00
assez singulier qui est la conséquence
38:03
d'ailleurs de la singularité institutionnelle que je vous ai décrites
38:07
où l'union européenne un des relations
38:12
extérieures mène des relations
38:14
extérieures mais qui vient de s'ajouter
38:17
aux relations extérieures des états qui
38:21
sont membres de l'union européenne
38:29
de plus même si une action extérieure
38:32
est menée au niveau de l'union
38:34
européenne et on vous expliquera
38:37
notamment qu'il existe un haut
38:40
représentant pour la politique étrangère
38:43
et de sécurité de l'union qui est
38:46
aujourd'hui l'espagnol josette borel qui
38:51
a pas il faut le dire un rayonnement
38:54
extraordinaire finalement l'italienne

38:59
qui l'a précédée
39:01
mon guérini était quand même pas si mal
39:05
que ça bien je ferme la parenthèse je
39:10
disais donc relations extérieures de
39:13
l'union qui s'ajoute à celle des états
39:15
membres et en plus au niveau des
39:18
décisions qui peuvent être prises c'est
39:20
compliqué parce qu'il y a des décisions
39:22
qui peuvent être prises à la majorité et
39:26
d'autres qui sont prises à l'unanimité
39:29
donc on a quelque chose d'assez complexe
39:35
néanmoins dire en un politique est quand
39:39
même un petit peu péjoratif
39:42
parce que l'union européenne est une
39:45
puissance qui compte aujourd'hui c'est
39:49
un acteur majeur dans les relations
39:51
internationales de ce début du 21ème
39:54
siècle
39:57
pourquoi d'abord qu'est-ce qui est nôtre
40:04
notre force finalement qu'est-ce qui est
40:05
la force de cette union européenne pour
40:08
s'affirmer sur la scène internationale
40:11
d'abord parce qu'il y a une identité européenne fondée sur des valeurs communes qui sont les
droits de l'homme, le rôle du droit, de l'État de droit, l'idée de négociations multilatérales,
l'idée d'une économie de marché mais aussi d'une économie sociale de marché. Ce n'est pas
du libéralisme sauvage, comme on peut le voir à d'autres endroits du globe, ne serait-ce
qu'aux États-Unis.
40:48
première idée une identité européenne fondée sur des valeurs communes. Cela resserre les
liens et permet, dans certains cas, de parler d'une seule voix.

41:01
deuxième chose, c'est incontestablement
41:07
alors
41:09
ce qui explique je reprends que l'union
41:13
européenne est aujourd'hui un acteur
41:14
majeur dans les relations
41:16
internationales
41:16
c'est d'abord donc par le biais de
41:19
l'identité européenne fondée sur des
41:22
valeurs communes
41:23
donc premièrement c'est l'idée
41:25
l'identité européenne fondée sur des
41:27
valeurs communes droits de l'homme et
41:29
adroit négociations multilatérales
41:31
économie de marché etc.
41:35
deuxièmement côté de l'identité
41:37
européenne
41:38
c'est qu'il y a un rôle planétaire à jouer en raison des intérêts que ses États membres ont à
peu près partout à la surface du globe.
42:04
ensuite c'est une influence économique
42:12
monétaire et financière qui est
42:16
indéniable même si le dollar est
42:24
toujours la monnaie des échanges
42:27
internationaux notamment pour l'achat du
42:30
pétrole et cetera l'Europe s'est imposée
42:35
économiquement et l'euro s'impose aussi
42:39

et enfin quatrième idée c'est que le lieu est un modèle qui s'exporte aux alentours, par ses valeurs, par son rayonnement (son rayonnement juridique notamment). On parle à ce titre de

« *soft power* » (« pouvoir doux », « pouvoir souple »), c'est-à-dire que l'Union européenne ne s'impose pas par la force, mais par son rayonnement (juridique). C'est un modèle qui s'exporte, d'où une influence considérable, même si les européens n'en ont pas toujours conscience.

Cela étant, il serait peut-être prématuré de parler de « superpuissance » pour l'Europe.

43:43

bon ça serait peut-être un peu prématuré

43:50

La première raison est que, traditionnellement, on attribue au terme « superpuissance » l'idée de puissance militaire. Or, s'il y a un point faible dans la construction européenne est encore

44:16

aujourd'hui c'est vraiment de ce côté là

44:21

néanmoins je pense que ça serait un

44:22

petit peu injuste de parler de l'un ou

44:28

de larves comme on le fait d'habitude

44:30

certains ont employé ce mot bonso

44:33

franchement déplaisant et c'est injuste, parce que bien sûr si on prend la capacité politico-militaire de l'Union européenne en tant que telle, elle est bien plus faible que celle des États-Unis ; mais si on considère, non pas la capacité de l'UE en tant que telle, mais de l'ensemble européen, cela va beaucoup plus loin. N'oublions pas que la France est une puissance nucléaire, et le Royaume-Uni (qui vient juste de quitter l'Union européenne) est aussi une puissance nucléaire. Jusqu'à il y a peu, il y avait donc deux puissances nucléaires au sein de l'Europe (il en reste une en tout cas). N'oublions pas aussi que la France est membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, ce qui indirectement donne une visibilité aux positions européennes que peut défendre la France. Également, quantité d'initiatives ont été développées au niveau militaire, mais ce n'est pas du tout le lieu ici de de parler de tout cela.

Restons-en à l'idée de l'Union européenne en tant qu'acteur des relations internationales. Ensuite, l'Europe n'est pas une superpuissance peut-être à cause de ce facteur militaire, mais on pourrait ajouter – c'est un peu provocateur – que peut-être les européens n'ont pas fait le choix encore d'être une superpuissance.

46:41

je m'explique si on compare avec les

46:48

états unis

46:50

l'effort que consacrent les états unis à

46:55

leur budget militaire est colossal ça

47:00

dépasse les 4 % je crois même qu'on ait à

47:03

presque 5 % du produit intérieur brut (du PIB) un produit intérieur brut pardon et

47:10

Washington peuvent supporter cet effort

47:15

Les Européens, s'ils le voulaient, pourraient aussi consentir le même effort, mais ce n'est pas leur choix et la

47:26
question c'est de savoir est ce qu'il
47:28
faut le faire
47:29
est ce qu'il y a une volonté de le faire
47:34
en douter parce qu'il faut savoir aussi
47:37
que ne serait-ce que dans le cadre de
47:39
l'OTAN impose à ses États membres de conserver et de développer leurs capacités militaires
et s'est fixé là-aussi en pourcentage du PIB
47:52
c'est 2% sauf erreur de ma part que
47:55
certains pays ont du mal à atteindre par
47:58
volonté politique tout simplement donc
48:03
imiter les usa ou tenter de s'en
48:08
approcher signifierait que les européens
48:11
ont adopté la même lecture du monde les
48:15
mêmes priorités mais je dirais que en
48:21
tout cas jusqu'à présent c'était pas
48:23
trop le sens de l'histoire surtout
48:28
n'oublions pas ce que je vous ai dit
48:30
tout à l'heure c'est que la raison
48:33
d'être à la base de la construction
48:34
européenne c'était de se dire la guerre
48:37
plus jamais ça on a voulu mettre fin au
48:40
conflit
48:41
après deux conflits mondiaux désastreux
48:45
au 20e siècle
48:47
donc ça serait un petit peu paradoxal
48:48
après d'investir à fonds dans dans la
48:52
puissance militaire même si la puissance

48:57
militaire paradoxalement est utile et
49:00
même indispensable pour garantir la paix
49:04
en cas d'agression
49:08
autrement dit bon résumé l'europe ne
49:12
s'est pas constitué comme une puissance
49:16
mais plutôt comme un acteur et un acteur
49:23
qui même si son projet ou parce que son
49:27
projet c'est la paix acteur qui prend de
49:31
plus en plus de poids est d'importance
49:38
alors après sur la naissance d'une
49:42
identité européenne en matière de
49:46
sécurité des défenses c'est un peu le
49:49
serpent qui se mord la queue c'est
49:51
l'éternel débat qui agite les européens
49:54
et qui revient régulièrement
49:57
surtout quand l'otan manifeste des
50:00
volonté de se désengager de l'europe
50:03
mais avec l'arrivée notamment justement
50:06
de joe biden à la présidence des états
50:08
unis
50:09
il ya un sommet de l'otan en début
50:11
d'année et ça va peut-être à nouveau
50:13
rebattre les cartes des relations
50:15
transatlantiques et c'est donc c'est là
50:19
encore affaire à suivre
50:23
voilà pour ces quelques considérations
50:25

générales sur l'union européenne en tant
50:29
qu'acteur des relations internationales
50:30
alors je voudrais conclure cette cette
50:34
section 1 conclusions à la section 1
50:41
l'objectif ici était de mesurer le
50:46
dynamisme relationnel des différentes
50:50
régions du monde
50:53
donc dans un premier temps alors ici
50:56
dans cette conclusion le plus important
50:59
peut-être on peut se demander est ce que
51:03
l'organisation internationale en tant
51:06
que tel le phénomène organisations
51:07
internationales peut concurrencer l'état
51:12
en tant qu'acteur des relations
51:15
internationales bien je dirais oui
51:21
pourquoi pas
51:23
si elle s'inscrit justement dans le
51:26
cadre d'un projet de style fédéral
51:30
fédéralistes comme les l'union
51:33
européenne cela dit cette situation
51:38
reste tout à fait exceptionnel donc la
51:42
réponse est ce que l'organisation
51:44
internationale concurrence l'état
51:46
je dirais en principe non il n'y a pas
51:51
de concurrence l'organisation
51:54
internationale c'est une création des
51:57
états donc normalement elle n'a pas pour

52:02
ambition de dépasser ses membres de les
52:07
englober dans un ensemble plus vaste
52:11
mais simplement
52:14
donc je reprends est ce que
52:17
l'organisation internationale peut
52:19
concurrencer l'état en tant qu acteur
52:22
des relations internationales
52:23
en principe non il n'y a pas de
52:27
concurrence tout simplement parce que
52:31
l'organisation internationale est une
52:33
création des états donc elle n'a pas
52:36
pour ambition normalement de dépasser
52:40
ses membres d'être au dessus de ses
52:42
membres et de les englober dans un état
52:45
plus vaste
52:48
elle est simplement un instrument pour
52:52
les états et à les doter des moyens que
52:59
les étangs lui donne afin d'exercer ses
53:03
fonctions
53:07
autrement dit ce qui va manquer à
53:11
l'organisation internationale pour être
53:14
un acteur au sens le plus fort du terme
53:18
c'est une individualité réels par
53:22
rapport à l'état d'autant que le plus
53:27
souvent son action est de portée réduite
53:34
l'organisation internationale elle n'a
53:36

pas de souveraineté
53:37
et souvenez-vous du principe sur lequel
53:40
j'ai insisté du principe de spécialité
53:43
ou de compétence d'attribution
53:46
l'organisation internationale
53:48
elle n'a que des compétences limitées
53:50
elle n'a que les compétences que les
53:52
états veulent bien lui confier cela
53:57
étant dit les organisations
53:58
internationales
53:59
elle existe et il faut bien sûr compter
54:04
avec elle sur la scène internationale
54:15
section 2 on va voir maintenant

et je
54:24
suis en train de penser je crois que
54:26
j'ai oublié de vous mettre la suite du
54:28
plan sur hiller cette erreur sera
54:31
corrigé cet après-midi donc section de
54:36

Les acteurs indépendants des États

On va voir ici qu'à côté des acteurs non étatiques mais qui émanent des États que nous venons de voir, c'est-à-dire les organisations internationales, il existe des acteurs des relations internationales qui sont indépendants des États. On va parler ici de certains acteurs qui sont nouveaux sur la scène internationale. Il s'agit de personnes privées, de personne physique ou personne morale, qui jouent un rôle de plus en plus important dans les relations internationales. C'est pourquoi nous allons va traiter les ONG d'abord (les organisations non gouvernementales), pour parler ensuite des entreprises multinationales et dire enfin quelques mots des individus, des personnes physiques.

RI #10 deuxième partie

00:02

enfin

00:52

bien en attendant que tout le monde

00:54

arrive je rappelle que nous sommes dans

00:56

la section de les acteurs indépendants

00:59

des états puisqu'il existe effectivement

01:02

des acteurs des relations

01:04

internationales très important

01:06

aujourd'hui mais distincte des états

01:09

acteurs nouveau est en plein essor

01:14

depuis quelques temps à savoir les ONG

01:17

les entreprises multinationales et les

01:21

individus et donc je commence paragraphe

01:24

1 par

Les organisations non gouvernementales (ONG)

Voyons pour commencer leur définition :

Une ONG est un groupement, une association, un mouvement, une institution, créé non pas par un accord entre États, mais par une initiative privée ou mixte qui rassemble des personnes physiques ou morales privées ou publiques de nationalités différentes pour mener une action internationale qui s'étend en général sur le territoire de plusieurs États et qui n'a pas de caractère lucratif (c'est très important).

Ce qui les distingue les ONG des organisations internationales, c'est le fait qu'elles ne soient pas fondées sur un accord entre États et que parmi leurs membres, il n'y a pas d'État. De plus, les ONG n'ont pas de caractère lucratif. C'est ce qui va permettre de les distinguer par exemple des entreprises multinationales dont nous parlerons ensuite.

L'objet. de l'ONG peut être extrêmement divers. On va voir et donner quelques exemples. Ça peut être par exemple un objet caritatif (on pense à l'ONG Care International), ça peut être un objet environnemental (on pense à Greenpeace), ça peut être un objet religieux par exemple (le Conseil œcuménique des Églises), ça peut être un objet sportif (avec le Comité International Olympique (CIO) ou la Fifa) ; ça peut être un objet politique, par exemple les fédérations de partis politiques (on pense par exemple à l'Internationale socialiste ou communiste, ou au groupe Attac qu'on entend peut-être un peu moins aujourd'hui mais qui a eu et qui a toujours un rôle très important)

06:05

attaque ça veut dire au départ

06:08

association pour la taxation des
06:10
transactions financières et pour
06:12
l'action citoyenne
06:14
mais je crois qu'il y a un mot qui les
06:16
résume parfaitement on dit deux
06:18
attaquants général c'est un mouvement
06:19
altermondialiste
06:25
ça peut être un objet aussi économique
06:28
et social avec des fédérations de
06:31
syndicats par exemple ou 10
06:35
gestion patronale ça peut être un objet
06:42
scientifique par exemple l'institut de
06:45
droit international
06:50
ça peut être un objet très répandue de
06:55
défense des droits de l'homme
06:57
je pense bien sûr à Amnesty
07:01
International ou à Médecins du monde ou
07:09
Handicap international ou Human rights watch, etc.
07:14
Il y en a beaucoup dans ce domaine voilà
07:21
pour le premier aspect donc c'est à dire
07:24
là la définition
07:28
deuxième aspect sur lequel je voudrais
07:31
insister c'est l'absence de statut
07:35
international
07:44
cette absence de statut international
07:48
s'explique par la diversité la très
07:52
grande diversité de ces ong

07:57
déjà si on les considère par rapport au
08:01
nombre de membres il ya des variations
08:04
considérables
08:06
ça peut aller de plusieurs millions pour
08:10
les plus grandes ong à quelques dizaines
08:14
de personnes seulement donc très grande
08:18
diversité quand rôleurs leur étendue
08:22
elles sont très diverses aussi par leur
08:26
niveau d'organisation par leur cap
08:31
cité financière par leur rôle ou leur
08:36
notoriété
08:39
certains ne sont véritablement je dirais
08:41
des vedettes de l'actualité
08:43
internationale. Qui n'a pas entendu parler de Greenpeace ou d'Amnesty international ? Il y
en a d'autres qui sont beaucoup plus confidentielles. La conséquence est qu'il est difficile
d'imaginer un statut unique pour les ONG. En tout état de cause, certaines peuvent éventuel-
lement être dotées d'un statut consultatif, par exemple dans le cadre de l'ONU ou du Conseil
de l'Europe, mais c'est tout, ça va pas plus loin. d'où
09:29
le troisième élément on peut
09:32
s'interroger sur leur place dans les
09:35
relations internationales
09:39
alors je disais tout à l'heure je crois
09:42
le nombre d'ONG s'est considérablement développé depuis quelques dizaines d'années.
09:49
il est très important il en existe des
09:52
millions en avance je crois que c'était
09:55
le chiffre d'ailleurs qui était donné
09:57
dans la petite vidéo y aurait à peu près
10:01
40 000 ONG de par le monde mais bon on
10:05

en connaît même pas le chiffre exact est
 10:08
 difficile de vérifier en tout cas très
 10:12
 souvent les ONG ou en tout cas celles
 10:15
 qui ont le plus de visibilité fonds de
 10:17
 l'aide humanitaire et pour ce faire elle
 10:22
 mène des actions opérationnelles sur le
 10:26
 terrain cette précision est importante
 10:34
 parce que justement souvent les états
 10:39
 peuvent être réticents à accepter sur
 10:43
 leur sol une présence extérieure
 10:47
 même si c'est une assistance civile
 10:50
 même si c'est en cas de catastrophe
 10:52
 naturelle pourquoi pas ce que ça veut
 10:59
 dire admettre que des civils étrangers
 11:03
 viennent secourir la population locale
 11:07
 ça veut dire que l'état est incapable
 11:08
 d'assurer lui-même cette tâche auprès de
 11:12
 ses propres ressortissants
 11:17
 donc pendant longtemps et encore
 11:20
 aujourd'hui ça dépend du point de vue
 11:22
 cette présence eu des ong même à
 11:24
 caractère humanitaire
 11:26
 elle est perçue elle est considérée
 11:28
 comme une intrusion dans les affaires
 11:31
 intérieures et à cet égard les nations
 11:41
 unies ont beaucoup travaillé pour que
 11:45
 soient reconnus

11:47
l'action des ONG et ça aboutit
11:51
d'ailleurs à l'adoption de plusieurs
11:54
résolutions dont je vous parlerai si
11:57
vous suivez un jour mon cours de
11:59
droit international public en licence
12:03
résolution sur l'aide humanitaire
12:06
les couloirs d'urgence qui sont créés
12:09
par exemple en cas de conflit pour
12:11
permettre l'acheminement de l'aide
12:13
humanitaire, etc.
12:16
donc je dirais aujourd'hui il y a quand
12:19
même une évolution et l'action des ONG
12:22
mais globalement mieux acceptée en
12:27
revanche ce qui est toujours pas très
12:32
bien accepté quel que soit l'endroit du
12:34
globe d'ailleurs je crois que personne
12:36
n'a
12:37
[Musique]
12:38
le monopole ce qui est pas très bien
12:41
accepté c'est l'action militante de
12:45
certaines ONG

12:51
En effet, on a des ONG qui mènent parfois des actions plus politiques, qui vont dénoncer par exemple des violations du droit international commises par certains États, des ONG qui essaient d'alerter l'opinion publique internationale. C'est le cas par exemple pour Amnesty international. C'est ce qui explique que les États ont quelques difficultés à accepter ces ONG ou l'action de ces ONG. On pense à Greenpeace, reconnue aujourd'hui pour sa défense de l'environnement, qui a beaucoup œuvré à une époque notamment pour lutter contre la poursuite des essais nucléaires et s'est opposée à la France qui faisait ses essais nucléaires dans le Pacifique. C'est ce qui a occasionné la fameuse affaire du Rainbow Warrior. Le Rainbow Warrior était le navire affrété par Greenpeace pour aller sur place vers les atolls de Mururoa où la France faisait ses expériences militaires de bombes nucléaires. Il devait se rendre sur zone

pour essayer d'empêcher ces essais, et il y a eu sous la présidence de Mitterrand une opération montée par les services secrets (autorisée bien sûr par l'Élysée

14:34

selon lassus après même si ça n'a jamais

14:36

été dit officiellement et le Rainbow Warrior a été saboté. Manque de bol, il y avait le photographe de Greenpeace qui était retourné à bord pour chercher des pellicules et du matériel et qui a été tué dans l'explosion du navire. Les auteurs des dommages – qui étaient des agents français – avaient été récupérés par la Nouvelle-Zélande (le Rainbow Warrior était dans un port de Nouvelle-Zélande) et avaient été jugés par le gouvernement néozélandais. Tout ça avait fait tout un imbroglio politico-juridique dont vous entendrez peut-être parler plus tard.

15:17

aussi dans d'autres cons bref voilà

15:21

quand il est question de l'action

15:22

militante les états sont toujours

15:25

évidemment très réticent quand ce sont

15:27

eux qui sont dans le collimateur de deux

15:30

ONG

15:30

c'est une question de bon sens du coup

15:35

j'ajouterai que ce phénomène des ONG

15:39

il est très caractéristique bien sûr des

15:42

sociétés démocratiques dans lesquelles

15:46

l'état laisse une place importante aux

15:50

initiatives privées donc derrière les ONG, il faut voir l'idée de contre-pouvoir

16:00

dans la société civile mondiale et donc

16:07

depuis quelques années bon c'est pas le

16:10

daté 20 ans 30 ans peut-être le rôle des

16:14

ong s'est considérablement accrue

16:17

notamment grâce aux médias

16:26

mais si leur montée en puissance est

16:29

généralement considéré comme un progrès

16:32

par justement les violations du droit

16:35

international

16:38
quelle qu'elles mettent en
16:39
avant les problèmes liés à la
16:42
destruction de l'un d'eux la nature de
16:44
l'épuisement des ressources et cetera
16:45
donc ça c'est évidemment très positif
16:48
néanmoins le regard porté sur les ONG
16:52
reste encore critique à certains égards
16:57
notamment en raison de certaines
17:00
méthodes employées par des ONG
17:06
certaines ONG en effet n'hésite pas
17:09
éventuellement à utiliser l'action
17:11
violente ou à mentir et autres éléments
17:21
les certaines ONG comme la plupart
17:26
finalement appartiennent au nord je veux
17:30
dire à l'hémisphère nord c'est à dire en
17:32
gros les pays riches les pays développés
17:35
on les accuse parfois d'instrumentaliser
17:39
les informations ce qui n'est pas
17:43
forcément faux quoi qu'il en soit
17:49
vertueux ou défauts des ONG
17:54

Il faut retenir que ces ONG sont devenues véritablement des acteurs à part entière des relations internationales. Elles participent à la formation et à l'application du droit international par leur contribution, notamment à l'évolution des esprits, par les pressions qu'elles exercent indirectement sur les États par le relais des opinions publiques. Elles ont donc un rôle très important dans les relations internationales.

À côté de ces ONG, je voudrais vous parler ensuite, dans un deuxième paragraphe, des entreprises multinationales.

Les entreprises multinationales

19:02
partons de la définition le rôle

19:09
important des ONG bien elle
19:15
participe je disais à la formation à
19:19
l'application du droit international
19:22
par leur contribution à l'évolution des
19:27
esprits par les pressions qu'elle exerce
19:31
sur les états
19:44
bien je vous répondrai à la fin du cours
19:49
donc paragraphe 2 les entreprises
19:52
multinationales
19:57
partons de la définition alors les
20:07
entreprises multinationales
20:09
ce sont des entreprises privées qui sont
20:16
constitués sur la base du droit d'un
20:19
état déterminé donc ce sont des
20:22
entreprises privées qui sont constitués
20:25
sur la base du droit d'un état déterminé
20:36
et dont les activités se déroula dans
20:41
une multitude d'autres états au travers
20:45
de sociétés filiales
20:47
donc je reprends entreprise privée
20:51
constituée sur la base du droit d'un
20:54
état déterminé et dont les activités se
20:57
déroulent dans une multitude d'autres
21:00
états au travers de sociétés signale bon
21:08
sachant que ses filiales
21:10
elles sont créées conformément au droit
21:15

de l'état d'accueil
21:18
donc si vous voulez c'est un réseau
21:21
d'entreprises constitué sous des formes
21:25
juridiques assez assez diverses
21:41
oui par exemple tout à fait après il
21:48
peut très bien y avoir des filiales dans
21:51
des dents des états développés
21:53
ça ça peut marcher dans l'est dans les
21:56
deux sens mais c'est ces temps d'un des
22:00
instruments de la délocalisation
22:02
c'est exact alors un mot là aussi comme
22:08
tout à l'heure sur l'absence de statut
22:11
international les entreprises
22:14
multinationales elles ne font l'objet
22:17
d'aucun encadrement internationale sauf
22:23
éventuellement mais c'est l'exception
22:26
dans le cadre d'organisations régionales
22:31
d'intégration comme peut l'être
22:34
l'union européenne mais en règle
22:39
générale il n'y a pas vraiment de deux
22:42
mécanismes
22:44
général externe de contrôle des
22:48
multinationales et en tout état de cause
22:53
ces multinationales
22:55
ce sont des acteurs indéniable des
22:59
relations internationales et on va voir
23:02
d'ailleurs quelle est leur place dans

23:04
les relations internationales
23:10
[Musique]
23:12
dès les années soixante dix la cour
23:16
internationale de justice elle même
23:19
à noter que ces entreprises
23:22
multinationales
23:24
ce sont des institutions qui ont débordé
23:26
les frontières et ont commencé à exercer
23:30
une influence considérable sur les
23:33
relations internationales
23:36
c'est pas la peine de le noter effet à
23:39
titre d'illustration je dirais que c'est
23:46
surtout la période postérieure à la
23:51
guerre froide donc début des années 90
23:58
et puis à partir de là où il ya eu des
24:03
reconfigurations économique mondiale
24:05
d'ampleur beaucoup de de fusions
24:08
acquisitions etc qui ont été tout à fait
24:11
décisive donc je dirais en avant que ces
24:16
entreprises multinationales domine
24:20
désormais
24:21
la planète domine les échanges dominant
24:26
les flux financiers internationaux
24:29
domine les marchés financiers à tel
24:36
point d'ailleurs et je serais tenté de
24:41
faire partie des auteurs qui pensent
24:45

cela certains n'hésitent pas à y voir
24:48
les principaux acteurs actuels de la
24:53
société internationale les vrais maîtres
24:55
du monde qui échappe au contrôle d'état
25:01
parce que parce qu'elle déborde leur
25:04
territoire parce qu'il y a une mise en
25:09
concurrence parce qu'elle leur échappe
25:13
donc à l'extrême jeu que je caricature
25:16
un petit peu mais pour faire comprendre
25:18
on arrivera à l'idée que les vraies
25:21
relations internationales finalement
25:24
ce sont celles qui se passent entre les
25:26
multinationales et pas entre les états
25:30
je caricature un petit peu mais c'est
25:33
vraiment pour insister sur l'importance
25:34
de ces de ces entreprises
25:37
multinationales un tout petit exemple il
25:40
y a qu'à voir aujourd'hui l'importance
25:42
que prennent les grandes firmes
25:44
pharmaceutiques qui sont en train de
25:47
créer les vaccins contre les virus
25:49
regardez là là la puissance mondiale
25:52
dont elle dont elle hérite qu'on leur
25:55
dit qu'on leur donne la puissance
25:57
économique
25:58
c'est assez assez vertigineux alors
26:04
précision un petit peu de deux ou trois

26:06
choses
26:07
il est tout à fait possible qu'une
26:10
multinationale ou plusieurs
26:12
multinationales parviennent à imposer
26:15
leur volonté à un état on sait très bien
26:21
que par état interposés ces entreprises
26:25
et multinationales elles peuvent peser
26:28
sur le cours des négociations
26:29
internationales
26:37
c'est ce qu'aurait fait d'ailleurs c'est
26:40
ce qu'on fait des multinationales
26:42
américaines à l'om c'est l'organisation
26:46
mondiale du commerce
26:48
quand ont été négociés par exemple les
26:51
droits de propriété intellectuelle
26:54
et ce grâce à leur influence donc sur le
26:58
gouvernement des états unis
27:03
et puis petit petite parenthèse
27:07
n'oublions pas aussi chaque année le
27:10
fameux grand sommet de davos en suisse
27:13
qui rassemble tous les puissants de ce
27:16
monde ça rassemble bien sûr les
27:19
principales figures politiques les plus
27:21
les plus importantes du monde mais avant
27:24
tout les plus grands chefs d'entreprises
27:27
des plus grandes multinationales qui
27:29

gère le monde
27:32
par ailleurs il faut pas ignorer non
27:36
plus que les grandes multinationales
27:40
vont pouvoir jouer éventuellement de
27:43
leurs capacités d'investissement dans
27:46
certains états ont parfois un besoin
27:49
vital
27:50
et donc ça va les obliger éventuellement
27:53
à des concessions vis-à-vis de ces
27:57
entreprises multinationales concessions
28:00
qui peuvent paraître excessive
28:07
après je dirais que aux multinationales
28:11
il leur faut des marchés pour investir
28:14
dans de bonnes conditions donc
28:19
finalement là la dépendance elle est un
28:21
petit peu réciproque
28:30
donc si les états ont besoin des
28:33
multinationales les multinationales ont
28:35
aussi besoin des états et des marchés
28:38
quelques elle leur ouvre qu'elle leur
28:41
offre donc un rôle très important
28:50
aujourd'hui pour ces multi nationales
28:56
avec une petite parenthèse pour
29:02
commenter des faits d'actualité que j'ai
29:05
que j'ai vu récemment
29:07
La Chine, pourtant communiste, a favorisé l'essor des entreprises privées, et certaines prennent un rang assez considérable, ne serait-ce que dans tout ce qui touche aux grandes technologies. Regarder avec Huawei, Alibaba, tencent Xiaomi, etc., et qui tendent à devenir

l'équivalent pour la Chine des Gafam pour les États-Unis (Google, Amazon, Facebook, Microsoft).

29:44

aujourd'hui et donc c'est assez amusant

29:46

fait amusant je pense pas que seulement

29:47

mais on voit aujourd'hui que le

29:50

président chinois xi Jinping

29:52

il est en train de resserrer la vis et

29:54

de reprendre en main un petit peu toutes

29:57

ces grosses entreprises pour les mettre

30:02

davantage au service de l'état

30:05

communiste et surtout garder la décision

30:08

et éviter qu'elle ne devienne

30:09

monopolistique et ultra puissante

30:14

je ferme la parenthèse

30:17

donc on a vu pour ces acteurs autre que

30:19

que les états les organisations

30:22

internationales surtout les ONG les

30:26

multinationales il nous reste à voir

30:28

paragraphe 3

Les individus

L'individu en tant que personne physique n'est pas un sujet du droit international. Normalement, il ne figure pas au nombre des acteurs des relations internationales. Certes, un individu, en particulier une personne physique par exemple, en tant que touriste, en tant que producteur, en tant que consommateur, peut participer à des relations qui dépassent les frontières –d'autant plus si la personne en question occupe une fonction officielle, par exemple en tant que représentant d'un État ou d'une organisation internationale. Ceci mis à part, l'individu ne se situe pas au niveau des relations internationales, mais on peut signaler trois choses.

32:02

première chose on pourrait parler de

32:07

participation aux relations

32:09

internationales

32:15
la seule situation où les individus vont
32:19
participer aux relations internationales
32:22
c'est en tant qu'opinion publique ou en tant que groupe, par exemple un peuple ou une mino-
rités donc là on peut dire qu'ils
32:38
participent aux relations
32:39
internationales
32:43
deuxièmement je parlerai
32:47
d'assujettissement à la règle de droit
32:50
international à la règle de droit
32:52
international pardon assujettissement à
32:55
la règle de droit international
32:59
alors bien évidemment en tant que personne privée, l'individu ne peut pas créer des règles de
droit international.
33:16
donc le jeu reprend sur la participation
33:19
le premier point
La seule situation où des individus participent aux relations internationales, c'est en tant que
l'opinion publique, par exemple, ou en tant que groupe, c'est-à-dire peuple ou minorité par
exemple.
donc deuxièmes deuxièmement
33:40
l'assujettissement à la règle donc bien
33:44
sûr en tant que personne privée je
33:45
répète l'individu ne peut pas créer de
33:48
règles de droit international
33:51
en revanche beaucoup de règles de droit
33:55
international
33:56
le concerne il va donc être assujetti à
34:02
ses règles de droit international
34:08
mais cet assujettissement la qualité de
34:11
cet assujettissement je vais préciser
34:13

elle va dépendre de l'état dont il a la
34:18
nationalité dans lequel ils résident
34:25
en effet le droit international les
34:30
règles de droit international pour
34:31
atteindre l'individu il a besoin elles
34:35
ont besoin de la médiation de l'état
34:42
autrement dit il faut que l'état dont le
34:46
particulier dans la personne physique
34:48
relève rendent ces règles de droit
34:52
international
34:53
un vocable par les individus est en fait
35:01
7,1 vos kabylité ça va être le fait pour
35:05
l'individu de pouvoir se prévaloir d'une
35:09
règle devant les autorités nationales
35:14
éventuellement contre les autorités
35:16
nationales
35:22
donc vous comprenez par là alors c'est
35:27
des concepts un petit peu complexe ça
35:29
aussi ce sont des choses qui se
35:30
développeront plus tard que normalement
35:34
en principe le droit international
35:37
il n'est pas directement applicable dans
35:40
l'état membre
35:40
il ya besoin de la médiation de l'état
35:43
membres pour qu'ils puissent réellement
35:45
s'impliquer concrètement il faut cette
35:47
médiation de l'état pour rendre la règle

35:51
un vocable mais justement depuis
35:55
quelques décennies on a de plus en plus
35:59
de règles de droit international qui
36:04
sont directement invocable par les
36:08
individus devant les tribunaux qui sont
36:12
donc directement applicable sans que
36:20
l'état justement comme je l'expliquais à
36:22
l'instant est nécessaire au monde pris
36:24
le relais et est traduit ces normes
36:28
juridiques dans l'ordre juridique
36:30
interne
36:34
alors c'est surtout vrai ce que je suis
36:36
en train de vous dire pour le droit de
36:39
l'union européenne
36:41
c'est même une des caractéristiques
36:44
cela participe de la spécificité de
36:48
l'union européenne que j'ai souligné
36:50
tout à l'heure c'est la capacité pour
36:53
les institutions de l'union européenne
36:55
de produire des normes qui sont
36:58
directement applicables dans les états
37:01
membres et donc directement invocable
37:04
par les particuliers devant des
37:07
tribunaux c'est vrai par exemple pour le
37:11
règlement au niveau de l'union
37:13
européenne
37:13

le règlement quand l'union européenne

37:15

adopte un règlement il est publié au

37:18

journal officiel de l'union européenne

37:19

et il s'applique à partir de là

37:22

directement dans tous les états membres

37:24

sans que les états est à lever le petit

37:26

doigt

37:27

ça veut dire que ça crée directement des droits et des obligations pour les individus, qui pourront se prévaloir en justice devant les tribunaux contre leur État par exemple. À cet égard, on pourrait dire que les individus deviennent de véritables sujets de droit international, mais cela reste l'exception.

bon mis à

37:55

part le cas de deux lieux un il y a des

37:58

règles de droit international qui sont

38:00

cinf exécutive mais je vais pas me

38:02

lancer là-dedans parce que c'est plus du

38:04

droit international que des relations

38:06

internationales je sais juste de vous

38:07

faire comprendre un petit peu le

38:09

contexte il suffit de retenir l'idée

38:13

générale c'est à dire qu'il peut y avoir

38:15

d'énormes un vocable directement par

38:18

les individus donc ça c'était le

38:22

deuxième point c'est l'assujettissement à la règle de droit international

38:31

troisième point c'est l'idée d'une personnalité juridique internationale particulière pour les individus

La protection des droits de l'individu

La protection des droits de l'individu est un des éléments de cette personnalité internationale juridique un peu particulière. On va revoir ce qui a été évoqué plus tôt.

L'Europe est vraiment la pionnière en la matière avec des déclarations de droit, des textes qui défendent les droits fondamentaux et des juridictions qui sont chargés de les faire

respecter. Il y a un corpus de droits fondamentaux qui est créé au niveau européen et des juridictions devant lesquelles on peut les défendre.

40:04

je fais allusion bien sûr pour le

40:07

conseil de l'Europe à la convention

40:10

européenne des droits de l'homme

40:14

si vous connaissez une violation si vous

40:17

êtes victime d'une violation d'un droit

40:21

garanti par-là ceux des achats vous

40:24

pouvez bon sous certaines conditions

40:26

notamment épuisement des voies de

40:28

recours internes vous adresser

40:30

directement vous pouvez saisir

40:31

directement la cour européenne des

40:34

droits de l'homme qui est à Strasbourg

40:38

et pour l'union européenne on a depuis

40:42

le traité de Lisbonne de 2009 elle a

40:45

acquis pleine force juridique on à la

40:47

charte des droits fondamentaux de

40:50

l'union européenne et la cour de justice

40:56

donc de l'union européenne qui elle est

40:58

à Luxembourg pour en garantir donc la

41:03

sanction la protection bon après il y a

41:11

des conditions relatives à la saisine et

41:13

tout ça mais c'est pas mon propos on est

41:15

ici au niveau des principes

41:18

donc l'Europe est vraiment pionnière

41:20

c'est l'endroit du monde où on allait

41:22

les systèmes les plus profondes

41:25

protecteur les plus perfectionnés

41:28

mais ces mécanismes de protection ils

41:31

existent aussi ailleurs

41:34

même s'ils sont moins élaborée par exemple la Convention interaméricaine des droits de l'homme de 1969 avec une Cour interaméricaine ; pour l'Afrique, on a la Charte africaine des droits de l'homme (1981) et la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples qui fonctionne depuis 2008 au niveau universel.

Il faut le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP) ainsi que le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC), adoptés tous deux dans le cadre de l'ONU en 1966, qui prévoient un corpus de droits fondamentaux dans les domaines énoncés et la mise en place d'un Comité des droits de l'homme chargé d'examiner les rapports périodiques présentée par les États. Ce comité peut faire des observations, mais c'est un mécanisme.

Le premier pacte est le Pacte international relatif aux droits civils et politiques. C'est le plus important symboliquement. Ce comité est relativement peu ambitieux, surtout que sont élus à sa tête des représentants de nations qui ne sont pas forcément connus comme étant les meilleurs défenseurs des droits fondamentaux (l'Arabie Saoudite par exemple).

Ces deux pactes (pacte international relatif aux droits civils et politiques, et pacte des droits économiques et sociaux) ont prévu la mise en place d'un Comité des droits de l'homme qui examine les rapports périodiques présentés par les États. C'est assez peu ambitieux et largement politisé.

De façon plus ambitieuse peut-être, il y a le mécanisme général de protection des droits de l'homme fondé sur la charte des Nations-Unies, confié au Conseil des droits de l'homme qui lui-aussi procède à des examens périodiques de la situation des droits de l'homme dans tel ou tel État, dans telle ou telle région du monde. C'est un peu plus ambitieux, dans la mesure où, via un mécanisme de plainte, on peut déposer des plaintes auprès de ce Conseil, sachant qu'il n'y a pas de pouvoir contraignant. Ce n'est pas un organisme juridictionnel qui pourrait rendre des décisions avec portée contraignante, parce que les États sont réticents à une saisine directe d'un organe de type juridictionnel. Ils sont hostiles à ce genre de tribunaux internationaux. À ce jour, le meilleur système reste celui de la Cour européenne des droits de l'homme. Les individus particuliers peuvent saisir la Cour européenne des droits de l'homme s'ils s'estiment victimes d'une violation d'un des droits garantis par la CEDH.

RI #11 dernier cours [terminé]

On était en train de parler des acteurs autres que les États, des acteurs indépendants des États. On a vu les ONG, les entreprises multinationales, et on en était aux individus qui occupent une place particulière. Rappelons que la place des individus n'est pas très claire, parce que l'individu n'est bien sûr *a priori* pas sujet du droit international, mais il n'est pas non plus acteur théoriquement. Néanmoins, l'individu peut apparaître de façon résiduelle en tant qu'acteur, mais pas en tant que tel, plutôt en tant que membre d'un groupe, c'est-à-dire un peuple, une minorité. Cela étant dit, l'individu peut être concerné par les relations internationales et par le droit international, puisqu'il peut être (dans une certaine mesure) assujéti à la règle de droit international. On avait expliqué la dernière fois ce qu'est l'invocabilité de la norme internationale qui peut éventuellement s'appliquer directement aux individus.

L'individu peut également avoir une personnalité juridique internationale particulière qui fait que, incidemment et exceptionnellement, il apparaît dans les relations internationales.

La protection des droits fondamentaux

L'exemple le plus le plus important, le plus illustre, est la Convention européenne des droits de l'homme, dans laquelle (mais c'est l'exception) l'individu est véritablement sujet du droit international, puisqu'il peut saisir une course supranationale qui est la Cour européenne des droits de l'homme.

La responsabilité pénale internationale de l'individu

C'est une autre facette de la personnalité internationale de l'individu. C'est le pendant de la possession de droit. Quand on a des droits, on a aussi le devoir de respecter les droits d'autrui (ceci est valable dans tous les ordres juridiques).

On va parler ici de responsabilité de l'individu pour avoir commis des actes illicites graves. Elle est ancienne, mais ce mouvement qui vise à punir les coupables de tels actes est véritablement apparue après la deuxième guerre mondiale (par exemple, le tribunal de Nuremberg). De manière générale, quand peut-on engager la responsabilité pénale internationale d'un individu ?

- D'abord, quand le droit international a établi une infraction internationale, par exemple pour les cas de piraterie en haute mer, de traite des esclaves ou encore du trafic de stupéfiants, ainsi que tout ce qui est crimes contre l'humanité, génocides, etc.
- Ensuite, il faut que le droit international reconnaisse l'individu comme auteur de l'infraction.
- Enfin, il faut qu'il y ait un juge compétent pour connaître de l'affaire.

La question fondamentale qui se pose ici est : Un juge, mais quel juge ?

Première hypothèse : il peut s'agir d'un juge national. C'est le cas, et c'est la solution la plus répandue, lorsque l'État a conservé le monopole de la répression. On parle alors dans ce cas de la compétence universelle du juge national. Cela s'est passé à plusieurs reprises dans l'histoire récente ; par exemple la Belgique s'est reconnue cette compétence universelle pour juger des anciens chefs d'État africains.

Deuxième hypothèse : ce sera un juge international. Jusqu'à récemment dans le droit international et dans les relations internationales, on a mis en place des juridictions internationales spéciales, donc des juridictions pénales internationales spéciales, dans des circonstances exceptionnelles. On parle dans ce cas de juridictions « *ad hoc* », c'est-à-dire des juridictions spécialement instituées « pour ce faire ». Elles ont été créées spécialement pour un contentieux particulier. Par exemple, le tribunal de Nuremberg pour juger les criminels nazis après la seconde guerre mondiale s'inscrit tout à fait dans ce phénomène, tout comme son pendant le tribunal de Tokyo pour le Japon, ou encore le tribunal pénal international spécial pour l'ex-Yougoslavie, ou même chose pour le Rwanda, etc. Le problème est que la compétence de ces juridictions est par définition extrêmement réduite ; elle est circonscrite aux faits pour lesquels chaque juridiction a été instituée, à la fois dans le temps et dans l'espace. L'inconvénient est que, depuis une vingtaine d'années, il y a eu une multiplication de ces juridictions pénales internationales spéciales, ce qui n'est pas très cohérent au niveau de l'application du droit international. Face à cette problématique a été créée la Cour pénale internationale (CPI) en 1998. C'est une juridiction internationale permanente, instituée pour faire reculer l'impunité des auteurs, notamment des crimes de génocide. Cette cour pénale internationale a mis quelques années à s'installer. Elle n'est véritablement entrée en vigueur (en fonctionnement) qu'en 2002 ; le premier procès ne s'est tenu que sept ans après (en 2009). Si CPI a progressé peu à peu, elle a aussi été extrêmement critiquée et contestée, notamment parce qu'elle est apparue comme ne jugeant et ne condamnant finalement que l'Afrique, que le continent africain (c'est toute la série des premiers jugements qu'elle a eu à prononcer ou des affaires qu'elle a examinées). Il y a pas mal de violations très importantes qui relèvent

probablement de la Cour pénale internationale et qui pourtant ne sont pas ou qui n'ont pas été examinées par elle. D'où la critique d'unilatéralisme qui a été reprochée à la CPI. Par ailleurs, un certain nombre de pays qui avaient ratifié le statut s'en sont retiré par la suite, comme par exemple l'Afrique du Sud, avec une petite mention spéciale pour les États-Unis qui n'ont jamais voulu ratifier le statut de la Cour pénale internationale et qui n'en font donc pas partie. C'est un recul pour le droit international. C'était un progrès considérable sur le papier, mais qui s'est révélé assez décevant en pratique.

Conclusion de la première partie

Déterminer les acteurs des relations internationales est une question qui paraît de prime abord assez simple, puisqu'il s'agit de dire qui, dans les relations internationales, à une visibilité suffisante et un poids suffisant, en raisonnant catégorie par catégorie. Tant qu'il s'agit des États, des organisations internationales, des organisations non gouvernementales ou des entreprises multinationales, il y a un large consensus pour reconnaître et pour admettre qu'il s'agit bien d'acteurs des relations internationales. Ce n'est pas discuté ; il y a un accord sur cette liste, en mettant donc l'individu à part.

On a vu les sujets, on a vu les acteurs des relations internationales, mais malheureusement, on arrive au terme de ce cours et on ne sait toujours pas ce qu'est leur action, et comment peut s'articuler l'action de chacun par rapport aux autres. On va donc commencer un peu cette deuxième partie, mais simplement pour donner un petit aperçu de ce que pourrait être cette scène internationale, puisqu'on va poursuivre la métaphore théâtrale. On a les acteurs, et maintenant, on va voir ce qu'est là la scène internationale. C'est l'objet de la seconde partie.

Partie 2 : L'action

Considérée de manière globale, l'action va consister en des interactions entre les acteurs. Tous les acteurs qu'on a listés dans la première partie agissent et interagissent sur la scène internationale. La scène va fournir une vision complète de l'action, en ce sens qu'on va avoir les ingrédients, les éléments de l'action. Elle va permettre de présenter le jeu des acteurs, jeu qui s'inscrit dans un contexte particulier qui est le contexte international ; mais aussi, à certains égards, le contexte national va pouvoir jouer, puisqu'il va être celui de la diplomatie que chaque État va mener. C'est la raison pour laquelle on devrait voir normalement ces deux catégories d'action et d'interaction.

Cela étant posé, il y a une grande distinction fondamentale à faire ici entre les relations pacifiques d'un côté, et les conflits armés de l'autre. C'est la distinction fondamentale dans la société internationale et dans le droit international. C'est au cœur des préoccupations de l'Organisation des Nations-Unies, qui vise avant tout à garantir la paix.

Cette dichotomie fondamentale reposant sur relations pacifiques d'un côté, conflits armés de l'autre, les grandes parties qu'il aurait fallu envisager dans ce développement, c'est montré que le monde était à la fois ordonné et en même temps en conflit (choses que nous ne pourrions pas voir).

La scène internationale

On s'intéresse ici à la scène avant que l'action commence. Pour s'intéresser à la scène (en continuant dans l'image du théâtre), on va étudier le scénario. Pour ce faire, on va s'intéresser aux facteurs des relations internationales, à leur cause, à ce qui pousse à engager des relations internationales.

Le scénario, les facteurs des relations internationales

L'idée ici est de comprendre ce qui va pousser les acteurs à démarrer, à commencer puis entretenir des relations internationales avec d'autres acteurs. Ces facteurs sont démographiques, géographiques, techniques, et un point également très important est l'opinion publique.

Le facteur démographique

L'idée ici est d'abord que, pendant longtemps, une population nombreuse a été synonyme de puissance. Or aujourd'hui, ce n'est plus le cas et ça peut même être un facteur préjudiciable, défavorable au développement.

Si on envisage la question de la stabilité et de l'efficacité de l'État par rapport à ce critère démographique (à cette population), l'idéal est bien sûr d'avoir une population homogène, d'un excellent niveau du point de vue du critère du développement humain, c'est-à-dire une population bien soignée où il y a peu de mortalité infantile, etc., et répartie selon une pyramide des âges bien équilibrée où il y a de la jeunesse, des adultes, des vieux, mais pas en trop grand nombre, parce que ça peut peser sur l'activité économique. S'il y a une démographie galopante, ça peut être compliqué à gérer du point de vue de l'activité économique, etc.

En tout état de cause, la situation idéale avec une pyramide des âges parfaitement équilibrée, des facteurs socio-économiques idéaux ; ça n'existe jamais dans les faits. Si on considère les données actuelles de la démographie à la surface du globe, les problèmes sont très variés et très différents. Un point commun dans les pays les plus riches est qu'il y a incontestablement une population vieillissante. Par conséquent, il est difficile de maintenir le dynamisme économique et le niveau des retraites. C'est pourquoi, dans ces pays développés dont nous faisons partie – ces pays riches à la population vieillissante –, une des problématiques est de gérer l'immigration de telle sorte qu'elle se limite à l'immigration utile et qu'elle ait le moins d'effets négatifs possibles du point de vue de l'homogénéité de la population, mais aussi de la sécurité de l'État.

Un facteur important et récurrent aujourd'hui dans les politiques et dans les préoccupations des États est le problème des réfugiés. C'est la pression exercée sur ces États riches par les flots de réfugiés dus aux conflits, à la pauvreté, à la surpopulation, etc. Face à ces afflux de réfugiés, ça fait naître chez les citoyens, chez les ressortissants nationaux, des réflexes de peur, de défiance et de rejet. Cela peut affecter la politique internationale de l'État. Cette problématique se pose aujourd'hui au niveau de l'Union européenne, même si l'Union européenne a beaucoup de mal à articuler sa politique commune en matière d'immigration.

Le facteur géographique

Le facteur géographique est traditionnellement considéré comme particulièrement important dans les relations internationales. C'est ce que traduit d'ailleurs la notion, le concept, de « géopolitique ». La géopolitique est une façon d'aborder les relations internationales. C'est une méthode d'analyse des relations internationales, ancienne maintenant, qui consiste à expliquer les comportements politiques en fonction de données géographiques, de variables géographiques telles que, par exemple, la situation de l'État dans le monde par rapport aux autres pays qui l'entourent : la localisation, la dimension du territoire, la topographie, le climat, les ressources naturelles, etc. Ce facteur géographique est donc extrêmement important sur la scène internationale.

Un exemple récent en la matière concerne l'Arctique. L'Arctique est un enjeu géopolitique aujourd'hui très important avec le réchauffement climatique, c'est-à-dire le fait que par le dégel, c'est plus ouvert qu'autrefois à la navigation. Surtout, la problématique est que cette zone arctique recèle des ressources minières et gazières colossales qui aiguisent les appétits de tous les États voisins, de la Russie à la Norvège, aux États-Unis, au Canada, etc., jusqu'à la Chine, même si elle n'est pas riveraine de l'Arctique. On voit là tous les enjeux et les oppositions entre pays par rapport à l'Arctique. Ce facteur géographique est donc très important.

Cependant, il faut relativiser ce facteur géographique et le mettre en perspective. Par exemple, l'étendue du territoire peut être un atout, mais aussi un élément de faiblesse du point de vue du fonctionnement de l'État, parce qu'il sera difficile d'administrer un territoire très étendu, d'avoir une totale maîtrise sur ce territoire. Pensons par exemple à l'immense territoire russe dont une bonne partie est dans l'Extrême-Orient toujours glacé, lointain etc. De même, la question des ressources (gaz ou pétrole) peut, certes, être un atout – globalement, c'est toujours vu comme un atout –, mais simultanément un cadeau empoisonné. Si l'économie du pays est uniquement orientée et basée sur cette ressource, la vie et la survie économique du pays seront terriblement dépendantes de l'évolution des cours de ces ressources, donc c'est un peu à double tranchant.

Le facteur scientifique et technique

Les progrès accomplis par les sciences et les techniques jalonnent l'histoire de l'humanité, mais aussi corrélativement celle des relations internationales. Si on revient des siècles en arrière, des innovations comme par exemple l'invention tout simplement du gou-

vernal, de la boussole, ou au XIX^e siècle de la machine à vapeur, tout ça a considérablement marqué les relations internationales.

Depuis la seconde guerre mondiale, ce progrès technique et scientifique est exponentiel. Les progrès ont été énormes et ça va se traduire aussi sur le plan des relations internationales. Par exemple, si on considère la question de l'armement : l'invention de l'arme nucléaire, des armes de destruction massive, des armes chimiques biologiques, influent sur les relations internationales. Il y a eu également un développement et un progrès dans le domaine des communications (Internet et les réseaux sociaux), avec l'influence que ça peut avoir en termes de pression sur et par les opinions publiques. On constate aussi des progrès dans le domaine de la biologie, de la médecine : progrès colossaux accomplis en matière d'OGM, de clonage humain, etc.

L'idée la plus répandue ici est que le progrès a une incidence forte sur les relations internationales. Il a un effet incontestablement perturbateur sur les relations internationales. Par exemple, avec les progrès sur les armements, notamment au temps de la guerre froide, il y a eu une véritable course aux armements dans laquelle s'étaient lancés les États-Unis et l'URSS qui, pour chacun se tenir au niveau de l'autre, ont dû multiplier les investissements, maintenir leurs recherches, développer toujours plus d'armements et, de plus en plus, perfectionner des systèmes antimissiles, etc.

La question de l'arme nucléaire a une place particulière dans les relations internationales. Elle a pesé très fortement pendant toute la période de la guerre froide, puisque par l'arme nucléaire, les deux grands blocs avaient la capacité de s'autodétruire mutuellement. Ça a été le fameux équilibre de la terreur (« Tu appuies sur le bouton ; tu me détruis, mais avant que la bombe n'arrive, moi j'aurais le temps d'appuyer sur le mien et de te détruire à mon tour »). C'était la théorie de l'hiver nucléaire, qui a évidemment joué dans les relations internationales au moment de la guerre froide.

Pour parler d'autre chose que les armements ; sur le développement des communications, il paraît évident que les relations diplomatiques ont été transformées par les progrès de la communication et on l'a vu très récemment à la faveur de la pandémie. Des choses qui étaient impensables avant se sont produites. Par exemple la grande réunion annuelle de l'assemblée générale de l'ONU (qui rassemble tous les tous les chefs d'État) s'est faite de façon totalement virtuelle, lors du sommet du G8 aussi, etc. Tout ça se tient de façon virtuelle maintenant, donc on voit les progrès influencer sur les relations internationales. Auparavant, une telle pandémie aurait tout simplement abouti à la rupture des relations diplomatiques ; aujourd'hui, on peut continuer à se parler.

L'opinion publique

L'opinion publique s'impose de plus en plus comme une donnée permanente de l'action internationale. Il faut noter – c'est très important – qu'elle représente pour tous les acteurs, même les plus puissants et surtout les plus puissants, une réelle contrainte. Cette opinion publique est alimentée et relayée par les médias. En effet, il faut constater que, faute d'informations, l'opinion publique ne peut pas se former, se constituer, se mobiliser. De même, sans opinion publique, sans public, les informations véhiculées par les médias seraient sans effet. Opinion publique et médias sont donc intimement liés, et le poids de ce couple opinions publiques-médias peut être considérable dans les relations internationales.

Prenons un exemple : le terrorisme. Sans le relais des médias, le rôle du terrorisme dans les relations internationales serait très réduit. Les médias, au contraire, font passer son message ; ils lui fournissent une cible « intermédiaire » en termes de relations internationales, c'est-à-dire l'opinion, même si la cible finale est l'autorité politique dont on attend une action ou une abstention.

Vu le poids de l'opinion publique aujourd'hui ainsi que le poids des ONG dans l'opinion publique par le relais des médias – celles de défense des droits fondamentaux ou de défense de l'environnement –, cette présence constante de l'opinion va obliger les gouvernements à

soigner leur communication dans le but d'obtenir son soutien. Les gouvernants, les politiques, ont besoin du soutien de l'opinion ou, en tout état de cause dans le pire des cas, au moins de la neutralité de l'opinion. Le pire pour un pouvoir politique est bien sûr d'avoir l'opinion contre lui. Ce facteur, cette exigence, est particulièrement forte en cas de conflit. C'est la raison pour laquelle sont mises en œuvre des techniques aujourd'hui démultipliées grâce aux technologies de l'information et de la communication, grâce aux réseaux sociaux, etc. C'est pourquoi donc sont mises en œuvre des techniques de contrôle et de manipulation de l'information, voire de désinformation. La désinformation prend aujourd'hui un niveau considérable, ça devient même une arme de guerre entre les puissances. Par exemple, on a accusé la Russie d'influer sur l'élection américaine ou sur les opinions, au Royaume-Uni par exemple pour le Brexit. Ceci s'est fait par le biais des réseaux sociaux, de la manipulation de l'information, etc. Néanmoins, l'information et la désinformation vont dans les deux sens, d'où l'intérêt de toujours chercher les sources et croiser les informations, et ne jamais lire ou regarder une information de façon unilatérale.

En tout état de cause, l'expérience, la pratique, montre qu'avoir l'opinion avec soi est une condition majeure de l'action internationale. Si un État a l'opinion contre lui, cela va être très difficile à gérer et à tenir dans les relations internationales. Prenons un exemple, même s'il est assez ancien : À l'époque où la France faisait encore des essais nucléaires dans le Pacifique sud, elle a eu une bonne part de l'opinion internationale contre elle. Il y a eu des actions de Greenpeace notamment, jusqu'à ce que la France mette fin à ses essais nucléaires dans le Pacifique. On peut le voir aussi plus récemment quand les États-Unis et le Royaume-Uni ont décidé de se lancer dans la guerre en Irak, parce que soi-disant l'Irak possédait des armes de destruction massive. Peu à peu, leur assertion a été contestée et complètement démontée, et ils ont eu toute l'opinion publique internationale contre eux. L'opinion publique est donc très importante dans les relations internationales, et le concours de l'opinion publique à la politique étrangère d'un État s'inscrit toujours dans un contexte idéologique, culturel ou spirituel. À travers l'opinion publique, on peut mesurer la place qu'occupent sur la scène internationale les différentes idéologies globales (capitalisme, libéralisme, socialisme) ou les idéologies spécifiques aux relations internationales (nationalisme, isolationnisme, multilatéralisme), sachant que les idéologies, sous-tendues par les facteurs culturels, sont un facteur très complexe mais permanent des relations internationales. On peut mettre dans la même rubrique les religions, le fanatisme religieux, qu'il soit islamique ou autre. C'est une dimension importante pour expliquer des conflits dans le monde, qu'ils soient locaux, régionaux ou mondialisés par le fait du terrorisme.

Les règles du jeu, la diplomatie